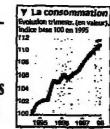
LE MONDE ÉCONOMIE

Reprise de la consommation

■ Emploi: 14 pages d'annonces classées



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 16736 - 7,50 F - 1,13 EURO

MARDI 17 NOVEMBRE 1998

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

國 ENQUÊTE La Principauté de Monaco confrontée au blanchiment d'argent sale

LA COUR d'appel de Monaco doit se prononcer, lundi 16 novembre, sur la condamnation de Moshe Binyamin à douze ans de prison pour « détention de jonds provenant de trafic de stupéfiants ». Source de tensions entre Paris et le prince Rainier, il s'agit de la première affaire de blanchiment jamais jugée dans la Principauté. Notre en-quête montre que plusieurs affaires similaires, vite étouffées, ont mis en lumière de curieuses pratiques judi-ciaires contre lesquelles se dressent des magistrats français. Mais le responsable du cabinet du prince, Georges Brinda, assure que Monaco est « peut-être le seul pays au monde où la justice est totalement indépen-

> Lire pages 10 et 11, et notre éditorial page 17

La gauche face à l'effet Cohn-Bendit

• Tête de liste des Verts aux élections européennes, l'ancien leader de Mai 68 a appelé solennellement Lionel Jospin à régulariser les sans-papiers • Sa réussite dans les médias inquiète socialistes et communistes • Robert Hue craint une « guerre fratricide » au sein de la gauche plurielle

DANIEL COHN-BENDIT a fait une entrée fracassante dans le débat politique français lors du congrès des Verts réuni à Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis, samedi 14 et dimanche 15 novembre, pour ratifier son élection comme chef de file de la liste des écologistes aux élections européennes de juin 1999. Délaissant les sujets européens, l'ancien animateur de Mai 68, député à Stras-bourg sur les bancs des Grünen, a appelé Lionel Jospin à faire preuve de « générosité républicaine » envers les sans-papiers exclus des régularisations ouvertes en 1997. « La grandeur d'un homme polititique, a-t-il dit, c'est, à un moment donné, de savoir débloquer la situa-

En présence de Joseph Rossignol, maire (PS) de Limeil-Brévannes dans le Val-de-Marne, et d'un délégué des sans-papiers hébergés dans sa mairie avant l'intervention des forces de l'ordre, M. Cohn-Bendit a évoqué l'exemple du général de Gaulle acceptant de légaliser l'objection de



conscience après la grève de la faim du pacifiste Louis Lecoin en 1962. Précisant qu'il veut contribuer à la victoire de M. Jospin à la future élection présidentielle, il a expliqué que celle-ci ne pourra pas être gagnée « qu centre » et que la victoire ne sera possible que « si le peuple de gauche se reconnaît » dans un « geste rassembleur ».

Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a parlé, di-manche, du problème des sanspapiers comme d'une « épine » qui «infecte» le gouvernement. Les dirigeants socialistes ont expliqué que les critères de régularisation doivent être respectés. Le PCF, qui réclame lui aussi la réouvreture des dossiers refusés, réunit son conseil national, alors que Robert Hue a exprimé, lundi matin, sa crainte d'une « guerre fratricide » au sein de la Gauche aux élections européennes de juin

> Lire pages 6, 9 et la chronique de Pierre Georges page 36

La crise irakienne

- Bagdad accepte sans conditions de coopérer avec l'Unscom
- **■** Washington renonce aux frappes, mais ses troupes restent en état d'alerte
- **■** Bill Clinton appelle au renversement de Saddam Hussein
- Le débat s'ouvre sur l'efficacité des sanctions

Lire pages 2 et 3 et notre analyse page 17



■ La disparition d'Edwige Feuillère

La « grande dame » du cinema français est morte un vendredi 13, quelques jours après le décès de Jean Marais, qui fut souvent son partenaire. p. 29

■ L'état de notre environnement

Selon le rapport de l'Institut français de l'environnement, publié lundi, la France a fait des « progrès réels » mais « moins rapidement que prèvu ». p. 13

■ L'argent du Parlement

Les parlementaires disposent d'une réserve de quelque 800 millions de francs par an, qu'ils répartissent de façon totalement arbitraire.

Réforme du droit des sociétés

L'avant-projet de loi prévoit notamment une réduction du pouvoir des PDG et la transparence de leurs rémunérations. Le patronat prépare sa contre-attaque.

■ A Radio-France, un PDG contesté

Le CSA doit désigner le futur dirigeant de Radio-France avant le 29 novembre. Parmi les sept candidats, l'actuel PDG, Michel Boyon, au bilan critique. p. 22



Jacques Chirac s'incline devant « la petite-fille des Mayas »

de notre envoyée spéciale Une Marseillaise sucrée et pacifique a résonné dans le patio blanc de l'université San Carlos de Guatemala, signifiant d'entrée au protocole sa mise en congé. « Très chère » Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix et ambassadeur de bonne volonté auprès de l'Unesco, accuelllait, samedi 14 novembre dans la soirée, son « cher, très cher ami » Jacques Chirac

Sans note, parce que, a-t-elle dit, un discours écrit n'aurait pu traduire ce que son cœur voulait exprimer, elle a rendu hommage au soutien que le chef de l'Etat français apporte, depuis plusieurs années, à son combat pour la paix. « Lors de notre dernière rencontre, nous nous sommes promis une amitié éternelle, entre vous et moi, entre vous et le peuple quatérnaitèque. Vous avez respecté votre parole, vous êtes là parmi nous, a-t-elle déclaré. Nous vous avons attendu avec une profonde émotion, une profonde affection et nous vous accueillons les bras ouverts. >

Devant l'assemblée colorée, composée essentiellement d'artistes et d'universitaires guatémaltèques, Rigoberta Menchu a ajouté que la visite du président de la République avait « un sens profond pour la lutte que nous avons menée et que nous enènerons toujours dans notre pays ».

La voix étouffée d'émotion et les larmes au bord des yeux, le Prix Nobel de la paix a remercié encore une fois le chef de l'État de sa présence et conclu son propos en rendant hommage à « toutes les victimes des conflits armés d'Amérique centrale, toutes les veuves et les orphelins » et en évoquant la souffrance de tous ceux qui, aujourd'hui, sont les victimes du cyclone Mitch.

Après s'être longuement incliné devant Rigoberta Menchu, Jacques Chirac a pris, à son tour, la parole pour saluer « la petite fille des Mayos » qui se bat « depuis tant d'années, pacifiquement mais avec noblesse et détermination, pour la reconnaissance de l'Identité, de la culture et des droits imprescriptibles des peuples premiers dans le monde ». Reprenant à son compte la défense de « l'interculturalidad » si souvent évoquée par Rigoberta Menchu, M. Chirac a observé qu'elle constituait « un des grands défis de l'avenir : poursuivre le dialogue des civilisations et d'abord respecter chaque culture, en reconnaître l'apport, garder et transmettre la mémoire. C'est cela aussi l'enjeu de la paix partout dans le monde », a ajouté le chef de l'État. A ses yeux, l'accord sur les droits et l'identité des peuples indigènes, signé en décembre 1996 au Guatemala, forme « la clef de voûte du processus de réconciliation » qui permettra aux Guatémaltèques de construire « une nouvelle nation, multiculturelle, où chacun trouve sa place sans distinction d'origine, de race, de langue ou

Jacques Chirac a enfin annoncé qu'à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris, en décembre, Rigoberta Menchu serait son « invitée personnelle ». Puis, après avoir visité, dans l'enceinte de l'université, une exposition de peintres amérindiens et pris chaleureusement congé du Prix Nobel de la paix, il a rejoint son hôtel pour s'entretenir, par téléphone, avec Bill Clinton et Tony Blair... des menaces de guerre en Irak.

Pascale Robert-Diard

James Tobin contre le FMI

INVENTEUR, dans les années 70, du projet de taxe sur les mouvements internationaux de capitaux, James Tobin a répondu aux questions du Monde dans son bureau de l'université Yale. Agé de quatre-vingts ans, l'universitaire américain, Prix No bel d'économie en 1981, y réaffirme sa conviction qu'il faut « lutter contre cette idée que le marché fera tout bien, en toutes circonstances ». Selon lui, les re-mèdes du Fonds monétaire international face à la crise financière sont « désastreux ». Ils risquent d'aggraver la récession dans les pays émergents, que la libéralisation des marchés financiers a « transformés en succursales bancaires des économies dominantes »

Live page 16

NOS FEUILLETS SONT AUSSI MOBILES QUE LA LOI



Les règlements et la législation bougent. Présentés sous le mode dynamique du feuillet mobile, nos Dictioninaires et Codes Permanients sont mis à jour dès que l'actualité l'exige.

Vous êtes assurés d'être à la pointe de l'Information.

Tél 01 40 92 36 36



Le dernier legs de Pinochet

par Bruno Adrian Patino

'ARRESTATION du gé-néral Pinochet à Londres a été l'occasion d'un rappel des heures les plus noires de la dictature chilienne (1973-1990). Mais la légitimité éthique et légale de l'arrestation a occulté ce qui l'a rendue possible. Le général Pinochet n'est ni naif ni ignorant des politiques suivies à l'étranger. Il dispose d'un cabinet étoffé et de différents relais dans l'armée. Il s'est pourtant fait « attraper » dans une clinique londonienne par surprise, sentiment partagé par une grande partie des gouvernants du Chill démocratique.

Dès le 20 juillet 1997, le journal espagnol El País développait, sur une pleine page, la stratégie suivie par le juge espagnol Manuel Garcia Castellon, afin d'arriver, un jour, à « mettre le général Pinochet sur le banc des accusés » pour gé-

reprises dans la quasi-majorité des général des Editions Hazan.

journaux chiliens, et de nombreux juristes s'accordèrent à souligner l'impossibilité pour le général Pinochet de voyager dorénavant à destination des pays de l'Union européenne en particulier, ou de pays ayant signé une convention d'extradition avec l'Espagne plus généralement. L'instruction du juge Baltasar Garzon, qul concerne des meurtres, tortures et assassinats ayant eu lieu en Argentine, dans le cadre de l'opération Condor, vint renforcer cette ana-

Et pourtant le général Pinochet a continué de voyager. Son rang d'ancien chef d'Etat, son titre de sépateur à vie et son passeport officiel ne sauraient constituer les seules explications à ce sentiment d'impunité.

Lire la suite 18

Les informations contenues Bruno Adrian Patino. dans cet article ne passèrent pas ancien correspondant du inaperçues au Chili; elles furent «Monde» au Chili, est secrétaire

Rentrée emmêlée



L'ÉQUIPE de France de rugby a signé une victoire brouillonne face à l'Argentine, samedi 14 noyembre, à Nantes. Jo Maso, le manager du XV tricolore, affirme au Monde ne pas craindre la défaite face à l'Australie, samedi 21 novembre, au Stade de Françe. A lire également, dans nos pages « Sports », le football, avec les difficultés de Nantes, et la volle, avec la Route du rhum, menée par Laurent Bourgnon sur Primagaz.

Lire pages 25 à 27

International 2	Asjourd'hai
France 6	Météorologie,
Société	Jena
Régions	Culture2
Carnet14	Guide culturel 31
Hartzons15	Kiosque
Estreprises20	Abonnements
Communication 22	impobilier3
Tableau de bord 23	Radio-Télévision3

INTERNATIONAL

DIPLOMATIE Bagdad est revenu inconditionnellement samedi 14 novembre sur sa décision de ne plus coopérer avec les experts chargés de le désarmer. Le président Bill

Clinton a annoncé, dimanche, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne renonçaient au recours à la force. WASHINGTON demeure vigilant et prêt à frapper à la moindre nou-

velle infraction irakienne, sans at-tendre le feu vert du Conseil de séadresser des curité ní avertissements au gouvernement irakien, a prévenu le conseiller pré-

sidentiel pour la sécurité nationale, Sandy Berger. ● LE CONSEIL DE SE-CURITÉ des Nations unies a « pris note » de la décision irakienne et rappelé à Bagdad qu'il était tenu de

la respecter strictement.

A BAG-DAD, la population, résignée et préoccupée par ses multiples soucis quotidiens, craint que la crise ne soit

L'Irak échappe aux frappes américaines, mais la tension reste vive

Bagdad a confirmé, dimanche 15 novembre, que la reprise de la coopération avec la commission chargée du désarmement était « inconditionnelle ». Washington a donc renoncé à la solution militaire, mais maintient ses forces en alerte

WASHINGTON

de notre correspondant Saddam Hussein a capitulé devant la menace d'une intervention américaine, donnons-lui encore une chance de prouver sa bonne foi, sinon... Ainsi le président Bill Clinton a-t-il annoncé en substance, dimanche 15 novembre, que les Etats-Unis avaient décidé de faire confiance aux Nations unies - Bagdad avant promis de reprendre sa coopération avec leurs experts en désarmement -, tout en se réservant le droit d'intervenir militairement si Saddam Hussein revenait sur ses engagements.

« Soyons clairs. L'Irak a cédé, mais cela ne suffit pas. Maintenant [ii] doit remplir ses obligations et reprendre inconditionnellement sa coopération avec les inspecteurs (de l'Unscom, la commission chargée de désarmer l'irak] (...). Nous resterons vigilants jusqu'à ce que toutes ces conditions soient remplies, nous maintiendrons la pression, nous resterons prêts à agir », a déclaré M. Clinton, qui venait d'annuler in extremis son départ pour le som-

met de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) à Kuala Lumpur, où il sera remplacé par le vice-président Al Gore. Mais il n'a pas caché que sa « détermination à frapper, avec le soutien massif de l'opinion mondiale, a produit le résultat [qu'il préférait] : une volteface » de l'Irak. Il a justifié sa préférence pour une solution diplomatique, par le fait que « les inspecteurs demeurent le moyen le plus efficace pour découvrir, détruire et empêcher l'Irak de fabriquer à nouveau ses armes de destruction massive et les missiles pour les transporter ». Un mécanisme de contrôle

international comme l'Unscom, at-il fait valoir, peut se révéler indispensable dans les dix à vingt ans à venir, alors que les armes biologiques et chimiques risquent de devenir une des plus graves me-

naces pour le monde. Cette volonté d'apaisement, après une semaine de tension croissante, n'a pas empêché M. Clinton de réaffirmer son désir de voir tomber le régime irakien. « Cette crise montre, malheureusement une fois de plus, qu'il demeure un obstacle au bien-être de son peuple et une menace pour la paix dans la région. (...) Le meilleur

TROIS EXIGENCES SATISFAITES

Que s'est-il passé les derniers jours pour que l'on évite de justesse la conflagration? Jeudi et vendredi, on disait les frappes inéluctables; le dispositif militaire américain dans le Golfe se renforçait; la liste des sites à détruire était évoquée. Certaines informations laissaient même entendre qu'il était trop tard pour venir au chevet d'une Unscom moribonde. Mais samedi, quelques heures après une première missive adressée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, - lettre initialement bien accueillie par la communauté internationale avant d'être jugée * inacceptable * par Washington -.

serait un nouveau gouvernement à

Bagdad qui s'engage à représenter

et à respecter les Irakiens et la paix

dans la région », a-t-il dit. Was-

hington va donc « intensifier » son

soutien à l'opposition irakienne,

pour laquelle le Congrès vient de

voter 97 millions de dollars d'aide

moyen de faire face à cette menace Bagdad fournissait aux Nations unies les ultimes garanties exigées par Washington et le Conseil de sécurité. Les bombardiers géants B-52 chargés de missiles de croisière étaient en vol, les navires dans le Golfe s'apprétaient à lancer leurs Tomahawk, des centaines de missiles menaçaient directement les sites stratégiques irakiens. « C'est presque comme s'il [Saddam] savait. Ça a été tout juste », a déclaré un officiel du Pentagone. M. Clinton a affirmé qu'il avait arrêté le compte à rebours parce que le président frakien avait répondu à trois exigences: « annuler les conditions mises à la reprise des inspections, révoquer explicitement les décisions d'agût et d'octobre de suspendre la coopération avec l'Unscom et assurer celle-ci de sa coopé-

ET MAINTENANT?

ration pleine et entière ».

Tout au long de la crise, le chef de l'exécutif américain est apparu comme moins va-t-en-guerre que la plupart de ses conseillers, et plus préoccupé des conséquences de

civile. Selon le Washington Post, les pertes auraient pu atteindre le chiffre de dix mille personnes. Comme l'explique Judith Kipper, du Centre d'études stratégiques et internationales. « le président est très prudent, il n'aime pas l'affrontement, dans sa vie privée comme en politique. Et puls, la diffusion d'armes de destruction massive n'est pas sa première priorité, elle vient après les crises asiatique et russe ».

Que va-t-il se passer maintenant? Sandy Berger, conseiller de M. Clinton pour la sécurité nationale, et le secrétaire à la défense, William Cohen, out affirmé qu'en cas de récidive irakienne les Etats-Unis n'auraient besoin ni de demander l'autorisation du Conseil de sécurité ni de lancer un avertissement avant de bombarder l'Irak. Ils maintiendront sur place une force de frappe jugée suffisante, tout en réduisant l'envoi de troupes et de matériel vers le

Patrice de Beer

Jacques Chirac : l'Irak reste sous la menace

Jacques Chirac a salué, dimanche 15 novembre, la déclaration de Bill Clinton sur l'Irak et affirmé que Bagdad devait comprendre qu'« en cas de nouvelle rupture de sa coopération avec l'ONU la menace de l'usage de la force pèserait à nouveau immédiatement sur ce pays ». Bill Clinton « vient, il y a quelques heures, de faire une déclaration dont je salue l'esprit », a dit M. Chirac, depuis le Guatemala. Il s'était entretenu la vellle par téléphone avec Bill Chinton et Tony Blair. « C'est en coopérant pleinement avec les Nations unles que l'Irak obtiendra la levée des sanctions », a également indiqué le chef de l'Etat.

Bill Clinton confond les objectifs des Nations unies et ceux des Etats-Unis

l'égard de l'Irak n'a jamais brillé par . sa clarté et les déclarations, dimanche 15 novembre, du président Bill Clinton, ne l'ont pas davantage éclairée.

ANALYSE.

Une stratégie construite sur la confusion - ---des genres

Non seulement les intentions des Etats-Unis paraissent contradictoires, mais M. Clinton a confondu, dans un même souffle, les objectifs des Nations unies et ceux des Etats-Unis, donnant ainsi crédit à l'Idée se-Ion laquelle Washington marginalise l'organisation internationale au profit de ses propres plans en Irak.

L'un des arguments forts invoqués par M. Clinton, pour expliquer la renonciation au recours à la force contre l'Irak, est l'importance du maintien dans ce pays des membres de la commission chargée de le désarmer (Unscom). « Si nous menons une action militaire, nous nouvons altèrer de manière significative la capacité de Saddam Hussein de développer des armes de destruction massive, mais cela sonnera le glas de l'Unscom », a-til dit. « Nous n'aurons plus glors qucune surveillance, aucun aperçu, aucune implication dans ce qui se passera à l'intérieur de Elrak ».

Mais, a-t-il prévenu, les Etats-Unis demeurent vigilants et prêts à sévir, si l'Irak contrevient à ses engagements. Cela signifie qu'ils passeront alors par pertes et profits cette même Unscom, à laquelle M. Clinton vient de tresser des lauriers. Pour lui substituer quoi ? Comment alors l'ONU pourrait-elle taire en sorte que l'Irak ne soit plus une menace pour ses voisins et pour

LA STRATÉGIE américaine à la paix? Le chef de l'exécutif américain s'est abstenu de poser ces questions et a fortiori d'y répondre.

M. Clinton a également affirmé que le « renforcement des sanctions dans les zones d'exclusion aériennes » imposées à l'Irak en 1991 fait partie des mesures-envisagées pour « endiguer la menace » que pourrait encore faire planer le président irakien. Les ·zones d'exclusion-en-question s'étendent au nord du 36 parallèle (dans une partie du Kurdistan) et au sud du 33°. Elles ont été décrétées après la guerre du Golfe non pas en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité, mais conformément à une interprétation américano-franco-britannique de la résolution 688 du Conseil, qui exige de l'Irak le respect des droits de l'homme. Elles visent à entraver la répression par l'Irak de sa population. Or, si M. Clinton a la quasi-garantie que la Grande-Bretagne le suivra sur cette voie d'un « renforcement des sanctions », il n'est pas du

tout certain que la France, par exemple, accepte de le faire. Déjà, en 1996, lorsque Washington avait décidé de porter du 32° au 33° parallèle la zone d'exclusion dans le sud de l'Irak. Paris s'était abstenu.

Pratiquant la confusion des genres, M. Clinton a affirmé qu'à long terme son objectif était-de voir s'installer en trak « un nouveau gouvernement qui s'engagerait à représenter et respecter son peuple ». Ce n'est pas la première fois qu'un membre de l'administration américaine expose l'ambiguité des intentions américaines. Washington avait, en 1991, încité les populations kurdes et chiites à se soulever pour renverser le régime. Elle avait par la suite laissé écraser ces révoltes dans le sang. La CIA a entretenu et financé des groupes d'opposition, mais son projet s'est soldé par un fiasco total du fait des conflits qui minent les opposants et de l'intervention de l'armée irakienne, en septembre 19%, dans le Kurdistan, aux côtés de l'une des deux principales formations kurdes.

Ce qui est nouveau dans les déclarations, dimanche, de M. Clinton, et avant lui de la secrétaire d'Etat Madece projet américain aux objectifs de la : se sont montrés en complète communauté internationale. Or le renversement du régime irakieu n'a : la crise irakienne. A l'instar des jamais été inscrit dans les projets du Conseil de sécutité des Nations unies, quoi que pensent de Saddam Hussein les gouvernements des pays membres du Conseil. L'ONU se borne, en effet, à exiger de l'Irak qu'il coopère à l'élimination de ses armes de destruction massive, qu'il cesse de réprimer ses populations, qu'il indemnise tous les pays, sociétés et particuliers qui ont été lésés par l'invasion du Koweit et qu'il libère les

Mouna Naim

Tony Blair, solidaire jusqu'au bout

LONDRES

de notre correspondant Huit entretiens téléphoniques en dix-huit heures de crise, une « communication » absolument identique et un même solide scepticisme quant aux engagements pris leine Albright, c'est le fait d'associer par l'Irak : Tony Blair et Bill Clinton communion d'esprit tout au long de Etats-Unis, et au contraire des autres Européens, qui ont gardé une distance militaire respectable quant à l'éventualité de frappes sur l'Irak, les forces britanniques, avait averti, dimanche, le porte-parole du premier ministre, demeuraient « prêtes, disposées et capables de frapper au moindre faux mouvement ». Dimanche matin, alors que Paris, Moscou, Pékin et Le Caire se déclaraient satisfaits de la volte-face irakienne, Londres comme Washington exigeaient - et obtenaient - que soient biffés de la lettre d'acceptation ira-

kienne les neuf « souhaits » qui l'accompagnaient. « Saddam Hussein, a dit Tony Blair, n'est pas quelqu'un à aui nous pouvons faire confiance. Cela ne sera pas terminé tant que nous n'aurons pas testé chacun des points agréés. » En clair, le Royaume-Uni soutient les cinq points sur lesquels les Etats-Unis entendent « tester » l'Irak. Tony Blair avait donné, samedi, ordre aux douze chasseurs-bombardiers Tornado britanniques basés au Koweit de participer à l'action américaine. « Un cinquième des cibles » irakiennes devaient être frappées par les avions anglais, a discrètement fait savoir le ministère de la défense. « je n'hésiterais pas à redonner cet ordre si besoin est », a réitéré Tony Blair, dimanche aprèsmidi. Et la prochaine fois, a-t-il précisé, reprenant là aussi la version américaine, «il n'y aura d'avertissement d'aucune sorte ».

Patrice Claude

Les inspecteurs de l'Unscom devraient reprendre leurs activités dès mercredi

(Nations unies) de notre correspondante

« Le président Clinton a parlé comme un grand homme d'Etat et ses déclarations seront appréciées par la communauté internationale dans son ensemble. » C'est en ces termes que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a commenté, dimarche 15 novembre, les propos du président Bill Clinton à l'égard de la crise irakienne. « le suis reconnaissant au président Clinton pour sa décision courageuse et difficile, qui est une victoire de la diplomatie et de la détermination. » Cette opinion était largement partagée

aux Nations unies. La décision du président Clinton de ne pas recourir à la force contre l'Irak, estime un diplomate occidental de haut rang, montre que le président américain « s'est rallic à l'idée que le maintien des experts du désarmement en Irak est le meilleur moven de surveillet ce pays. Tout s'est cristallisé autour de ce constat ».

Toutefois, nul n'a le sentiment à l'ONU que le risque d'un recours à la force est totalement écarté. Désormais, chaque mot et chaque geste du gouvernement irakien seront surveillés de très près. Il ne faudra pas attendre longtemps pour tester l'Irak. Selon Richard Bu-

tier, le président de la commission charge de désarmer le pays (Uns-com), les inspecteurs de l'ONU devaient être de retour à Bagdad mardi 17 novembre et pourront reprendre leur travail dès mercredi. Si, disent les diplomates, l'Irak « prend la décision suicidaire » d'empêcher l'Unscom d'effectuer « librement et inconditionnellement » 500 travail, « les Américains ne chercheront plus l'avis de l'ONU et recourrent à la force sans hésitation

Pour l'heure, les pays membres du Conseil ont décidé d'accorder à Bagdad le bénéfice du doute. Ainsi, dans une déclaration à la presse di-

manche, le Conseil a « pris note » du fait que l'Irak a décidé « clairement et inconditionnellement, de coopérer avec l'Unscom et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) », et que « cette décision constitue une abrogation des décisions du 5 août et du 31 octobre ». Il a aussi exprimé « sa projonde grati-tude au secrétaire général pour ses efforts » et estimé que sa a confiance dans les intentions de l'Irak a besoin d'être confortée par une coopération entière, inconditionnelle et soutenue avec l'Unscom ». Le Conseil a réaffirmé son intention de « procéder à un examen global » des

relations de l'Irak avec l'ONU. Les craintes de certaines délégations de voir les Etats-Unis exiger une résolution réitérant la menace de recours à la force, si la coopération de l'Irak laisse à désirer, se sont révélées injustifiées. Toutefois, les tentatives de la France et de la Russie d'inchire une phrase soulignant le fait que l'Unscom demeure « un organe subsidiaire » du Conseil de sécurité ont été rejetées par Washington. Certaines délégations arabes ont exprimé leurs craintes que M. Butler « soit tenté de créer des incidents » en procédant à des inspections « provocantes ». M. Butler, pour sa part, interrogé par des chaînes de télévision américaines, a accusé les trakiens de « mentir » sur leurs armes de destruction massive.

Si le scénario prévu par le Conseil de sécurité se déroule normalement, M. Annan devrait, une fois que l'Unscom aura repris ses activités, présenter un rapport au Conseil confirmant la coopération ira-

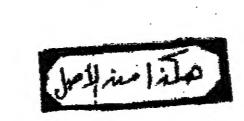
à « l'examen global » qui, espèrent les Irakiens, mènera à la levée de l'embargo pétrolier.

Le Conseil a réaffirmé son intention de « procéder à un examen global » des relations avec l'Irak

Dans les couloirs de l'ONU, les débats tournaient dimanche autour de la volonté des Etats-Unis de changer le régime en Irak. C'est un « agenda américain », disaient publiquement les diplomates, mais, en privé, ils faisaient remarquer que si Washington réussissait, « il seroit applaudi par la communauté internationale dans son ensemble ». D'autres n'excluaient pas que l'objectif de M. Clinton soit « de préparer l'opinion américaine à la levée éventuelle des sanctions économiques qui ont été un échec absolu », en faisant la distinction entre le régime et la population civile en Irak. La pleine coopération de l'Irak sur le désarmement rendrait en tout cas « intenable » le maintien indéfini des sanctions.

Par ailleurs, le chef du programme humanitaire de l'Irak, a annoncé que les 150 observateurs de l'ONU regagneraient Bagdad lundi.









Les premières demai s'apparentaient à c

mail deferred KINGS COLT protest for Art. com. Block of 1873 de sollier KEIDIN C. Ane 2021 - ... VOICE LEVEL ATTIVE LET

contradiction in the Bandad & ...

Deux jours de tens or

O Dane in them to Samed ianga = - . . dans one letter i i i i Bagdad a re-0000000 Samedi altri THE TOTAL Tarel 4th Jan Patter Care to Control of the Contro क्ष क्वाराहर :

I Water Company

THE PERSON AT MEMBER

ন্দ্ৰ স্থান্ত হয় বিশ্বস্থান তেওঁকাত ক্ৰিকাৰ ক্ৰিয়াৰ

AND SECTION AND ADDRESS OF THE PERSON ADDR

WAS A DOLLAR STATE

Andrew Company

THE WHITE ME

de la constante Media habaselis isolates a desire Mando Caredo arose HOUSE THE Ole present rapone industria

Miles . Observed Transport Me fur have · 1/18:50 de la competation CR . Dicker · Ball Carrier III THE PROPERTY

May had in the second Unis daires days folig takenge (22) itanie de condition me dimer . Line BOTH & MICHELLE Cinton pour L Make (a qui à Oblige English

NDARHAMDOUN:

As the harms when the personal and the harms when the personal and the per

Distance Ferrance and Laurent Se Change Service Se COM STANSON

Set a se parent

Me interne de ce que de sen décrédé le pro-sen en les

The state of the second state of

asion reste vive

L'HISTOIRE
RETIENDRA QUE
NOUS AVONS FORCE
LA MAIN DU PRESIDENT
AMERICAIN/



FAIT RATER
LE SOMMET DE
KUALA-LUMPUR!



délais la question de la composition

de l'Unscom. Il lâchait ainsi quelque

peu de lest sur les sempitemelles

exigences de l'Irak concernant la

commission, ne réclamant plus ex-

plicitement la révocation de son

chef, Richard Butler, le rééquili-

brage des personnels, le transfert

du quartier général de New York à

Genève ou Vienne et la mise sur

pied d'un bureau exécutif de l'Uns-

com dépendant du Conseil de sé-

Les premières demandes irakiennes s'apparentaient à des conditions

DANS L'ANNEXE à la lettre qu'il avait adressée, samedi 14 no-vembre, au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, demandait un calendrier pour la levée des sanctions et des assurances en ce sens, qui seraient « directement communiquées à la direction irakienne à Bagdad par le biais du secrétaire général, ou par une délégation du Conseil », Qu'il s'agisse d'une simple maladresse, ou d'une volonté délibérée de maintenir une ambiguité, ces demandes quasicomminatoires semblaient en contradiction avec l'annonce par Bagdad de la reprise inconditionnelle de sa coopération avec la

Deux jours de tension

 Dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 novembre, Kofi Annan, dans une lettre, « exhorte » Bagdad à revenir sur sa décision et à coopérer avec l'Unscom. Samedi, alors que les appareils américains font route vers l'Irak, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, annonce dans sa lettre-réponse que l'Irak a « décidé de reprendre sa coopération avec l'Unscom et l'Agence internationale de l'énergie atomique et de les autoriser à mener leurs activités habituelles, conformément aux résolutions » de l'ONU. Une annexe à cette lettre énumère des demandes irakiennes. La lettre est bien accueillie par la communauté internationale.

 $a \rightarrow J/2\pi c$

1.00

4 5 2 5 22

1.0

.: 21-23

grander.

Le président Clinton juge la réponse irakienne
inacceptable ».
Dimanche, l'Irak précise que l'annexe vise uniquement à exposer ses vues et que la reprise de la coopération avec l'Unscomest « inconditionnelle ».
Bill Clinton juge la réponse irakienne recevable.

commission spéciale chargée de désarmer Pirak (Unscom). Les Etats-Unis étaient donc fondés à refuser l'offre trakienne, l'assimilant à une litanie de conditions. « C'est le monde à l'anvers », déclarait Sandy Berger, le conseiller du président Bill Clinton pour la sécurité nationale, Ce qui a obligé Bagdad à préciser, dans une autre lettre, transmise dinanche par l'ambassadeur iralden à l'ONU, Nizar Hamdoun, qu'il ne s'agissait que d'un simple point de vue... M. Aziz demandait en effet dans upe « annexe » à son premier courrier que « le régamen [des sanctions par le Conseil de sécurité) soit effectué dans un délai très bref (sept jours par exemple) après la reprise » du travail de l'Unscom. En termes diplomatiques, il souhaitait que « le Conseil de sécurité soit prêt à appliquer le paragraphe 22 si la satisfaction des exigences de la section C de la résolution 687 du Conseil de sécurité est établie ». Si le Conseil estime que le travail doit se poursuivre, ajoutait M. Aziz, nne courte période doit être fixée à cet effet, et pendant ce temps, le Conseil doit adopter « des mesures pour la levée ou la réduction des sanctions, proportionnellement à la partie des exigences du paragraphe 22 qui o été satisfaire ». Bagdad demendait enfin que soit respectée l'interprétation juridique de la « section C » et qu'aucun Etat n'y ajoute des condi-tions additionnelles - une altusion aux Etats-Unis qui exigent, entre autres, que l'Irak respecte les droits de l'homme et clarifie l'affaire des prisonniers koweitiens avant toute levée des sanctions.

La « section C » de la résolution 687 de l'ONU dispose essentiellement que Firak « doit accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés ou neutralisés, sous supervision internationale, toutes les armes chimiques et biologiques et les sous-systèmes et composants et toutes les installations de recherchedéveloppement, d'appui et de production dans ces domaines, tous les missiles halistiques d'une nortée supérieure à 150 kilomètres, ainsi que tous les principaux composants et les installations de réparation et de production », L'Unscom est chargée de « détruire, enlever ou neutraliser » tous ces produits. Bagdad doit aussi se conformer strictement au traité sur la non-projifération des armes nucléaires en répondant à toutes les exigences en la matière de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Quant au paragraphe 22 de la même résolution, il prévoit que, dès que l'irak aura satisfait toutes les conditions pré-citées, « les interdictions énoncées dans la résolution 661 [de 1990] touchant à l'importation de produits de base et de marchandises d'origine irakienne et les transactions financières connexes seront levées ».

M. Aziz demandait, par ailleurs, que le Conseil de sécurité examine sérieusement et dans les plus brefs

es interatoa résolution 661 "importation de e marchandises les transoctions eront levées ». t, par ailleurs, curité examine s les plus brefs

TROIS QUESTIONS A... NIZAR HAMDOUN

En tant qu'ambassadeur de l'Irak auprès des Nations unles, pensez-vous, après les déclarations du président Clinton, que l'objectif de Washington soit un changement de régime dans yotre pays ?

Ce n'est pas la première fois que l'on entend de tels propos depuis Washington, Les Américains ont même pris des mesures concrètes, afin de déstabiliser la gouvernement irakien. Ce qui est pouveau, c'est que cela soit dit par le président luimême. J'espère que ces propos étaient à usage interne, Si cela n'était pas le cas, ce que dit le président Clinton discrédite la politique américaine en Irak et prouve bien que leur but n'est pas le désarme-ment de ce pays ni l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, L'Irak a déjà condamné cette partie de la déclaration du président Clinton comme une ingérence inacceptable dans ses affaires inté-

Peut-on s'attendre que les inspecteurs de l'Unscom - la commission de l'ONU chargée du désammement de l'Irak - soient désormais autorisés à se rendre où ils vaujent, quand ils veujent ?

ils ont le droit de retoumer en Irak,

mais il faut aussi qu'ils soient liés par les résolutions du Conseil et les accords signés avec l'Irak. Je dois ajouter que ces résolutions ont deux parties : l'une exige la coopération de l'Irak avec le Conseil et son organe subsidiaire, l'Unscom, mais la deuxième partie stipule dairement qu'en cas de coopération les sanctions seront levées.

Ja menace d'une opération militaire pèse t-elle encore sur l'irak?

Vous me posez une question difficile, ce n'est pas l'Irak ni d'ailleurs quatorze des quinze pays membres du Conseil qui ont le doigt sur la gâchette. La réponse relève de Washington. Mais je n'ai pas le sentiment que le danger soit écarté...

> Propos recueillis par Afsané Bassir Pour

La population de Bagdad n'a pas cru à la guerre pour cette fois

BAGDAD de notre envoyé spécial

Certains mots sont devenus routine à Bagdad - bombarde-ments, frappes militaires, menaces aériennes - et désornals la lassitilde l'emporte souvent sur la peur. « Je n'ai pas réellement cru que cela allait arriver », confiait après coup, dimanche 15 novembre, une habitante du quartier de Karada, ignorant que l'annonce par l'Irak de la reprise incondi-tionnelle des inspections de l'Unscom avait stoppé dans leur vol les bombardiers américains. « // n'y a pas eu de panique, poursuiveit-elle, les gens avaient peur mais ils ant continué leurs affaires comme d'habitude. Les commerçants ont augmenté leurs prix en pensant que les clients allaient stocker leurs produits. Mais personne n'a fait de pravisions. A cause du sentiment de fatalité, aussi pour des questions d'argent, et puis tout simplement parce que c'est prendre un risque. avec toutes ces pannes d'électricité. En février, lors de la dernière crise, certains avaient dû jeter des aliments périssables qui s'étaient abi-

La routine, à Bagdad, a aussi son rythme, et celui de la rue n'a que peu de rapport avec l'excitation des ambassades et du centre de presse pris d'assaut par les médias étrangers. Alors que la crise rebondissait dimanche après les réactions négatives des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne au revirement des autorités de Baedad, les Irakiens sont restés dans leur grande majorité sur l'impression favorable laissée la veille par la lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, Koff Annan, par le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz. L'agence de presse irakienne, INA, avait annoncé samedi soir le retour des personnels des agences de l'ONU évacués sur Amman.

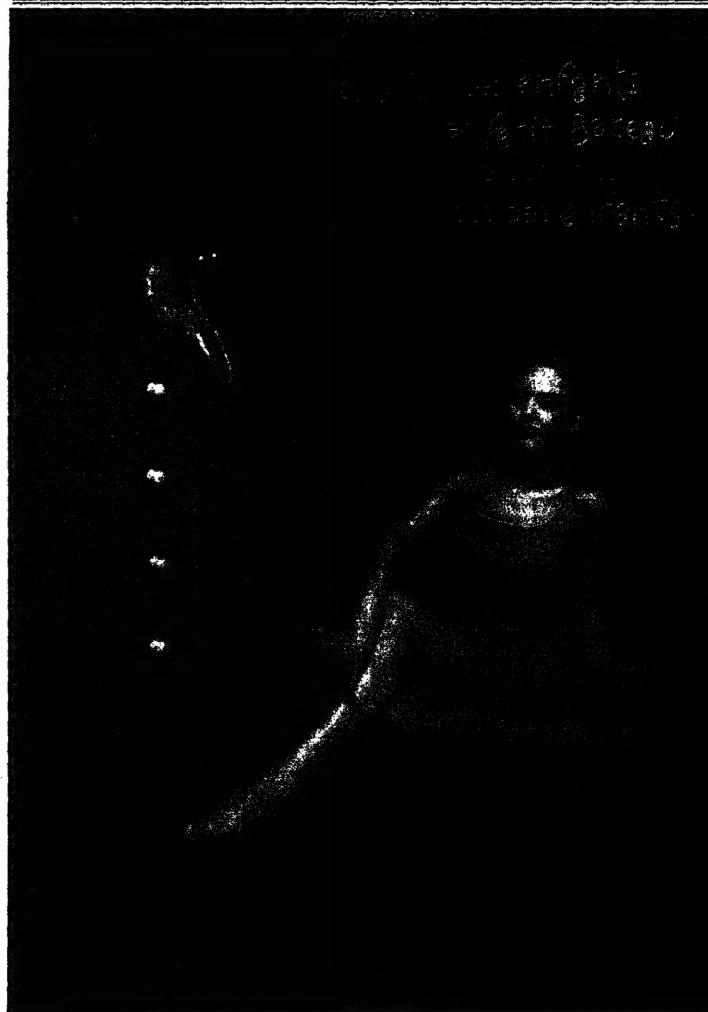
« MÉTHODES DE GANGSTER I »

Pris au piège du conflit qui oppose leur gouvernement et les Etats-Unis, les Irakiens sont restés dans leur monde fait de précarité et de besoins alimentaires sans connaître le détail des péripéties de ces derniers jours. « Il y a eu des pressions des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur ceux de leurs ressortissants qui mettent en œuvre la la résolution de l'ONU « pétrole contre nourriture », afin qu'ils quittent l'Irak. Ce sont des méthodes de gangster ! », éructait dimanche un cadre onusien. « Depuis deux jours, c'est-à-dire depuis le départ de la compagnie Lloyds, qui assure le contrôle des cargaisons de vivres et de médicaments arrivant à Bagdad, et qui permet donc aux sociétés d'être payées, l'acheminement des produits allmentaires est coupé, alors que dans

le même temps, les livraisons de pétrole continuent », a indiqué Eric Pelt, porte-parole du programme humanitaire de l'ONU. « En février, a-t-il ajouté, il n'y avait pas eu la moindre interruption. » Il n'y a heureusement pas de péril à court terme: la distribution des rations alimentaires à la population pour le mois de novembre est en cours, et les stocks représentent actuellement vingt-trois jours de consommation du pays pour le bié et douze jours en ce qui concerne le riz,

A Bagdad, pourtant, beaucoup craignent une nouvelle escalade qui serait, cette fois-ci, sans appel « Les Américains veulent nous détruire, ils recommenceront », assure Hassan, qui patiente au guichet d'une banque dans une rue commerçante de la capitale. « On dit aujourd'hui qu'il n'y a plus de problème. Demain, ce sont eux (les Américains] qui diront : Vollà, avec deux bombes il n'y aura plus de probième. » Dans les jours qui viennent, les personnels des agences onusiennes en charge du programme humanitaire et ceux chargés du désarmement du pays vont rentrer, Les seconds sont redoutés car l'on s'attend déjà, dans la rue comme dans les ambassades, à de nouveaux coups

Gilles Paris



Le pouvoir indonésien est à nouveau tenté de se durcir face à la « subversion »

Treize morts et des dizaines de blessés à Djakarta

L'Indonésie est sous le choc de la nouvelle flambée de violence qui s'est produite en fin de semaine dernière. La répression a occulté les ten-

entreprises par le régime post-Suharto et a ressoudé les étudiants et la population. Le pouvoir

tatives modestes de libéralisation politique est accusé d'« insensibilité » pour des décisions qui ont jeté de l'huile sur le feu face aux ma-

de notre envoyé spécial Une vingtaine de couronnes mortuaires sont disposées dans le hall de l'université catholique Atma Jaya. Le reste du hall est occupé par des services d'urgence. « La plupart des balles étaient en caoutchouc », dit un étudiant qui a reçu une formation médicale. Dans la cour, dimanche 15 novembre, d'autres couronnes ont été placées sur des tréteaux à l'endroit où un étudiant a été tué vendredi soir. De l'autre côté du vaste boulevard Sudirman, à l'entrée d'une banque, quelques dizaines d'étudiants partagent, avec une section de « bérets rouges », les fusiliers marins, qui n'ont pas participé à la répression, le gâteau du 53º anniversaire de la fondation de leur corps.

Des portraits grossiers du pré-sident B.J. Habibie et de son prédécesseur, Suharto, sont disposés contre la grille, rouges de sang. chacun une balle dans le cœur. Les fusiliers marins proposent aux étudiants de les transporter à Cikini. sur leur campus. Les jeunes et les soldats montent dans deux camions qui traversent une ville au trafic très réduit. Samedi, des vandales avaient brisé des vitrines, mis le feu à une poignée de véhicules et à trois bâtiments, défoncé queiques grilles de magasin. Des « bérets rouges », accompagnés d'étudiants, étaient intervenus pour arrêter le pillage, et le pire avait été

Il reste, dans un calme probablement provisoire, à mesurer les conséquences d'une semaine de violences. Le bilan humain est de treize morts, dont six étudiants, et

des dizaines de blessés. Le gouvernement, qui entendait renforcer son assise avec des lois libérales, sort de l'épreuve affaibli. Votés dans un bâtiment transformé en forteresse, les « décrets » de l'Assemblée consultative du peuple (MPR) n'ont pas convaincu les étu-

L'indéniable progrès que cette législation représente a été occulté par la violence des affrontements entre étudiants et soldats. Le pouvoir se retrouve donc sur la défensive, plusieurs voix s'élevant pour réclamer la démission de B.J. Habibie et, surtout, celle de son commandant en chef et ministre de la défense, le général Wiranto.

* Nous condamnons avec force la violence qui a tué les enfants de la nation. Nous déplorons les actions de l'appareil de sécurité, qui a été audelà de ses responsabilités en tant que combattant et défenseur de la population », a déclaré, samedi, Megawati Sukarnoputri, l'une des figures les plus populaires d'Indonésie. Des opposants reprochent non seulement aux forces de l'ordre d'avoir tiré, même des balles en caoutchouc, sur des manifestants, mais également des décisions qui ont sans doute contribué à jeter de l'huile sur le feu. Pourquoi avoir fait appel à des dizaines de milliers de miliciens civils, fatalement indisciplinés, et dont la présence a exaspéré les étudiants? Djakarta avait déjà pris l'aiture d'une vaste caseme avec le déploiement de trente mille hommes de troupe appuyés

reçue par les parlementaires en session? Le président Habibie a réagi en annonçant, samedi à la télévision, qu'il avait ordonné au général Wiranto d'afficher une grande fermeté, car « le mouvement contre le gouvernement met en danger l'unité nationale ». « Insensibilité », a jugé, hındi, le *jakarta Post* dans un éditorial consacré à l'« arrogance nue » du pouvoir. Si le général Wiranto a annoncé une enquête sur les tirs d'armes automatiques, la police a déjà interrogé, de son côté, plusieurs personnalités, qui ont réclamé le renvoi du patron des forces armées. Dans les coulisses du pouvoir, on flirte donc de nouveau avec les accusations de « tentative de déstabilisation » et de « subversion », familières sous le précédent

L'un des résultats de la piètre gestion de la situation, la semaine dernière, a été de ressouder public et étudiants. Samedi, des manifestations antigouvernementales ont eu lieu dans plusieurs grandes villes de l'archipel, tandis qu'à Djakarta les funérailles des étudiants tués ont rassemblé des milliers de gens. La colère est évidente et la crédibilité des autorités est en cause. Mais la peur du vide contribue, même au sein de l'opposition, à expliquer une certaine retenue. Si Amien Rais, populaire leader musulman, a réclamé la « démission immédiate » de Wiranto, d'autres se demandent comment gérer une situation qui oscille entre le faux plat et la vraie tempête. Les ponts, en tout cas, ne sont pas rompus. Amien Raïs a déclaré qu'il s'était entretenu samedi soir avec Habibie, lequel a reçu, dimanche, des membres de la

Commission nationale des droits de l'homme, Sortant de son silence, Suharto, qui réside dans la capitale et dont les étudiants demandent la traduction en justice, a reproché au gouvernement « de ne pas avoir écouté les étudiants et de ne pas les avoir traités avec respect ». « La roison de ma démission a été, en priorité, d'éviter un bain de sang, Pourquoi cela doit-il se produire maintenant? », a-t-il ajouté, selon son demi-frère, Probosutedio, dont les propos ont été diffusés par l'agence officielle Antara. Votée veudredl par le MPR, la réouverture d'une enquête sur la fortune de l'ancien président devra, entre-temps, s'accommoder du fait que le gouverne-

ment a affirmé dimanche n'avoir

repéré, au cours d'une enquête au-

près de soixante-douze banques, que l'équivalent de moins de 3 millions de dollars dans les comptes de Les pillages sporadiques de samedi ont débordé sur le quartier chinois, dont les vitrines éventrées et les bâtiments brûlés en mai dernier n'ont toujours pas été réparés ou restaurés, ce qui souligne déjà un manque de confiance. « Comment pouvez-vous parler de restructuration économique quand vous ne disposez même pas d'un gouvernement légitime? », s'est exclamé Sjahrir, directeur de l'institut indonésien de recherches économiques

et financières. « Nous voulons un

gouvernement qui s'intéresse à notre

sort. S'il ne veut pas le faire, nous

marcherons de nouveau », résumait,

plus prosaiquement, Early, étu-

diante en droit à Atma Jaya.

Jean-Claude Pomonti

La crise financière ralentit la progression du libre-échange en Asie

de notre envoyé spécial Imposer le libre-échange dans une zone en pleine récession n'est pas une mince affaire. Le sixième sommet de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC), qui s'ouvre mardi 17 novembre à Kuala Lumpur en présence des chefs d'Etat des 21 pays membres - mais en l'absence de Bill Clinton, représenté par le vice-président Al Gore -, s'annonce comme la réunion la plus éprouvante du jeune forum regroupant tous les pays riverains du Pacifique. A la volonté américaine de louer le long terme en poursuivant la libéralisation du commerce international s'onposent les préoccupations plus immédiates d'économies asiatiques aux prises avec leur plus grave crise

depuis une douzaine d'années. En 1994, quand l'Asie orientale affichait une santé étonnante en dépit des premiers ratés de la locomotive japonaise, l'APEC avait annoncé que la région deviendrait une zone de libre-échange en 2010, pour ses économies les plus avancées, et dix années plus tard pour celles que l'on qualifiait alors d'émergentes. C'était à Bogor, en Indonésie, à l'instigation du président Suharto, doyen politique de la région. Washington avait, dans la foulée, poussé ses pions et obtenu, en décembre 1996, à l'occasion de la première conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Singapour, la libéralisation des technologies de l'information.

PIED DE NEZ À LA LIBÉRALISATION

Quatre années plus tard, Suharto n'est plus là et son pays est le plus affecté par quinze mois de crise. La communauté internationale a accordé, dans le cadre de plans d'austérité négociés par le FMI, quelque 120 milliards de dollars à trois économies sinistrées (environ 670 milliards de francs): Corée du Sud, Indonésie et Thailande. Quant à l'hôte du sommet, la Malaisie, elle vient de faire un pied de nez à la libéralisation du commerce international en instaurant, le 1º septembre, un contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Dimanche 15 novembre, le premier ministre malaisien, le Dr Mahathir, sans rejeter la elobalisation, a demandé aux principaux pays indus- sins de la crise. Les Etats-Unis, qui

trialisés d'« accorder aux petits et estiment faire leur part de sacrifice aux faibles le temps et la latitude de en tolérant un déficit commercial préparer des ajustements et d'y pro-

A Kuala Lumpur, ainsi que l'a souligné la conférence des ministres des finances de l'APEC, samedi et dimanche, les sujets de contentieux sont lourds. Les Etats-Unis et le Canada tenaient, par exemple, à l'application d'une résolution prise à Vancouver voilà un an : la « libéralisation sectorielle

Aggravation du conflit commercial entre Tokyo et Washington

La réunion annuelle de l'APEC, entamée dimanche, à Kuala Lumpur, par la conférence des ministres des finances du forum, a subi un revers sérieux avec l'échec des discussions sur la libéralisation de neuf secteurs. C'est une classique dispute commerciale entre les Etats-Unis et le Japon qui a bloqué l'ensemble du dossier. Les deux pays s'opposent sur la fi-béralisation commerciale dans les secteurs de la pêche et des produits forestiers.

Rejetant tout compromis, y compris sur les délais impartis, la négociatrice américaine, Charlene Barshekfy, a évoqué le « rôle destructeur » et la position « complète-ment inacceptable » du Japon. Mais les Japonais ont été fermes sur un sujet politiquement très sensible, le Parti libéral-démocrate au pouvoir à Tokyo recueillant l'essentiel de son soutien électoral dans les zones rurales. La négociation ayant échoué, le dossier a été renvoyé devant POMC.

volontaire et anticipée », dès 1999, de neuf secteurs qui représentent un volume commercial de 1500 milliards de dollars. Les Japonals se rebiffent à propos de deux secteurs, la pêche et les forêts. Certains de leurs partenaires asiatiques, auxquels Tokyo a promis une enveloppe de 30 milliards de dollars en octobre, ne souhaitent pas les bousculer.

Le Japon a été accusé de ne pas en faire assez pour sortir ses voi-

gigantesque avec l'Asie (en augmentation de 38 % au premier semestre 1998), ont leur idée sur la destination de l'argent nippon. Comme la dette extérieure asiatique est essentiellement privée, Washington met au point un plan, seion l'Asian Wall Street Journal. pour restructurer les dettes de banques et d'entreprises en faillite. Tokyo, qui trouve le procédé trop commode et dont les banques sont les plus exposées en Asie, n'est prêt qu'à négocier des rééchelonnements des dettes déjà existantes et de proposer de nouvelles lignes de crédits. Selon le plan prêté aux Américains, les pays asiatiques en difficulté émettraient des obligations d'Etat garanties en partie par le Japon et d'autres pays, les intérèts étant garantis par la Banque mondiale et d'autres institutions

internationales. Les participants asiatiques sont beaucoup plus préoccupés par la résolution de la crise que par la libéralisation du commerce mondial. Alors que Washington réitère son soutien à l'austérité appliquée par le FMI, Mahathir Mohamad a son propre agenda sur lequel figurent, en bonne place, la réglementation des marchés internationaux, le contrôle des agences de notation et la protection des monnaies. Le premier ministre malaisien a même pris l'initiative d'orga-niser des débats sur le système multilatéral du commerce, le commerce de l'électronique, les infrastructures de développement et le développement des qualifications liées aux transferts de

Avec le soutien de la Chine, de l'Indonésie et même du Japon, la Malaisie souhaite que la priorité soit accordée à la discussion de mesures susceptibles d'aider les économies asiatiques à mieux encaisser de futurs chocs monétaires. Des réserves croissantes à l'égard de la liberté des marchés ont pu être mesurées en août quand Hongkong a dépensé quelque 15 milliards de dollars pour soute-

nir sa Bourse. Attendant avec un vif intérêt l'allocution du président chinois, Jiang Zemin, les dirigeants de la région sont, d'un autre côté, beaucoup plus préoccupés par une éventuelle

dévaluation du vuan chinois en 1999 que par une libéralisation du commerce régional, qui est la première raison d'être de l'APEC. Plus personne n'ose évoquer, comme à Vancouver l'an dernier, sa fol dans la santé des «fondamentaux » des économies asiatiques. La viabilité d'un forum que le président Clinton snobe pour la deuxième fois en

six ans semble même en cause.

STOCKHOLM de notre correspondant Chaque jour, Sara Svensson passe au cimetière déposer un bouquet de fleurs au pied d'une pierre tombale. Mais il n'y a que de la terre sous le granit. Le corps de son mari, Leif, est ailleurs, quelque part su fond de la mer Baltique. Pasteur suédois, il revenait de Tallinn lorsque, dans la nuit du

Sur les 852 cadavres de victimes, 757 se trouvent encore à l'intérieur ou à proximité de l'Estonia, qui gît sur son flanc droit par quelque 80 mètres de fond. Dans l'immense émotion des premiers jours ayant suivi le naufrage, le gouvernement de Stockholm promit aux proches des plus de 500 Suédois disparus qu'on leur restituerait les corps. Promesse non tenue: sur recommandation d'un « conseil éthique », le premier ministre d'alors, Ingvar Carlsson, choisit de transformer le navire de la compagnie suédo-estonienne Estline en une sépulture sous-marine. Motif : étant donné qu'il est techniquement impossible d'accéder à tous

Afin d'éviter les pillages ou les initiatives de parents prêts à tout pour retrouver les leurs, il fut décidé de recouvrir le bateau long de 155 mètres d'une chappe de béton. Une décision qui n'alla jamais audelà des préparatifs. Non seulement parce qu'elle suscitait la colère d'une majorité des proches des victimes. Mais aussi et surtout pour ne pas entraver d'éventuels

HONDURAS, NOVEMBRE 98

Aidons-les à reconstruire leur vie devastée



Dès les premières heures, CARE, présent au Honduras depuis des années, a agi pour distribuer une aide d'urgence (médicaments, nourriture, couvertures, abris, savons, ustensiles de cuisine etc..) aux enfants et aux familles victimes du cyclone Mitch.

Mais II faut agir vite, car les besoins sont immenses !

Nous avons besoin de votre soutien. Envoyez vos dons à CARE France, CCP 811 M PARIS 40 rue de Paradis, 75010 Paris, Tèl. 01 45 23 22 55. Un reçu fiscal vous sera retourné dès réception de votre don.

Vos dons seront consacrés à l'aide d'urgence au Honduras pour des produits et équipements de première nécessité dans les régions les plus affectées du pays.

France

Association humanitaire agréée par la Fondation de France

Les victimes du ferry « Estonia » pourraient être remontées

La recommandation du comité d'experts intervient quatre ans après le drame et embarrasse le gouvernement suédois

27 au 28 septembre 1994, le ferry Estonia qui le transportait vers Stockholm coula avec 988 autres personnes à bord. Seules 137 d'entre elles survécurent à cette catastrophe maritime, la plus grave survenue ce siècle en Europe. Depuis, Sara Svensson réclame en vain la dépouille de son mari. Or, depuis le jeudi 12 novembre, elle a retrouvé espoir. Plus de quatre ans après le drame, un comité d'experts nommé par le gouvernement suédois a recommandé de remonter « autant de corps que possible » à la surface. Un nouvel épisode d'une affaire qui, après avoir traumatisé le royaume, tourna au fiasco pour les

les cadavres, il serait plus juste de

n'en remonter aucun. I.-C. P. suppléments d'enquête dans le

cadre des suites judiciaires de l'accident. Celles-ci progressent lentement, alors que le rapport final d'une commission d'enquête s'est bien gardé de désigner les responsables du naufrage provoqué par une tempète (le chantier navai. l'armateur, les autorités maritimes, l'équipage ?). Sous la pression des vagues, la porte avant du navire, construit en Allemagne en 1980, céda et l'eau s'engouffra sur le pont des véhicules, déstabilisant le

Rapatrier les corps peut contribuer à « réconcilier les parents des victimes avec la société »

De plus en plus critiqué pour son indécision, le gouvernement social-démocrate chargea en 1997 un « groupe d'analyse » d'enquêter sur la gestion controversée de l'après-catastrophe, ainsi que sur le sort à réserver aux corps. Ce sont ses conclusions qu'a présentées jeudi le directeur du groupe, le secrétaire général de la Croix-Rouge suédoise. Renflouer l'Estonia (15 500 tonnes) serait beaucoup trop compliqué, a estimé Peter Orn. Rapatrier les corps, en revanche, peut contribuer à « réconcilier les parents des victimes avec la société », qui ne les a pas assez écoutés. « Nous devons, a-t-il précaution ceux qui ont été touchés par l'accident, et les écouter pour qu'ils alent leur mot à dire. » Qu'un tel discours, pétri d'évidences, soit tenu quatre ans après le naufrage a de quoi surprendre! Cela prouve en tout cas le déficit de dialogue entre les proches des victimes - favorables à 63 % à la récupération des corps, selon une étude de 1996 - et des autorités d'un royaume paisible, sans doute dépassées par les événements.

Les Suédois sont en général prompts à faire leur mea culpa, et la ministre en charge du dossier, Mona Sahlin, n'a pas dérogé à la règle. Elle a récemment admis que « les décideurs commirent l'erreur de s'exprimer avant même de savoir ce qui était possible et juste de faire ». Que va-t-il advenir des recommandations? Mona Sahlin a promis une décision gouvernementale - la dernière? - au plus tôt le 10 janvier, le temps de procéder à des consultations, notamment des proches... Il faudra aussi. et cela s'annonce difficile, convaincre les gouvernements finlandais et estonien d'un éventuel changement de la loi protégeant l'épave, adoptée dans les trois pays en 1995. Dès vendredi, le ministre finlandais de la justice estima que la mer devait rester la dernière demeure des morts. Comme on pouvait s'y attendre,

les réactions sont des plus contrastées parmi les premiers concernés. Soulagement chez ceux qui luttèrent pour donner aux leurs une « sépulture décente ». C'est le cas de Kari Holmsten, satisfait bien qu'« inquiet de savoir si je retrouverai ma femme ou non ». D'après les experts, seuls 150 à 300 cadavres seraient accessibles à des plongeurs. On ignore par ailleurs dans quel état ils se trouvent, après quatre ans passés dans une eau froide et pauvre en oxygène. Les corps qui resteraient non identifiés pourraient reposer ensemble en Suède ou en Estonie, a proposé le « groupe d'analyse ». D'un autre côté, chez certains Suédois tout comme chez une grande majorité d'Estoniens, prédomine la crainte qu'avec les corps ne resurgisse le spectre du drame, alors qu'il commençait enfin à s'effacer. « Je ne veux pas d'une nouvelle tombe pour mon père, a réagi Ulf Sigmundsson, je ne veux pas vivre une nouvelle catastrophe. »

Antoine Jacob

Première visite a Moscour du chancelier Germand Schröder DOTAL THE PARTY OF 2000 State Turn 1991 contrar le sons : . .

La france annuie les dettes des

touchés par le cyclonie Mitch

le nouveau couverneur d'Okina est favorable au maintien d'une base militaire americaine

ರ್ಷ (ವರ್ಷ: ೨

Life Section 1 preference : Bee de land de la land 100 and 100 an Ne representation dem de la communicación de Marie This community was

and the second second

The charge

2011年1月1日 - 1月1日 - 1月1

ALLEHON: 4 C. S. Greathman; International Greed maria ea bosts f fe to Fig. COMME UT. EL PROCHE (J./ kg) Poste selon): * sterpa = 11 = 7 de zone-cick

the kenne definency Some county account Cene condamne 11-Polision leave to Tempus a service was to be the state of the stat denind Cellici i j

to to man the first of an indicate the control of the control

Six religieux assassinés

a Congo-Brazzaville

times du ferry " Estonia rraient être remontées

struite 1.4

La France annule les dettes des pays touchés par le cyclone Mitch

GUATEMALA CITY. « La communauté internationale doit se mobiliser davantage et mener une action de solidarité exemplaire pour sauver ce qui peut l'être, reconstruire ce qui est détruit, rebâtir les économies, redonner l'espoir et la confignce », a déclaré Jacques Chirac dimanche, après avoir survolé en compagnie du président du Guatemala Alvaro Arzu la zone de Puerto Barios, qui a été touchée par le cyclone Mitch. Le président français a proposé la tenue d'une conférence internationale pour la reconstruction de l'Amérique centrale. Cette conférence devrait se tenir « dans un délai d'un mois » et être présidée par la Banque mondiale, avec le concours du Fonds monétaire international et de la Banque interaméricaine de développement.

Le succès d'un tel programme de reconstruction passe « par l'allège ment du fardeau de la dette des pays affectés par l'ouragan Mitch », a estimé M. Chirac, amonçant que la France a décidé d'amuler « la totali-té de ses creances au titre de l'aide publique au développement », au bénéfice des quatre pays touchés : le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador (voir Le Monde du 11 novembre). - (Corresp.)

Première visite à Moscou du chancelier Gerhard Schröder

BONN. Gerhard Schröder s'est rendu à Moscou, lundi 16 novembre, pour une visite de deux jours, sa première visite en Russie en tant que chancelier. Le chancelier allemand est déterminé à « mettre fin à la politique du sauna », selon les termes employés par une source gouvernementale allemande. Cette formule fait allusion aux liens étroits qui unissaient Helmut Kohl à Boris Eltsine, dont une des entrevues s'était déroulée dans un bain de vapeur.

Gerhard Schröder a fait savoir qu'il verrait de nombreux hommes politiques russes. Outre Boris Eltsine, dont le mandat prendra fin en l'an 2000, et le premier ministre russe, Evgueni Primakov, il devrait rencontrer les principaux candidats à la succession du maître du Kremlin. Parmi eux se trouvent Alexandre Lebed, gouverneur de la région sibérienne de Krasnojarsk, et Guennadi Ziouganov, chef du Parti commu-

Le nouveau gouverneur d'Okinawa est favorable au maintien d'une base militaire américaine

TOKYO. La victoire de Reiichi Inamine, qui l'a emporté dimanche 15 novembre sur le gouverneur d'Okinawa sortant, Masahide Ota, a été accueillie avec soulagement à Tokyo et à Washington. Homme d'affaires, soutenu par le Parti libéral-démocrate au pouvoir à Tokyo (PLD), M. Inamine est favorable au maintien des bases américaines dans l'archipel qui s'étend sur 1000 kilomètres entre Kyushu et Tai-

Depuis 1995, M. Ota, qui briguait un troisième mandat, était en opposition ouverte avec Tokyo sur la question de la relocation hors de la préfecture de la base aérienne de Futenma. Les habitants d'Okinawa, dont le revenu par tête est le plus faible et le taux de chômage le plus élevé du Japon, ont fait passér leurs espoirs d'amélioration de la situation économique devant leur combat contre la présence américaine. Ne représentant que 0,6 % du territoire national, Okinawa accueille les deux tiers des bases américaines au Japon (17 000 hommes). - (Cor-

DÉPÊCHES

ALLEMAGNE: le chancelier Gerhard Schröder a nommé Klaus Gretschmann « sherpa » pour les affaires économiques et financières internationales. Professeur d'université à Aix-la-Chapelle, Klaus Gretschmann aura notamment à préparer les sommets du G 7 et sera en poste à la chancellerie fédérale. Cette nomination est interprétée comme un désaveu de Heiner Flassbeck, secrétaire d'Etat aux finances et proche d'Oskar Lafontaine, qui aurait dil normalement occuper ce poste selon les traditions administratives bonnoises. Le nouveau « sherpa » n'est pas favorable, selon la Süddeutsche Zeitung, aux idées de « zones-cibles » permettant de mieux encadrer les parités de l'euro,

■ Le jeune délinquant turc « Mehmet » a finalement été expulsé de Munich vers la Turquie samedi 14 novembre. Né en Allemagne mais de nationalité turque en vertu du droit du sang jusqu'ici en vigueur outre-Rhin, ce jeune a commis une soixantaine de délits qui lui ont valu d'être condamné à un an de prison avant de faire l'objet d'un arrêté d'expulsion de la part du ministère de l'intérieur de Bavière. Cette expulsion vers la Turquie a été critiquée par la gauche allemande, qui y voit la preuve du mauvais fonctionnement du droit de la nationalité allemand. Celui-ci va être profondément réformé au cours des prochains mois, la coalition SPD-Verts au pouvoir ayant décidé d'introduire des éléments de « droit du sol » dans la législation allemande. MAURITANIE: le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont annoncé dimanche 15 novembre, à

Nouakchott, que les négociations avec la Mauritanie ont débouché sur un « accord total ». Ces négociations étaient cruciales pour l'éligibilité de ce pays à une réduction (mais pas avant 2001) de sa dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. - (AFP.) ALGÉRIE: le quotidien Le Matin a reparu dimanche 15 novembre après une suspension de vingt-sept jours, due officiellement à un litige commercial avec les imprimeries de l'Etat mais que ses responsables attribuent à des motifs politiques. Le journal de langue française est réapparu dans les kiosques après avoir eu recours à une nouvelle imprimerie privée. Des sept journaux qui avaient cessé de paraître il y a près d'un mois, seuls Le Soir d'Algérie et La Tribune ne sont toujours pas revenus en kiosque (lire analyse page 17). - (AFP.)

Six religieux assassinés au Congo-Brazzaville

BRAZZAVILLE. Treize personnes, parmi lesquelles figurent cinq pas-teurs, un prêtre, cinq notables et un militaire, ont été assassinées, samedi 14 novembre, au Congo-Brazzaville alors qu'ils participaient à une mission de médiation, a rapporté dimanche Radio France internationale (RFI). Un porte-parole du gouvernement congolais a imputé la responsabilité de leur mort aux partisans de l'opposant en exil Bernard Kolelas, dernier premier ministre du président Pascal Lissouba, chassé du pouvoir par les armes par le général Denis Sassou Nguesso. Selon RFI, les six religieux et leurs compagnons ont été tués de sang froid à Mindouli, à quelque 150 kilomètres à l'ouest de Brazzaville. ils s'apprétaient à rencontrer des rebelles pour tenter une mission de médiation lorsque des miliciens Ninjas fidèles à M. Kolelas ont ouvert le feu sans sommation. Une opération de représailles aussitôt menée par l'armée congolaise - composée essentiellement de partisans du général Sassou Nguesso - a fait une vingtaine de morts parmi les rebelles du Pool, la région d'où est originaire M. Kolelas.

La Roumanie est en proie au mécontentement social en l'absence de réformes économiques

Le président Constantinescu annonce une période d'austérité

vaillent à perte, l'économie parallèle prospère, l'inflation est estimée à 45 % pour 1998, et la tions d'enseignants, de camionneurs, d'étu-Affichant de piètres résultats macroéconomiques, la Roumanie peine à réaliser sa transition vers le marché. Les entreprises d'Etat trapopulation affiche son mécontentement. Depuis diants, las de devoir « se serrer la ceinture ».

BUCAREST correspondance

Ces derniers jours, la place de la Victoire, à Bucarest, n'avait rien qui pouvait lui valoir son appellation. Figés devant le siège du gouvernement roumain - accroupis près des égouts pour se réchauffer ou entassés dans leurs camions -, quelques centaines de chauffeurs grelottant attendaient le résultat des négociations menées par l'Union des syndicats de camionneurs et de transporteurs de Roumanie. Récemment, la même place avait débordé de quelques milliers d'étudiants de Bucarest et de la province, venus, eux aussi, négocier avec le premier ministre, Radu Vasile, une vingtaine de revendications. Quatorze centres universitaires sont embrasés par ce mouvement de grève estudiantine. Un sentiment d'urgence semble s'installer dans la capitale

« Nous sommes là parce que nous en avons assez de nous serrer la ceinture », s'insurge un camionneur. « On nous parle de réformes

feur de taxi, mois on nous fait paver plus de taxes. C'est le bakchich qui gouverne ce pays. » La colère et le désespoir semblent s'emparer de bon nombre de Roumains, qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Dans un appel pathétique, le président chrétien-démocrate, Emil Constantinescu, leur a annoncé une nouvelle période d'austérité. Après avoir présidé une réunion du gouvernement - une première, depuis son élection en novembre 1996 -, le président a officiellement admis l'évidence : « la Roumanie est en crise ».

FRASQUES POLITIQUES

La sonnette d'alarme tirée au sujet de la Roumanie dans le rapport de la Commission européenne sur les onze pays candidats à l'intégration européenne, rendu public le 4 novembre, a été entendue à Bucarest. Le pays a accumulé trop de retard dans la mise en place des structures de l'économie de marché. Les frasques politiques qui ont déchiré, cette année, la coalition des chrétiens-

crates dirigée par le président du Sénat, Petre Roman, ont fini par bloquer la réforme économique.

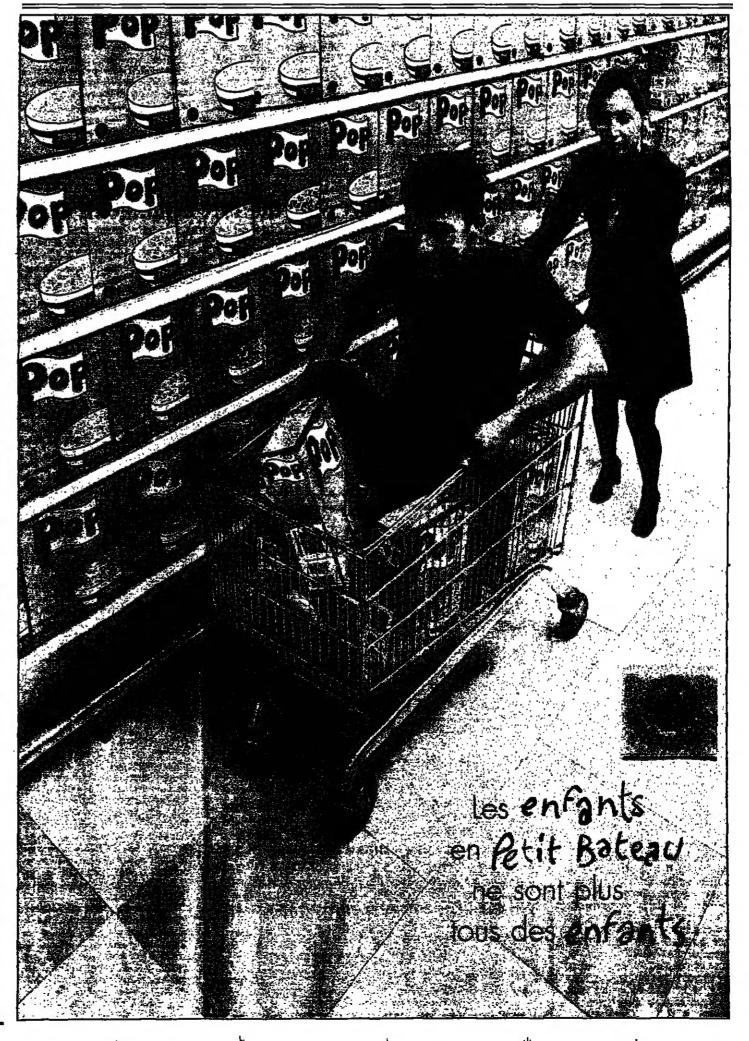
A en croire les chiffres officiels, cent cinquante entreprises d'Etat, héritées de l'époque Ceaucescu, provoqueraient 90 % des pertes dont souffre actuellement le pays. Selon le Bloc national syndical, des revenus importants générés par l'économie parallèle échappent à l'Etat. Quant aux petites et moyennes entreprises, le secteur le plus dynamique de l'économie, elles sont écrasées par les impôts. Le projet de loi qui vise à abaisser de 38 à 25 % le taux d'imposition sur les bénéfices n'a pas reçu l'agrément du Fonds monétaire international, qui a repoussé les négociations avec la Roumanie à

début janvier. La poussée réformatrice du président Emil Constantinescu risque de se heurter aujourd'hui au refus d'une population qui, depuis neuf ans, ne ressent pas les bépéfices puis le début du mois de novembre, les syndicats multiplient

descendre dans la rue. Les étudiants revendiquent 4 % du PIB pour l'éducation nationale, les militaires se plaignent d'un budget trop maigre dans la perspective de leur intégration à l'OTAN, les médecins dénoncent le manque dramatique de médicaments... A l'approche de l'hiver, la mission du gouvernement de Radu Vasile s'avère des plus délicates.

Mirel Bran

■ La Roumanie et la Russie souhaitent troquer du ble contre du gaz pour 300 millions de doilars, a annoncé, vendredi 13 novembre, le ministre roumain de l'agriculture, Dinu Gavrilescu. En 1997, la Roumanie a importé pour 1,4 milliard de dollars de gaz naturel et de pétrole russes ; ses exportations vers la Russie ne se sont élevées qu'à 350 millions de dollars. « Le plus important est que Bucarest économise 300 millions de dollars, à un moment où des dettes extérieures de 2,2 milliards de dollars arrivent à échéance », a expliqué M. Gavrilescu. - (AFP.)



GAUCHE Réunis en congrès, les 14 et 15 novembre à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), les Verts ont entériné la candidature de Daniel Cohn-Bendit comme tête de liste pour les

élections européennes. ● À CETTE OCCASION, ils ont aussi fait entendre leur différence au sein de la gauche « plurielle » : M. Cohn-Bendit et Mme Voynet, ministre de l'aménage-

ment du territoire et de l'environnement, ont demandé avec vigueur à Lionel Jospin de régulariser les sans-papiers. • FRANÇOIS HOLLANDE, premier secrétaire du PS, a rejeté cet

appel, admettant seulement la possibilité d'un traitement au cas par cas GOUVERNEMENT maintient sa posi-tion officielle de fermeté qui devrait chevènement. des demandes des sans-papiers.

LE

conduire à la régularisation de 80 000 des 140 000 demandeurs, Il entend cependant appliquer avec L'extrême droite ex

STUTO CONSTRUCTOR STATE OF THE Specific a party of the state o

d Energia

DETICAL 2.2

nanen are

Capi Kina

es en const

erensi - · ·

Million (Astron.)

Bener le · .

eg man

KONETI ...

在国(11)。

LEGITIME DEFENSE

Secretaria

tional at a taken.

CHE AU XIII C

nisch adhama

bodynasta i . . .

par les one d

avaient etc.

festiene di . :

d about use

omite days :-

mandent agent at

d'appels 1 .--

pons on comment de patronemente : . . .

are is every a second

dellers att.

Hour bill

ion benta

contre les « culti

Les Verts demandent solennellement à M. Jospin de régulariser les sans-papiers

Déplorant le « rigorisme » du premier ministre, Daniel Cohn-Bendit, chef de file des Verts aux élections européennes, l'appelle à faire un geste. Dominique Voynet, ministre de l'environnement, souligne son « désaccord » avec le premier ministre sur ce dossier

IL DEVAIT parler de l'Europe. Il n'en a pas eu le temps. Ou peutêtre a-t-il estimé que, pour rassembler les Verts et plaire aux militants, qui recevaient le maire de Limeil-Brévannes, Joseph Rossignol, et un délégué des sans-papiers hébergés dans sa mairie, il avait mieux à faire. Samedi 14 novembre, devant les écologistes français réunis en congrès, Daniel Cohn-Bendit a donc réservé ses accents les plus enflammés à la cause des sans-papiers qui empoisonne la gauche « plurielle » -Jaissant Dominique Voynet, le lendemain, expliquer aux Verts que Maastricht et Amsterdam sont désormais derrière » eux. Résultat : après une heure de discours, une standing ovation, exceptionnelle chez les Verts, tandis que la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement s'étonnait : « L'Europe, dont j'ai cru comprendre que vous aviez peu

Rappelant son expérience de premier adjoint au maire de Francfort chargé des questions d'immigration, entre 1988 et 1994, Daniel Cohn-Bendit a assuré ne pas être « un défenseur des frontières ouvertes » mais un partisan d'« une politique hospitalière ». « Les 140 000 sans-papiers sont victimes de la politique de la droite. Deux conceptions, des lors, s'affrontent. Celle de l'ordre républicain, celle de Lionel Jospin, et peutêtre également de Jean-Pierre Chevènement. Mais il y a ausi ceux qui pensent que la générosité est répu-blicaine », a-t-il ajouté, rangeant les Verts dans le second camp.

« J'en appelle donc aux amis de Lionel Jospin, a-t-il lancé solennellement. Expliquez-lui, vous qui avez son oreille, que la grandeur d'un homme polititique, c'est, à un mo-

l'objection de conscience d'appartenir à la loi dans la société française », a-t-il dit. « La grandeur d'un homme politique - d'un futur président de la République - c'est de régulariser tous les sans-papiers », a-t-il lancé à l'adresse du

premier ministre. Et de mettre les pieds dans le

« Pas le seul ministère de l'environnement »

« Les Verts n'ont pas vocation à se cantonner au seul ministère de l'environnement », a déclaré Dominique Voynet, dimanche 15 novembre, devant le millier de militants réunis en congrès à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Rappelant que, au-delà des 35 heures, « notre objectif reste les 32 heures et la semaine de quatre jours », elle a souligné que les Verts auraient souhaité « un outil plus précis et plus contraignant » que la loi Au-

La ministre de l'environnement a également plaidé, à nouveau, pour la sortie progressive du nucléaire, en précisant que son raisonnement était « économique et industriel et non politique ou tactique ». « On est loin de la caricature : le nucléaire ou la lampe à pétrole », a-t-elle ajouté, répondant de manière implicite au secrétaire national du Parti communiste. La reille, Daniel Cohn-Bendit avait lancé à M. Hue : « C'est le degré zéro de la ringurdise. Non. Robert, révise, sans ça la campagne va être désolante ! »

ment donné, de savoir débioquer la situation. Dites-lui qu'il faut qu'il réfléchisse à l'exemple du général de Gaulle. » Et d'expliquer, avec une anecdote empruntée à une culture très soixante-huitarde, l'épisode du pacifiste et avarchiste Louis Lecoin, en 1962 : « Après plusieurs dizaines de journées de grève de la faim de Louis Lecoin, le généplat. * Moi, vous savez, mon objectif est simple. Je veux que Lionel Jospin gagne les prochaines présidentielles », a lancé le député européen Grünen. « Mais ces présidentielles », a-t-il ajouté, ne peuvent se gagner que « si le peuple de gauche se reconnaît » dans un * geste rassembleur » pour

la gauche « plurielle ». « Les élec-

ÉVACUÉS DE FORCE par les CRS, vendredi

13 novembre, sur l'ordre de la préfecture du

ral de Gaulle à cédé et a permis à tions présidentielles ne se gagnent pas au centre », a-t-il ajouté. « C'est une erreur de dire : je n'ai pas besoin de bouger, parce que ma majorité est faible. » Sinon, a-t-il menacé, avant de céder la place au maire de Limeil-Brévannes, « ce problème reste une plaie qui un jour se paiera très, très, très cher. Là-dessus se joue l'avenir de beaucoup de militants politiques, qui vont être déçus par une telle attitude rigoriste. .

A son tour, dimanche, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, a fait appel au « bon sens » de Lionel Jospin. « Lorsque, il y a un an, nous disions que, avec cette politique d'immigration, nous allions droit au mur. nous apparaissions comme des oiseaux de mauvais augure. Nous aurions aimé avoir tort. Malheureusement, la situation s'enlise et conduit aujourd'hui à des actes désespérés », comme les grèves de la faim. «La mise en danger personnelle que ce type d'actes entraîne exprime mieux que n'importe quelle circulaire la profonde volonté d'intégration de ces personnes (...). L'évacuation de force ne règle rien. Je pense même qu'avec, pour seule réponse à once personnes en grève de la faim, l'envoi de cinquante policiers, le gouvrnement avoue son impuissance. Il n'y a ni naiveté ni rosité ou de réalisme. »

La ministre et le chef de file des Verts aux élections européennes ont également plaidé pour reconsidérer les années de la guerre d'Algérie. « Je suis fière de Lionel Jospin ., a dit Dominique Voynet, à Noisy-le-Grand, en évoquant la manière dont Lionel Jospin a choisi de faire sortir les mutins de 1917 de l'oubli. * Certains croient encore au dogme de l'infaillibilité de l'Etat français, qui s'est pourtant révêlé aussi peu fiable que celui de l'infaillibilité du pape. J'attends le jour où la France demandera pardon pour les crimes commis pendant les guerres coloniales et la torture en Algérie. La France ne peut que sortir grandie lorsqu'elle regarde l'Histoire en face. »

UNE TÂCHE « PAS CONFORTABLE »

Un peu plus tard, lors de l'émission « Public », sur TF 1, la ministre et le député sont revenus sur les sans-papiers. « Ce n'est rien, ça fait deux sans-papiers par commune », a plaidé Daniel Cohn-Bendit. Dominique Voynet a évoqué « l'épine » qui « infecte » le gouvernement. « La vie, ce n'est pas que de la politique. C'est aussi de la chair, des sentiments. Personne ne demande la régularisation de tous les sans-papiers », mais seulement celle de ceux qui en ont cynisme dans ma proposition: la fait la demande, a-t-elle insisté. régularisation doit avoir lieu, que « Ma tâche n'est pas confortable »,

ce soit pour des problèmes de géné- a-t-elle ajouté. « Ce n'est pas agréable d'être au gouvernement et de dire: je ne pense pas comme rous, a déclaré Dominique Voynet. En même temps, a-t-elle ajouté, je pense que c'est mon devoir de le dire aujourd'hui. » Et de conclure : * Lionel Jospin a ses convictions, j'ai les miennes, on en discute, J'espère le convaincre. Sur ce point, oui, je suis en désaccord avec lui. »

Après le Mondial, déjà, jugeant que le climat était propice à une régularisation, Dominique Voynet avait suggéré à Lionel Jospin, lors d'un de leurs tête-à-tête réguliers, à la mi-juillet, de faire montre de clémence. Elle avait provoqué une colère effroyable du premier ministre: des observateurs, par-delà la porte, avaient entendu Lionel Jospin hurler. Robert Hue luimême confiait, fin août, lors de l'université d'été de son parti, qu'il « aurait du faire pression sur le gouvernement après le Mondial ».

« Si j'avais été Jospin, j'aurais confié une mission à Charles Pasqua », confiait pour sa part Daniel Cohn-Bendit dans les couloirs du congrès, en évoquant la demande de l'ancien ministre RPR de l'intérieur de procéder à cette occasion à une régularisation massive « de tous les sans-papiers identifiés » (Le Monde du 17 juillet). Et d'ajouter que, pour lui, la trêve de Noël constituerait une belle occasion.

Ariane Chemin

François Hollande défend la démarche du cas par cas

« NOUS JOUERONS la dédra-matisation », confiait Jean-Chris-tophe Cambadélis, dans les couloirs du congrès des Verts, réuni samedi 14 et dimanche 15 novembre à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Le numéro deux du PS, chargé des relations au sein de la gauche « plurielle », a ainsi donné le ton des réactions qui ont suivi l'appel des Verts à régulariser les sans-papiers.

Le gouvernement et les socialistes se sont, de fait, bien gardés de grossir le débat. François Hollande, premier secrétaire du PS, a rejeté clairement la demande du parti écologiste. « D'abord, on nous dit que le bon sens commence par la régularisation sur la base de critères. a-t-il expliqué lors de l'émission « Brise-Glace », dimanche, sur La Cinquième. Après, on nous dit que le bon sens, c'est les régulariser tous. Admettons qu'on aille jusque là. Après, le bon sens, le geste rassembleur, ce serait de régulariser tous ceux qui arrivent, parce que c'est choquant sur le plan humain: pourquoi, à un jour près, certains pourraient-ils être régularisés et pas d'autres? » M. Hollande s'est prononcé, ensuite, pour un traitement « au cas par cas » des demandes des sans-

« Il suffirait de faire une grève de la faim pour être régularisé? », a encore lancé le député de Corrèze. « Devoir sans cesse bouger les critères, ce n'est pas un geste rassembleur, a-t-il expliqué. A un certain moment, il faut dire stop. La dignité d'un père, d'une mère, d'un élu, la dignité d'un chef, d'un responsable, c'est de dire: "Là, il y a une règle; au-delà, ce n'est plus la règle." »

LA DISSONANCE EMMANUELLI

Le socialiste Henri Emmanuelli, qui lance, mardi, un nouveau journal, Le Quotidien de la République, a exprimé, lundi, sur LCI, le souhait que le gouvernement « fasse évoluer le dossier » des sans-papiers. « Les sans-papiers, ils sont là », a observé l'ancien président de l'Assemblée nationale, en se demandant « si on va mettre des charters pour les renvoyer chez eux ». M. Emmanuelli estime qu'il y a « une série de dossiers mal engagés » et que « la gauche doit

choix ». Le gouvernement à reçu le soutien de Raymond Barre, député (UDF) du Rhône et maire de Lyon. L'ancien premier ministre a déclaré, dimanche, au « Club de la presse d'Europe I », que le gouvernement a « adopté une attitude sage » sur les sans-papiers et qu'il ne faut « pas lui donner de diffi-cultés supplémentaires ». « Il faut laisser le gouvernement traiter cette affaire dans un esprit de fermeté et d'humanité (...), ce qu'il s'est effor-cé de faire », a expliqué M. Barre, en récusant les « mesures giobales » qui vont, selon lui, à l'encontre des objectifs d'intégration.

Val-de-Marne, les onze sans-papiers réfugiés dans la mairie socialiste de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) ont finalement accepté d'être hospitalisés, dimanche 15 novembre, après soixante-seize jours de grève de la faim. Dans la nuit de vendredi à samedi, huit d'entre eux ont débranché leurs perfusions et regagné la salle du conseil municipal où ils

s'étaient installés, le 13 octobre. Après plusieurs heures de discussion, le maire (PS) de Limeil-Brévannes, Joseph Rossignol, a réussi à les convaincre de rejoindre leurs trois camarades hospitalisés, vendredi, à l'hôpital intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges (Valde-Marne). « Je préfère utiliser la persuasion plutôt que d'envoyer des cars de police, ce qui ne résout rien », a expliqué le maire, qui a obtenu «l'accord tacite» du ministère de l'intérieur pour négocier en douceur leur hospitalisation.

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers, a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

Sursis de trois mois pour les grévistes de Limeil-Brévannes

AUTORISATIONS PROVISOIRES DE SÉJOUR

Dimanche soir, la préfecture du Val-de-Marne a annoncé, de son côté, que les onze grévistes de la faim allaient bénéficier d'autorisations provisoires de séjour pour « la période de temps nécessaire à leur rétablissement », soit « trois mois maximum, renouvelables si des séquelles justifient un traitement », précise le ministère de l'intérieur. Les grévistes, dix Maliens et un Mauritanien, ont perdu entre 10 et 15 kilos. S'ils refusent toujours de s'alimenter, ils ont en revanche accepté d'être « tous perfusés de manière graduelle de façon à restaurer leur équilibre glucidique, protidique et vitaminique », comme l'indique le docteur Alain Fisch.

Invité à prendre la parole après Daniel Cohn-Bendit devant l'assemblée fédérale des Verts, Joseph Rossignol a lancé, samedi 14 novembre, un nouvel appel au gouvernement « pour ne pas laisser hors la loi tous les sans-papiers » qui ont demandé à être régularisés. Le même jour, trois cents personnes se sont réunies à proximité de l'hôtel Matignon pour protester contre l'évacuation des grévistes. « Nous lançons un appel urgent au premier ministre pour qu'il entende le cri de ces hommes qui mettent leur vie en péril », a déclaré Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP, soutenu par plusieurs représentants des Verts et du Parti communiste. A défaut d'être reçue par Lionel Jospin, la délégation de personnalités et de représentants d'associations de soutien aux sans-papiers se pré-sentera, mercredi 18 novembre, au Parlement européen de Strasbourg,

Alexandre Garcia

"Nocturne" du livre Républicain

Jeudi 19 Novembre 1998 de 16 heures à 22 heures (ENTRÉE LIBRE)

TABLES RONDES ET DÉDICACES

Avec : • Maunce AGULHON • Blandine KRIEGEL • Patrice de PLUNKETT · Jacques CALVET · Jean-François KAHN · Eric ZEMMOUR • Pierre-Aridré TAGUIEFF • André GAURON • Pierre MESSMER • Joseph MACÉ-SCARON • Pascal BONIFACE - Nicolas BAVEREZ - Marie-France GARAUD . Emmanuel HECHT . Eric MANDONNET . Roland HUPEAUX • Jean BOTHOREL • Sébastien LAPAQUE · Jean-Claude BARREAU · Georges BERTHU · Philippe de VILLIERS • Michèle TRIBALAT • Paul-Marie COUTEAUX Philippe de SAINT ROBERT - Général FRANCESCHI -Jean-Jacques ROSA · Henri GUAINO · Gérard LAFAY...

12 av Léonard de Vino - Courberdie - Tél : 01 41 16 75 19 - Fax : 01 41 16 75 22 Métro/RER . Grande Arche de la Defense

Régularisations: fermeté officielle et souplesse d'interprétation

L'HOSPITALISATION forcée des Africains de Limeil-Brévannes est l'occasion pour le gouvernement d'afficher sa fermeté sur le dossier des sans-papiers. Cette rigueur proclamée, qui se traduit par quelque 60 000 refus de régularisa-tion sur 140 000 demandes, va de pair avec une relative perméabilité aux pressions de tous ordres courriers de parlementaires, interventions associatives, parrainages par des personnalités - qui s'exercent sur l'administration et les cabinets. Les grèves de la faim elles-mêmes ont abouti, depuis des mois, à la régularisation de la plu-part des étrangers qui s'étaient lancés dans ce type de mouvement désespéré. Ainsi, le long jeûne de l'église des Batignolles, au printemps 1998, a débouché non seulement sur une large régularisation des grévistes, mais sur les deux circulaires d'août élargissant les critères initiaux de la « régularisation Chevenement ».

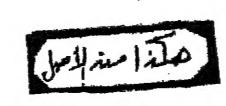
Cette double réalité rend à la fois logique et difficilement crédible le discours intransigeant diffusé par le gouvernement, arc-bouté sur des critères présentés comme intangibles, « Nous sommes prēts à discuter de toutes les situations individuelles, mais le principe d'une régularisation sur critères ne variera pas », répétait-on, lundi 16 no-

vembre, dans l'entourage de Jean-Jack Queyranne, ministre de l'inté-rieur par intérim. Place Beauvau, on voudrait voir dans les évênements de Limeil-Brévannes les derniers soubresauts du mouvement des sans-papiers. De fait, des grèves de la faim se poursuivent dans plusieurs villes (Bordeaux, Lille, Orléans et Avignon) sans faire tache d'huile et au milieu d'une relative indifférence.

PRESSIONS ACCRUES Techniquement, l'opération de régularisation commencée le 24 juin 1997 devralt s'achever à la fin de cette année. Au total, un peu plus de 80 000 sans-papiers auront été régularisés, soit environ 57 % des demandeurs. La plupart des re-cours gracieux (aux préfets) ont déjà reçu une réponse mais les réponses ministérielles aux recours hiérarchiques tardent puisque un tiers d'entre elles restent à donner. La proportion de décisions négatives rectifiées suite à ces recours (près de 20 %) reflète une certaine élasticité dans l'interprétation des critères. Cette attitude montre « que nous sommes capables de ne pas nous enfermer dans la rigidité », commente-t-on place Beauvau. Mais elle conforte aussi ceux qui prônent un nouvel assouplissement, voire « la régularisation de

tous ceux qui en ont fait la de-

C'est pour défendre cette position, désormais partagée, avec plus ou moins de conviction, par la plupart des associations de défense des étrangers, que ces dernières multiplient depuis trois semaines les pressions sur le gouvernement, avec le soutien des Verts, du PCF et de plusieurs élus socialistes. Des rassemblements répétés devant Matignon se sont soldes par des fins de non-recevoir, le premier ministre invitant les militants à s'adresser au ministre de l'intérieur. Une extrème froideur a présidé, mercredi 4 novembre, à l'entrevue. place Beauvau, qui a réuni autour de Jean-Jack Queyranne et de ses proches les dirigeants associatifs (CGT, Cimade, France-Libertés, Gisti, Mrap, Ligue des droits de l'homme), le maire (PS) de Limeil-Brévannes, ainsi que le préfet du Val-de-Marne. « Nous attendions une réponse humaine globale et ils ont cherché à nous culpabiliser au sujet des grèves de la faim, commente Mouloud Aounit, secrétaire général du Mrap. Le ministre n'a pas fait le moindre geste. Il n'a aucuné marge de manœuvre. Aujourd'hui, le vrai ministre de l'intérieur, c'est Jos-





Les élus Front national de quatre conseils régionaux se sont réunis à Lyon

Bruno Gollnisch, secrétaire général du FN et pré-sident de son groupe au conseil régional Rhône-Alpes, a réuni à Lyon, samedi 14 novembre, les d'extrême droite des quatre régions où la fin des subventions régionales aux institutions lan positif de l'attitude des présidents qui colla-culturelles qui combattent l'extrême droite.

19 dy .

...

de notre correspondant régional Les élus du Front national qui, depuis neuf mois, apportent leur soutien aux présidents des conseils régionaux de Bourgogne. Languedoc-Roussillon, Picardie et Rhône-Alpes, ont exprimé, samedi 15 novembre, à Lyon, leur satisfaction, à la fois à l'égard de leurs partenaires respectifs et quant au fonctionnement de ces régions, dans lesquelles l'extrême droite est en position d'arbitre (Le Monde daté 15-16 novembre). Même Bruno Gollnisch, président du groupe Front national du conseil régional Rhône-Alpes, qui avait manifesté récemment son agacement à l'égard de Charles Millon (ex-UDF), s'est plu a souligner le « bon fonctionnement » de sa région où, affirme-t-il, « seulement 1,2 % de l'ensemble du budget [qui s'élève à 7 milliards de francs] a été refusé » par son

« LÉGITIME DÉPENSE »

Secrétaire général du Front national et, à ce titre, « patron » des élus au sein de ce parti, M. Golinisch a engagé ses amis à négocier avec les exécutifs régionaux qu'ils soutiennent pour que soient respectés, dans les futurs documents budgétaires, les engagements pris par les présidents lorsqu'ils avaient été élus avec les voix de l'extrême droite. Ils réclament d'abord une « décrue » fiscale, la mise en place de dispositifs de sécurité dans les lycées et les transports en commun, la valorisation du patrimoine régional. Ils demandent aussi une plus grande transparence dans les procédures d'appels d'offres, la refonte de la

formation professionnelle et l'instauration de la représentation proportionnelle dans les commissions et les délégations où elle n'est pas déjà la règle.

Ces six points ont été qualifiés de «souples» par M. Gollnisch, pour qui leur mise en œuvre peut s'étaler dans la durée. « Il peut y avoir des avancées significatives sur certains points et moins sur d'autres », a-t-il concédé, mais il a prévenu: « Nous n'avons donné aucun blanc-seing [aux présidents

nisch. Il y aura des discussions, faciles ou âpres, mais nous sommes confiants. » Son collègue de Bourgogne, Pierre Jaboulet-Vercherre, chef de l'extrême droite au conseil régional que préside Jean-Pierre Soisson (ex-UDF), a surenchéri en affirmant que «les quatre présidents vont devoir montrer des affections particulières aux groupes FN de leurs régions ».

notre soutien, a affirmé M. Goll-

Les élus du Front national demandent que les présidents des

Manifestation à Toulouse contre la venue de M. Le Pen

Dimanche 15 novembre, dans l'après-midi, un millier de personnes répondant à l'appel de syndicats, partis de gauche et associations militant pour les droits de l'homme et contre le racisme ont défilé dans les rues de Toulouse, contre la venue dans la ville, le soir, du président du Front national, Jean-Marie Le Pen.

Dans la région Rhône-Alpes, une centaine de personnes ont ma-nifesté à l'invitation du CLIC (Collectif de liaison et d'initiatives contre le racisme, la xénophobie, le fascisme), samedi, à Chuses, en Haute-Savoie, pour protester contre un billet injurieux, publié dans le bulletin départemental du Front national et invitant les militants du FN à « crocher » au visage des journalistes (Le Monde du 11 novembre). A Villeurbanne, enfin, dans le Rhône, un débat et un concert organisés par le Manifeste contre le Front national, association proche du Parti socialiste, out réuni, eux aussi, quelque cent personnes.

Nos elus ne voteront pas les budgets qui ne prendront pas suffisamment en compte nos six propositions. »

Le numéro trois du FN attend donc des présidents des quatre conseils régionaux collaborant avec l'extrême droite des décisions conformes aux souhaits de celle-ci. « Nous allons peser sur les événements, obtenir qu'une partie au moins du programme du Front la candition de la poursuite de ...en Languedoc-Roussillon,-que

que soutient le FN] pour six ans. conseils régionaux auxquels ils apportent leur appui cessent de subventionner celles des institutions culturelles qui se sont transformées en « machines politiques » contre le FN et l'alliance de la droite avec lui. «Les "cultureux" nous ont déclaré la guerre. Nous sommes en état de légitime défense et nous nous défendrons. On ne peut pas impunément mordre la main qui vous nourrit », a menacé national soit prise en compte. C'est Alain Jamet, président du groupe

préside Jacques Blanc, député (Démocratie libérale) de Lozère.

M. Golinisch, qui s'était opposé une première fois, le 23 octobre, à M. Millon, en rejetant une délibération sur la politique de la ville au motif qu'elle ne comportait aucune disposition nouvelle sur la sécurité, a énoncé la stratégie qu'il entend suivre au cours des prochaines semaines. Il souhaite mettre le « patron » du conseil régional Rhône-Alpes au pied du mur et prévient que, si nécessaire, il aidera le président de La Droite à « sortir de l'ambiguîté ». « Soit M. Millon nous trouve trop encombrants, et il se passe de nous, soit il veut continuer à bénéficier de notre soutien, et il prend en compte nos exigences. Après la discussion du budget de 1999 prévue le 17 décembre], les choses seront claires pour tout le monde. S'il prend suffisamment en compte nos six points, ses protestations et ses affirmations selon lesquelles il n'aurait pas fait d'accord avec nous auront peu d'importance », a expliqué M. Gollnisch.

Le dirigeant d'extrême droite a mis en garde M. Millon et les trois autres présidents que soutient le FN contre la tentation d'utiliser le « 49-3 » régional pour faire adopter leurs budgets sans majorité. « Ils auraient beaucoup de mal à les dépenser », prévient M. Gollnisch, qui se déclare prêt à bloquer aussitôt, en Rhône-Alpes, le fonctionnement de la commission permamente et à « démissionner » les huit vice-présidents du conseil régional. « Je suis assez procédurier pour cela», a prévenu l'universitaire lyonnais.

Claude Francillon

Jean-Claude Trichet refuse de « se laisser influencer »

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE n'a pas l'intention de céder aux pressions qui s'exercent sur lui en faveur d'une baisse des taux d'intérêt. « Pour inspirer confiance aux épargnants français, européens et mondiaux, il ne faut pas se laisser influencer, ni dans un sens ni dans un autre », a expliqué Jean-Claude Trichet, dans un entretien au Journal du dimanche du 15 novembre, avant d'ajouter: « Ce n'est pas parce que l'on nous demande de baisser encore des taux d'intérêt déjà très bas que nous le jerons ! Et ce n'est pas non plus parce qu'on nous le suggère un peu trop bruyamment que nous ne le ferions pas ! » Cette mise au point s'adresse, même si M. Trichet ne le précise pas explicitement, à Dominique Strauss-Kahn, qui, depuis plusieurs semaines, plaide en faveur d'un nouveau « policy mix », s'appuyant sur la rigueur budgétaire et une détente de la politique monétaire. Le 12 novembre, le ministre de l'économie et des finances avait déclaré que la France « peut avoir des toux d'intérêt plus faibles » du fait de la « très faible inflation ».

DÉPÊCHES

SÉNAT : Christian Poncelet (RPR), président du Sénat, « ne voit pas en quoi » Laurent Fabius (PS), président de l'Assemblée nationale, « peut porter une responsabilité » dans l'affaire du sang contaminé. Invité du « Forum de Radio J », dimanche 15 novembre, M. Poncelet a aussi déclaré qu'il « ne voit pas pourquoi » il demanderait à Roland Dumas, mis en examen dans l'affaire Elf, « de quitter » la présidence du Conseil constitutionnel. C'est à lui « d'apprécier s'il doit partir ou

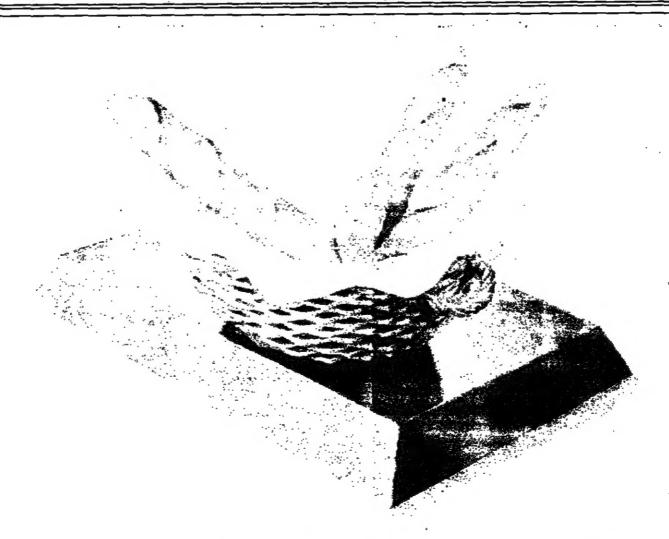
ELECTIONS EUROPÉENNES : Raymond Barre, député (UDF) du Rhône et maire de Lyon, a déclaré, dimanche 15 novembre, au «Club de la presse d'Europe 1 », que « si les partis de l'opposition se mettent d'accord sur le nom de Philippe Séguin » comme tête de liste aux élections européennes, « pourquoi pas »? Pour François Bayrou, président de l'UDF, invité du « Grand jury RTI.-Le Monde-LCI » (lire page 16), « ce serait une très bonne idée » de confier la tête de liste à Valéry Giscard d'Estaing.

■ FRONT NATIONAL: le maire du village des Pians (Gard), Pierre

Masseguin, a été mis en minorité, dimanche 15 novembre, à l'issue d'une élection municipale partielle organisée après la démission de six élus protestant contre son adhésion au Front national. Les six opposants ont remporté entre 60 % et 67 % des suffrages.

■ ANTI-IVG: Jean-Marie Le Chevallier, maire (FN) de Toulon, a remis une médaille de la ville à Xavier Dor, chef de file des opposants à l'avortement, condamné une douzaine de fois par la justice pour ses actions dans des hôpitaux. Le maire entendait récompenser M. Dor pour son ouvrage Le crime contre Dieu, à l'occasion d'une « sête du ■ MÉDECINS: le règlement minimal conventionnel, qui s'appli-

quera aux médecins libéraux à compter du 1e décembre s'ils ne signent pas de conventions avec les caisses d'assurance-maladie, est paru au journal officiel du 14 novembre. Ce texte, qui remplace un rè-glement provisoire établi le 10 juillet, entraînera une hausse des cotisations sociales des médecins, l'assurance-maladie réduisant la part de cotisations qu'elle prend en charge (Le Monde du 11 novembre). ■ BUDGET: l'Assemblée nationale a approuvé, samedi 14 novembre, les crédits de la communication pour 1999, comprenant une enveloppe de 18,478 milliards de francs pour l'audiovisuel public, en hausse de 2,6 % par rapport à 1998. Le tarif de la redevance passera à 744 francs pour un récepteur couleur et 475 francs pour un appareil noir et blanc. - -



L'interpretation

DE CROUSTILLANTES BAGUETTES FRAÎCHES - une denrée sur laquelle on

Pour ce qui est de l'économie du pays, le public français compte sur les réserves nationales en or.

Selon un récent sondage d'opinion :

- 84 pour cent des Français pensent que la confiance du public quant à l'économie du pays repose sur le niveau des réserves en or;
- 75 pour cent pensent que les réserves en or jouent un rôle important dans l'autonomie économique et monétaire d'un pays; et
- 90 pour cent pensent que le gouvernement devrait maintenir ou augmenter le niveau de réserves en or actuellement détenues par la Banque de France pour soutenir le franc.

Le public français compte sur d'importantes réserves en or pour assurer la puissance monétaire et la stabilité économique du pays.



WORLD GOLD COUNCIL

35 MILLIONS D'OPINIONS FAVORABLES.

Aujourd 'hui, 2 foyers sur 10 sont abonnés à CANAL+, mais la sympathie pour CANAL+ va bien au-delà de ses abonnés : plus de 8 Français sur 10 pensent que CANAL+ est une entreprise moderne, créative, indépendante et dynamique (Sondage ISL Septembre 1998).

Aujourd 'hui tout le monde sait que CANAL+ soutient et accompagne depuis 14 ans tous les talents du cinéma, de la création et du sport. Pour le plus grand bien des abonnés, pour le plus grand bien de tous.

Projection d'un sondage réalisé auprès de 1000 individus, représentatifs des 44,3 millions de Français ágés de 18 ans et plus, entre le 18 et le 22 septembre, par l'Institut ISL.

GROUPECANAL

CREATIONS RECONNUES D'INTERET GENERAL

Le PCF

Page quit de la

la repentance du parti laiss

REUSSIR LES
ADMISSIONS
PARALLELES
Series, Dutt, BTS
Contres Tierren

PESUP

Gêné par le scrutin européen de 1999 et bousculé par l'entrée en scène de la liste des Verts conduite par Daniel Cohn-Bendit, le Parti communiste préfère mettre l'accent sur ses débats internes, comme la réhabilitation des exclus du parti ou la crise de « L'Humanité »

Le comité national du Parti communiste se réunit, lundi 16 et mardi 17 novembre. Il devrait témoigner de l'embarras des communistes à l'approche des élections européennes. Gênée par ce scrutin, sur-

THE PROPERTY OF

prise par une liste LO-LCR, qu'elle n'at-tendait pas, et par la candidature très mé-sur France Inter, le secrétaire national, diatique de Daniel Cohn-Bendit, à laquelle elle ne croyait pas, la place du Colonel-Fabien peine à construire sa liste

Robert Hue, a déclaré : « La pire des choses serait de vouloir transformer les élections européennes non pas en débat

fratricide à l'Intérieur de la gauche plu-rielle. » Il a ajouté : « Daniel Cohn-Bendit parle vrai, mais il ne faut pas qu'il bluffe » et a déclaré qu'« il se méfiait des pagne politicienne ».

sur l'Europe, mais en une sorte de guerre scores gonflettes qui se dégonflent très fratricide à l'intérieur de la gauche plu-1994. Il a conclu en accusant les Verts et leur tête de liste d'avoir lancé une « cam-

C'EST Dominique Voynet qui le dit. Dimanche 15 novembre, en clôturant le congrès de son parti, à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), la chef de file des Verts français, évoquant le scrutin européen du 13 juin 1999, a lancé aux caméras et aux militants : « J'ai l'impression que certains, à gauche, se refilent la patate chaude. "Ben non, cher ami, vas-y, après toi"... C'est peut-être que leur programme sur l'Europe n'est pas aussi abouti que le nôtre. » La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sait de quoi elle parle. Les communistes ont décidé de reporter un conseil national exceptionnel sur l'Europe, prévu les 7 et 8 novembre, à Strasbourg, au mois

de mars 1999. Officiellement, le débat sur le Pacte civil de solidarité (PACS) est passé par là : après la journée noire du 9 octobre, les socialistes avaient en effet souhaité que chacun soit présent dans l'hémicycle pour le débat sur le « PACS II »,

prévu cette semaine-là. En réalité, cet incident a arrangé les communistes français. Les socialistes ne désigneront en effet pas leur tête de liste avant leur convention sur l'Europe, le 27 mars. Robert Hue préférerait ne pas avoir à se dévouer mais se heurte aux résistances de la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet. Et il ne fait pas mystère que sa candidature dépendra largement de celle de François Hollande à la tête de la liste socialiste.

Convaincu par son entourage et ses partenaires socialistes, Robert Hue n'avait, en outre, jamais cru à un ticket commun, à sa gauche, des trotskistes Arlette Laguiller et Alain Krivine. A la fête de L'Humanité, le 13 septembre, il croyait aussi que la candidature de Daniel Cohn-bendit n'était pas encore jouée. Pour le moment, la liste de « large rassemblement » souhaitée et annoncée par la direction du PCF, en juin, n'a donc trouvé d'autre allié que... les Alternatifs,

une petite formation d'une centaine de militants et quelques élus venus de la minorité de l'Alternative rouge et Verte (AREV) et de l'ex-Convention pour une alternative progressiste (CAP) de Charles Fiterman et qui ont refusé d'aller chez les Verts ou au PS: un mariage annoncé en grande pompe par L'Humanité et force communi-

Pas étonnant, à ce compte, que la Place du Colonel-Fabien ait décidé d'engager le plus tard possible le débat sur l'Europe. D'autant que, pour le PCF, il est important de laisser le traité d'Amsterdam, ratifié par l'Assemblée nationale le 24 novembre, puis par le Congrès en janvier, derrière lui, à la manière de Maastricht. Plus facile en effet de s'affirmer « euroconstructif » auprès de militants restés souvent viscéralement anti-européens après s'être battu contre deux « mauvais » traités qui, adoptés, donnent néanmoins un cadre à l'Europe. Si le soupçon d'une

iiste commune avec le PS - comme l'avait proposé en son temps le numéro « deux » du PS, Jean-Christophe Cambadélis - hante à nouveau certains refondateurs, ces soupçons semblent vains: «A notre 29 congrès, en décembre 1996, nous avons acté le principe d'une liste séparée pour le scrutin européen », confiait Robert Hue lors de l'université d'été de son parti, cet été.

« INITIATIVE D'ENVERGURE »

A la mi-janvier, un comité national sera consacré aux « principes » de la liste communiste pour le scrutin du 13 juin 1999. Le conseil national, qui se tiendra à Paris, n'interviendra que deux mois plus tard. D'où l'agacement de certains responsables fédéraux, lors d'un récent bureau national, qui comprennent mal qu'on les mette devant le fait accompli : comment discuter d'une liste sans savoir quel en sera « le contenu », comme on dit au parti? D'autres, à

Bruxelles, font aussi part de leurs inquiétudes personnelles, tels Philippe Herzog, élu en 1994 sur la liste du PCF mais qui a quitté le parti en décembre 1996, ou encore Aline Pailler, très en pointe dans la lutte pour les sans-papiers, qui s'était vue reprocher publiquement par Nicole Borvo, lors des journées parlementaires de Dieppe (Seine-Martime), le 22 septembre, sa présence à une fête « 100 % à gauche » de la Ligue communiste révolutionnaire, quelques jours plus tôt, à Toulouse.

Concurrencé sur sa gauche par la liste trotskiste, pour laquelle les militants communistes n'ont plus aujourd'hui les très fortes réticences qu'ils conservent à l'égard de Daniel Cohn-Bendit, Robert Hue sait qu'il devra jouer fin. Pour le moment, l'objectif de la direction apparaît clairement : parler le moins possible du rendez-vous electoral, considéré comme « très lointain ». D'où l'ordre du jour du comité national des 16 et 17 novembre. Hormis le traditionnel rapport sur « la responsabilité des munistes dans la situation politique actuelle pour une dynamique nouvelle », présenté par la sénatrice de Paris, Nicole Borvo, l'ordre du jour est à usage proprement interne. Après un hommage de la direction à Georges Marchais, mort le 16 novembre 1997, au cimetière de Champigny-sur-Marne, les dirigeants communistes débattront de l'avenir de L'Humanité, pour lequel son directeur, Pierre Zarka, proposera une « consultation des communistes pour un projet de transformation = (lire ci-dessous). Le parti promet aussi de prendre une «initiative d'envergure » sur son histoire: Francette Lazard fera part de la « réflexion de la commission d'arbitrage sur la portée de la mutation au regard de l'histoire, des pratiques du débat politique dans le Parti », comme dit l'intitulé alam-

biqué de l'ordre du jour...

Ariane Chemin

Jésus-Christ superstar de la Fête de « L'Huma »

IÉSUS-CHRIST sera l'une des vedettes de la prochaine Fête de L'Humanité en septembre 1999. A sa manière, le PCF, qui tiendra son 30° congrès en Janvier 2000, va s'associer à la célébration de ce que le pape appelle le Jubilé de l'an 2000, c'est-à-dire l'entrée dans le troisième millénaire du christianisme. Dirigé par Antoine Casanova, le secrétariat chargé des relations avec les croyants lance des invitations. Mieux que la « main tendue » par Maurice Thorez ou l'« appel aux chrétiens » de Georges Marchais, l'effort du PCF pour s'adresser aux militants des Eglises promet d'être spectaculaire.

C'est d'abord la revue de l'Institut de recherches marxistes, La Pensée, qui publiera un numéro spécial sur Jésus-Christ, avec la collaboration d'historiens et de théologiens. Puis une grande exposition artistique et archéologique témoignera de la vigueur du christianisme en deux mille ans d'histoire. Un programme d'animations culturelles, avec des débats sur la pensée chrétienne ou la place des Eglises dans les luttes de libération, est enfin en

cours de préparation. La Fédération protestante et la Conférence des évêques de France ont été officiellement informées de ces initiatives. Des historiens des religions (Emile Poulat), des universitaires, des évêques (Mgr Olivier de Berranger, évêque de Saint-Denis et président de la commission sociale de l'épiscopat), ont été sollicités ou vont l'être. Les représentants des religions non chrétiennes (islam, judaïsme) seront également invités à s'associer à cette version an 2000 de la « main tendue ».

A qui s'étonne d'un tel intérêt pour Jésus-Christ manifesté par un parti de tradition marxiste, athée, complice hier de régimes qui ont persécuté des chrétiens, on répond, place du Colonei-Fabien : « Nous sommes dans une culture judéo-chrétienne et il serait aberrant qu'un parti humaniste comme le nôtre passe à câté d'un tel événement. Notre sympathie pour la dimension sociale du christianisme est ancienne, mais notre point de vue restera laïque. »

Jésus-Christ ne sera pas tout à fait un inconnu à la Fête de L'Huma qui, depuis six ans, accueille une exposition sur les croyances, fréquentée notamment par le pasteur Jean Tartier, président de la Fédération protestante, le Père Daniel Guette, secrétaire du Service incroyance et foi de l'épiscopat, Henri Bulawsko, représentant la communauté juive. En septembre 1995, la lettre de l'épiscopat aux catholiques de France (Proposer la foi aujourd'hui) y fut même largement commentée. La mairie commu-.. niste de Champigny (Val-de-Marne) a consacré des débats à l'édit de Nantes, avec le pasteur Michel Bertrand, président de l'Eglise réformée de France, et Soheib Bencheikh, mufti de Marseille.

Des liens sont noués avec des évêques comme Olivier de Berranger, Albert Rouet, ancien président de la commission sociale de l'épiscopat, Jacques Delaporte, président du mouvement Justice et Paix. Le cardinal Roger Etchegaray, de la Curie romaine, reçoit Henri Levard, chargé au PC des relations avec les chrétiens. En janvier 1995, Mgr Pierre Eyt donne à L'Humanité sa première interview de cardinal. Et s'il trouve que le pape est « réac » en matière morale, le quotidien du PCF consacre trois pages à son encyclique de 1991 qui condamne les excès du capitalisme, applaudit ses appels à la paix et son récent voyage à Cuba. Mais longtemps tenues en suspicion par la droite pour leur « connivence » d'hier avec le marxisme, les Eglises entendent aujourd'hui garder la plus élémentaire prudence.

Grave crise de confiance dans la presse communiste

OFFICIELLEMENT, le sort de L'Humanité-Hebdo, l'hebdomadaire qui a succédé il y a un an à L'Humanité-Dimanche, n'est pas encore scellé et c'est en décembre que les communistes devraient décider, « en toute connaissance de cause », du sort de leur presse. Mais dès mardi 17 novembre, le comité national du PCF doit entendre le rapport de Pierre Zarka. directeur de L'Humanité et de L'Humanité-Hebdo, et, sauf surprise, entériner son choix de « coupler » les deux titres et de rénover le quotidien communiste (Le Monde du 26 septembre). Lors d'un bureau national tardif, vendredi 13 novembre, Robert Hue aurait avalisé ce « couplage » - en réalité une fusion qui ne veut pas dire son nom qui devrait se traduire par la mort en tant que telle de l'hebdomadaire du PCF lancé il y a cinquante ans.

La nouvelle formule de L'Humanité, due au graphiste Claude Maggiori, devrait paraître cinq jours par semaine, à partir de mars 1999. Un supplément sur papier journal, au format actuel de L'Humanité, paraîtrait le samedi et serait vendu le week-end (15 francs). Ce supplément comporterait 56 pages dont 16 en quadrichromie (au lieu de 76 actuellement pour L'Huma-Hebdo). Ce « couplage » pourrait entraîner

surent que le choix qui le touche-

rait le plus serait celui du

complexe sportif Beaublanc;

l'une des principales réalisations

de son passage à la mairie, deve-

nue un des hauts lieux du sport en

France grâce à l'équipe de basket

du CSP de Limoges.

des suppressions d'emplois, en particulier aux abonnements, à la gestion et à l'informatique, compte te-

nu d'accords de sous-traitance. Le choix de M. Zarka, qui n'a pas tenu à répondre au Monde, est motivé par les mauvais résultats des deux titres. Ils annoncent un déficit prévisionnel pour 1998 de «17.4 millions de francs mais 19.5 millions sans les numéros spéciaux », une perte annuelle de 3 000 acheteurs, soit« 6 % de moins pour le quotidien et 4 % de moins pour le magazine » et « 20 % de lecteurs de moins en cinq ans »: ces chiffres cités, le 29 septembre, par Richard Beninger ont Incité l'administrateur général des deux journaux à émettre l'hypothèse de « la suppression du quotidien L'Humanité ». Une telle éventualité fait frémir la direction du PCF, M. Zarka a d'ailleurs pris fait et cause pour le maintien du quotidien fondé par lean laurès. La solution de « couplage - entre les deux titres apparaît donc comme la « seule sortie possible ».

ÉDITION PIRATE

Le personnel de L'Huma-Hebdo n'entend toutefois pas laisser mourir son journal dans le silence. Il reproche à sa direction de ne pas lui avoir donné les moyens nécessaires, notamment sur le plan commercial - les ventes en kiosque ne dépassent pas 4500 exemplaires - et de n'avoir pas posé le problème de sa diffusion par les comités de diffusion de L'Humanité animés par des militants qui vendent 77 000 exemplaires sur un peu plus de 100 000. Ils indiquent aussi que L'Huma-Hebdo a amélioré ses abonnements au cours des

six derniers mois. Une délégation de l'hedbomadaire devait rencontrer les

Georges Chatain membres de la direction nationale

du PCF, lundi, pour leur distribuer une « édition pirate » conçue par les journalistes - dont Martine Brulard, rédactrice en chef - et leur exposer les solutions alternatives à celle de Pierre Zarka et de son * groupe de pilotage » (Claude Cabanes, Laurent Michel, Richard Beninger). Cette édition pirate devrait donner un choc au comité national du PCF. Intitulée « Le groupe Humanité est en crise, ouvrons un vrai débat » et sous-titrée « Une mobilisation inédite », elle met directement en cause Pierre Zarka et son équipe en soulignant « la grave crise de confiance entre l'ensemble du personnel et la direction ».

Sous la forme d'interrogations (« Pensez-vous que l'on peut réussir un ou des journaux sans ou contre les journalistes et les personnels? ») ou de commentaires acides évoquant « les liquidateurs non judicigires déguisés en hommes de presse, qui sont à L'Humanité ce que Nivelle fut à l'armée française », l'édition pirate constate le « gâchis de compétence et d'énergie » du lancement raté de L'Humanité-Hebdo et évoque les manques financiers, rédactionnels et structurels de la solution de M. Zarka. Elle propose d'autres solutions sauvegardant L'Humo-Hebdo.

A L'Humanité, les salariés observent la situation avec inquiétude et fatalisme: « La fusion avec le quotidien est malheureusement la seule solution financièrement viable », dit un journaliste tandis qu'un autre stigmatise « l'incohérence de la gestion et du développement de la presse du PCF ». La plupart jugent désormais que Pierre Zarka est au pied du mur et « qu'il a intérêt à réussir la rénovation du quotidien » avant le 30° congrès du PCF, en janvier 2000.

Yves-Marie Labé

La repentance du parti laisse de marbre le colonel Guinguoin

LIMOGES de notre correspondant

Pas de commentaires. A la rumeur de sa proche réhabilitation par le comité national du PCF, Georges Guingouin oppose une indifférence totale : « C'est une décision du Parti communiste aui ne concerne que lui; elle ne me re-

REUSSIR LES

ADMISSIONS

PARALLÈLES

Sur DEUG, DUT, BTS:

année : ESC Lyon,

concours "Tremplin"

Profits", "Passerelle"

2 année : HEC-ESOP,

ESC Lyon, concours

"Tremplin", "Profils",

Passerelle", Sciences Po

EFB-CFPA, DECF-DESCF

14 Paris 01 43 25 63 30

3615 PESUP

Sur Licence:

Sur Maîtrise:

2º année : ESSEC,

garde pas. » Francette Lazard, qui a le dossier en charge au bureau national, a pris contact. Mais l'homme reste de marbre : « Vous, les journalistes, vous voudriez commenter les faits avant même qu'ils

se soient produits. » Le colonel Guingouin, compagnon de la Libération, « préfet du maquis », maire de Limoges (1944-1947), est exclu du PCF le 9 novembre 1952. Jeune instituteur, il y était entré en 1935 et y avait vite exercé des responsabilités régionales. En 1940, révoqué de l'enseignement, il assure la continuité clandestine du PCF et s'oppose, très vite, à la direction nationale et appelle au front patriotique contre l'occupant et le régime de Vichy. Dès le début 1941, sa petite équipe passe à l'action directe. Le désaccord se creuse. A Paris, Guingouin est « le fou qui vit dans les bois »; en Limousin, il est « Le Grand », surnom qui lui reste au-

jourd'hui dans la région. TENTATIVE D'EXÉCUTION

Dans le livre-référence L'Affaire Guingouin (Editions Lucien Souny, 1994), le journaliste Michel Taubmann raconte les tentatives d'élimination physique alors organisées par la direction du PCF contre ce « dangereux aventu-

La paix revenue, le « préjet du maquis » est intouchable. Mais son dossier est ouvert, dans un parti préoccupé de restaurer le

veaux cadres issus de la Résistance. Le « chef sans peur et sans reproche, d'une intégrité absolue ». célèbré par L'Humanité fin 1945, devient six ans plus tard un «ennemi de la pire espèce ». Isolé, Georges Guinguoin devient aussitót le gibier d'un hallali général. de policiers et de magistrats vichystes rentrés en grace qui tiennent là leur vengeance. L'exclu se voit accusé de tous les règlements de compte et de toutes les violences qui ont pu accompagner la libération du Limousin. Arrété et incarcéré fin 1953, il est victime, en février 1954 à la prison de Brive, d'une tentative d'exécution maquillée en suicide. Et puisque la thèse officielle est celle d'une crise de démence, il est interné à l'hôpital psychiatrique de Toulouse. En 1959, toute cette affaire se conclut par un non-lieu. L'instituteur reprend du service et se met en congé silencieux d'une histoire qui ne l'a pas ménagé.

l'école du Komintern sur ces nou-

La repentance du PCF ne lui fait donc ni chaud ni froid. « Ce sont de vieilles histoires; j'ai quatrevingt-cinq ans, c'est l'âge de la sérénité. » Il reste en revanche sensible à la fidélité de son terroir. Deux bourgs y ont une rue à son nom, Magnac-Laval (Haute-Vienne) où il est né, et Eymoutiers, principal fief de son activité maquisarde qui lui a aussi dédié son collège. Il est question auiourd'hui d'une rue à Limoges. Il pouvoir des cadres formes à n'en dit rien, mais ses proches as-



S'envoler

950F

LISBONNE 990F MARRAKECH 1000F VENISE 1050F *LES ANTILLES 2490F LOME 2690F SAINT DOMINGUE 3150F PUNTA CANA 3350F ** LA REUNION 3480F KILIMANDJARO 3550F ANTANANARIVO 3900F

TAHITI 4900F

VOLS ALLER RETOUR " DEPART DE LION, MARSETLLE, TOULOUSE, ** DEPART DE LIGH ET GARSEILLE 3 880 F A CERTAINES DATES

HONE TAILS ACCIONAGE
180 AGENCIES EN FRANCE
0 805 33 55 55 (1,097 LA MINUTE)
5515 EF (& partir de 0,557 LA MINUTE)
(1,297 la migote et 0,557 en pomine de 19h
8 h, de semedi 12h an lundi 8h)

Nouvelles FRONTIERES distributeur

D'INTERET GENERAL

SOCIÉTÉ

ENQUÊTE La cour d'appel de tion de fonds provenant de trafic de Monaco devait se prononcer, lundi 16 novembre, sur la condamnation à douze ans de rédusion criminelle de Moshe Binyamin pour « déten-

stupéfiants ». Cette première affaire naco avait provoqué une grave crise entre le gouvernement français et le

prince souverain Rainier III. • RES-PONSABLE du cabinet du Prince, Georges Brinda se défend de toute intervention dans les affaires judiciaires et affirme que Monaco est

« peut-être le seul pays au monde où la justice est totalement indépendante ». • PLUSIEURS affaires font pourtant apparaître que certains juges ont parfois eu les pires diffi-

des dossiers financiers, reste en

poste. Mais il est déchargé de ses

fonctions, d'avril à juin 1998. Son

nom disparaît des listes télépho-

niques diffusées auprès des ser-

vices de police et des administra-

tions. Du côté de la « vieille

garde », à l'inverse, les nomina-

tions de M. Sacotte - sur ordon-

postes de conseiller d'Etat et de

président du conseil d'administra-

tion de l'Institut du droit écono-

mique de la mer, sont interprétées,

à l'automne 1997, comme des

La suite des événements a donné

raison au juge Duchaine. Sur le

fond de son dossier d'Instruction,

tout d'abord : la communication

d'un jugement du tribunal de La

Paz condamnant M. Binyamin par

défaut, le 20 décembre 1996, à

douze ans de prison pour trafic de

cocaîne vers l'Europe, a accablé le

prévenu. Le jugement détaille le

dernier transport effectué par le

groupe de l'Israélien. Un charge-

ment de 800 kilogrammes de

drogue, pour un montant de

20 millions de dollars, est parvenu

le 15 février 1995 aux Pays-Bas.

M. Binyamin aura du mal à

convaincre les juges que son argent

ne provenait pas de ce trafic. Dans

l'opinion publique, ensuite : une

enquête publiée dans L'Express du

UNE ENOUÊTE DE « L'EXPRESS »

signes de soutien.

cultés pour mener leurs enquêtes. Fait sans précédent, le gouvernement français s'est récemment opposé au prolongement à Monaco du procureur général, Gaston Carrasco.

La justice monégasque confrontée à sa première affaire de blanchiment

La cour d'appel de Monaco doit rendre, lundi 16 novembre, un arrêt concernant Moshe Binyamin, un trafiquant de stupéfiants condamné à douze ans de prison. Ce dossier avait mis le feu aux poudres entre la principauté et le gouvernement français, mettant en lumière de curieuses pratiques tout, le ministère français de la jus-

de notre envoyé spécial Monaco, le 7 juillet 1995. Quand Moshe Binyamin vient déposer 5,5 millions de dollars américains (environ 27 millions de francs au cours de l'époque) à la banque Edmond de Rothschild, il ignore le séisme qu'il va provoquer sur le Rocher. Trois années durant, l'« affaire Binyamin » va donner lieu, au travers d'affrontements dignes des guelfes et des gibelins, à une crise ouverte au sein d'une justice monégasque majoritairement composée de magistrats français.

Fraîchement arrivée de l'Hexagone, une « jeune garde », quì s'inspire des méthodes du conseiller Renaud Van Ruymbeke, se lance à l'assaut de la délinquance financière. Elle se beurte à une « vieille garde » qui, visiblement, cherche avant tout à ne pas faire apparaître la Principauté comme un sanctuaire de fonds d'origine criminelle. L'enjeu de cette crise, qui va donner lieu à une tension entre le gouvernement français et Son Altesse Sérénissime (SAS) le prince Souverain Rainier III, est de taille : la reconnaissance officielle du blanchiment d'argent sale dans une principauté dont le système bancaire est contrôlé par la Banque de France et dont la majorité des magistrats est sélectionnée par le ministère fran-

çais de la justice. Par inconscience ou sentiment d'impunité. M. Binyamin est donc arrivé devant la banque, le 7 juillet lettes et deux cartons, une masse de coupures de 100 dollars usagées. Le 5 juillet, ce ressortissant israélien s'était déjà présenté au guichet, où des justificatifs lui avaient été réclamés. Ce battement de deux jours avait permis au banquier d'alerter le ministre d'Etat à Monaco, Paul Dijoud, qui avait appelé, lors d'une réunion convoquée au mois de juin, les responsables de la place financière à une vigilance accrue contre le blanchiment. Fort du soutien du prince Rainier, le ministre d'Etat (nommé par le souverain. sur une liste de trois hauts fonc-

tionnaires français avancée par Paris), nouvellement arrivé sur le Rocher, avait annoncé une lutte sans merci. Avec l'arrestation de Moshe Binyamin, l'offensive est lancée. Elle servira d'oriflamme au ministre d'Etat jusqu'à son départ, en janvier 1997, précipité par le palais princier.

Malgré l'appui manifesté par le ministre d'Etat, le juge Jacques Le-fort, qui instruit l'affaire Binyamin, subit d'emblée une première déconvenue. Il a pris des mesures de contrôle judiciaire pour surveiller le contenu des conversations entre M. Binyamin et son épouse, qui le visite en maison d'arrêt et que le magistrat soupçonne de complicité. Au retour de ses vacances d'été, il apprend, stupéfait, que le directeur des services judiciaires (qui serait, en France, le garde des sceaux), Noël Museux, a ordonné la levée de ces mesures au responsable de la prison. Le juge Lefort n'est pas au bout de ses peines : le procureur général de Monaco, Gaston Carrasco, conteste pour sa part la validité de la procédure ayant conduit à l'arrestation de Moshe Binyamin, ainsi que l'infraction de blanchiment qui lui est reprochée.

UN IMPORTANT RÉSEAU

Reprenant le dossier en janvier 1996, le juge Charles Duchaine n'a cure de ces arguties. Il a vite confirmation des soupçons pesant sur M. Binyamin, qui n'apporte aucune explication convaincante sur les et que tout désigne comme membre d'un important réseau de trafiquants. Des télégrammes d'interpol aux rapports circonstanciés de services de lutte spécialisés (la DEA américaine et son équivalent bolivien), sans oublier une condamnation à neuf ans de prison au Brésil pour trafic de drogues en 1986 et un document du parquet de La Paz sur un groupe d'Israéliens ayant transporté 800 kilogrammes de cocaîne de la Bolivie vers l'Europe, ne laissent guère planer de

Fin octobre 1997, le juge consi-

dère son enquête terminée et demande le renvol de Binyamin devant le tribunal correctionnel. Il en informe immédiatement son procureur général. Pas de réponses, malgré plusieurs relances. Arrive la fin du mois de février et la réponse du procureur général : M. Carrasco demande au juge des investigations

mesure, une procédure discipli- subtitut Dominique Auter, chargé naire est engagée. Devant la plus haute juridiction criminelle monégasque, le procureur général demande la révocation du juge Duchaine. Mais quatre magistrats, ainsi que le chef de la sûreté monégasque (le contrôleur général Maurice Albertin, détaché de la police

L'affaire Binyamin devant la justice

Au terme d'une crise qui a secoué la magistrature monégasque, la cour d'appel de Monaço doit se prononcer sur la condamnation de Moshe Binyamin, lundi 16 novembre. Né en Italie et demeurant aux Pays-Bas, avec de fréquents séjours en Amérique latine, ce quinquagénaire israétien a en effet interjeté appel de sa condamnation pour « détention de fonds provenant du trafic de stupéfiants », le 25 août, à douze ans de réclusion criminelle, 100 000 francs d'amende, ainsi qu'à la confiscation des 5,5 millions de dollars (environ 31 millions de francs) trouvés en sa possession.

« La Principauté ne peut laisser impunément passer un trafiquant de drogue qui essaie de blanchir une grosse somme d'argent », a considéré, en première instance, le premier substitut Daniel Serdet, devenu entre-temps procureur général de Monaco. Par ces mots, le ministère public a reconnu que l'affaire Binyamin constituait la première affaire de blanchiment jamais Jugée en Principauté.

supplémentaires dans cette enquête qu'il estime incomplète. Il s'agit notamment de rechercher l'origine de fonds passés par des banques d'Amérique latine. Le juge Duchaine y voit une perte de temps inutile. Il rend une ordonnance de refus d'informer, le 27 février 1997. Trois mois plus tard, un arrêt de la cour d'appel lui donne tort, annule cette ordonnance et lui enjoint de

« l'exécuterai cet arrêt avec loyauté et célérité, mais sans aucune conviction », écrit le juge Duchaine à M. Museux, le 22 mai, tout en soulignant le risque d'« *enlisement* du dossier » et de remise en liberté de Moshe Binyamin. Il adresse copie du courrier au Quai d'Orsay. La crise est à son comble. En alertant les autorités françaises sur les difficultés d'une procédure monégasque en cours, le juge fait bondir la « vieille garde ». Réponse du directeur des services judiciaires, le 16 juin : « Votre attitude met gravement en cause le mécanisme institutionnel de l'appel. Elle montre que vous ne paraissez pas en mesure d'instruire ce dossier à charge et à décharge, comme il sied à un juge d'instruction recherchant la vérité dans la sérénité. M. le président de la cour d'appel [Jean-Charles Sacotte] demande que vous soyez écarté de l'instruction et qu'il soit mis fin à vos

française), témoignent en sa faveur. La sanction la plus légère, une censure avec réprimande, lui est in-

Pour plusieurs membres de la « jeune garde », qui avaient pris fait et cause pour le juge Duchaine, la lassitude finit par l'emporter. Son prédécesseur, Jacques Lefort, et deux substituts, quittent la principauté en faisant connaître leur dé-

TROIS QUESTIONS A...

GEORGES GRINDA

fin tant que responsable du ca-binet de SAS le prince Rainier,

vous suivez de près les questions

de justice. Comment analysez-vous

la décision française de ne pas re-

nouveler le détachement d'un haut

La France n'a, étrangement, pas

voulu renouveler le procureur dé-

néral et le premier président de la

cour d'appel dans leurs fonctions.

C'est son droit. Ces deux hommes

sont de grande confiance et de

grande valeur. La preuve en est que

le prince avait demandé que leur

2 Diriez-vous qu'il n'y a aucune intervention, écrite ou orale,

sur des dossiers particuliers? Les

affaires sensibles ne vous sont-elles

détachement soit renouvelé,

11 juin 1998 a rendu compte de la

pas signalées ? Je n'ai jamais pratiqué d'intervention, ni au nom du prince ni en mon nom. Nous sommes peut-être le seul pays du monde où la justice est totalement indépendante. Elle n'est pas rattachée à l'exécutif et n'a aucun lien avec le gouvernement proprement dit. En revanche, elle est placés sous la tutelle du prince. On peut en déduire que le prince est garant de l'indépendance de la justice. Ses orientations générales tiennent en deux mots: rigueur et impartialité. Quant aux affaires sensibles, il faudrait être idiot de ne pas s'informer. Donc j'al toujours demandé au directeur des services judiciaires de me tenir informé. Car, pour que le prince soit le garant de la justice, il doit absolument être înforme. Non pas pour s'en měler, mais pour éviter qu'il v ait des immixtions, des interventions, intérieures ou extérieures. Il

n'admettrait pas que des juges,

pris fait et cause pour la « jeune garde ». Pour la première fois dans l'histoire des relations franco-monégasques, Paris s'est opposé au prolongement du détachement à Monaco de l'un de ses magistrats, Gaston Carrasco, tout en précisant ne « rien avoir à reprocher » à l'intéressé. « Si l'on détache des magisnances du prince souverain - aux trats français, souligne la chancellerie, on doit respecter les principes et les règles élémentaires de la justice française, en ne les laissant pas trop longtemps exposes sur des postes dif-

tice, Elisabeth Guigou en tête, a

Jusqu'alors procureur de Bordeaux, et ancien inspecteur des services Judiclaires, Patrice Davost a été nommé directeur des services judiciaires à la place de M. Museux, parti à la retraîte. Respectivement. détachés sur le Rocher depuis quinze et vingt-deux ans, Daniel Serdet et Jean-François Landwerlin sont devenus procureur général et premier président de la cour d'appel. Leurs prédécesseurs, MM, Carrasco et Sacotte, n'ont pas obtenu le renouvellement de leur détachement, malgré les fortes sollicitations du prince Rainier, qui les a alors tous deux nommés conseillers juridiques auprès de son Consell du gouvernement. Aucun d'eux ne devrait « interférer » sur le cours de la justice en principauté, assure-t-on, au palais de justice comme au palais princier.

l'objet de pressions politiques ou ponctuelles sur des dossiers parti-

français ou monégasques, soient

3 L'affaire Binyamin vous paraît-elle démontrer l'attrait exercé par la Principauté sur les blan-

chisseurs d'argent sale ? On ne transigera jamais sur la poursuite inflexible du blanchiment. Nous affichons la volonté la plus catégorique à ce sujet. Cela dit. la place bancaire de Monaco est sous le contrôle de la Banque de France. Il ne faut pas hésiter à le dire, car toute critique sur le fonctionnement et la gestion de la place bancaire monégasque est une critique contre la Banque de France, dont les rapports annuels sont toujours extrêmement louangeurs.

Propos recueillis par

Un droit qui ignore l'« abus de biens sociaux »

• Une justice déléguée et rendue au nom du prince. Selon la Constitution monégasque, le pouvoir judiciaire » appartient au prince souverain, qui en délègue le plein exercice aux cours et tribunaux. Les juridictions rendent la justice en son nom. De ce principe découle la notion d'indépendance de l'organisation iudiciaire par rapport au pouvoir exécutif. Le directeur des services fudiciaires, qui assure la direction de la justice et exerce des fonctions correspondant à celles du garde des sceaux français, ne dépend que du prince. Il n'appartient pas au gouvernement.

 Une majorité de magistrats français. Dans les juridictions de la Principauté, la majorité des sièges est réservée à des magistrats français, détachés auprès du ministère français des affaires étrangères afin d'exercer des fonctions judiciaires à Monaco, selon une convention franco-monégasque du 28 juillet 1930. Les candidatures des magistrats français sont sélectionnées par le ministère

français de la justice, puis adressées à la Principauté qui fait son choix. Chaque détachement porte sur une durée de cinq ans, renouvelable à la convenance du palais princier, du gouvernement français et de l'intéressé. L'indépendance des juges est garantie. Par rapport à leurs collègues travaillant dans l'Hexagone, les magistrats détachés à Monaco disposent d'avantages fiscaux et d'un supplément de rémunération, qui s'accroît au fur et à mesure de la durée de leur séjour sur place. Un droit local inspiré du droit français. Pour l'essentiel, le droit pénal monégasque s'inspire du droit français (code d'instruction criminel de 1958 et code pénal de 1967). En matière économique et financière, il ignore toutefois l'« abus de biens sociaux ». Les délits relevant des infractions fiscales, dans d'autres pays, ne sont pas davantage poursuivis à Monaco. Une loi du 7 juillet 1993 réprime le « blanchiment » en matière criminelle (trafic de

stupéfiants, proxenétisme, trafic



L'homme qui se faisait fort de vendre onze mille Mercedes en Russie MONACO de notre envoyé spécial Trois contrats de vente portant sur onze mille limousines Mercedes, trois cents grues automotrices Liebher et vingt-deux mille camions Gorki ont un point commun: l'homme d'affaires et intermédiaire en marchés difficiles, Herbert Leiduck, inculpé à Monaco pour escroqueries et banqueroute, détenu d'octobre 1993 à mars 1996, à la suite des plaintes de ces trois firmes.

fonctions à Monaco, où vous n'avez

plus votre place. » Pour faire bonne

Possédant ses petites et grandes entrées dans la société monégasque, cet Allemand installé depuis une dizaine d'années en Principauté avait de quoi subjuguer ses visiteurs étrangers. L'éclat des réceptions dans ses appartements de Monte-Carlo, ses toiles de maître, sa Rolls-Royce et son yacht de 26 mètres de long... Sûr de son effet, le quinquagénaire glissait à l'oreille de ses hôtes que le précédent propriétaire du bateau n'était autre que le prince Rainier lui-même, et qu'il avait acquis ce joyau auprès de l'administrateur des biens du souverain,

André Palmero. Les dirigeants russes de Gorki Automobile Plant, venus rencontrer Herbert Leiduck en 1990 sur le Rocher, avaient été les pre-

miers à déchanter. Leur société avait signé deux contrats avec l'homme d'affaires et l'une de ses sociétés, IRC Hongkong. La transaction portait sur la vente de vingt-deux mille camions dans divers pays en voie de développement que M. Leiduck s'engageait à assurer. Gorki avait versé 10 millions de dollars américains sur un compte au Luxembourg de la société IRC et Herbert Leiduck avait garanti ce versement au moyen d'une lettre de change à échéance. La routine des affaires. Mais l'Allemand n'a jamais exécuté les contrats, pas plus qu'il n'a honoré les effets de garantie. Gorkí a donc déposé plainte contre lui, comme le fera un peu plus tard la société allemande de grues Liebher, dont Herbert Leiduck a obtenu 11 millions de deutschemarks pour réaliser des contrats de vente. Sans plus de ré-

Avec Mercedes, les contrats étaient d'un montant beaucoup plus considérable : 870 millions de dollars américains. Herbert Leiduck se faisait fort de vendre, par l'intermédiaire de sa société anonyme monégasque Intercontinental Ressources (Irsam), onze mille limousines en Russie et quatre cents camions aux troupes russes

basées dans l'ex-République démocratique allemande. Au titre de la participation au montage d'une infrastructure adaptée, il avait exigé une somme de 21,8 millions de dollars. L'accord entre deux responsables de Mercedes-Benz et l'homme d'affaires, conclu en juillet 1993, prévoyait bizarrement que la vente des limousines devait passer par le blais de neuf sociétés offshore. Pour l'heure, l'affaire n'a pas encore livré tous ses secrets et une information judiciaire visant Herbert Lelduck et les deux responsables de la firme a été ouverte par le parquet de Stuttgart.

UNE GARANTIE DE LA BNP

A Monaco, Mercedes s'est engagée à verser 20 millions de dollars à Irsam. La somme serait conservée à titre de commission, si le projet était réalisé au 31 octobre, ou remboursée avec intérêts au 31 janvier, en cas d'échec. Cette fois, M. Leiduck a garanti le remboursement en remettant à Mercedes un billet à ordre tiré sur la BNP de Bruxelles pour 21 millions de dollars et souscrit par la société Irsam. Il a en outre bénéficié d'une garantie bancaire de la BNP de Bruxelles pour 5 millions de dollars. A son habitude, Itsam n'a

sans davantage rembourser les 21 millions de dollars.

La firme automobile allemande s'est logiquement inquiétée de la solvabilité de cet homme, dont les biens apparents sont souvent en réalité la possession de membres de sa famille ou de sociétés offshore. Aux fins de récupérer au moins une partie de ses 20 millions de dollars, Mercedes s'est retournée contre la BNP, à cause de la garantie présentée en faveur de M. Leiduck. Une expertise comptable, demandée par le juge monégasque Charles Duchaine, a conclu que la société Irsam se trouvait en état de cessation de paiement dès 1991. Et que ses comptes et bilans étaient faussés quoique certifiés par le cabinet comptable dirigé par M. Palmero-, de sorte que Leiduck a tout aussi bien pu tromper son ban-

quier français. Herbert Leiduck n'en était pas à sa première affaire. Précédemment inquiété par la justice de Monaco dans un dossier de trafic international d'armement lourd, il avait été condamné à an de prison ferme à l'issue d'une enquête préliminaire menée par le procureur Carrasco.

E. In.





mem: CHA . C. ... molecus SC DISTURBLE . . hour over 18 30-42 · · ·

the state of the state of

1.5

ment der Sich वाद्य-१८वर 🕮 . mbermal et et demonstration pour les 👫 - --**在**接不在1845 tion de tranta m Monage 13771. tame d'esset an don le sonthi.

NIR TOTAL

FOR I

mentre :

Ret. St Chic

Out flabation

de direct.

CORIS CIX.

mine demand of the rdoesees 🗀 👑 res à george de despations: notice Alba é attaca drawer is r Monthstate: -

is donation to the contract of Petron Region . . .

व्यक्ति अर्गातः । । । ளில்≲ ஒழ்தா_{க இ} parent areas Dines months CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE and a de aver 一、正、公安 建铁 Conference (Sept. CONTRACTOR SERVICES

La principale don anti-biling Agislation in the control of hissenanu fatta de déclarer à la dam du cum: vice Carican des carait: page ... वर्ष वा जाता है rations portage dont is soupposit

Victory - Ju ou de l'activité. connair ancun der Poer les Frankjarii une ballque de lece Most provide us /== c hoo feede commisse deber l'est dinsi pa

> Me yous contentez Dius des standards existants

DANS son rapport parlementaire consacré en 1993 à la Mafia, le député français François d'Aubert décrivait Monaco comme « un lieu particulièrement recherché par les opérateurs ayant des capitaux à blanchir ». Le 16 octobre, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, reprenait le flambeau, exhortant ses partenaires européens à « s'attaquer au mieux aux effets désastreux des paradis fiscaux qui se renforcent au sein même de l'Union ». Dans la décla-ration d'Avignon, le garde des sceaux s'engageait, avec ses homologues européens, à ce que « les Etats de l'Union européenne » se montrent « exemplaires dans la lutte contre les paradis fiscaux et les possibilités de blanchir ou de faire fructifier l'argent de la criminalité organisée ».

La Principauté, qui n'est pas membre de l'Union européenne, bien qu'enclavée dans le département des Alpes-Maritimes, a entre-temps durci sa législation anti-blanchiment, même si elle demeure un paradis fiscal (sauf pour les Français, depuis la convention franco-monégasque du 18 mai 1963). Avec une population de trente mille habitants, Monaco compte une cinquantaine d'établissements bancaires, dont le nombre a doublé dans les quinze dernières années. Leur développement, qui s'est orienté vers la gestion des fortunes privées, est placé sous le contrôle

des autorités bancaires françaises. Afin d'attirer de riches clients étrangers, la place offre une palette d'avantages fiscaux. Ses résidents ne sont assujettis ni à l'impôt sur le revenu, ni à l'impôt sur la fortune, ni aux taxes foncières ou d'habitation. Ils ne versent pas de droits sur les successions ou les donations en ligne directe ou entre époux. L'impôt sur les sociétés existe, mais leurs dirigeants peuvent fortement limiter la part des bénéfices en se versant des rémunérations d'administrateurs ou des salaires conséquents. Ils peuvent créer des sociétés anonymes monégasques (SAM, au capital minimum d'un million de francs) et des sociétés civiles ticulières (SCP).

La principale faille de la législation anti-blanchiment tient à la législation fiscale. Certes, les établissements financiers sont tenus de déclarer à un organe dépendant du ministre d'Etat - le Service d'information et de contrôle des circuits financiers (Siccfin), créé en avril 1994 - toutes les opérations portant sur des sommes dont ils soupçonnent qu'elles proviennent « du trafic de stupéfiants ou de l'activité d'organisations criminelles ». Mais la loi ne reconnaît aucun délit fiscal (sauf pour les Français). Le fait pour une banque de recevoir de l'argent provenant d'une infraction fiscale commise dans un pays tiers n'est ainsi pas considéré comme une infraction. Invoquer l'évasion fiscale empêche alors la iustice d'enquêter à la source. dans le pays d'origine, sur un éventuel blanchiment de fonds d'origine criminelle.

 $(x_1,\dots,x_n)\in \mathcal{F}_n^{n}(\Omega,\overline{\Omega})$

Au cours des trois premières années d'existence du Siccfin, les établissements bancaires lui ont adressé cent cinquante déclarations de soupçon. L'une d'elles a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire, sur un total de neuf dossiers de blanchiment ouverts depuis 1995 et toujours à l'instruction à Monaco, La Principauté n'est pas pour autant à l'abri d'un scandale majeur qui ternirait sa réputation, comme l'ont illustré plusieurs affaires survenues ces dernières années,

LE KRACH DE LA BANQUE

INDUSTRIELLE DE MONACO (BIM) En 1990, le krach de la BIM a mis en cause le fonctionnement d'un important établissement bancaire assurant des moyens d'évasion fiscale. Avant d'être en cessation de paiement, la BIM accueillait, parmi ses clients, une série de fraudeurs du fisc français, qui se cachaient derrière des SCP représentées par des dirigeants monégasques. Abrités derrière ces prête-noms, non assujettis à l'impôt, les vrais clients percevaient des bons de caisse au nom des sociétés. Le pot-aux-roses a été découvert à la suite de l'intervention de la Banque de France provoquée par le trou monumentai laissé par un escroc dans les comptes de la BIM.

Deux instructions ont été confiées, l'une au juge Jean-Pierre Murciano de Grasse (Alpes-Maritimes), l'autre au juge Jacques Lefort de Monaco. Leurs investigations ont permis de découvrir la « table de correspondance » de la BIM, un fichier comportant le nom des clients, le montant de leurs dépôts et de leurs retraits. L'un des dirigeants de la banque, Jean-Claude Colzy, détenu pendant six mois, a été condamné en avril 1996 à quatre ans de prison ferme, par défaut car il avait alors quitté-le Rocher. La princesse Isabelle de Bourbon-Parme, qui présidait la BIM, a écopé d'une peine de prison avec sursis.

LES APPORTEURS D'AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ

DES BAINS DE MER (SBM)

Le 20 avril 1994, six membres du Conseil national (le Parlement monégasque) ont adressé une iettre dénonçant des dysfonctionnements au casino de Monte-Carlo à l'attention de leur ministre de l'intérieur, Jean Aribaud. L'affaire a secoué la SBM, concessionnaire du monopole des jeux et principal employeur du Rocher, contrôlée par l'Etat et possédant notamment l'Opéra, les Sporting d'hiver et d'été, plusieurs palaces et restaurants. La lettre, objet d'une « fuite » dans la presse, a dénoncé le rôle joué par des Italiens, « agents-prêteurs » et « apporteurs d'affaires » au casino. Elle faisait état de commissions versées par des dirigeants de l'établissement à ces Italiens, qui lui assuraient une part importante de sa clien-

Un audit confié au cabinet Arthur Andersen avait dans un premier temps permis à la SBM de publier un communiqué précisant

que « les irrégularités ou malversations alléguées par la correspondance dont la presse s'est fait l'écho ne sont pas avérées ». Travaillant seul, le procureur général Gaston Carrasco avait dans un second temps mené une enquête préliminaire au cours de laquelle il avait entendu plusieurs respon-sables de la SBM, Seulement une partie de cette enquête avait en-suite été transmise au juge d'insfruction lacones Lefort.

Trois des « agents-prêteurs » ita-liens, proches de la Mafia, ont été condamnés et expulsés. Magdalena Motto, une de leurs compatriotes qui coordonnait leur action au casino, a purgé une peine de prison ferme. La découverte d'une attestation délivrée à l'Italienne par le secrétaire général de la SBM, Stéphane Giaccardi, lui a valu des poursuites pour faux en écriture. Le caissier de la Société monégasque d'avances et de recouvrements (SMAR), la filiale de la SBM chargée de consentir des avances en liquide, a lui aussi été inquiété. Mais, malgré les demandes des juges successivement chargés de l'instruction, l'intégralité de la procédure du procureur général ne leur a Jamais été communiquée. Aussi le juge Charles Duchaine a-t-il refusé de prolonger des poursuites qu'il es-

Le 21 novembre 1997, la police monégasque a par ailleurs interpellé cinq Italiens. Circulant à bord de Ferrari et signalés comme des membres de la mafia, ils étalent des habitués des salles de jeux où ils payaient en liquide. Reconduits à la frontière, ils étalent de retour le lendemain avant d'être de nouveau refoulés, cette fois sans leurs voitures. Le groupe était lié à Franco Lupattelli, un quadragénaire italien considéré lui aussi comme un « apporteur d'offaires » du casino et qui fut, à la fin de 1997, déclaré indésirable en Principauté.

timait sélectives et a-t-il rendu un

LES RELATIONS D'AFFAIRES DE DANIEL DUCKUET

Alors epoux de la princesse Stephanie, Daniel Ducruet était associé à un Italien résidant en Prinsein notamment de la société monégasque Cogetra. En 1996, le procureur d'Asti, enquêtant sur d'escroquerle visant Franco Chiarolanza, avait adressé au juge Duchaine une commission rogatoire internationale afin de vérifier le transfert de fonds frauduleux vers Monaco. Le juge avait fait placer sur écoutes les lignes de la société et du domicile de Daniel Ducruet,

policiers de distinguer les éléments en lien avec l'enquête et les propos d'ordre privé.

Le 12 novembre 1996, Daniel Ducruet et deux comparses ont été conduits dans les locaux de la police, où le juge a demandé que leurs échanges, à l'intérieur d'une pièce « sonorisée », soient écoutés. Les comptes bancaires de Daniel Ducruet, dont son compte joint avec la princesse, sur lequel sont apparus - à une date ultérieure à leur divorce - des mouvements suspects, ont été étudiés. Le procureur Carrasco a demandé l'annulation d'une partie de la procédure, au motif notamment qu'il n'avait pas été prévenu de l'épisode de la « sonorisation ». Le 2 août 1997, la cour d'appel a donné raison au procureur, annulant des actes de procédure touchant Daniel Ducruet, dont des écoutes et des relevés du compte

UN SPONSOR COMPROMETTANT POUR LE GRAND PRIX

Un Italien recherché par différentes polices européennes pour des faits de délinquance financière, Ricardo Fanchini, a échappé de peu à une interpellation à Monaco, au matin du départ du Grand Prix automobile de 1996. Son arrestation était ordonnée dans le cours d'une information ouverte sur le Rocher pour assoclation de malfaiteurs. Juste avant son interpellation, il avait quitté précipitamment la Principauté à bord de son yacht. Il était venu assister à la course sous couvert de la société Kremlinskaya, qui subventionnait alors le Rallye et

L'AFFAIRE SANGEORGI, ENTRE ÉVASION FISCALE ET BLANCHIMENT MAFIEUX

Gendre du grand financier maficux sicilien Nino Salvo, le médecin palermitain Gaetano Sangeorgi résidait en 1994 dans une villa de la Côte d'Azur appartenant à une société monégasque gérée par un citoyen de la Principauté. Selon une instruction ouverte en 1995 à Monaco, 5 millions de francs en provenance d'Italie ont été versés sur les comptes de cipauté, Franco Chiarolanza, au cette société, via des sociétés off shore. Le gérant assure que ces sommes proviennent d'une évasion fiscale. Gaetano Sangeorgi. un dossier de bianchiment et arrêté en 1994 dans la région niçoise, a été extradé depuis vers son pays où il est poursuivi pour participation au meurtre d'un homme d'affaires italien, en 1992 à Palerme, sur ordre du par-

E. In.

Une « amitié protectrice » depuis un traité de 1918 avec la France

« LES GRIMALDI, une des plus sur une liste de plusieurs hauts influentes familles guelfes de Gênes. avaient été chassés à deux reprises gouvernement français. de leur ville par les Gibelins », rappelait une plaquette diffusée à l'occasion du sept centième anniversaire de la dynastie, célébrant la prise de la forteresse de Monaco, le 8 janvier 1297.

Souveraine depuis sept siècles, principauté depuis 1962, Monaco entretient une « amitié protectrice », depuis le traité du 17 juillet 1918, avec la France. Le « grand pays voisin » s'est engagé à défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Principauté.

Chef de l'Etat, le Prince Rainier a accédé au trône en 1949. La constitution du 17 décembre 1962 définit la nature du gouvernement de la Principauté comme une monarchie héréditaire et constitutionnelle. Le pouvoir exécutif y est exercé, sous la haute autorité du Prince, par un ministre d'Etat, assisté d'un Conseil de gouvernement composé de trois membres nommés par le Prince et risque d'avoir à appliquer le Traité responsable devant le seul souverain. Comme ses prédécesseurs, l'actuel ministre d'Etat, Michel Lévâque, a été choisi par le Prince

fonctionnaires proposée par le

S'agissant du pouvoir législatif. le Conseil national est composé de dix-huit membres, élus pour cinq ans par le suffrage universel des citoyens monégasques. C'est toutefois le Prince qui propose et promulgue les lois, le Conseil national se chargeant de délibérer et de les

L'acquisition de la nationalité monégasque est, en dehors de la naissance, soumise à des conditions très restrictives. Avec une population de quelque trente cents hectares (dont trente hectare ont été gagnés sur la mer), Monaco est devenue en 1993 le plus petit des Etats membres de

I'ONU. Les Monégasques nationaux sont en minorité par rapport aux autres résidents, qui comptent environ douze mille Français et plus de six mille Italiens. Sans vouloir adhéter à l'Union européenne, au de Maastricht et à devoir imposer ses citoyens, la Principauté frappe aujourd'hui à la porte du Conseil

La genèse des élites politiques en Occident

Naissance de la noblesse

"Le livre fera date, avec sa puissante érudition, tant française qu'allemande."

Emmanuel Le Roy Ladurie, Le Figuro

"Un essai suggestif et décapant." Philippe-Jean Catinchi, Le Monde

"Sa lecture est une invitation salutaire à sortir de notre propre vision du monde pour mieux comprendre celui dont nous sommes les héritiers."

Jean-Luc Pouthier, La Croix

"Un très grand livre. De ceux qui s'imposent dès leur parution, marquent les esprits."

Frédéric Valloire, Valeurs actuelles

"K.F. Werner bat en brèche l'image du méchant seigneur pour rendre à l'aristocratie ses lettres de noblesse."

Stephane Bouquet, Liberation

"Cet ouvrage ambitieux... bouscule et renouvelle, par les perspectives qu'il dessine et les informations qu'il recèle, nos idées et nos connaissances sur la naissance de Europe."

Laurent Theis, Le Point

L'Histoire 1 4 1



Les à-peu-près d'un responsable de caisse régionale sur les retraites payées à l'étranger

Le président de la CRAM du Sud-Est a laissé entendre que des pensions étaient versées à des morts

est, ont provoqué une polémique sur les re-

Des propos récents de Guy Regord, président de la caisse régionale d'assurance-maladie du Sud-pays. M. Regord avait déploré des fraudes ren-presse au cours de laquelle avaient été évoqués pays. M. Regord avait déplore des fraudes rendues possible par « un système de contrôle fort dues possible par « un système de contrôle fort des chiffres sans rapport avec la réalité.

MARSEILLE

de notre correspondant régional Le 21 octobre, le président de la caisse régionale d'assurance maladie du Sud-Est (CRAM-SE), Guy Regord, tenait une conférence de presse après un conseil d'administration. Il y annonçait qu'il avait écrit une lettre au premier ministre dans laquelle il dénonçait « un système de contrôle fort vulnérable et désuet » sur le versement de leurs retraites aux ressortissants étrangers rentrés dans leur pays. Les « documents sollicités » pour justifier les paiements seraient notamment « entachés (...) de doute quant à leur authenticité ».

Le président Regord, représentant du patronat au titre du Medef (ex-CNPF), demandait donc à Lionel Jospin des moyens supplémentaires pour « l'efficacité de nos politiques sociales ». Le lendemain, le journal La Provence titrait en manchette: « Retraites: des milliards versés sans contrôle à l'étranger » et évoquait dans son article « un milliard de francs versés à d'hypothétiques retraités ».

M. Regord soutlent aujourd'hui qu'il n'a donné aucun chiffre lors de la conférence de presse, hormis celui de 25 milliards de francs versés pour les 741 000 retraités, francais et étrangers, dépendant de la CRAM-SE. Mais Bernard Nicoletti, responsable patronal non-membre du conseil d'administration. présent à la conférence de presse. avait bien parlé, lui, « de risque portant sur un milliard ». La CRAM ne verse pourtant que 478 millions de francs à l'ensemble des retraités étrangers. Le milliard évoqué équivaudrait donc à plus du double de chiffre lancé apparaît donc sans ternationaux ». Dans un communi- leurs efforts pour célébrer cet an-

éditions du lundi 16 novembre, corrige d'ailleurs son information en indiquant qu'il avait été fait état d'« un zéro de trop ».

Au sein de la CRAM-SE, plus personne n'assume le chiffre, mais personne ne veut non plus le démentir explicitement. M. Regord explique qu'il voulait dénoncer un « système de contrôle défaillant ». « Je n'arrive pas à quantifier cette fraude, ajoute-t-IL Cela peut être de 1 à 50, je n'en sais rien ». Il se défend de «toute polémique sur les chiffres ». Exit le milliard, reste le soupçon d'une fraude énorme que les mécanismes de vérification ne sauraient détecter.

PÉMENTI AU NIYEAU NATIONAL

Ces mécanismes sont connus. La paiement de la retraite est conditionné à l'envoi chaque année d'une « attestation d'existence ». Quand elle n'est pas retournée à la date voulue, le versement s'interrompt. M. Regord, qui refuse de nommer le moindre pays, fait état de lettres d'avertissement de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) sur quelques fraudes possibles, qui auraient motivé sa démarche. Une autre source mentionne une lettre concernant deux villages aigériens. M. Regord refuse de le confirmer explicitement au nom de la protection du secret des dossiers. Il maintient pourtant que «l'administration n'est pas fiable » dans certains pays et ajoute qu'« il doit y avoir des complaisances ».

Un spécialiste national de la « administrations locales sont reconnues par tous les orean

qué publié après la conférence de presse, la CNAV rappelait d'ailleurs sa préoccupation constante du « contrôle de la condition d'existence pour le versement des retraites ». Ce sont des banques, indiquait-elle, qui payent ces retraites et qui supportent elles-mêmes le risque. Ce qu'elles versent Indûment est à leur frais, ce qui les rend

Hasard de l'histoire : ayant changé de banque pour cette prestation, la CNAV a opéré récemment une vérification à grande échelle, contrôlant par exemple les relevés d'identité bancaire. Cette enquête n'a rien révélé d'anormal. La Caisse nationale ajoute qu'elle dispose d'un outil statistique permettant un contrôle indirect. «L'observation des effectifs de retraités dans les différents pays sulvant les tranches d'âge : si un nombre significatif de pensions étaient versées indûment dans tel ou tel pays au titre de personnes décédées, il devrait apparaitre un pourcentage de bénéficiaires agés pour ces pays. » Or, cela n'apparaît nulle part dans les tableaux comparatifs. Conclusion de la CNAV: « Si les fraudes existent, elles ne peuvent être que ponctuelles et en aucun cas représenter des surcouts de dépenses massifs. » Sans jamais le nommer, la CNAV dément donc les propos alarmistes du président de la CRAM-SE.

Mais dans la sphère politique, l'ordre des crédibilités s'inverse parfois. Sur la foi de la conférence de presse de M. Regord, Jean-Michel Ferrand, député RPR du Vaucluse, a déjà posé à l'Assemblée nationale une question au gouvernement où il évoque «4 milliards concernant les ressortissants étrangers » et des détournement pouvant attendre e plusieurs centuines de millions de francs ». Il est à craîndre qu'il ne soit pas le seul à entretenir cette confusion.

Michel Samson

■ LOGEMENT: les barèmes d'application des surloyers auxquels sont soumis les locataires HLM dépassant les plafonds de ressources sont révisés à la baisse. Dans un décret paru au Journal officiel du 15 novembre, le gouvernement indique que les surloyers seront désormais appliqués à tous les locataires dépassant d'au moins 20 % les plafonds de ressources, au lieu de 10 % actuellement. Le décret prévoit aussi, au nom de la nécessaire « mixité sociale » dans le parc HLM, un encadrement plus strict du montant des surloyers applicables.

■ EXCLUSION : les associations et tous les organismes pratiquant la sous-location en faveur de personnes défavorisées vont bénéficier d'une aide forfaitaire. Cette disposition de la loi contre les exclusions, votée en juillet, fait l'objet d'un décret d'application paru au journal officiel du 15 novembre. Le montant annuel de l'aide est fixé à 3 200 francs par logement en 11e-de-France et à 2 900 francs sur le reste du territoire. Selon le secrétariat d'Etat au logement, cette aide, pour laquelle 60 millions de francs en année pleine sont inscrits au budget, devrait favoriser la gestion locative d'environ 20 000 logements. ■ CAMBRIOLAGE: deux hommes surpris lors du cambriolage

d'une caserne de sapeurs-pompiers à Chapdes-Beaufort (Puy-de-Dôme) dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 novembre, ont été tués par une patrouille de gendarmes qui tentait de les interpeller. Selon le procureur de la République de Riom, les gendannes auraient agi en état de « légitime défense », alors que les cambrioleurs avaient pris

■ BASQUES: plusieurs militants nationalistes basques espagnols, réputés proches de l'ETA et assignés à résidence en Amérique latine - parmi lesquels deux militants historiques installés en République dominicaine depuis 1989 -, se trouveraient actuellement au Pays basque français. L'annonce de leur fuite a été révelée, dimanche 15 novembre, lors de la journée annuelle des refugiés basques à Briscous (Pyrénées-Atlantiques).

■ HARKIS : près de 500 personnes ont manifesté, samedi 14 novembre, sur l'esplanade des invalides à Paris, à l'appel de la Fédération des associations de harkis et de rapatriés, pour protester contre « les promesses non tenues du gouvernement » et demander « la mise en place

■ ÉDUCATION : près d'une centaine de lycéens se sont rassemblés, samedi 14 novembre, près du cimetière du Père Lachaise à Paris, à l'appel de la « coordination d'île-de-France des lycéens ». Portant un mini-cercueil de papier mâché, ils ont procédé à « l'enterrement du mouvement » qui, en octobre, avait rassemblé 500 000 lycéens, dont 28 000

Des associations chrétiennes célèbrent les droits de l'homme

ON A trop souvent dit et écrit que les croyants étalent plus attachés à leurs « devoirs » envers Dieu qu'aux « droits » de l'homme pour qu'ils ne tentent pas, à l'occasion du cinquantième amiversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948), de rétablir la vérité. La Cimade, l'ACAT (Action des chrétiens contre la torture), le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développe-CNAV précise de son coté que les ment), Justice et paix, Pax Christi, etc: plusieurs organisations protes-

niversaire, samedi 14 novembre à Paris - avant une « veillée œcuménique » à Notre-Dame autour du métropolite orthodoxe Jérémie, du pasteur Jean Tartier, de Mgr Jean-Marie Lustiger et Mgr Louis-Marie Billé - et rappeler que la lutte pour les droits humains est une exigence de la foi chrétienne.

« Il faut descendre au fond du puits pour apercevoir la blancheur des étoiles » : cette formule de Vaclav Havel vient d'un pays où des laics comme lui et des croyants out lutté au conde à conde contre le communisme. Elle exprime la conviction, rappelée au long de cette journée, que les droits de l'homme ne se comprennent et ne se défendent qu'« au contact de la plus extrême détresse », selon le mot de Jean Tonglet, responsable international du mouvement ATD Quart Monde, D'où la multitude des appels lancés, tant par le philosophe protestant Paul Ricceur que par des témoins venus du Paraguay ou du Timor, de Chine ou d'Irlande, d'Israël ou de Palestine, pour combattre le découragement, conti-nuer d'espérer et de militer « au cozur de la nuit ».

La muit, précisément, Soline Nyirahabimana en revient. Elle arrive du Rwanda, ce pays le plus catho-lique d'Afrique qui fut le théâtre de l'un des plus affreux génocides. " Nous fumes tous à la fois coupables et victimes, dit-elle devant les 2 000 militants chrétiens réunis à Paris. Ces hommes qui ont tué ou ont été tués sont les nôtres. Ces prisonniers qui attendent d'être jugés sont

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Henry de Lesquen

A la suite de notre article intitulé « Les traditionalistes obtiennent, au Vatican, des marques de soutien » (Le Monde du 27 octobre), nous avons reçu d'Henry de Lesquen, président du Club de l'Horloge, la mise au point suivante :

Dom Eric de Lesquen, abbé de Randol, n'est pas mon frère, mais mon cousin germain. Le Club de l'Horloge n'est pas « lié au Front national », il est parfaitement indépendant des partis.

2 nouveaux copieurs personnels Canon **Chez Duriez**

Sans entretien, Compact et léger. Tout papiers. Canon FC 200 avec alimentation feuille à feuille 2 490 F TTC, FC 220 avec alimentation automatique 50 feuilles 3 490 FTTC.

Duriez, 3 rue La Boëtie Paris 8e

nos maris. Nos enfants eux-mêmes ont tue et ont été tués. » Elle dirige un collectif de 35 associations rwandaises qui, par des actions concrètes dans les écoles ou les camps, avec les femmes et les enfants, tentent de reconstruire un pays, au nom de ce qu'elle n'ose pas encore appeler la *« réconciliation »*.

PARDON, OUBLI ET IMPUNITÉ Outre le « repli » dû à une désespérance qui n'épargne personne, le chrétien est-il, plus que d'autres, fut dit au cours de cette journée. La succession des gestes de « repentance » (luifs, inquisition, etc.) ne doit pas nous égarer, out prévenu ces responsables associatifs. Pardon oui, mais pas au risque de l'impunité. Cette question - y compris pour l'affaire Pinochet - peut diviser les chrétiens. Guy Aurenche, avocat et président de la Fédération Internationale des associations chrétiennes de lutte contre la torture (Fiacat), n'en a que davantage regretté « le déplorable mélange entre pardon et absence de Justice ».

Ces organisations n'entendent pas réserver à leurs «chapelles» cette commémoration de la Déclaration universelle de 1948. Elles re-Joindront le collectif dit « de l'article 1 » - « Tous les hommes naissent

libres et égaux en dignité et en droits » -, réunissant une trentaine d'associations qui, les 11 et 12 décembre à La Villette, animeront débats et expositions. Mais elles avaient à cœur d'abord de redire quelques convictions: ne pas céder aux « peurs » qui touchent à l'identité chrétienne : faire des droits de l'homme l'objet d'un véritable enseignement dans les manuels de catéchèse, les séminaires, les écoles ; appeller le Vatican à être « plus logique dans plus explicitement que ne le fait son dernier catéchisme, la peine

de mort. Mais leur appel s'adresse aussi aux responsables politiques. Les militants réunis samedi à Paris se sont inquiétés des multiples formes d'exclusion, des menaces contre le droit d'asile, des crispations éthniques, de la dictature des circuits économiques et financiers. Ils ont enfin souhaité que les droits de l'homme ne soient plus le « gadget » que l'on sort au ournal de 20 heures, devant des lmages de violence et de mort, mais un «souffle» qui traverse toute l'action politique. Vœu

Henri Tincq



face aux plantes transgéniques Grand debat Mardi 24 novembre 1998 de 18h à 22h30 Michel Demazure, président de la Cité des Sciences et de l'Industrie Jean-Marie Colombani, directeur du journal Le Monde Joël de Rosnay, directeur de la stratégie, Cité des Sciences et de l'industrie 18h30 Table ronde : 20h45 Table ronde Comment le citoyen se forme-t-il une opinion associé à la décision publique Armaud Apoteker, Greenpeace de biologie cellulaire et génétic France, Marie-Jeanne Husset, 60 millions de consom Dominique Bourg, philoso Pierre-Benoit Joly, sociologue à l'Inra, Philippe Kourilsky, sociologue au CNRS, ofesseur au Collège de France, Etlenne Magnien, Comm Institut Pasteur, Jean-Yves Européenne, Pierre Pagesse, Le Déaut, député, Brian Wynne, président de Limagrain. professeur de sociologie des sciences, Lancaste Animation : Catherine Vincent, Animation: Sylvia Zappi, journaliste au Monde. journaliste au Monde, E Clôture : Guy Paillotin, président de l'INRA

L'opinion publique

Le Monde

Cité des Sciences et de l'Industrie 75017 Paris

Programme détaillé, Marie-Agnès Bernardis : 01 40 05 75 62

MATERIA.

Me Mégret candidate a la presidenc

del'Association des maires de Franc

L'état de l'environ

DESTRUCTURE

pot a fire

car de l'ent

tu pica de les

sions production in

de Ceac Catholic Co

protest ---

eg gibu 5 -

1884 - 12 - 25 - 1

eng: ±

day ile dille

Region Control

реп з 🕮 🔗 🤌

D0781 (4) 1744 - 11

4.70%

School .

TOTAL COLUMN

renderment :

table nacht a

Schend state

OCTATION (· · ·

fet de la regi :

Barel, eccount ::

vermbre is miletiene.

pagne a urreci

triser |-

anguel ici

devices described

de quoz.

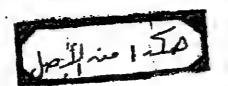
Mais Cela

cabes chaffe

La profession

d'amice No. 1 . . .

●EADA CONTINUES



L'état de l'environnement en France : des progrès réels, mais trop lents

L'Institut français de l'environnement (IFEN) publie l'édition 1999 de son rapport national. La prise de conscience a progressé, mais la France reste souvent à la traîne par rapport à ses voisins européens. Le XX^e siècle léguera aux générations futures des sols et des océans pollués

« DES PROGRÈS réels mais plus vements d'eau potable en baisse cides est moins étendue mais les Betre font partie des aggloméralents que prévu » : c'est la conclusion du rapport sur « l'environnement en France », publié lundi 16 novembre par l'institut français de l'environnement (IFEN), qui établit tous les quatre ans un tel bilan national.

Au plan des avancées, l'IFEN observe que la plupart des émissions polluantes dans l'air sont « en decroissance ». La pollution de l'eau par les rejets industriels ou urbains est « en recul sensible ». La superficie des espaces protégés augmente. Pourtant, il existe un « sentiment général (...) que [les efforts] sont sensiblement plus lents que prévu » et la France reste souvent en retard par rapport à ses voisins européens.

● EAUX CONTINENTALES: si l'effort d'économies commence à porter ses fruits, avec des prélè- La contamination par les pesti-

de 1% par an depuis dix ans, la qualité se dégrade. « On n'arrive pas à juguler les impacts des rejets polluants diffus de l'agriculture intensive », résume Thierry Lavoux, coordonnateur de l'étude. Entre 17 et 20 millions de Français boivent une eau non conforme aux normes sanitaires européennes. La contamination par les nitrates des eaux de surface se généralise sur deux tiers du territoire: au nord d'une ligne Toulouse-Strasbourg, les évolutions sont « mauvaises ». La pollution au phosphore, responsable du phénomène d'eutrophisation - apparition d'aigues vertes asphyxiant les milieux aquatiques -, tend également à se propager : si les pics de poliution tendent à diminuer, c'est l'ensemble du réseau des rivières qui est touché.

rivières et nappes polluées le sont durablement. La première cause de non-conformité de l'eau potable demeure la contamination bactériologique, via les micro-organismes pathogènes.

• EAUX MARINES: deux phénomènes inquiètent les spécialistes de l'IFEN, les macrodéchets et l'eutrophisation des milieux. Une masse croissante de déchets, débris industriels et ménagers, pollue le littoral et les fonds marins. On recense plus de 8 millions de débris sur les fonds du golfe du Lion, 50 millions sur ceux du golfe de Gascogne. Estuaire de la Seine, côtes du Calvados, Bretagne sud, pays de la Loire et côte ouest de la Méditerranée connaissent aussi depuis dix ans des phénomènes récurrents d'entrophisation, favorisant le développement d'algues

 AIR: malgré la réduction générale des émissions de polluants, les pics de poliution sont en augmentation. Lille, Lyon. Marseille, Strasbourg et Fos-

congestion du réseau routier a tions les plus touchées par les augmenté de 60 % en dix ans, pointes de pollution à l'ozone entre 1994 et 1996. A Paris et en passant à 500 milliers d'heureskilomètres en 1985 à 800 milliers petite couronne, le coût médicosocial journalier, pour « un niveau très élevé de pollution », serait resd'heures-kilomètres en 1996. Paris et la région parisienne reprépettivement de 8,9 millions de sentent à eux seuls 85 % des emfrancs pour l'ozone et de 12,3 milbouteillages nationaux. lions pour le dioxyde de soufre (SO,). Le dispositif de surveil-

Le rapport de l'IFEN constate que, depuis 1994, le débat sur l'envi-

ronnement s'est déplacé : d'une forte mobilisation sur les risques

globaux (effet de serre), on est passé aux préoccupations quoti-diennes et locales, liées à la santé, la vie en ville et la consomma-

tion. Avec la multiplication des pics de pollution dans les grandes

agglomérations, la qualité de l'air en ville a pris « une importance

majeure » aux yeux des Français. L'opinion paraît de plus en plus

sensible aux problèmes que le XX siècle léguera aux générations futures : déchets nucléaires, métaux lourds, pollutions chimique des

sols, gaz à effet de serre, stocks de pêche appauvris, friches... « le poids de l'héritage risque d'être considérable », notent les rappor-

teurs. Ce legs pénalisera en particulier océans et sols : « Le siècle à

venir devra accorder une attention beaucoup plus grande à la gestion ou à la restauration de stocks », autrement dit au « développement

lance permet de mieux appréhen-

der les pollutions locales, mais

« de nombreux polluants ne sont

Un « héritage » encombrant

• SOLS: les méthodes culturales intensives ont abouti, selon l'inventaire de l'IFEN, à ce que « les taux de matière organique

pas encore assez mesurés . La des sols agricoles ont significativela Beauce, la Brie, l'Aquitaine et le Roussillon. L'érosion touche, elle, les zones de grande culture au nord-ouest et à l'est du Bassin parisien, ainsi que la vallée du Rhône et le Sud-Ouest. L'accumulation dans les sols de métaux lourds, de pesticides, et de substances telles que les dioxines pose la question de leur devenir à

> ● BRUIT : un salarié sur quatre subit des nuisances sonores sensibles, 13 % sont exposés à un bruit supérieur à 85 décibels (dB). niveau jugé pénible. C'est en effet au travail que le bruit est potentiellement le plus nuisible pour la santé. La surdité est devenue la maladie la plus coûteuse pour la Sécurité sociale: 800 millions d'indemnités versées annuellement. 33 % des ménages se déclarent génés par le bruit de la circulation, 30 % par les nuisances de voisinage. «La situation est affligeante », résume

> > Sylvia Zappi

La nappe phréatique de Beauce protégée

de notre correspondant Sécheresse persistante, prélèvements sans compter des céréaliers pour satisfaire la course au rendement: déjà malmenée par la pollution aux nitrates, l'importante nappe de Beauce, qui s'étend sous six départements et n'arrive pas à se recharger, est menacée. C'est pourquoi le préfet de la région Centre, Jacques Barel, entouré des dirigeants agricoles, a annoncé le 13 novembre la mise en place dès 1999, lors de l'ouverture de la campagne d'irrigation, d'un dispositif de gestion permettant de maîtriser les prélèvements d'eau, auquel les « seigneurs du blé »

devront désormais se soumettre. Le préfet n'a pas voulu parler mais cela y ressemble singulierement. Pour la campagne 1999, un plafond global a été fixé: pas plus de 360 millions de mètres cubes, chiffre établi en fonction du niveau - bas - de la nappe, en 1998. La répartition sera définie par département, puis chaque préfet fixera les plafonds individuels, sur une base de 1 000 mètres cubes à l'hectare environ. D'une année sur l'autre, l'irriguant sera gratifié d'un « bonus », s'il économise, ou d'un « malus ». Le dispositif, expéri-

La mise en place promet d'être monde ne comprenara pas cet en gagement pris dans l'intérêt géné-

Régis Guyotat

mental pendant trois ans et modulable en fonction du niveau de la nappe, sera intégré ensuite dans le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) en cours d'élaboration. 3 200 irriguants sont touchés.

complexe. Il faut des compteurs dans chaque exploitation, ce qui est loin d'être le cas, bien que la loi l'exige depuis 1997. Il faut aussi pouvoir contrôler le dispositif, tout en sachant qu'aon ne pourra pas mettre un policier derrière chaque agriculteur », a indiqué un représentant des services de l'Etat. Un profond changement d'état d'esprit est à mettre au crédit des dirigeants agricoles: « Nous espérons être suivis par un maximum d'agriculteurs. de quotas, terme avec lequel la Sur le terrain, nous allons renprofession agricole est fachée, contrer des difficultés. Tout le ral », a souligné Guy Vasseur, président de la chambre régionale d'agriculture, « Il est possible d'aboutir dans la concertation et loin des polémiques stériles à des solutions qui préservent les ressources naturelles, tout en donnant aux agriculteurs les assurances minimales dont ils ont besoin », ajoutent les dirigeants

M^{me} Mégret candidate à la présidence de l'Association des maires de France

CATHERINE MÉGRET, maire didat de la gauche « plurielle », (FN) de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), devait intervenir, mardi 17 novembre à Paris, à la tribune du congrès de l'Association des maires de France (AMF), comme candidate à la présidence de cette institution. C'est la première fois que le Front national brigue la tête de cette association transpartisane, financée par les cotisations de 90 % des maires de France.

Le FN continue ainsi sa stratégie d'implantation tous azimuts, qu'il s'agisse des élections professionnelles ou, aujourd'hui, du renouvellement des instances d'une organisation reconnue pour sa défense de la « cause communale ». A l'AMF, on s'efforce de relativiser l'embarras suscité par cette candidature. « Etant maire, elle a le droit comme les autres à une expression », affirme Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pasde-Calais, maire de Bapaume, président sortant de l'AMF et candidat à sa propre succession. A gauche, on s'efforce aussi de limiter la portée de cette tentative : « Ce n'est pas la candidature de Mª Mégret qui changera quoi que ce soit aux positions de l'AMF », sonligne Georges Lemoine, ancien maire (div. gauche) de Chartres et secrétaire général sortant de l'AMF. Gilbert Roger, maire PS de Bondy (Seine-Saint-Denis) et cancomptait, pour sa part, dénoncer mardi à la tribune la candidature d'un « maire qui exclut les Français

et bajoue l'écharpe tricolore ». La candidate du FN n'est assurée que d'une douzaine de voix, celles des maires FN qui cotisent à I'AMF. Mais M™ Mégret pourtait profiter de l'hostilité au pacte civil de solidarité (PACS) de nombreux maires ruraux. Certains élus pourraient se reporter sur son nom pour sanctionner M. Delevoye, qui s'est gardé de rallier la pétition dite « des 14 000 maires » contre le

M™ Mégret recueillera aussi une certaine adhésion à la stratégie d'accord droite-FN, qu'elle défend dans sa profession de foi. M. Delevoye, qui n'est pas suspect de complaisance envers le FN, se défend d'avoir mis les thèmes de l'insécurité et des gens du voyage à l'ordre du jour du congrès par opportunisme: « Si, en 2001, nous ne voulons pas que les Français nous disent: "Virez-nous tous les politiques et mettez-nous des flics partout!", nous devons repartir à la conquête des valeurs républicaines. Et cela passe par le local. » L'entourage du président de l'AMF prédit un score de 3 % pour

Epargne salariale

Insécurité ou Indexation



Dans un contexte boursier mouvementé, de nombreux salariés recherchent la sécurité et la stabilité des rendements pour leur épargne salariale. Répondant à leurs attentes, interépargne innove en créant, après le lancement

par le Trésor français des OAT indexées sur l'inflation, un nouveau FCPE sécuritaire investi principalement en OATi: Fructi OATi.

Fructi OATi d'Interépargne 1er FCPE en OATindexées sur l'inflation

Pour les salariés, Fructi OATi ne présente que des avantages :

- de par son indexation, il sécurise leur épargne face à toute éventuelle reprise
- il les fait bénéficier d'un produit potentiellement mieux rémunéré que les SICAV monétaires tout en leur assurant une protection optimale de leur

Pour votre entreprise, l'intégration de Fructi OAT dans votre dispositif d'épargne salariale est une simple formalité : un avenant suffit.

A l'heure où tous les investisseurs veulent protéger coûte que coûte leurs placements et où les salariés s'inquiètent des rendements de leur épargne salariale, Fructi OATi d'Interépargne vous offre sérénité, performance et garantie de l'Etat.

> Pour obtenir une documentation, contactez Catherine Sayag - 01 55 80 44 10 ou adressez voure carte de visite à Interépargne - 176, rue Montmartre - 75002 Paris

Nous gérons, avec vous, des solutions d'avenir.

INTERÉPARGNE





LE SOCIOLOGUE allemand Niklas Luhmann est mort, vendredi 6 novembre, à son domicile d'Oerlinghausen, près de Bielefeld (Rhénanie du Nord). Né le 8 décembre 1927 à Lueneburg (Basse-Saxe), Niklas Luhmann était un sociologue et théoricien allemand exceptionnel. En bien des sens : par l'ampleur de l'œuvre - des dizaines de titres dont peu bénéficient d'une traduction en français (Amour comme passion, Aubier, 1990, quelques fragments et dossiers publiés en revue); par l'ambition de rompre avec les sociologies « classiques », qui le pousse à produire une théorie complexe effectuant de continuels retours sur elle-même ; par la singularité de l'itinéraire personnel.

Niklas Luhmann a suivi en Allemagne un cursus associant le droit et la philosophie. Sa première carrière paraît bien ordinaire: il occupe un poste de fonctionnaire au ministère de l'éducation en Basse-Saxe. Sa vocation sociologique résuite d'une rencontre: en 1960 et 1961, il fréquente aux Etats-Unis le séminaire du célèbre sociologue Talcott Parsons. Il en reçoit la passion de décrypter le social, d'en saisir les systèmes constitutifs, et se situe en filiation. Cet apparentement, dont il saura se détacher en marquant sa différence, explique la forte présence de son œuvre aux Etats-Unis. Après avoir

soutenu sa thèse et son « habilitation » la même année (1966), il obtient un poste à l'université de Münster. Il n'y fait qu'un bret passage et vient s'établir et enseigner à l'université de Bielefeld en 1967. Là où les sciences sociales vont se développer et se différencier de certaines des écoles sociologiques allemandes, dont celle de Francfort, Exce sens, Luhmann peut être situé en position symétrique de celle occupée par Jürgen Habermas, mais avec moins de retentissement im-

Inaugurer une carrière sociologique à la fin des années 60, c'est prendre en charge l'interprétation des turbulences et de la grande transformation qui s'effectue. C'est n'en finir jamais avec la question de la société moderne européenne. Cette société que Luhmann montre issue d'un long et unique processus accompli de la fin du Moyen Age à la fin du XVIII siècle. A un ordre hiérarchisé et global succède un ordre aléatoire qui résulte de la multiplication des systèmes spécialisés (politiques, administratifs, économiques, religieux), clos et autonomes. La société devient polycentrique. Il n'est plus possible de postuler un ordre préalable souffrant de dysfonctionnements, la réalité sociale se donne à connaître en termes probabilistes, l'existence et le maintien de ses systèmes sont « problématiques ».

UNE DIMENSION TRACKQUE Daniel Bell a décrit une société moderne non intégrée, clivée par des contradictions insurmontables. Nikias Luhmann introduit une vision plus complexe; li explique pourquoi et en quoi cette société parvient à une intégration fortement aléatoire, jamais entièrement stabilisée, toujours génératrice d'incertitude quant à son « évolu-D'une œuvre abondante, il faut

retenir trois livres, trois moments

de l'élaboration théorique. Fonction

de la religion (Funktion der Religion,

le rapport religion-surnaturel, la religion comme système et le sumaturel comme « environnement », Niklas Luhmann édifie une théorie du système. Il veut montrer que la démarche systémique a une forte capacité explicative. Mais c'est à Systèmes sociaux. Esquisse d'une théorie générale (Soziale Systeme. Grundrisse einer Allgemeinen Theorie. 1984) qu'il attribue la qualité de premier « vrai » livre. C'est là sa contribution la plus notoire, en même temps que la plus novatrice et la plus abstraite. Il identifie trois grands systèmes autoréférentiels: les systèmes vivants, les systèmes psychiques et les systèmes sociaux. Chacun des systèmes distingue ce qui lui est propre et ce qui constitue son « environnement », définit ses frontières et se définit à l'intérieur de celles-ci. Son degré de complexité dépend des relations entretenues avec son environnement; plus il est ouvert, plus il a de relations externes, plus il est complexe. La mécanique du système n'exclut pas la dynamique ; le conflit, la contradiction, le paradoze lui sont nécessaires; l'évolution, la transformation des structures, résultent des « désaccords » entre le mouvement du système et celui de son environnement.

1977) est l'ouvrage où, dans le sil-

lage de Talcott Parsons, Luhmann

présente une interprétation fonc-

tionnelle de la religion. En étudiant

C'est avec L'Autopoièse de la conscience (Die Autopoïesis des Bewusstsein, 1985) que s'effectue une nouvelle étape; au début des années 80. le concept d'« autopoïese » est repris de l'œuvre de certains biologistes (Maturana, Varela) et transféré de leur discipline à la sociologie. Le système construit seul ses mécanismes, crée luimême ses propres règles de fonctionnement et les possibilités de se « penser » lui-même. Doté de ces capacités, le système occupe dans le devenir historique la place que l'individu occupait depuis qu'elle hui avait été attribuée par la philosophie des Lumières. C'est, a-t-on dit, l'image d'une « société sans

La vision de Niklas Luhmann a de l'ampleur, elle comporte une dimension que l'on pourrait dire tragique. L'œuvre, que les critiques ont considérée dépourvue de tout éclairage empirique, pousse ses ramifications dans tous les domaines où les transformations d'aujourd'hui s'effectuent et se disent. Elle déconcerte, elle provoque, elle est donc nécessaire.

Georges Balandier

■ CLAUDE SERRE, dessinateur et illustrateur à l'humour très noir, est mort vendredi 13 novembre d'un cancer à l'âge de soixante ans. Claude Serre avait commencé sa carrière à quinze ans chez un décorateur d'assiettes en porcelaine. Mais, dès 1962, sa vocation d'humoriste et sa facilité à illustrer différents thèmes de la vie courante l'ont porté vers l'illustration et le dessin de presse. Il a collaboré à diverses revues comme Plexus, Planète, Bizarre, Hara-Kiri ou Pariscope. Claude Serre avait aussi réalisé plusieurs affiches de théâtre et cinéma. En 1972, sa

en blanc, un album qui fait encore aujourd'hui figure de best-seller avec un million d'exemplaires vendus. Depuis, Serre a publié quinze ouvrages illustrant toutes les facettes de l'activité humaine – la médecine, le sport, l'automobile, les loisirs -, en y mettant sa patte toute d'humour grinçant. Se servant d'un trait clair et précis qui rappelle le peintre Gustave Daumier, Serre privilégiait surtout le dessin en noir et bianc, avec parfois une tache de couleur comme le rouge sang.

■ EDWIGE FEUILLÈRE, comédienne, est morte, vendredi 13 novembre dans un hönital panisien, à l'âge de quatre-vingt-onze ans (lire page 29).

Stokely Carmichael

L'ancien chef des Black Panthers

STOKELY CARMICHAEL, qui fut le « premier ministre » du mouvement des Black Panthers, est mort, dimanche 15 novembre, a Conakry (Guinée) d'un cancer de la prostate, à l'âge de cinquante-sept ans.

Né à Trinidad le 29 juin 1941, Stokely Carmichael est élevé à New York avant d'entrer, en 1960, à l'université Howard de Washington, où Il obtient un diplôme de philosophie. Il participe alors à la création de la grande organisation née dans la fièvre des révoltes noires de l'époque, le Comité étudiant de coordination non violente (SNCC), dont il devient président en 1966. Marxiste-léniniste, internationaliste convaincu et opposant à la guerre du Vietnam, Stokely Carmichael se veut avant tout le défenseur des droits des Noirs. Il invente un slogan qui devait faire florès, le « Black Power», un cri de ralliement qui doit servir, seion iul, à donner aux

Noirs les moyens de s'organiser politiquement et économiquement: « Nous voulons contrôler les institutions des communautés où nous vivons, et arrêter l'exploitation des gens de couleur à travers le monde », explique-t-il. Soucieux de défendre les valeurs

culturelles des Afro-Américains. Stokely Carmichael a du mal à convaincre du caractère non violent de cette doctrine du « pouvoir noir», surtout lorsque, en 1968, ce légataire de la pensée de Malcom X rejoint le mouvement des Panthères noires. Les Noirs, dit-il, doivent se préparer à une longue période de lutte armée. Il quittera les Black Panthers un an plus tard, pour s'installer en Algérie, puis en Guinée. Stokely Carmichael prend alors le nom de Kwame Touré, en hommage à ses deux parrains, Kwame Nkrumah, le président ghanéen en exil, et Sékou Touré, l'ancien président guinéen. Marié à l'ancienne chanteuse sud-africaine Myriam Makeba, Il ne quittera plus l'Afrique, où il voulait développer un seul Etat, socialiste et panafricain.

Laurent Zecchini

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel daté jeudi 12-vandredi 13 novembre sont publiées : Conseil constitutionnel : plusieurs décisions par lesquelles le Conseil constitutionnel a rejeté la requête du juge d'instruction auprès du tribunal de grande instance de Paris, Chantai Perthix (Le Monde du 14 novembre), ainsi que des requêtes

concernant les élections sénatoriales du 27 septembre.

SIDA... LIBERTÉ ? ÉGALITÉ ? FRATERNITÉ? Le Grand Orient de France organise samedi 21 novembre, de 9 heures à 17 houres, et le dimanche 22 novembre, 6 9 houres à 18 houres, an colloque ou-vert au public sur le thème : « Sida... Liberté ? Egalité ? Praternité ? » à l'hôtel du Godf, 16, rue Cade, Paris-9. Inscription au colloque et location pour le spectacle du samedi soir à : Luc-Marie Jouanneau Netori,

16, rue Cadet, 75009 Paris.

Conférences LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF)

vons propose, dans le cadre de son cycle de conférences sur la pensée juive, la deuxième intervention de

Gérard HADDAD, psychiatre et écrivain, sur le thème : • Maïmonide - Sa vie - Son œuvre. La grande controverse »

Jeudi 19 novembre 1998, à 20 h 15 MJLF, 11, rue Gaston-de-Caillavet, Paris-15". Buffet dinatoire pour poursuivre le débat, après la conférence.

Participation aux frais: 120 F. nseignements et réservation au siège du MJLF. Tel.: 01-14-37-48-48

Communications diverses PARLER EN PUBLIC Développer l'impact de sa parole, gagner en confiance, présenter

Méthodes actives animées par des Quilotes Formation: 01-47-48-18-18.

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DES DROFTS UNIVERSELS DE L'HOMME

Le Centre des droits de l'homme et de la femme propose un dosser d'informa-tion gratuit pour les établissements olaires qui en feront la demande. Adresse: CDH, BP 16, 75622 Paris Cedex 13.

Nous diffusons aussi par téléphone permanent l'intervention de 1948, au 01-45-82-77-77.

109 F HT

95 F HT

500 F TTC

CARNET DU MONDE - TARIFS 98 TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE.

ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS TARIF ABONNÉS

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

Forfait

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter 2 01.42.17.39.80 - Fax: 01.42.17.21.36 01.42.17.29.96

AU CARNET DU « MONDE » **Anniversaires**

- 17 septembre 1998.

Régis.

tu m'as donné deux ans de bonheur, de générosité, d'amour, Je t'aime.

<u>Décès</u>

- On nous prie de faire part du décès du docteor Raymond BOURNIQUE,

Yous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

survenu à Paris, le 13 novembre 1998.

Nos abonnés et nos actionnaires. benéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde » sont priés de bien vouloir neus com-nuniquer leur numéro de référence.

- M= Fernande Charbit. ses enfants et petits-enfants, Les docteurs Elisabeth et Jacques Saier,

t leurs enfants. Mª Joëlle Adiba M. et M= Jean Tourdiman

et leurs enfants. La famille, les amis et alliés. out la grande peine de faire part du décès de

M. Maurice ADIBA. en sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation au cimetière du Vésinet, dans le caveau de famille, aura lieu le mardi 17 février 1998, à 11 heures.

27. rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris.

- Raphaël Grisey. Mireille Guigul, Jocelyne Simon-Grisey t leurs familles. Ses amis compositeurs, interprêtes

artistes, elèves, et lous ses amis de cœur ont la douleur de faire part de la dispurition de

Gérard GRISEY,

urvenue le 11 novembre 1998.

La réunion d'adieu aura lieu le mardi 24 novembre, à 11 heures, à 14 chapelle des Batignolles, 10, rue Pierre-Rebière. Paris-17', suivie de la crémation à 13 h 15,

Cet avis tient lieu de faire-part, Le Monde du 14 nove

LE MONDE

diplomatique

RUSSIE

Un pays en mal d'Etat, par Moshe Lewin. - Le purgatoire des intellectuels, par Claude Frioux.

CRISE FINANCIÈRE : Le système bancaire en déroute, par Ibrahim Warde. - LTCM, un fonds au-dessus de tout soupçon (I. W.). - « Les meilleurs économistes du monde », par Serge Halimi. - Le bateau ivre de la finance, par Bernard Cassen. -Tempête sur les économies d'Amérique latine, par Carlos

MEXIQUE: Nouvelles guérillas dans le Guerrero, par Maurice Lemoine.

■ MAROC: Réussir la transition démocratique, par Rémy BIRMANIE: Répression sur fond de narco-trafic, par

André et Louis Boucaud. KOSOVO: Pour une paix à l'irlandaise, par Tommaso Di

POLITIQUE AGRICOLE: Imposer le droit des

peuples à se nourrir eux-mêmes, par Jacques Berthelot. ÉDUCATION: L'école publique à l'encan, par Yves

Un vents thez votre marchand de journaux - 24 F.

- Casalabriva, Paris.

Linette Cesari,

Ses beaux-frères, ses belles-acture Ses neveux et nièces, . Ses cousins germains, Et ses parents, Ses voisins,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph CESARL survenu à Ajaccio, le 11 novembre 1998, à l'âge de soixante-quinze ans.

La oérémonie religieuse a eu lieu le samedi 14 novembre, en la chapelle du centre hospitalier de la Miséricorde.

L'incinération aura lieu le mardi 17 novembre, à 11 heures, au crématorium du cimetière Saint-Pierre,

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à la Fondation pour la recherche médicale ou aux associations caritatives.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Antoinette Cesari, route de Saint-Antois 20140 Casalabriva.

194, avenue du Maine.

 M™ Jean Huberson, née Simone M. Jean-Daniel Huberson. out la grande tristeue de faire part du

M. Jean HUBERSON.

rappelé à Dieu le 9 novembre 1998. Les obsèques religieuses out en lieu dans la plus stricte intimité.

40. rue du Mont-Valérien. 92210 Saint-Cloud. 55, chemin du Halage. 45300 Saint-Jean-de-Braye.

son éponse, Agnès et Jérônie, es enfants Louis et Victor, ses petits-enfants, Sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de André KAHN,

survenu le 9 novembre 1998, On se réunira au crematorium du Pêre-Lachaise, le jeudi 19 novembre, à 15 h 30,

L'inhumation aura lieu le vendredi 20 novembre, à 14 h 30, au cimetière Saint-Pierre, à Marseille.

Ni fleurs of couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue Tiquetonne, 75002 Paris,

- Anne-Marie Taryn, ont la tristesse de faire port du décès de

Jacques TURYN, survenu, le 10 novembre 1998, dans sa cinquante-septième année.

rencontre avec Jacques Glénat l'in-

cite à publier chez l'éditeur greno-

blois de bandes dessinées son pre-

mier livre, Humour noir et hommes

Les obsèques ont eu lieu le 13 novembre, au cimetière du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

9, avenue Taillade, 75020 Paris.

Anniversaires de décès - Il v a dix ans.

Henieck DAJEZ. A ceux qui l'ont nimé.

-- Une pensée aimante pour Cytal LESTERLIN

qui nous a quittés il y a deux ans. Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Marc SANTONI. une messe sera célébrée le samedi 21 novembre 1998, à 11 h 15, en l'église Saim-Nicolas du Chardonnet.

<u>Séminaires</u> COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Egidius Berns et Jean Mathiot : « Le politique des économistes et le politique des philosophes ».
20 novembre. 2 décembre. 22 janvier. 18 h 30-20 heures, amphi B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Alain Badiou : « De quoi le XX siècle a-t-il été la fin, et de quoi le 18 et 25 novembre, 6, 13 et 20 janvier, 20 heures-22 heures, amphi 45, maiversité Paris-VII - Denis-Diderot, 2, place

Bruce Begout, Natalie Depraz, Francisco Varela et Piene Vermersch: Exploration de l'expérience et pratique de la description

phénomérologique », 19 novembre, 17 décembre, 21 janvier, 18 beures-20 beures, amphi A, Carré des sciences, I, rue Descartes, Paris. Journées d'étude Exoptica. Regards du debors sur la philosophie occidentale sous la responsabilité de Remo Bodei et

Prançois Jullien. 20 novembre, 9 houres-13 houres et 21 novembre, 9 heures-12 heures, salle A, département de philosophie, Piazza Torricelli 3/A. Pise.

L'accès à toutes les activités qu

Collège est libre et gratuit (dans la

limite des places disponibles).

Renseignements sur salles, répondeur: 01-44-41-46-85. Antres

onements : El-41-41-56-52

Colloques

COLLOOUE: INTÉGRATION PAR LE TRAVAIL Vendredi 11 décembre,

Ce colloque, organisé par le Rotary avec l'Union patronale de Paris, se propose d'informer et de clarifer la une solution rationnelle, rentable et

Avec Claude Guinet, François-Ferdinand Cochin, Philippe Bataille, André Added, Michel Toqué... Inscription gramite, contacter Carol Louvigny au 01-48-87-98-28.

27, 28, 29 novembre 1998 Colloque de l'AFAS (Association française pour l'avancement des sciences) Le citoyen face à la science Vendredi 27 novembre : La strience dans l'enseignement Samedi 28 novembre : La science dans les médias. Les grands problèmes. Dimanche 29 novembre :

La société face aux chercheurs. Renseignements, inscriptions: AFAS. Tel.: 01-40-05-82-01.

Les universités Paris-XII et d'Orléans tresponsables scientifiques: Brika Tunner, professeur de linérature alle-mande, et Yasmin Hoffmann, traductrice) organisent le 20 novembre (de 10 heures à 18 heures) et le 21 novembre 1998 (de 10 heures à 16 h 30) un colloque sur « Le unai et les mans dans les arts et les lettres du monde germanique » à la Maison de l'Europe (35-37, rue des Francs-Bourgeois, Paris-47) avec les inter-veramts suivants: Gila Lustiger, Peter-Stephan Jungk, Michel Lacroix, Doris von Drathen, Christine Lecerf, Robert Fleck, Jean-Marie Paul, Paul Mengal, Anne Neuschäfer. Anne Longuer-Mara, Gérard Dapou, Manuel Dorand-Barthez, Francis Claudon, Irving Wohlfart, Phi-lippe Michael de Saint Cheron,

Pour tout renseignement, veuillez vous udresser à la Maison de l'Europe, tél.: 01-44-61-85-85.

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, **MARIAGES, FIANCAILLES**

10 lignes THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

ملذا مندالعل

Cet arger

gorta" Burney -36. 16 Trans. 12 (27) 7 (2) AND \$170 H 在4000年 his is " தீத (St. 17) gar area. 00EP.3.3.3 73df: 17: ensi il

 $g(\mathcal{E},\mathcal{S}) \in \mathbb{R}^{n}$

restenti ...

deticer

MIDNE ...

PI di

country

MERCHAND.

OTT 257 2 . 1 . 7.

matte de 17.

ROCE OF STREET

- 40 ies . . -

ប្រធន្តិភក្

STATE OF THE **第**注: 150 · · · ·

प्रव'ने ≘ा: --

E - 50000

100

Congil of the

AND A STATE OF

2004 This

22 河上,

Peters portion

Asianbico.

d'internation

logues 1:

Magaza ...

fonce with a

PATS IRRIGIL 1

reserve, dur

COMMITTED STATE OF

Den europe (1) des

custion duction.

mojen de de je

departies d'in

de candales

CAMMINDS OF 1-

COLUMN DE LANGE CO.

Bents and favored

let les depens

Being Strip of Williams

defenseurs d'unit trans-

personne de maria de la

hote bounger

ha con do la ferrent

deals des commis

Save parem antage

Myder, Walling,

thelics of rapport

a buden des cells

dans de laparit com

maken and and

A too Seat de Care.

the della periodical

CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR O

" n'apparai!

Covines no

da, nut 17:

PERSON OF PROPERTY OF

anendements.

Con large

依摩亚。21

« Bonne opportun et l'almie ies parien

800 mill au mer for him aget a

 $(\mathbf{x}_{i})^{\mathrm{total}} \in \mathcal{S}_{\mathbf{x}_{i}}(\mathbf{x}_{i}) = \{(\mathbf{x}_{i})_{i \in \mathcal{S}_{\mathbf{x}_{i}}} \in \mathcal{S}_{\mathbf{x}_{i}}(\mathbf{x}_{i}) \mid \mathbf{x}_{i} \in \mathcal{S}_{\mathbf{x}_{i}}(\mathbf{x}_{i}) \}$

The state of the state of

The Rule of The Comme

ক বাংগীন পাইন্টাল **প্রত্**য

The State of the second

The same TOTAL & A LI LA TENERAN - I Free Like A CALL DO DESCRIPTION The contract of the second The Control of the Co No. 35 40 1 .d verger

- NA - NA OBER A PROPERTY 一下 全化的病 · 中国中国 . Sin Militari 7. TO THE REAL PROPERTY. 1 miles 1 miles *** - E - - E-782

> " . I star ! A STATE OF THE STATE OF - Area Caracaga

17 178 de 1 A contract · All San San . TO ME STORY

4. 45 1 -- 1

· 大學 ्रा उस्स

Cet argent « réservé » au Parlement

A réserve parlemen-taire? Ce ne sont « que » des crédits ministériels abondés chaque année, par voie d'amendements du gouvernement votés en seconde délibération, dans chacune des deux Chambres, à la fin de la discussion budgétaire. Le montant total, variable selon les années, est de l'ordre de 500 millions de francs à l'Assemblée nationale et de 300 millions au Sénat, soit au total 0,05 % des dépenses nettes du budget général de l'Etat. L'essentiel de la somme, après avoir transité sur une ligne de crédit du budget de l'intérieur, contribue au financement de projets d'investissement locaux : réfection d'un clocher, construction d'un commissariat, d'une salle polyvalente, aménagement d'un marché couvert, travaux d'assainissement, etc. La tradition - aucune règle

The Dead to

The sta

The Children The state of the s

1.17 (1<u>1</u>2-11)

THE PARTY

1 17.254

Constitution of the second

1 - 16 To 12 (1252)

*** 1 Fraggi

State S

The state of the same

24

or in which there is a

1384 LES

75. 3 But

化环状溶液 海外 植草状

1 1 1077 25 77721

gar thus make on 3 ?

Carrier West William

And the second of the second of the second

WARY OU MONOE . TARIFS 98

COMPTREME!

W A IS SHOW

1.50

1. J. 3 . 197

100 4 200 44

.. •-

1.12

Sace.a &

APP PERSON NAMED IN

en rights

1.75

The Party

 $v^* \ll g_{\omega}$

JOURNAL OFFICEL

interpolicies.

1 427.72 164

n'étant écrîte - veut que les subventions accordées, qui ne dérogent pas aux règles du contrôle administratif des dépenses publiques, ne doivent a priori pas dépasser 1 million de francs, ni représenter plus de la moitié du coût hors taxes de l'opération. Une autre partie de la « réserve » vient corriger à la marge les arbitrages rendus à Bercy, en grossissant les crédits de différents ministères - anciens combattants, affaires étrangères, environnement, jeunesse et sports, culture - pour financer des mesures à caractère général. Outre des subventions versées à des associations, reste ce qu'il est convenu d'appeler les « dépenses exceptionnelles », ou les «bonnes œuvres de la République » : différentes administrations ou institutions, comme le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, le Conseil économique et social, mais aussi Matignon, l'Elysée, ou les présidences des deux Assemblées ont bénéficié de la réserve pour lancer un programme d'informatisation, restaurer une

toiture, ravaler une façade. Ni argent sale, ni caisse noire, ni fonds secrets, ni enrichissement personnel... Le principe même de la réserve, qui peut apparaître comme l'une des rares marges de mangeuvre des députés dans la discussion budgétaire, voire un moyen de décentralisation des dépenses d'investissement, n'a rieu de scandaleux. L'article 40 de la Constitution, qui interdit aux parlementaires de déposer des amendements ayant pour effet d'augmenter les dépenses de l'Etat, peut même servir de justification aux défenseurs d'une tradition dont personne ne parvient aujourd'hul à

Flotte pourtant autour de la réserve parlementaire une aura de mystère, savamment entretenue par ceux qui la gèrent - les prési-dents des commissions des finances et rapporteurs généraux du budget des deux Assemblées -. chargés de répartir entre leurs collègues la manne gouvernementale en choisissant, de façon discrétionnaire, les circonscriptions susceptibles d'en bénéficier. En bout de course, au petit matin et après une dernière nuit harassante de discussion du projet de loi de finances, n'apparaît en séance publique qu'une liasse tose d'amendements sybillins, un par chapitre budgétaire concerné. En quelques mots laconiques, le secrétaire d'Etat au budget de service exprime son désir de « tenir compte des vœux exprimés par la commission des finances ». Et la messe est dite! De cette opacité découle un malaise certain, accompagné d'une vive réticence de la plupart des parlementaires à aborder le sujet.

« On est en France, et en France, vous le savez bien, on ne parle pas d'argent », dit en souriant le secrétaire général d'un groupe de l'Assemblée. Pour Claude Estier, · moins on en parle, mieux ça vaut ». Le président du groupe socialiste du Sénat « ne sait pas comment ça fonctionne », « ne veut pas le savoir », et « n'a pas d'avis sur la question ». Son homologue de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, assure qu'il n'y a là « rien d'extraordinaire », mais ajoute qu'il n'en « cannaît pas la répartition » et qu'il



« Bonnes œuvres de la République » ou contribution opportune au financement de projets locaux ? L'opacité et l'arbitraire qui président à la répartition des quelque 800 millions de francs dont disposent chaque année les parlementaires, suscite un malaise. Le vote de cette réserve doit intervenir dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 novembre à l'Assemblée nationale

refuse de « rentrer là-dedans ». L'ancien ministre du budget Michel Charasse, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, refuse quant à hi de « contribuer à une entreprise de désinformation ».

Dans l'opposition à l'Assemblée nationale - la droite étant immuablement maioritaire au Palais du Luxembourg -, on n'a plus à se soucier, dans l'immédiat, de la gestion délicate de la réserve. Du coup, on est plus prolixe. Le député RPR de l'Yonne Philippe Auberger, rapporteur général du budget de 1993 à 1997, explique quelle était la pratique lorsqu'il occupait cette fonction: « Pierre Méhalgnerie président UDF-FD de la commission des finances de l'Assemblée de 1995 à 1997] et moi, nous nous partagions la somme en deux. Chacun était responsable de la moitié. Je m'occupais du RPR, lui de l'UDF, et nous nous partagions par moitié les députés de l'opposition. S'il s'agissait d'un député UDF que le connaissais bien, je veillais à ce que Pierre Méhaignerie le serve. Les demandes des députés transitaient, pour la majorité, par les présidents de groupe ; pour l'opposition de gauche, par les représentants de chacun des groupes à la commission des finances. Je conservais ma liste [des bénéficiaires], Pierre Méhaignerie la sienne; elles nous permettaient, en cas de conflit avec un ministère, de faire témoigner Bercy, qui disposait

OURTANT le critère de l'appartenance politique ment mieux servie que l'opposition », reconnaît M. Auberger - n'était pas la seule clé de répartition. « Il y avait un certain nombre d'élus auxquels j'estimais devoir proposer de la réserve, poursuit le député de l'Yonne. Certains parce qu'ils qvaient un rôle important à l'Assemblée, d'autres tout simplement parce qu'ils étaient membres de la commission des finances. Tout en évitant de sc mettre à dos le ministre du budget, on attribuait également une partie de la réserve à des ministères mai servis et politiquement sensibles. » Lui-même a financé grâce à

tion d'un commissariat dans une ville de sa circonscription : « Il failait voir ce qui est décent de garder pour nous. C'était une question de tact et de mesure. » L'arbitraire de la répartition s'accomode mai de la publicité: «La tradition, explique M. Auberger, veut que les éléments de répartition (en particulier le nom des destinataires] disparaissent. Moi-même, je n'en al reçu aucun de mon prédécesseur [le socialiste Alain Richard]. * Après la dissolution de l'Assemblée, raconte M. Auberger, « certains ministères ont commencé à protester. On a demandé au ministère du budget que la continuité soit assurée... »

Le député écologiste du Vald'Oise, Yves Cochet, vice-président de l'Assemblée, a également accepté d'afficher « la transparence »: «L'an dernier, nous avons reçu une dotation globale pour le groupe RCV [Radical, Citoyen et Vertj que nous avons décidé de nous répartir équitablement. Cela faisait un peu plus de 666 000 francs pa député soit un montant global pour le groupe de 22 millions de francsl. Lors d'une réunion du bureau du groupe, il y a quelques semaines, nous avons décidé d'aller voir Augustin Bonrepaux (président de la commission des finances de l'Assemblée] pour réclamer 1 million par député, ce qui nous a été refusé. » Selon M. Cochet, M. Bonrepaux et Didier Migaud, rapporteur général du budget, lui ont accordé « au titre de vice-président » 2 millions de francs supplémentaires. Le député du Val-d'Oise indique qu'il a consacré l'essentiel du montant initial de sa réserve à « une dizaine d'associations » de sa circonscription et attribué le reste à deux associations rennaises. « Pour les 2 millions supplémentaires, poursuit-il, on en a discuté avec la direction des Verts. Une trentaine d'associations nationales - parmi lesquels Droits devant, le MRAP, le DAL, et plusieurs ONG tiers-mondistes - ont

été retenues. » «On l'accepte car ce n'est pas de l'argent sale », explique M. Cochet, qui, pour autant, « récuse complète-ment cette procédure moyenâgeuse

la réserve une partie de la construc- et obscurantiste » : « On ne connaît pas la somme giobale, ni les critères d'attribution ; et on ne sait pas ce qui est domné au PS, au PC, ou à l'opposition. C'est le fait du prince ! » Tout en estimant « normal qu'il n'y ait pas que le gouvernement qui puisse dépenser de l'argent », le député Vert se prononce en faveur d'une « procédure publique », afin que • ça se passe dans la transparence ». « Ce n'est pas de l'argent volé, mais c'est un système qui comporte une part d'arbitraire dangereux et qui contribue à renforcer le clientélisme », renchérit son collègue de la Gironde, Noël Mamère. « Je ne suis pas choqué par le fait que le gouver-nement décide d'attribuer des crédits à des opérations légitimes, mais

de voir se développer « l'esprit du projet plutôt que l'esprit du guichet » et se prononce, notamment, en faveur de « la publication de l'utili-Je suis choqué par cette absence sation des fonds et la nature des pro-« Ce n'est pas de l'argent volé, mais c'est un système qui comporte une part d'arbitraire dangereux et qui contribue à renforcer le clientélisme »

Noël Mamère

sation des fonds ». Au détour d'une

phrase apparaît l'expression de

« caisse noire », qui provoque la

fureur du rapporteur général et du

président de la commission des

finances. Jean Glavany le met en

garde contre le risque que sa

démarche ne favorise « un antipor-

lementarisme primaire ». Le 22 juin,

Il adresse à MM. Bonrepaux et

Migaud un nouveau courrier, dans

lequel Il se défend de vouloir « faire

porter une quelconque responsabilité

sur des gestionnaires, [ni] accuser

quiconque de favoritisme ». Cela

posé, le député confirme son souci

totale de transparence », ajoute Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine). En début de législature, les nouveaux députés socialistes ont reçu, lors d'une réunion de groupe, quelques informations sur le dispo-

sitif de la réserve. Ceux qui s'en sont émus sont vite rentrés dans le rang, sous la pression d'« anciens » qui n'ont guère apprécié de se voir indirectement remis en cause par des questions portant sur l'opacité du système. « Beaucoup ont pensé que c'était des pratiques honteuses, alors qu'il ne s'agit que d'abonder des lignes budgétaires », souligne Didier Migaud. René Mangin, élu en Meurthe-et-Moselle en juin 1997, n'a pas lâché prise. Dans un courrier en date du 6 février, adressé à Jean-Marc Ayrault, Augustin Bonrepaux et Didier Migaud, et transmis à tous ses collègues du groupe PS, il fait part de son souhait de voir définie « une voie démocratique dans l'utili-

jets finances ». Parmi de nombreuses questions, celle-ci: «Si la pratique de la réserve était connue de tous, comment peut-on s'expliquer que certains anciens aient pris connaissance de cette pratique après plusieurs années? » « il ne s'agit certes pas de "caisse noire", mais c'est auand même très obscur ». souligne aujourd'hui M. Mangin. En attendant de reposer le problème – « en janvier » –, le député a demandé 800 000 francs au titre de la réserve pour financer un projet d'assainissement, près de Nancy. « Si je l'obtiens, je le dirai », assure-

Pour s'être dit soucieux de raisonner en termes de « projets » et de « dossiers », Didier Migaud est queique peu embarrassé lorsqu'on lui rapporte les déclarations du député Verts Yves Cochet, qu'il qualifie de « logique égalitariste dangereuse ». La publication de la répartition? « On inciterait à la

demande », réplique le rapporteur général. La discrétion, souligne-t-il, est d'ailleurs la même lorsque des parlementaires, mieux « placés » que d'autres, s'adressent directement aux ministres pour faire avancer des dossiers.

EACTION du même type chez Philippe Auberger, qui « reconnaît un cerțain arbitraire dans les modalités de répartition », mais « le retrouve, bien plus ié, dans les opérations ment gérées par les ministres. » «L'irrationalité apparente de la réserve compense cette autre irrationalité », conclut-il, en soulignant qu' « il ne s'agit pas de pièces mécaniques supplémentaires; mais simplement d'un peu d'huile pour faire fonctionner les rouages. »

D'autres soulignent que les conseillers régionaux et généraux disposent de moyens d'action supplémentaires. Dénonçant au passage « une campagne menée par des énarques fous de rage qu'une infime partie du budget ne passe pas par leurs bureaux », Henri Emmanuelli, ancien ministre du budget et ancien président de la commission des finances de l'Assemblée, plaide, lui aussi, en faveur du secret de la répartition, qui permet d'éviter l'«inefficacité» d'un «trop grand saupoudrage ». « Si on fonctionnait à guichet ouvert, on aurait cent fois plus de demandes », renchérit le nouveau rapporteur génral du budget au Sénat, Philippe Marini (RPR). Que tout repose sur le président de la commission des finances et le rapporteur général du budget n'indigne pas les principaux intéressés: « Il faut bien que quelqu'un décide l », lance Didier Migaud, en rappelant qu'ils agissent « en fonction de traditions et de pratiques antérieures ». In fine, Bercy doit y trouver son compte, pouvant espérer « tenir » ainsi les personnages-clés de la discussion budgétaire.

Au Sénat, le grand manitou de la réserve a longtemps été Christian Poncelet. Avant son élection, le 1º octobre, à la présidence de la deuxième Chambre, il avait présidé pendant douze ans la commission des finances. Sa campagne contre le sortant UDF René Monory lui a valu quelques indiscrétions, qui se voulaient malveillantes, contre sa gestion « intéressée » de la réserve. Mal en a pris à ses détracteurs : un président de commission des finances qui est parvenu à tripler le montant de la « réserve » sénatoriale en une décennie ne pouvait mériter que l'estime de ses collègues!

Jean-Baptiste de Montvalon

BONNE MINE

L'inventeur, dans les années 70, du projet de taxe sur les mouvements de capitaux voit la crise asiatique justifier ses craintes. Il estime que les remèdes proposés par le Fonds monétaire international risquent d'aggraver la récession dans des pays à l'économie fragile

«Vous êtes au courant de votre célébrité en France ?

- Oui, oui. Je reçois beaucoup de demandes d'interview. Je sais que François Mitterrand et Jacques Chirac s'étaient dits intéressés par mon projet de taxe. Mais votre ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, lui, a dit qu'il était contre. Dans les rangs de la gauche, on aime peut-être mon projet, mais je constate que l'idée n'en est reprise par aucun ministre des finances ou gouverneur de banque centrale en Europe...

» A vrai dire, en Europe, on s'est souvent trompé sur le sens premier de ma taxe. On pensait que je voulais taxer les mouvements de capitaux pour dégager des ressources qui traient à une organisation internationale, comme l'ONU, qui les mettrait au service du développement ou de l'environnement. Ce n'était aucunement ma priorité. Mon objet était bien d'essayer de contrôler les mouvements de capitaux à court terme, ceux qui peuvent avoir des effets déstabilisants sur les économies.

 Pourtant, à l'époque où vous imaginiez la taxe, la circulation des capitaux dans le monde était encore limitée. Le montant qui s'échangeait chaque jour devait tourner autour de 70 milliards de dollars. Aujourd'hui, on en est à 1 500 milliards.

- Oui, mais l'imaginais que cela allait augmenter très vite, peut-être pas aussi vite mais très vite tout de même. Je proposais de taxer chaque transaction - ou'll s'agisse d'un mouvement à court ou long tenne à un taux de 0.1 % de son moutant. Ou peut-être même la moitlé de cela dans un sens - par exemple, quand vous achetez des bons du Trésor ou des actions dans un pays étranger - et la moitié dans l'autre sens - quand vous les revendez. De facon que, mécaniquement, vous favorisiez ainsi l'investissement à long terme, la transaction qui est faite pour un ou cinq ans sur celle qui est faite sur une semaine ou un

· Parce que si vous investissez de l'argent à l'étranger pour un ou cinq ans, alors la taxe ne fait guère de différence : en revanche, elle peut être dissuasive si votre projet est de multiplier les allers et retours sur une monnaie étrangère, des bons du Trésor ou des actions étrangers. C'est important de favoriser l'investissement à long terme : tout le monde veut préserver la mobilité des capitaux qui s'investissent dans la développement.

 On a objecté que la taxe ne pouvait marcher que si tous les pays l'acceptaient, qu'elle ne saurait être qu'universelle, ce qui paraît difficile à réaliser.

- C'est vraiment une critique facile. C'est le type de critique qu'on formule en imaginant qu'elle suffit à démolir une idée. Evidemment, J'y ai pensé. Il faut vraiment me prendre pour un demeuré ou un idiot pour croire que je n'ai pas travaillé à cet aspect des choses. D'abord, je pense qu'il suffi-

rait qu'une vingtaine de pays commencent, se mettent d'accord, pour que la taxe puisse prendre corps. Ensuite, je pense qu'accepter la taxe pourrait être une des conditions préalables au statut de membre du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Enfin, avant de dire a priori « ca ne peut pas marcher ». l'aimerais qu'on discute des mérites propres de mon projet i

- C'est-à-dire... - Ce qu'il faut préserver pour un pays, c'est la possibilité d'avoir un minimum de politique monétaire nationale indépendante. Vollà ce qui m'intéresse. Et c'est très difficile s'il y a une totale liberté de circulation de par le monde des sommes de l'ampieur de celles dont nous parlons. Voilà ce que je disais dès 1971. Il faut que des pays emergents comme l'indonésie, la Corée du Sud, la République tchèque aient la possibilité d'avoir un peu de maitrise sur leurs taux d'intérêt à court terme, ceux que pratique leur banque centrale. S'ils doivent s'aligner sur ce qui se fait à New York, Franfort ou Tokyo, alors Ils n'ont plus la moindre marge d'indépendance en ce qui concerne leur politique monétaire. Je ne pense pas qu'ils soient prêts pour cela, prêts à abandonner l'anne de la politique monétaire. Peut-être que vous, en Europe, y êtes disposés, mais ce n'est même pas certain.

» Faute de maintenir un mininum de politique monétaire indépendante dans un système comme le nôtre, vous transformez des pays - les économies émergentes - en succursales bancaires des économies dominantes.

- Les pays émergents n'étaient pas préparés pour la libéralisation des mouvements de capi-

- Un pays comme la France a mis trente ans pour mettre fin au contrôle des changes... qui ne fut pas réalisé avant les années 80. La

Non, les économies émergentes n'étaient pas prêtes. La libéralisation des mouvements de capitaux aurait supposé, au préalable, que ces pays se dotent de vraies législations bancaires, de règles prudentielles bancaires, comme en France ou aux Etats-Unis. Il efit encore fallu que ces pays aient des marchés boursiers sous la supervision d'agences du type de nos commissions de contrôle des Bourses. Ils n'avaient rien de cela quand on les a forcés à accepter la liberté des mouvements de capitaux. Ils n'avaient même pas de législation sur la faillite. Il fallait faire tout cela avant, au lieu de prétendre qu'on prenait au sérieux la facade de systèmes financiers modernes qu'affichaient les

- Vous approuvez les mesures de contrôle des mouvements de capitaux étrangers décidés par un pays comme la Malaisie face à la crise, à la spéculation dont li

a fait l'objet ? je sympathise avec les motivations, même si je ne sais pas si c'était politiquement très avisé. En même temps, le premier ministre, Mohamed Mahatir, a voulu « personnaliser » sa querelle avec les marchés financiers en s'en prenant à George Soros...

» Ce qui est sûr, c'est que, face à la crise financière en Asie, les remèdes proposés par les gens du FMI, par ceux qui participent à ce consensus des experts de Washington, me paraissent désastreux. On demande à la fois aux victimes de la crise de relever les taux d'intérêt,

l'économie ; autrement dit, on leur demande de rétablir la confiance en installant la récession! Pour rétablir la confiance dans la monnaie, vous prescrivez des mesures qui vous mènent droit à la récession. Cela va au-delà de mon entendement. Je pense d'ailleurs que c'est, pour ces pays, une mauvaise idée que d'avoir des taux de change fixes. Ils devraient laisser flotter leurs monnaies, comme cela se fait entre

- Est-ce qu'il ne faut tout de même pas reconnaître que ces pays émergents ont aussi largement profité de la libéralisation des mouvements de capitaux? Ou'ils ont bâti une partie de leur développement grâce à ces nouvelles ressources en capital dont ils ne disposaient pas auparavanit?

- Ils ont eu beaucoup d'argent et ils l'ont plutôt bien utilisé. Même si une grande part de l'investissement dans ces pays est venue de l'épargne intérieure. Mais, enfin, c'est vrai. Ils out produit un développement réel et non ourement spéculatif comme on le dit souvent. Ce sont des pays qui éparguent et qui ont un bon niveau d'éducation. Il n'y a vraiment rien eu d'artificiel dans ces taux de croissance de 6 % à 8 % qu'ont connus les pays d'Asie. C'était du développement sérieux. L'idée que leur croissance a été purement spéculative, une succession de booms financiers, est

» Dans les années 60, la Corée (du Sud) était un pays accablé de pauvreté. A peine trente ans plus tard, la Corée est devenue membre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). On les accuse de pratiquer un capitalisme de corruption, de copinage. C'est peut-être vrai çà et

déstabilisé ces demières années que

de restaurer la confiance dans étre la vraie raison derrière la crise financière asiatique, parce qu'ils ont toujours eu ce genre de pratiques.

- Une des causes de la crise asiatique ne serait-elle pas à chercher du côté du Japon ? - Si l'on veut absolument trouver

un bouc émissaire à la crise financière en Asie, c'est effectivement là qu'il faut chercher. D'abord, le Japon est en récession alors qu'il est d'ordinaire l'un des principaux clients des économies émergentes en Asie. Ensuite, la valeur du yen s'est dépréciée face au dollar, monnaie de référence de nombre de pays asiatiques, diminuant encore la compétitivité de ces derniers sur le marché japonais. Ainsl, le Japon. par d'aberrantes et peu glorieuses erreurs de politique économique, a doublement pénalisé les autres économies asiatiques!

wife:

 $\overline{m}(\mathbb{C}^{n+1})$

No.

(B)

mar. Di

Colonia Colonia

le etable :

meters at a

MASSA TO 1

ut said

William Indiana

Cotol Was 15 15

Partie entraces mikers ker kinger ka, abents, le free dust kurneste Cer

or journalistes from

4 Mohamad Com.

A au phys procho A su phys procho Arsident Zerinua Manned Betching Mannicle Antonion

- Lors des dernières assemblées du FMI et de la Banque mondiale à Washington, en septembre, si la taxe Tobin n'a pas été retenue, on a quand même entendu votre préoccupation, celle de contrôler les mouvements de capitaux à court terme.

 On a surtout insisté sur l'idée de la nécessaire transparence des systèmes financiers dans les pays émergents. Je ne pense pas que cela soit suffisant pour les immuniser contre les crises du type de celles que nous venons de traverser. Ce qui me paraît important, la chose principale, c'est de lutter contre cette idée que le marché fera tout blen, en toutes circonstances, que tout ira pour le mieux si l'on n'emplète pas sur la liberté du marché. J'ai trouvé incroyable qu'une des conditions posées à l'assistance offerte par les organisations financières internationales aux pays en difficulté était qu'ils libéralisent encore un peu plus leurs marchés financiers. Alors que le problème des marchés trop ouverts!

- La conjoncture aux Ftats-Unis vous paraît très menacée par les crises asiatiques?

- Le patron de la Réserve tédérale, Alan Greenspan, a montré qu'il était disposé à utiliser l'arme monétaire, la baisse des taux, et à agir ainsi autant de fois que nécessaire. Il a reconnu que le principal danger pour l'économie américaine était

non pas l'inflation mais la récession. » L'économie américaine est robuste. Elle connaît une situation proche de l'idéal : la croissance et pas d'inflation. M. Greenspan se sent parfaitement libre de baisser les taux. Il faut savoir que le consensus chez les économistes américains, et notamment chez ceux de la Fed, il y a peu de temps encore, était de dire qu'un taux de chômage inférieur à 6 % avait pour conséquence immédiate, par pression sur les salaires, une reprise de l'inflation. C'était cela la culture de la Fed. Là, on a un taux de chômage de 4,5 % et toujours pas d'inflation. »

> Propos recuelllis par Thomas Ferenczi et Alain Frachon

Un homme de science au parler franc

À OUATRE-VINGTS ANS, James Tobin frappe encore valliamment sur son clavier d'ordinateur, attaché à écrire un énième article de science économique dans son bureau de l'université Yale. Entouré de livres et de revues, entassant documents et disquettes, l'homme est prêt à toutes les discussions sur les derniers avatars de la conjoncture. James Tobin est modeste. Il

pays émergents. Ils n'avaient

aucune défense, aucun système

est plus amusé que flatté de voir que quelques bons esprits en Europe ressortent, à chaque vague de spéculation financière, son projet de taxe sur les mouvements de capitaux. Il ne se fait guère d'illusion :

pour promouvoir la taxe Tobin, on trouve plus d'intellectuels et de journalistes que de ministres des finances et de gouverneurs de banque centrale. Le fait que François Mitterrand, Llonel Jospin et Jacques Chirac aient évoqué sa taxe, et semblé s'y intéresser, ne l'émeut pas outre mesure. Le succès d'estime ne monte pas à la tête de James Tobin.

Pourtant, le professeur serait parfaitement fondé à dire que l'actualité la plus récente - celle des crises financières en Asie, notamment - lui a donné raison. préparation a été lente, sérieuse. Rarement le système financier international a paru aussi



lors des vagues de panique et de spéculation qui, parties de Thai-lande, ont semé la dévastation en Corée, en Malaisie, en Indonésie, notamment. C'est bien à ce danger que pensait James Tobin dès le début des années 70, quand il proposa d'instaurer une taxe de faible taux - 0.1 %, voire 0.01 % - destinée à pénaliser les mouvements de capitaux à court terme. Elle allait dans le sens des tra-

vaux de ce kevnésien sur l'analyse de l'offre de monnaie, travaux qui lui valurent le prix Nobel d'économie en 1981. Les jurés saluaient un brillant travail de chercheur et d'enseignant à l'université Yale, où Tobin - diplômé de Harvard - enseigna de 1950 à 1988 ; ils saluaient l'auteur de seize livres et de centaines d'articles.

Pour autant, James Tobin ne fut pas qu'un homme d'université. Membre de l'équipe des conseillers économiques de John Kennedy, il batailla ferme contre la politique économique de Reagan - sans Jamais måcher ses mots. Comme aujourd'hui encore.

François Bayrou, président de l'UDF, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI »

« Le sentiment de sa responsabilité devrait amener Roland Dumas à quitter la présidence du Conseil constitutionnel » que c'est son idée. Il n'a pas qu'un ris, M. Tiberi et je ne sais qui

Peyrefitte, par exemple, que Roland Domas devias donner is démission de la présidence du Consell constitutionnel, ou bien, comme Jean-Louis Debré ou Christian Poncelet, que la présomption d'innocence doit préva-

- M. Dumas ne devrait pas rester président du Conseil constitutionnel parce que, quelles que soient les décisions que le Conseil aura à prendre, le commentaire ou l'arrière-pensée feront peser une ombre sur ces décisions. Je ne sais pas s'il existe un mécanisme qui impliquerait le président de la République ou bien les membres du Conseil constitutionnel, mais, à mon avis, à coup sûr, le jugement personnel de M. Dumas est engagé, et il ne devrait pas demeurer président du Conseil constitutionnel. En cas d'égalité des voix au Conseil, c'est lui qui a voix prépondérante. Cela lui donne, au sommet de l'architecture des institutions françaises et du droit français, une place éminente. Etant donné les circonstances, dons

la polémique incessante, les révélations - vraies ou fausses, je n'en sais rien -, il me semble que sa responsabilité devrait jouer.

– Renvoyez-vous M. Dumas à sa conscience – il a déjà répondu – ou bien le président de la République à sa propre responsabilité, comme l'a fait Valéry Giscard d'Estaing ?

- Je n'ai pas employé le mot de conscience, j'ai employé le mot de responsabilité. Je renvoie M. Dumas à son sens de la responsabilité. Sa conscience peut être tout à fait, comment dirais-je? sûre d'elle-même; mais le sentiment de responsabilité qui devrait être le sien en tant que président du Conseil constitutionnel devrait l'amener à penser qu'il y a aujourd'hui un tel désordre, une telle ombre portée sur les décisions du Conseil constitutionnel qu'il doit en tirer les conséquences. Je ne dis pas qu'il doive donner sa démission du Conseil constitutionnel, mais il pourrait, à tout le moins, cesser d'en exercer la présidence, c'est-à-dire d'avoir la voix déterminante dans ses déci-

- Oue doit dire le chef de l'Etat ? - Si le président de la République prenait une décision, cela ne pourrait être qu'une décision d'influence, parce qu'il y a un principe, c'est que les membres du Conseil constitutionnel sont inamovibles, y compris pour ceux qui les ont mis en place.

- Souhaiterlez-vous qu'il s'exprime en tant que garant du bon Conctionmemunt des institutions ?

- Je n'ai pas de conseil à donner au président de la République. Il sait très bien quelles sont ses responsabilités ; je n'ai rien à lui dire ; mais nous avons, tous ensemble, quelque chose à dire à M. Dumas, qui est la cause d'un désordre et qui pourrait porter remède à ce

- Sans rien dire au président de la République, vous avez peut-être une idée des raisons pour lesquelles ii se tait?

- Il doit avoir le sentiment que la société dans laquelle nous vivons fait trop bon marché de la présomption d'innocence. Je pense autre côté, le RPR, la mairie de Pa-

magistère juridique, il a aussi un magistère d'influence. Il voit bien les affaires qui se multiplient. Il a depuis longtemps exprimé son sentiment. en tout cas en privé, que la présomption d'innocence n'est respectée par personne, que la mise en cause ou la mise en examen suffisent à faire porter une responsabilité: mis en examen, vous êtes couvert d'opprobre ; vous bénéficiez d'un non-lieu, cela fait une ligne dans les journaux. Cependant, je le répète, dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit pas de conscience, il s'agit de responsabilité.

- Le Conseil constitutionnel. cette semaine précisément, a refusé de communiquer à la justice le dossier de ce que l'on appelle les "faux électeurs" du 5 arrondissement de Paris, dont Jean Tiberi est le député. La candidate socialiste contre a dit que le Conseil constitutionnel protège M. Tiberi. Y aurait-il une sorte de donnant-donnant entre M. Dumas, d'un côté, ancien ministre socialiste, et, d'un

- Cela, c'est un roman. Enfin, j'imagine, pour l'honneur des institutions françaises, que c'est un roman. Mals j'y vois l'illustration parfaite de ce que je dénonçais à l'instant : quelles que soient les décisions que le Conseil constitutionnel prendra, quel que soit son choix, qu'il choisisse noir ou qu'il choisisse blanc, toujours, à l'avenir, on dira: c'est la faute d'une collusion qui est commandée ou d'une compromission qui influencée par la situation personnelle du président du Conseil constitutionnel. C'est cela qui n'est pas admis-

» Les membres du Conseil constitutionnel sont intouchables. La conscience de M. Dumas peut être parfaitement nette. Autre chose est le sentiment de responsabilité qui devrait animer le président du Conseil constitutionnel et chacun des membres de celui-ci. Il y a des moments où, quelle que

nement normal et serein d'une institution devient impossible. A partir de ce moment-là, le sentiment de res-ponsabilité devrait jouer.

- Si vous étiez membre du Consell constitutionnel, refuseriezvous de siéger sous la présidence

de M. Dumas ? - je pense que j'aurais un entretien avec le président du Conseil constitutionnel. Refuser de sièger, c'est beaucoup: cela veut dire que vous ne jouez plus votre rôle dans les institutions. Mais je demanderais audience au président du Conseil constitutionnel et je lui dirais : "Monsieur le président, il faut qu'on vous dise, ça ne va plus, nous ne pouvons plus remplir notre rôle et, donc, il faut que vous en tiriez les conclusions et que vous donniez l'exemple, d'une certaine manière, que vous rendiez les choses plus sereines en donnant votre démission." »

> Propos recueillis par Patrick Jarreau, Olivier Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon

tore for the io. keer. ECEC RETEXT (E.P.)

di@at. ↔

codeia INPARENCE. euro e e e e e in the second deda: ··· dentary : San de la company

Bunner . . go de alle bary desired morragion of a en staring . te er

Les lecons de la cri The transfer of the second

TENEDRY STANSE

PARTY OF HER -)

4.4

** ex ex

tes circonstances e justifier set traintes.

The second secon

scrait-elle las

- 122 COME MG

E.

े त्राविद्याद्वा

The state of the s

a per page.

and the same

1. - 1277/12765 256e

1 12 la la Banc

A CONTRACTOR OF

den might and and

27 (45 750)

...245

6 2349 g

The same of the

1 1

 $\sim 12.5 \, \mathrm{kg}$

是情報。

9.525.62

20 224.

 $\Delta^2 \sim 2 \pi T_0 \frac{m_0}{m_0}$

4 275

 $z = \varphi(z) \, d\tau(z)$

1000

The state of the s

- Grand the

جاءا الله

des pays a economie fragile

Fred Seed !

Design of Application

ME FRANK BANKS

· Maria Maria

A

New York Control of the

P. Perpe de 👾 🕟

PAGE A PORCE

Le fiasco des embargos OMME il y a des « bombes intelligentes » suposées ne frapper que des objectifs militails, il devrait y avoir des « sanctions intel-lightes » punissant les régimes et non les poputions. Telle devrait être la principale lecon de ette énième crise irakienne qui, bombardemats ou non, aura prouvé, une fois de plus, l'énec d'une politique : le régime de sanctions échomiques féroces appliqué depuis huit ans à Irak, loin de ramener Saddam Hussein à la raion, l'incite à multiplier les provocations. Il y a rême fort à parier qu'une conclusion définitivi sera tirée du dernier des affrontements ente le dictateur irakien et la communauté intenationale: l'ONU ne votera plus jamais pa-

refembargo contre un pays.

è bilan de l'action de l'ONU en Irak est facile à éablir. La commission du désarmement, la famese Unscom, a plutôt bien travaillé. En huit an d'enquêtes et de vérifications sur le terrain, ell a dépossédé l'Irak de son arsenal d'armes dedestruction massive et s'est assurée qu'il n'e reconstituait pas un autre. Gouvernemets occidentaux et experts, y compris au sein del Unscom, s'accordent sur le tableau suivait : le régime irakien n'a plus de capacité nucleire ; à quelques unités près, moins d'une demidouzaine, il n'a plus de missiles à longue polée (ses Scuds); ses armes chimiques auraint, pour l'essentiel, été détruites. De lourds sopçons et une vaste zone d'ombre subsistent quat à ses armes biologiques et un résidu d'ames chimiques, qui ne laissent pas d'inquiéter Saddam Hussein n'a pas bésité à utiliser les gazontre sa propre population.

lembargo – ce système de très strictes sanc-tios économiques – se solde, en revanche, par un lésastre politique et humanitaire. Voté lul ausi par le Conseil de sécurité à la fin de la guere contre l'Irak, au printemps 1991; à l'instigathn des Etats-Unis, il a aboutl aux résultats exatement inverses de ceux qui étaient recherche. On voulait pénaliser le régime, on l'a renforé; on a, parallèlement, réduit à la misère un population que l'on voulait monter contre le ictateur. Pis, en couplant les deux - désarmenent et embargo -, on a mis en place une mahine infernale : en faisant dépendre la levée desanctions d'un désarmement total qu'on ne porta jamais prouver, on fermait, à l'avance, tote porte de sortie au régime et à la populatio. Recette pour un désastre...

ECEC RETENTISSANT

/I'ONU comme dans certains instituts de recheche américains, on est pas loin de penser qui le principe même des sanctions économiges est en question. Le fiasco traiden - coût hujain très élevé, résultat politique nul - a comuit à passer en revue les précédents. L'OIU a voté des sanctions économiques, plus ou noins sévêres, contre une douzaine de pay. Afrique du Sud, Angola, Haiti, Irak, Liberia Libye, l'ex-Rhodésie (premières sanctions dériées par les Nations unies), Rwanda, Sierra Lene, Somalie, Soudan et République fédérale de ougoslavie.

Le sanctions économiques et financières ont san doute été l'un des facteurs qui ont amené les frigeants sud-africains à faire évoluer le régint d'apartheid. Il est vraisemblable que l'embaro décrété contre la Yougoslavie a incité Slobdan Milosevic à faire preuve d'un peu de modration en Bosnie. Dans tous les autres cas, en evanche, le doute n'est pas permis : les sancions ont été un échec retentissant.

Eles ont eu trois types de conséquences, touts à l'opposé de ce qui était recherché : - lles ont favorisé marché noir, trafic délictuek et contrebande, pris en charge par le régim autoritaire que l'on cherchait à pénaliser et di s'est, en général, colossalement enrichi à

affaplie et divisée d'un mois de

conit avec le pouvoir. Entre les

patrins de presse et leurs journa-

liste, entre les titres suspendus et

ceu qui n'ont jamais cessé de

partire, entre ceux qui sont reve-

nusians les kiosques et ceux tou-

jour absents, le fossé s'est creusé.

Seupoint positif de la crise : quel-

que journalistes commencent à

s'inerroger sur leur métier et le

rôledes médias dans un pays qui

émrge, lentement, de la violence.

L'emen de conscience est tardif

lis journaux ont mai mesuré le

raport de force. « Nous nous

solmes mépris sur notre force et

nas avons mis en péril nos entre-

pres », convient le patron du

Mtin, Mohamed Benchicou, dans

unentretien à l'hebdomadaire

Lire Algérie. En s'attaquant de

frot au plus proche conseiller du

prisident Zeroual, le général

Menamed Betchine, en publiant

unarticle - anonyme - ravageur

sure ministre de la justice, Moha-

mel Adami, ils ont obtenu leur

mai salutaire.

- Frappant durement les populations, elles ont souvent provoque un ressentiment antioccidental ou anti-ONU que les régimes visés ont exploité à leur profit.

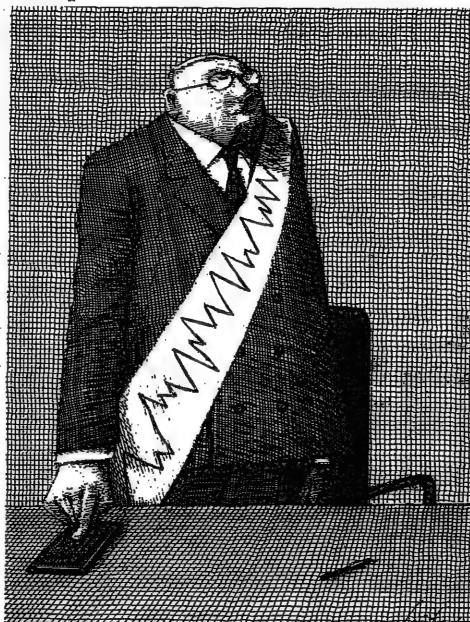
- Pour en compenser les effets les plus dévas-

tateurs, les sanctions sont souvent accompagnées d'une assistance humanitaire internationale. Prise en charge par le regime, la distribution de cette aide est, presque toujours, un moyen de contrôle accru sur la population. En clair, on renforce la dictature que l'on veut offaltillt.

L'exemple irakien illustre cet affligeant tableau de façon caricaturale. Dans un entretien accordé au Monde début octobre, l'Irlandais Dennis Halliday, l'ancien coordonnateur des opérations humanitaires de l'ONU en Irak, observait : « Les sanctions sont en faillite, elles n'accomplissent en aucune manière ce qu'on attend d'elles. » Elles frappent 23 millions d'Iraklens, dont une partie n'étaient pas nés ou n'étaient que des enfants en 1990, quand Saddam Hussein lança ses troupes contre le Koweit, Elles ont isolé et peut-être même radicalisé la popu-lation : « La nouvelle génération d'Irakiens, celle qui n'a connu que la guerre et les sanctions, s'annonce contine une génération en colère, introvertie, antibéridentale et fanatique, , dit M. Halliday. D'on la réflexion qui s'ébauche sur la nécessité pour la communanté internationale, de se doité, de sanctions « médigentes », qui épargnent ses populations et punissent les ré-gimes. Cest un travail encore peu avancé qui tourne autour d'un impératif : sanctionner des individus - chefs d'Etat -, leur entourage et leurs familles. Cela va du gel des avoirs à l'étranges, à l'interdiction de voyager ou à celle d'acheter des biens à l'étranger - sociétés, villas, voitures de luxe etc. Cela suppose beaucoup plus de transparence commerciale et fi-nancière; l'appui des banques aussi. Parallèlement, la pression judiciaire devrait s'accentuer; avec la création de la Cour criminelle internationale, chargée de punir les responsables de crimes contre l'humanité. Déjà, le comportement de certains juges - les magistrats espagnols qui ont fait arrêter Augusto Pinochet, par exemple - va dans ce sens et a dû agiter le sommeil ou modifier les projets de voyage de certains dictateurs.

Afsané Bassir Pour et Alain Frachon

L'élu par Leiter



Les leçons de la crise de la presse algérienne L PRESSE algérienne sort heures faute de quoi ils ne sanctionnés, les voici, eux aussi, sommés de régler leurs dettes. Or, · créé il y a moins d'un an, est passé, seraient plus imprimés. La menace ni l'un ni l'autre n'ont les moyens n'était pas vaine. Elle a été mise à de payer. Le Soir d'Algérie ne s'est exécution. Par solidarité, cinq jamais remis financièrement de quotidiens - parmi les plus Impor-

de ne plus paraître. UN FRONT LÉZARDÉ

Le front des éditeurs n'était pas aussi uni qu'ils ont voulu le faire croire. Au bout de trois semaines, il était plus que lézardé. Asphyxiés, menacés de devoir mettre la cié sous la porte, trois titres out reparu dimanche 8 novembre. Quelques jours plus tard. El Watan a suivi après avoir réglé ses dettes. Le Matin a fini par trouver une imprimerie privée, grâce à laquelle il a pu reparaître, dimanche 15, sans payer ses dettes

tants par leur tirage - ont choisi

à l'imprimeur officiel. Ne manquent donc plus à l'appel que Le Soir d'Algérie et La Tribune. « Les Algériens, écrit Omar Belhouchet dans son journal, El Watan, privés durant près d'un mois de journoux démocratiques, doivent aujourd'hui maintenir et renforcer leur mobilisation. »

dérission mais déclenché une Le Soir d'Algérie et La Tribune ripste en règle par un adversaire ont quelque raison d'être amers. plu fort qu'eux. El Watan et Le Matin sont à nou-Il pouvoir a frappé les journaux veau en vente. Mais le retour dans au portefeuille. Comme fait les kiosques de La Tribune ou du exdès, à la mi-octobre, les impri-Soir d'Algérie est loin d'être acquis. meles (publiques) qui éditent les quéidiens à l'origine des « révéla-La solidarité dont ils ont faitpreuve risque de se révéler mortion ». El Watan et Le Matin. les ontpriés de régler l'intégralité de telle. Pour avoir pris fait et cause leus dettes sous quarante-huit dès le début avec les deux titres

l'attentat qui, en 1995, a saccagé ses locaux et a entraîné une chute de sa diffusion (passée de 200 000 exemplaires à moins de 80 000). tandis que La Tribune, suspendue pendant six mois en 1996, tire le diable par la queue. A l'avenir, confiait il y a quelques jours à un organe de presse le directeur du Soir d'Algérie, Zoubir Souissi, « la solidarité sera moins platonique et plus en rapport avec nos intérêts ».

EXAMEN DE CONSCIENCE

Les journalistes sont également mécontents. Tenus à l'écart des tractations au cours de la crise, ils redoutent aujourd'hui d'en faire les frais. Souvent payés au lancepierre par des journaux à la gestion artisanale et chaotique, ils risquent de devoir se serrer la ceinture encore davantage. Déjà. les salaires des journalistes d'El Watan ont été réduits de 10 % en novembre et les primes de leurs confrères du Soir d'Algérie supprimées.

La crise a cependant fait des heureux: tous les jeunes quotidiens - La Nouvelle République, Le Jeune Indépendant - qui, récusant une solidarité dangereuse, ont su tirer profit de l'absence des poids lourds de la profession pour s'installer sur le marché. Le tirage du

رديور ديد ايدان سيد ديو د دان بر سي

Jeune Indépendant, un quotidien par exemple, de 8 000 exemplaires

avant la grève à 60 000. Le conflit avec le pouvoir, par imprimeurs interposés, était propice à un examen de conscience de la profession. Quelques indices laissent espérer qu'il a commencé. Longuement interrogé par Libre Algérie, le directeur du Matin, M. Benchicou - un ancien communiste catalogué comme « éradicateur » - a ainsi admis que « la liberté d'expression » a été utilisée comme « carte de visite par notre gouvernement » ; que, dans le journal qu'il dirige, le procès « même injuste d'un islamiste » n'était pas considéré jusqu'ici comme « un cas d'atteinte aux droits de l'homme » et que cela « pose des problèmes

de fond ». A la question de savoir si Le Matin aurait publié tel quel l'article anonyme mettant en cause la vie privée du ministre de la justice, M. Benchicou affirme que non. Et le directeur du quoti-dien de conclure : « La seule chose qui sauvera la presse, c'est le professionnalisme. Sinon tout peut dériver. »

Ces vérités longtemps tues laissent espérer que, peut-être, la crise que vient de traverser la presse algérienne n'aura pas été vaine.

Iean-Pierre Tuquoi

21 61s, RUE GLAUDE BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TEL: 01-42-17-20-00, Telécopleur: 01-42-17-21-21. Telex: 206 806 F
TEL relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90
la record intip://www.lemonde.fr

EDITORIAL —

Monaco, paradis caraïbe

quoi seri Monaco? La Principauté nous amuse beaucoup : les aventures de Caro-line, Albert et Stéphanie font vivre deux ou trois gros magazines « people ». La Principanté aide au développement du sport : géné-reuse, elle sert de refuge à nombre de pilotes de formule 1 et de joueurs de tennis. La Principanté prend sa part dans la bataille pour l'humanitaire : elle organise tous les ans un grand bal pour la Croix-Rouge. La Principanté nous instruit: elle finance un magnifique musée océanographique, bercean de l'algue mense... Et, bien sûr, par la grâce de la Société des bains de mer, gérante du casino, la Principauté nous procure, un soir ou deux par été, les ambigus plaisirs du tapis vert, de la boule et du

Ainsi, depuis sept cents ans sous la tutelle de la dynastie Crimaldi, ce micro-Etat, en forme de gros rocher enclavé dans le département des Alpes Maritimes, membre de PONU depuis 1993, sert-il de parc d'attractions aux bonnes populations qui l'entourent, française et italienne. Ne serait-il que cela qu'on ne trouverait rien à y redire.

Mais le Rocher est bien autre chose. Le décor de palais gênois, villas rococo et palaces fitzgeraldiens masque une sorte de sanctnaire bancaire et fiscal échappant à nombre de règles de l'espace judiciaire européen. Les jeux ne representent qu'un pourcentage infime du budget de la Principauté. Une bonne part de ses revenus est assuré par le secteur bancaire: 50 banques pour 30 000 habitants

été éprouvée ailleurs. C'est le mo-dèle caraîbe. Il s'agit d'attirer les grosses fortunes privées de la planète, en pratiquant la confidentia-lité, en ignorant l'abus de bien social, en ne prélevant pas d'impôts, en acceptant l'argent de la frande fiscale.

L'ensemble constitue un terrain idéal pour le blanchiment d'argent sale, cette sorte de « paradis qui permet de faire fructifier l'argent de la criminalité organisée », pour reprendre une expression du garde des sceaux, Elisabeth Guigou. C'est bien ce qu'entendent démonter et démanteler une nouvelle génération de magistrats français appelés sur le Rocher. Cela ne va pas sans friction avec SAS, Son Altesse Sérénissime, le prince souverain Rainler III.

Mais il faudra que le prince choisisse. Il ne peut, comme il l'entend, vouloir faire partie de l'euro - condition de la sauvegarde de son industrie bancaire - et continuer à échapper aux règles de l'espace judiciaire européen. Ou bien il se met aux normes, ou bien Punion doit isoler, soumettre à me minière d'embargo financier, cette petite principanté d'opérette des bords de Méditerranée. L'espace européen, c'est la liberté des mouvements de capitaux, des biens et des hommes ; cela exclut le maintien d'un Disneyland pour millionnaires pouvant servir de refuge à ceux qui trichent.

En son temps, de Gaulle, pour obtenir que les résidents français du Rocher paient leurs impôts, avait su se faire entendre du palais Grimaldi. Il avait menacé de couper l'électricité à la Principanté. C'est un précédent digne

La recette est simple et a déjà d'étude.

fe. Bisnôt est éthé par là SA 1,5 MONDE Préplént du dispitable, discours de la publication ; jespolisati Directoire ; jésic lénée dolombon ; poudique s'éthép, direct Noël Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la sédaction : Edwy Pieuel s de la sédaction : Thomas Revaczi, Pierre Gozges, Directeur artistique : Dombique Royactie Secrétaire général de la rédaction : Alain Roument Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraeleuricz (Editorium et antih

Lucrent Geelisature (Suppléments et cablers spécieux); Michel Kajman (Début g (International); Paulde Jacreau (France); Franck Nouchi (Societe); Claire Blo Réducteur en thei technique : Eric Azan Médiateur : Robert Solé

cinif : Pric Piellotti ; directent delégui : Anne Chanes Consciller de la direction : Alain Rollet ; directeur des relations internationales : Daniel Vennet ;
purtenariass andiovisuels : Bertrand Le Gendra Conseil de ausseffance : Alain Minc, président : Michel Noblecourt, vica-Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982).

Le Monde est édité par la SA. Le Monde
Durée de la société : cent aus à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Rouds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anougne des lecteurs du Monde
Le Monde Roverprises, Le Monde investisseurs,
Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Particip

IL y a 50 ans, dans ce Monde

Chateaubriand intime

UN SIÈCLE après sa mort vollà moisson de souvenirs. En choisisque Chateaubriand revient parmi nous à cette remarquable exposition du centenaire organisée à la Bibliothèque nationale par M. Julien Cain. Mais on ne saurait dire à la manière d'un fantôme. C'est un Chateaubriand bien vivant, en veine de confidences qui reçoit comme chez lui, rue de Richelieu, faisant à ses visiteurs les honneurs de sa gloire, de son intimité, entrant pour eux dans le détail de ses missions, de ses aventures, et de ses amours grandes et petites. On croyait le connaître parce qu'on savait par cœur telle page du Génie ou des Mémoires, et voilà qu'on le découvre « tel qu'en lui-même », descendu de son piédestal romantique, de son empire des

Manuscrits, documents d'archives, dessins, peintures, il y avait de quoi se perdre dans cette

sant l'ordre chronologique, l'administrateur de la Bibliothèque nationale et ses collaborateurs ont donné la préférence à l'ordre le plus simple. C'est vers le Chateaubriand des années dramatiques de la Révoution, de l'Empire et de la Restauration. que le visiteur, fidèle à ses souvenirs de lecture, se sent invinciblement attiré. Les documents abondent. Les lettres sont là, couvertes d'une haute écriture fière et droite, ici plemes de colère, là suppliantes, ailleurs débordantes de passion amoureuse. Au bout de la galerie, c'est

la reconstitution du salon de l'Abbaye-aux-Bois, avec la chaise longue de Juliette, le cache-pot en porcelaine, les bergères, les médaillons, la harpe et les trois tableaux qui l'ornaient encore il y

(17 novembre 1948.)

Ce Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-25-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33 Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le droit contre l'homme

récemment souligné dans vos pages Débats (Le Monde du 31 octobre) la place importante que prenaît le droit dans nos sociétés. Ce phénomène mérite une réflexion politique, car ses conséquences peuvent être néfastes.

L'an dernier, le plan textile mis au point par le ministre de l'industrie du précédent gouvernement, Franck Borotra, a été remis en question par la Commission de Bruxelles, L'évidence de sa réussite n'était pas en cause. Non, la Commission lui a reproché de violer des « principes » d'interdiction des aides sectorielles et de non-discrimination.

La légitimité moins politique qu'intellectuelle de ces interventions peut être contestée : pourquoi des principes abstraits, interprétés de manière aléatoire, devraient-ils entraver la réalisation de politiques évidemment bénéfiques? La lutte contre le chômage, la conduite des affaires pour le bien du plus grand nombre ne sont-elles pas déjà assez difficiles pour ne pas être entravées par des carcans juridiques résultant de l'interprétation de plus en plus précise par des spécialistes du droit de principes généraux auxquels leurs auteurs n'avaient jamais donné une telle portée? L'abus du droit ne se retourne-t-il pas contre l'homme ?

Il semble, comme Edouard Balladur l'avait justement relevé en 1994, que le Conseil constitutionnel ait dérivé, et que sa jurisprudence, parfois surprenante. n'aboutisse parfois qu'à l'invention de principes contestables qui entravent l'action du législateur inutilement. Ce Conseil ne parvient plus à faire croire qu'il protège les libertés publiques quand sa jurisprudence le conduit à interdire des choses qui sont autorisées dans des pays qui ne le cèdent en rien au nôtre du point de vue de la démocratie.

Il y a trop de juristes jusqu'au secrétariat général du gouverne-ment, et de parlementaires che-vromés stupéfaits par beaucoup de décisions du Conseil constitutionnel, pour ne plus différer une réflexion sur l'évolution de la jurisprudence de cet organisme et envisager une éventuelle réforme qui irait peut-être jusqu'à soumettre ses décisions à une nouvelle délibération du Parlement ou à publier les opinions dissidentes, comme aux Etats-Unis, pour que les juges constitutionnels soient davantage incités à peser la portée de leurs décisions et à en apprécier le réalisme.

Il est, à cet égard, regrettable et contre-productif pour l'avenir de voir certains esprits se mettre actuellement à célébrer sans réserve le crédit du Conseil constitutionnel - dont ils n'ont jamais été très convaincus - uniquement pour appuyer leur désir immédiat de voir démissionner son pré-

Le Conseil d'Etat semble atteint du même mai, inventant arbitrai-

rement des règles inutiles: lorsque J'avais la responsabilité du tourisme, il a, par exemple, refusé un allégement de la redevance télévision pour les hôtels au motif qu'un principe de valeur quasi constitutionnelle exigerait que ceux-ci soient soumis au même type de régime que les prisons! Loin d'assurer la stabilité du droit, il aboutit, par une dérive technicieme, à rendre le droit de plus en plus incompréhensible pour les citoyens. Alors que les gardiens du temple juridique se giorifient de la pureté adamantine du droit civil, ils tendent chaque jour, au prétexte d'éviter les « nids à contentieux ». à vouloir enfermer la réalité dans des articles L-829-56-quinquies, là où le code civil écrivait simplement des règles générales et de bon

Au niveau international, les mêmes maux se reproduisent et s'amplifient. Les conventions du Conseil de l'Europe, le droit européen viennent ajouter leurs contraintes dont on peut parfois voir l'absurdité. De manière plus générale, peut-être serons-nous contraints de revenir sur l'article 55 de la Constitution, qui confere aux actes internationaux une autorité supérieure à celle des lois: il n'est pas adapté au contexte nouveau créé par la multiplication des textes de droit dérivé, contestables et tatiflons. et de jurisprudences souvent contraires aux intentions des signataires des traités. Nous pou-

vons parfaitement participer pleinement à la construction européenne sans admettre l'irruption incontrôlée dans notre ordre juridique de normes communautaires, comme l'expérience de certains pays étrangers le prouve.

Il ne s'agit pas du tout de critiquer les juges en tant que per-sonnes, ni bien sûr la construction européenne, mais en soi la juridicisation de la société et l'expansion des règles juridiques abs-traites qui finissent par ne plus ressembler au vrai droit et qui entravent l'action humaine.

Comment ne pas voir que cette expansion du droit est le signe d'une société de défiance où l'on préfère l'arbitraire de règles aveugles au risque de la décision adaptée au cas particulier, la contrainte uniforme à l'imagination, en matière européenne l'harmonisation, l'uniformisation et la convergence au risque de l'imagination et de la diversité, le droit au bon sens. l'automaticité aveugle des décisions à la délibération politique, le jeu des groupes d'intérêt devant le juge à

la recherche de l'intérêt général? Pourquoi ne pas préférer le bon sens et le pragmatisme? Dans les définitions de Montesquieu, la République était fondée sur la vertu, pas sur la règle.

Bernard Pons, ancien ministre, est président de l'Association des amis de Jacques Chirac.

Le dernier de Pinochet

Suite de la première page

Dans une lettre ouverte adressée au général Pinochet, diffusée ces jours-ci sur Internet, l'écrivain chilien Ariel Dorfman avance l'explication suivante : « Mon général, vous avez confondu votre pays et le monde. » Augusto Pinochet est aujourd'hui persuadé qu'il dialogue avec l'histoire. Après tout, c'est sa Constitution, certes réformée, qui régit les rapports des pouvoirs publics d'un pays démocratisé, et c'est le modèle de développement qu'il a imposé dès 1975, à base de libéralisme et de privatisations, qui organise la vie économique du pays.

Du tortionnaire et de l'homme d'Etat, Pinochet veut croire que la majorité de son pays ne retiendra que l'homme d'Etat. Comment pourrait-il comprendre que d'autres pays privilégient toujours le tortionnaire?

A cette certitude d'avoir «accompli sa mission » s'ajoute une dimension plus complexe: le général Pinochet pensait être débarrassé de la question des droits de l'homme. Il n'était pas le seul: certains membres de la coalition démocratique actuellement au pouvoir estimaient également avoir « réglé la question le mieux possible ».

On a beaucoup parié, ces jourscl. de l'impunité et de l'oubli au Chili. C'est faire peu de cas des efforts entrepris par le régime démocratique pour s'attaquer au problème, dès les premiers mois de 1990. Le 14 décembre 1989, le démocrate chrétien Patricio Avlwin fut élu président, à la tête d'une coalition démocratique regroupant 17 partis, dont les démocrates chrétiens et les socialistes de plusieurs tendances.

En acceptant la participation aux scrutins fixés par le régime militaire, la coalition démocratique institutionnel fixé par le régime militaire, et elle a donc amorcé une transition à la démocratie négociée avec les tenants de l'auto-

Dans ce cadre, la question des droits de l'homme n'a pas été occultée. Mais c'est une stratégie démocrate chrétienne qui a été choisie par Patricio Aylwin. Dès 1990, il a considéré qu'il se trouvait face à un discours paradoxal de la part des forces armées : la négation des faits (il n'y a pas eu de violations des droits de l'homme) se mélait à la relativisation des exactions (et, d'allleurs, ces violations étaient nécessaires). Les disparus, tués, torturés, n'avaient pas même pas droit au statut de victime.

Les démocrates chrétiens ont ne parient plus alors pensé que la punition de tous les bourreaux risquait non seulement d'aboutir à des mouvements militaires incontrôlés, mais qu'elle prolongerait durablement la non-adhésion à la démocratie d'une partie importante de la société chilienne, celle qui avait voté, à hauteur de 44 %, en faveur du maintien à la présidence du général Pinochet.

La prise en compte des obstacles légaux (la loi d'amnistie de 1978) et des forces en présence (une armée relativement soudée autour du général, qui resteralt commandant en chef de 1990 à 1999), a alors paru aller de pair avec les priorités du gouvernement démocratique : la réaffinnation historique qu'il y avait eu faute et la nécessité éthique de montrer que cette faute constituait une dette à l'égard des vic-

La majorité démocrate chrétienne, à l'intérieur de la coalition démocratique, a sincèrement cru qu'elle arriverait à faire l'économie d'une voie judiciaire en privilégiant « le pardon chrétien ». Il y avait dans cette politique une grande part d'illusion. Celle de croire que, mis face à leurs crimes, les bourreaux reconnaîtralent leurs fautes, demanderaient pardon et l'obtiendraient.

La commission Vérité et réconciliation, entre mars 1990 et mars 1991, essaya d'amorcer le processus. Ne voulant pas faire ceuvre judiciaire, elle ne désigna pas les bourreaux.

Mais Il y avait aussi, dans cette politique, une part de courage. Le rapport de la commission ébranla la société chillenne et ne fut pas globalement contesté. Ceux qui

avaient perdu la vie en raisondes exactions du régime y étaent nommés: plus de 2 000 nons, complétés par une liste de 80 cas non résolus et qu'il y a lieu d'ssimiler à des disparitions. La qes-tion des droits de l'homme enabit alors les journaux, les média: les écoles, ou de nombreux déats furent organisés. L'on put crire, un mois durant, que le travail e la commission pourrait créer un gigantesque catharsis.

Le général Pinochet fut lagement responsable de l'échec e la stratégie de Vérité et récondiation : en refusant de s'exprime sur les conclusions de la commision, il freina un débat généralqui commençait à poindre, y conpris au sein de certaines branchesdes forces armées, armée de l'ai ou carabiniers. L'assassinat oppotun du sénateur Jaime Guzman -xfficiellement tué par un mouverent d'extrême gauche, le 1ª avril 191 referma le dossier : ce très prche conseiller du général Pinohet avait pourtant fait part de sor intention de prendre parti das le débat qui s'engageait. On lui xêtait l'intention de qualifierles exactions de fautes imparon-

Cette fin de non-recevoir e la part du général Pinochet mi un terme à une part important du projet démocratique : celle dibâtir une société politique réonciliée et débarrassée des movements centrifuges à laquelle elle semblait soumise depuis le années 50. Ne resta alors qu'unnécanisme d'ingénierie politique à fonctionnement démocratque. Augusto Pinochet y joua alor son rôle, en centralisant et raticialisant les différentes demands et mécontentements des force ar-

mées. Le président Aylwin alla nime jusqu'à hi rendre un hommag incertain, hui prétant un « rôle vositif > dans la transition. Pour laustice, il fallut se contente du lugement et de la condamnation de l'ancien chef de la DINA, l'util de répression de la dictatur de 1973 à 1977.

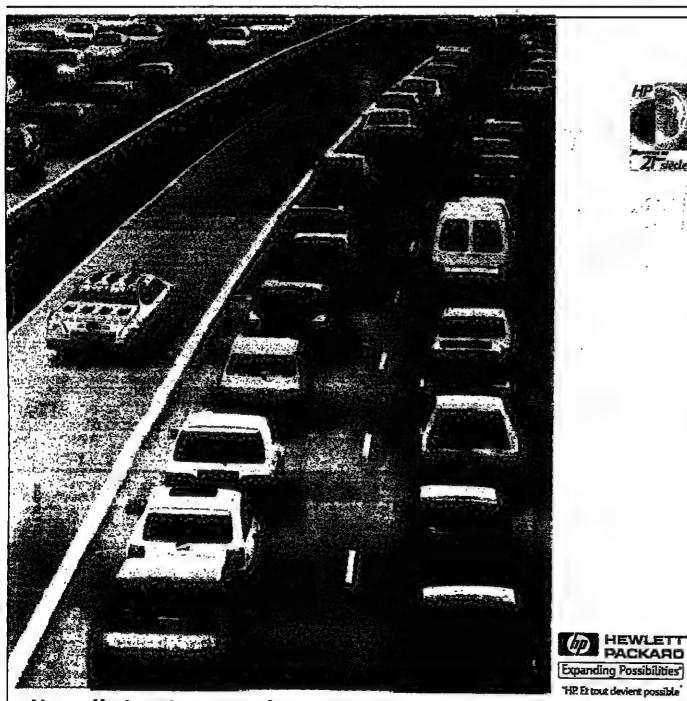
« Son arrestation apparaît comme le révélateur d'un manque de substance du régime démocratique. Face à ce vide révéé. socialistes et démocrates chrétiens chiliens d'une même voix

L'arrestation du général ino-chet apparaît dans ce corexte comme le révélateur non sulement d'une division prolonée de la société chilienne, mais ecore d'un manque de substance u régime démocratique. Face à c vide révélé, socialistes et démorates chrétiens chillens ne parlen plus d'une même voix. Les uns semblent désireux de voir un procès aller à son terme, les atres sont soucleux de préserve une politique de consensus qui tont en donnant l'illusion d'une sciété pacifiée, leur assure en tan que force centrale une présene au pouvoir à long terme.

Si la Chambre des lords implide l'arrestation du général Pinchet, le vieux dictateur rentrera au ¡ays, fort d'une légitimité retrouvé. Si elle permet une extraditiondé-bouchant sur un ou plusieurs rocès, la justice aura fait un gand pas, et c'est heureux.

Mais le gouvernement démoratique chilien aura devant luiune tache difficile : faire naître un rojet politique démocratique ausein d'une société à nouveau dissée jusque dans les rangs des partians de la démocratie, à un moient qu'il n'aura pas choisi, et à ouse d'un homme dont il se croyai débarrassé. On peut donc concvoir que certains politiques chilens, parmi les plus sincèrement ngagés en faveur de la démocatie, aient considéré l'arrestation de l'ancien dictateur avec une acrédulité mêlée d'angoisse.

Bruno Adrian Paino



Expanding Possibilities HP. Et tout devient possible Nouvelle imprimante • photocopieur • scanner • HP LaserJet personnelle: ne perdez plus votre temps.

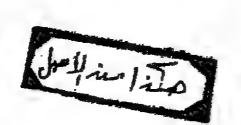
Vous avez des documents urgents à sortir et un délai à respecter. Un seul problème, Tout le monde est dans le même cas que vous. Pourquoi ne pas éviter la queue grace à la nouvelle imprimante * photocopies scanner • HP LeserJet 1100A personnelle ? Suffisamment petite pour tenir sur un bureau, elle peut fournir des documents professionnels de grande qualité et les imprime à la vitesse de 8 pages par minute. De plus, vous pouvez numériser vos documents pour les envoyer directement par courrier électronique, par télécopie ou tout simplement les archiver sur votre PC :

difficile de faire plus simple! A partir de 3690 FF TTC. Qui peut en faire autant? Si vous êtes intéressé uniquement par La fonction imprimante, HP vous propose La HP LaserJet 1100 à partir de 2990 FF TTC: Elle fonctionne avec la toute demière technologie HP JetPath, qui vous permet de rajouter les fonctions scanner et photocopieur quand vous le souhaitez. Enfin, il existe la HP LaserJet 3100 Tout-en-Un, qui imprime, télécopie, photocopie et mérise pour 5990 FF TTC. Avec un

tel choix, une seule chose à faire : prendre votre voiture et filer chez otre revendeur HP le plus proche.

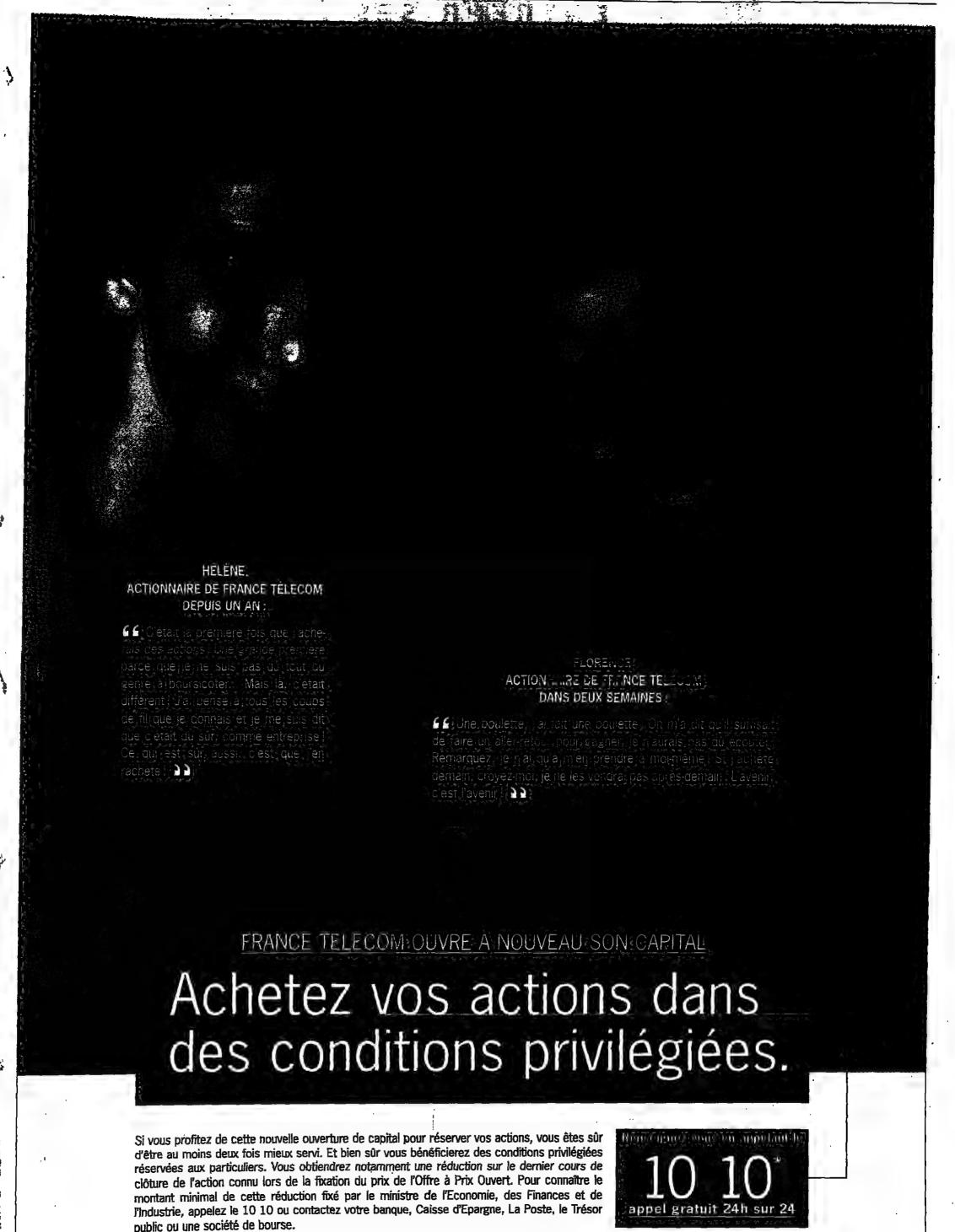
HP LASERJET 1100A IMPRIMANTE - PHOTOCOPIEUR - SCANNER.

"Prix conseilles au 1/10/1998. Pour plus d'information sur la gamme des produits et consommables HP, visitez notre site : www.france.hp.c





Un Month 10 10 (appel 2 air. 1 22 22 M ... 12.



* 50% arrestation

apparait comme

gupner n. g

ge substance

democratique. Page a de viderévé

sign steses

इंग्लिक विश्वास

*Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 code 1010 FT (0,12 F la connexion puis 0,37 F la minute en France Métropolitaine) ou sur Internet http://www.1010.francetelecom.fr
Un document de référence enregistré et une note d'opération préliminaire visée par la QQB sont disponibles, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier, de France Télécom ou du 10 10.

L'an 2000, c'est vous, c'est nous.

France Telecom

ENTREPRISES

DROIT La réforme du droit des sociétés, réclamée depuis longtemps à la fois par les pouvoirs publics, le patronat et les juristes, est engagée. Un avant-projet de loi a été rédigé.

● LE TEXTE prévoit des règles plus ment le fait que le cumul des simples, plus contractuelles et des pouvoirs plus équilibres avec les actionnaires. • PLUSIEURS DISPOSI-TIONS irritent le patronat, notam-

fonctions de président et de directeur général ne serait plus possible, sauf si les actionnaires l'acceptent explicitement. • LA PUBLICITÉ des

rémunérations des dirigeants deviendrait aussi la règle.

UNE COMMISSION spéciale réunissant de nombreux dirigeants a été mise en place pour mettre en pièce ses ar-

ticles controversés. • LE GOUVER-NEMENT n'a pas encore arrêté sa position. Le texte devrait être disposition. Le texte devrait etre dis-cuté au Parlement au cours du deuxième semestre de 1999.

Hospices de Beaune

l'alarmante prospéri

des grands bourgogne

The Time with

The programme

the state of the state of

A STATE OF THE STA

The state of the state of the state of

Not the America

Committee of the second

randon a la julija

 $\| e^{(1)} e^{(2)} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{n})} \leq e^{(1)} \| e^{(2)} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{n})} \leq e^{(2)} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{n})} \leq e^{(2)} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{n})} \leq e^{(2)} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{n$

The state of the state of the state of

 $\langle \cdot \,,\, \cdot$

The state of the second state of the second second

The American States

The Armania of Josephia

The second secon

C. Santa

Control of the second

A SET STORAGE &

or well and

50 July 1 2 April 1

the state of Sang

a ladar (4 firiga

Sand was a said for

a manage of the

ति तत्त्व क्षेत्र क्षेत्र क्षेत्र

- 1170m - pt 3

e de marcina

The world in 1988 I

The state of the state of

A THE REAL PROPERTY.

THE PARTY BOOK

ra Silva 1.0

18 1 - 1 · 1

gaz (*** ···

5,22,25

Section 1

7 25,23 *1

TCLCS.

End-atten-

GARGO A

5. 5: --- :

«Il ne faut lama s

et, pourze:

se plaintre que no la

tout le monde dain

que nous entre

des lenderte - : :

ne charite

que la terra de

Andres . .

dade, garan

diet tale in

(Letter L.

Et togt

angle 7

de posti

found the

and the land

draight E

back de production

AT he July

Pents me

tares un

COTAIN AT

d de long:

bette durable as

Mary L. N. ..

hangeon, Da

fork is acteur

die de Kircheles

Commission of the Commission o

Cemies de milles

dispose chardonness of a Montreal Markonness of American Markonness of American American of the Contract of th

Application of the Control of the Co

Mardi et mercredi

CUELQUES SEMAINES

ROBERT EL la difection de la communicación de l

Set University of the Set University of the Control of the Control

cat Objects objects of salaire of salaire

et exceptionnel

de peturbet for affice a

#Rements: 0800-05-11-55 (TELE-CO) (CTT, PT TROP) #1 #2 #2 #

Me Zelande) to all all

peneral que presenta de competition avec ico

den records bette

Parties, Leb

moyerne od

The state of the s

200

post in ...

La réforme du droit des entreprises menace le pouvoir des PDG

Un avant-projet de loi veut établir des règles plus transparentes et plus équilibrées avec les actionnaires Le patronat est d'accord pour simplifier, beaucoup moins pour limiter les prérogatives des dirigeants

DEVANT le péril, l'union s'impose... A la rentrée, le Medef (ex-CNPF) et l'AFEP, mouvement de grands patrons présidé par Am-broise Roux, ont décidé d'agir ensemble pour peser sur la réforme du droit des sociétés. Sous la houlette de Marc Vienot, ex-PDG de la So-ciété générale, un comité de présidents, avec notamment Serge Tchuruk (Alcatel), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), André Levy-lang (Paribas), Louis Schweitzer (Re-nault), Gérard Mestrallet (Suez - Lyonnaise des eaux) et Vincent Bolloré (Bolloré technologies), a été constitué. L'objet de ce comité? Imaginer des contre-feux puissants pour faire pièce à au moins deux dispositions de l'avantprojet de loi sur le droit des sociétés : la fin du cumul des mandats de président et de directeur général et la publicité des rémunérations des Le ministère de la justice, les avo-

cats, le patronat prônent depuis loin. Constatant que les textes qui longtemps une réforme du droit des sociétés. Adoptée en 1966, la joi porte mille traces de l'économie administrée de l'époque. Tous souhaitent une remise à plat permettant l'instauration d'un droit plus simple, plus contractuel, répondant aux besoins d'une économie ouverte, en harmonie avec l'Europe. Pour la rédaction de son avant-projet, le ministère de la justice a repris les travaux de nombreuses commissions internes et parlementaires mais s'est aussi inspiré d'exemples étrangers: les rédacteurs ont notamment lu très attentivement le rapport Cadbury, réalisé en Grande-Bretagne, sur le gouvernement d'entreprise. Le patronat, de son côté, a proposé une série de mesures de simplification.

Le dossier semblait sur les rails. lorsque, en juillet, après un premier texte et les premières consultations, la chancellerle a décidé d'aller plus

permettent le meilleur partage des pouvoirs en instaurant un directoire et un conseil de surveillance sont très peu appliqués - moins de 3 % des sociétés ont adopté ce statut -, le ministère de la justice propose qu'à l'avenir « le président du conseil d'administration veille au bon fonctionnement des organes de la société. Il préside et représente le conseil d'administration (...). Il peut assumer, sous sa responsabilité, la direction générale de la société, en qualité de président-directeur général, si les statuts prévoient un tel cumul ». En clair, la loi de Vichy de 1940, qui a institué la fonction de PDG, inspirée du Führerprinzip, serait supprimée. Si les présidents veulent conserver cette fonction, ils le peuvent à la condition de s'en expliquer devant leurs actionnaires et de leur faire approuver, en assemblée générale extraordinaire à la majorité des deux tiers, ce cumul des fonctions.

RÉMUNÉRATIONS TRANSPARENTES Pour désamorcer ce texte, qui remet en cause leur pouvoir et implique une plus grande collégialité dans les décisions, les présidents semblent tentés par une autre rédaction : la fonction de PDG resterait la règle. Il serait possible de dissocier les fonctions, si les statuts le prévoient. Les actionnaires ainsi ne se prononceraient pas sur le curtui des postes de président et directeur général mais sur leur séparation.

Il y a pire aux yeux du patronat. Un autre article, toujours rédigé en iuilet, prévoit que le rapport annuel

« rende compte de la rémunération aussi leur responsabilité. Les actiontotale versée à chaque mandatoire social durant l'exercice, ainsi que du nombre et du prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui leur ont été consenties ou qu'ils ont exercées. Il indique également le montant des rémunérations et des options que chacun de ces mandataires a, le cus échéant, déclaré recevoir de la part des sociétés comprises dans la consolidation ou leur être consenties par elles ou exercées ». De telles dispositions sur la transparence des rémunérations des dirigeants existent en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. « En France, les esprits ne sont pos mûrs », explique un PDG résolument hostile à cette disposition. Beaucoup redoutent en outre que l'affichage de leurs revenus n'entraîne une pression à la baisse. Pour d'autres, la mesure est à terme inévitable tant les actionnaires la réclament.

Il y a quatre ans, le patronat était résolument hostile à une législation sur le cumul des postes d'administrateurs. Aujourd'hui, la perspective ne le fait plus frémir. Le projet, il est vrai, fixe un plafond assez élevé : les présidents n'auraient le droit de détenir pas pius de quatre mandats d'administrateurs, les non-dirigeants pas plus de huit. Le nombre des administrateurs touchant un salaire de l'entreprise ne pourrait pas dépasser le tiers des membres du conseil. Les administrateurs auraient le droit à tout moment de demander les documents de gestion qu'ils jugent utiles. Ce qui renforcerait leur pouvoir de contrôle mais

naires minoritaires, de leur côté, voient leur rôle renforcé. Désormais, ils ne devraient plus détenir, seuls ou en groupe, que 5 % du capital au lieu de 10% actuellement, pour demander des explications sur des opérations de gestion et obtenir la désignation d'un expert s'ils le jugent nécessaire.

En contrepartie, les sociétés, comme elles le demandent depuis longtemps, disposeraient de plus grandes possibilités pour identifier leurs actionnaires. Les intermédiaîres, agissant notamment pour le compte d'actionnaires étrangers, seraient obligés de révéler les noms des propriétaires non résidents, sous peine de perdre leur droit de

Soucieux d'assurer une plus grande transparence financière, l'avant-projet de loi prévoit que les actionnaires approuveront les comptes consolidés des entreprises et non plus les comptes sociaux. Bien que, lors des assemblées générales, les détenteurs du capital ne s'intéressent qu'aux résultats de leur groupe et jamais à ceux de la société mère, le Medef est très hostile à ce projet. Seion lui, il fait courir un risque pénal supplémentaire aux dirigeants, car il entraîne de focto la création d'un délit de faux bilan consolidé : il est difficile dans un groupe de s'assurer de toutes les pratiques comptables des filiales. Si la disposition est retenue tout

de même, ce serait une des seules nouveautés pénales créées, avec la responsabilité de la personne mo-

rale, dans le nouveau droit des sociétés. Pour le reste, l'avant-projet se montre mesuré. Les sanctions pénales out été maintenues et harmonisées avec le nouveau code civil pour les délits les plus graves comme l'abus de biens sociaux, le faux bilan, la non-tenue des comptes, l'entrave aux actionnaires. Il envisage, en revanche, de substituer des sanctions civiles au pénal dans d'autres cas. Jugeant qu'il est plus efficace de prévenir plutôt que condamner, le texte prévoit ainsi des cas d'injonction de faire sous astreinte, sorte de référé qui oblige les dirigeants à se conformer à la loi, par exemple quand les documents d'assemblée générale ne sont pas envoyés. Il institue aussi de nouvelles amendes civiles et commer-

Pour l'instant, cet avant-projet est soumis à de nombreuses professions - avocats, expertscomptables, commissaires aux comptes, organismes patronauxconcernées par la réforme. La deuxième commission Vienot réussira-t-elle, comme la première instituée sur le gouvernement d'entreprise, à limer les aspects les plus désagréables pour le patronat, en faisant adopter des dispositions peu contraignantes? Le gouvernement, hi-même, ne s'est pas prononcé sur le texte. Il ne devrait arrêter sa position qu'au début de 1999. Maigré l'urgence d'une réforme, le projet de loi ne devrait être discuté qu'au deuxième semestre de 1999.

Celui-cl existera lorsqu'« une société, seule ou de concert avec un ou plusieurs actionnaires, déterminé en fait les décisions prises en assemblée générale ».

• Sanctions : les sanctions pénales pour l'abus de biens sociaux, le faux bilan, les manipulations et achats de vote, et la surévaluation des apports sont mises en accord avec le nouveau code civil. Les personnes morales peuvent être poursuivies et condamnées. Le texte prévoit aussi de nouvelles peines civiles comme l'injonction à faire sous astreinte.

La mondialisation de l'économie rend nécessaire de nouvelles règles

blait avoir disparu, la crise asiatique vient de le rappeler en urgence : l'économie mondiale a besoin de règles et de garde-fous pour blen fonctionner. Réunis au Palais de hustice de Paris les 14 et 15 novembre pour un colloque sur le droit et l'économie, hommes politiques, chefs d'entreprise, juristes, avocats font le même constat : alors que la mondialisation, portée par les nouvelles technologies et la libéralisation des marchés, a bouleversé tous les repères, les relations du droit et de l'économie doivent être repensées.

« Nous sommes passé d'un excès à une absence d'autorité au niveau mondial », soulignait le commissaire européen à la concurrence. Karel Van Miert. « La mondialisation est une chance. Mais elle peut se transformer en danger si elle est sans normes et sans règles. Car. alors, comme dans les sociétés sauvages, c'est la loi du plus fort qui s'impose et le crime qui prend le dessus », renchérissait Elisabeth Guigou, ministre de la justice, en soulignant l'inquiétante expansion des mañas dans le monde depuis vingt ans et les menaces de déstabilisation qu'elles font peser sur l'économie mondiale.

Le besoin de nouvelles règles se fait d'autant plus sentir que le droit devient une des composantes essentielles de la compétitivité économique. Les Etats se font de plus en plus concurrence pour

mesure pour attirer les entreprises et les investisseurs. « Au sein de la zone euro, la disparition des risques monétaires et la convergence des grands choix économiaues va progressivement souligner les écarts de compétitivité des environnements juridiques des membres de l'Union », prévenait Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances. Ernest-Antoine Seillière, président du Medef (ex-CNPF), déplorant, de son côté, le retard français, défendait l'instauration d'un droit plus contractuel, « y compris et surtout en ma-

tière de droit du travail ». Mais qui peut, face au développement de l'économie mondiale, définir de nouvelles règles de droit? Pour l'instant, les Etats-Unis, première puissance économique, exportent leurs lois dans le monde, constatait le député européen Catherine Lahunière. Le droit boursier, le droit des affaires et des contrats sont tous issus des pratiques anglo-saxonnes.

Mais l'Europe peut devenir aussi une source de droit, affirmaient de nombreux intervenants. L'enjeu est important pour le ministre des finances et de l'économie: «Le droit traduit des choix politiques >. rapellait-il. « Si nous voulons d'une économie de marché, nous ne voulons pas forcément d'une société de

Principales dispositions

Le ministère de la justice a entrepris une relecture systématique des quelque 400 articles qui constituent le droit des sociétés. Voici les principales

• Statuts des sociétés : les sociétés anonymes (SA) auraient le droit de ne compter que trois administrateurs au lieu de sept actuellement. Les obligations des sociétés non cotées sont sensiblement allégées par rapport à celles des sociétés cotées.

• Présidence : le cumul des mandats de président et de directeur général n'est possible que si les statuts le prévoient. Un président de société cotée ne peut exercer une autre présidence. Le directeur général ou les membres du directoire ne peuvent avoir plus de deux mandats. Le rapport annuel doit rendre compte de la rémunération totale versée à

chaque mandataire social. Administrateurs : les présidents M. O. ne peuvent cumuler plus de quatre postes d'administrateurs. Les autres administrateurs ne peuvent exercer plus de huit mandats. Une société ne peut compter dans son conseil plus du tiers d'administrateurs travaillant pour elle. Les administrateurs ont le

droit de demander communication de tout document relatif à la gestion de la société. Actionnaires : représentant seuls ou groupés plus de 5 % du capital, les actionnaires peuvent demander par écrit des explications

au président de la société sur des opérations de gestion. En cas de non-réponse, ils peuvent saisir le tribunal pour demander la nomination d'un expert. ■ Comptes : l'assemblée générale doit approuver les comptes consolidés des groupes et non plus

ses comptes sociaux. L'avant-projet de loi prévoit aussi que les commissaires aux comptes chargés de l'établissement des résultats ne pourraient être renouvelés au terme de leur mandat de six ans. Ces dispositions sont combattues par les

commissaires aux comptes et le Medef.

 Augmentation de capital : les obligations sont assimilées à des produits financiers courants, leur émission dépend du conseil et non plus de l'assemblée générale. Celle-ci peut aussi déléguer au conseil la compétence pour faire une augmentation de capital, pendant un délai de cinq ans. Cette disposition tombe en cas d'OPA. Contrôle : après l'affaire Vivendi-Havas-Canal Plus, l'avant-projet de loi a souhaité

modifier la définition du contrôle.

SNCF: le conflit dans le Sud-Est se durcit

MARSEILLE

de natre correspondant régional C'est lundi 16 novembre en milleu de journée que les grévistes de l'établissement de matériel et de traction SNCF de Marseille-Blancarde, qui regroupe quatre cents agents de conduite, devaient se prononcer sur la poursuite de leur mouvement entamé il y a sept jours. Dimanche soir, une première assemblée générale avait estimé insuffisantes les propositions de la direction en matière d'embauches. Reconnaissant cependant une « petite avancée ». les cheminots s'apprétaient à demander au médiateur qu'il appelle à de nouvelles négociations. La grève, suivie par environ les trois quarts du personnel, affecte l'essentiel des transports express régionaux (TER), tandis que son élargissement aux trafics grandes lignes et TGV semblait inévitable avec le lancement d'une grève au dépôt d'Avignon-Miramas et un préavis déposé à Nice.

Le conflit s'était durci au fil des jours, malgré cinq rencontres syndicats-direction, jusqu'à la séquestration de cadres dirigeants à la veille du week-end par les grévistes, emmenés par la CGT et SUD-Rail dont l'influence est prépondérante dans ce dépôt - la Fgaac (autonomes) restant muette. Un médiateur de la direction du travail était alors désigné et une négociation-marathon reprenait dimanche, du matin à la nuit : huit représentants de la direction discutaient avec huit délégués du dépôt (5 CGT et 3 SUD-Rail).

gée par les propos de Lionel Jospin sur «l'humanisation » des gares, et ceux du ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, selon lequel « la question des effectifs n'est plus taboue à la SNCF », il s'agit d'assurer « le développement du service public ferroviaire et d'enrayer la détérioration des conditions de travail des agents de conduite ». Traduction locale: trente embauches immédiates, et « cinq écoles » (cinquante embauches suivies des dix-huit mois de formation obligatoires) à l'horizon 🦸 2001, afin de remplacer les départs, et surtout assurer l'arrivée du TGV à Marseille, le développement du TER, celui du Port de Marseille et celui du corridor européen du fret promis par le ministre des trans-

Considérant que sa direction régionale, qui s'en tient à une « école » et dix-sept mutations internes, n'est plus que la « boite à lettres de la direction nationale », la CGT accuse le président de la SNCF, Louis Gallois, d'être « bloqué sur un equilibre du budget 1999 » qui ne tient pas compte du développement du rail souhaité par les pouvoirs publics nationaux et régionaux. « 740 trains ont déja été calés (NDLR; retardés ou annulés) entre janvier et octobre », soutient-elle, tandis que « des propositions de créations de TER faites par le conseil régional ont été refusées par la diréction régionale SNCF pour manque d'agents de conduite ».

Michel Samson

La fausse sous-traitance dans le collimateur des juges

elle sous-traiter ses activités? La loi du 11 février 1994, dite « loi Madelin », sur « l'initiative et l'entreprise individuelle » avait apporté un l'élément de



triculée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démon-

Pourtant, coup sur coup, deux affaires montrent que les inspecteurs du travail et les juges n'ont pas renoncé à condamner ce qu'ils considèrent comme de la fausse sous-traitance. Après les dirigeants de Michelin et d'Onet à Tours (Le à la société Exapaq : le logo de la

Monde du 28 octobre), c'est au tour de Christian Gervais, responsable de la société de messagerie express Exapaq Rhone, d'être condamné pour marchandage et fausse sous-traitance par le tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Sadne (jugement 959/ 98, rendu le 20 octobre 1998), sur plainte de l'inspection du travail. Verdict : cinq ans d'interdiction de gestion de société et 60 000 francs

Alors qu'Exapaq Rhône n'emploie officiellement que dix salariés mais aucum chauffeur, l'inspection du travail a dénombré vingt-sept sous-traitants dont neuf employaient un ou deux salariés exclusivement affectés au transport de colis pour le compte d'Exapaq. Cinq faits justifient, selon le tribunal, la condamnation de M. Gervais: « la nature des véhicules utilises par les sous-traitants est quasiment unique et imposée par la société Exapaq, leur financement étant cautionné par Exapaq, la tenue vestimentaire des sous-traitants est uniforme et fait référence unique seule société Exapaq est apposé sur le véhicule. Les sous-traitants sont invités à assurer leur véhicule chez le même assureur. La société Exapaq met à la disposition de ses sous-traitants un scanner, restant sa propriété, pour organiser la distribution des colis qu'elle contrôle, tache principale des sous-traitants aui ne peuvent développer d'autres activités parallèles : les tournées sont imposées, tout comme les horaires ; des sanctions financières sont prévues; la rémunération des sous-traitants est prédéterminée par Exapaq et ne donne pas lieu à une libre et franche négociation, de sorte (...) qu'il existe un lien de subordination juridique permanent entre les personnes qualifiées de sous-traitant, pour les contrats établis par Exapag et ce

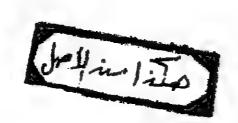
PROFESSIONNELS EN ÉMOI

Ce jugement, dont M. Gervais a fait appel, a mis les professionnels du transport en émoi. Dans un communiqué, l'Union française de l'express (UFEX) - un syndicat dont font partie, entre autres, DHL, Federal Express, UPS, Jet Ser-

vices et Exapaq - réclame « une clarification administrative des regles de recours à la sous-traitance . Selon ce syndicat, « la multiplication des procès-verbaux dressés par l'administration du travail à l'encontre d'entreprises donneurs d'ordre et portant sur la requalification de contrats de sous-traitance en contrats de travail est susceptible de conduire à une inflation des mises en examen dans les prochains mais ». L'UFEX s'appuie sur la loi Madelin pour justifier les pratiques utilisées par ses adhérents. L'affaire Exapaq montre que, contrairement à leurs craintes initiales, inspecteurs du travail et magistrats ont encore les moyens de requalifier des contrats commer-

ciaux en contrats de travail. Paradoxalement, ce sont les employeurs qui réclament, au nom même de la libre entreprise, l'intervention de l'Etat. Nul n'envisage d'ouvrir avec les syndicats une négociation sur le recours à la soustraitance comme cela se pratique aux Etats-Unis et en Allemagne.

Frédéric Lemaître Pour la CGT, qui s'estime encoura-



cord amiable, en fin de semaine

dernière, pour mettre fin aux poursuites Judiciaires lancées

contre eux par trente-huit Etats de

la fédération pour atteinte à la

santé publique. Le numéro un

mondial du tabac, Philip Morris,

unsi que RIR Reynolds, Lorillard

(groupe Loews) et Brown and Wil-

liamson Tobacco (groupe British

American Tobacco) accepteraient

de payer jusqu'à 206 miliards de

dollars (environ 1 150 milliards de

friancs) au cours des vingt-cinq

prochaines années pour régier ce

litige. Le détail des modalités de-

vait être publié, lundi 16 no-

vembre, sur Internet. Pour finan-

cer cette contribution, les

industriels augmenteront de 35 à

40 cents en cinq ans le prix du pa-

quet de cigarettes, soit une hausse

Les grandes lignes de cet accord sont connues: le versement an-

nuel des industriels, soit un peu

plus de 8 milliards de dollars par

an, serait calculé en fonction de

leurs parts de marché respectives.

de 10 % à 15 %.

stes circonstances,

. . . .

事 李一 "···· grade the state of

Hospices de Beaune : l'alarmante prospérité des grands bourgognes

Les cours ont encore atteint des niveaux records

de notre envoyé spécial

« Si les cours ne devaient pas, demain, baisser de 15 % par rapport à ceux de 1997, nous devrions nous attendre à court ou moyen terme à de grandes difficultés », nous confiait, à la veille de la 138 vente des Hospices de Beaune, Frédéric F. Drouhin, l'un des jeunes responsables de la célèbre maison familiale de négoce, Or non seulement les cours n'ont pas fléchi mais, une nouvelle fois et contre toute attente, ils ont atteint de dangereux records. Ainsi la vente des Hospices a-t-elle connu une cinquième hausse consécutive en cinq ans. Elle a vu le prix global des vins fins augmenter de 12 % en moyenne - 15 % pour les rouges, 5 % pour les blancs. Le prix moyen de la « pièce » (de 228 litres environ) s'est établi, dimanche 15 novembre, à 42 806 francs (39 949 francs pour les vins rouges, 55 798 francs pour les blancs), tandis que la vente rapportait au total 24,6 millions de francs à l'établissement hospitalier.

at de la Bar

« Il ne faut jamais se plaindre quand la mariée est trop belle, et, pourtant, tout le monde sait que nous aurons des lendemains qui ne chanteront pas »

Ces résultats surviennent alors que la vente du millésime 1997 avait déjà bouleversé toutes les certitudes marchandes de la place, avec une hausse de 47 % en moyenne par rapport à 1996 Et tout se passe aujourd'hui comme si personne, en terre bour- lande, résiste à la crise économique guignonne, n'était en mesure de fournir une analyse rationnelle modifications majeures de consomd'un phénomène qui dépasse tous mation et notamment par l'intérêt les acteurs de la longue chaîne al- que portent les jeunes femmes japolant du vigneron au consommateur, naises à nos vins, explique Pierrefrançais et, surtout, en l'espèce, Henry Gagey, président du Syndiétranger. Expression des solides ap- cat des négociants en vins fins de pétits spéculatifs? Grands vius Bourgogne. L'année 1998 a de ce français devenus valeur refuge d'un point de vue été exceptionnelle, qui a certain art de vivre, de consonmer et de boire? Nul ne semble saisir les raisons profondes de cette embellie durable et, paradoxalement, lourde de menaces. « On nous dira " qu'il ne faut jamais se plaindre mois. Le Japon, sur les six premiers quand la mariée est trop belle, et. pourtant, tout le monde sait que nous aurons des lendemains qui ne chanteront pas », confiait, entre tuel cenologique caritatif, s'est deux records battus le 15 novembre dans les halles de Beaume, un vieux toyen britannique et pour un monvigneron de la côte de Nuits.

effet que les envolées de ces der- sociation La Chaîne de l'espoir du nières années, associées à deux décennies de millésimes remarquables sinon exceptionnels, ne France des interventions chirurgipeuvent que précéder les années cales pour des enfants étrangers. délicates durant lesquelles la Les richissimes Hospices out perpécompétition avec les vins issus des tué, quant à eux, la tradition de la cépages chardonnay et pinot noir charité chrétienne en offrant du Nouveau Monde (Etats-Unis, 300 000 francs aux víctimes, en Argentine, Chili, Australie ou Nouvelle-Zélande) va alier s'exacerbant. La Bourgogne devra, quant à elle, respecter des contraintes dont

se moquent les concurrents des pays étrangers où le concept d'appellation d'origine contrôlée n'a aucun sens, et où les droits de plantation sont généreusement accordés par les pouvoirs publics. Chez les plus clairvoyants des Bourguignons, l'angoisse est déjà là de ne pas pouvoir lutter demain à armes égales et d'entrer bientôt dans une phase de récession mal majtrisée. marquée, qui sait, par un effondrement des cours.

Pour l'heure, sous le ciel bourguignon, tout va bien, merveilleusement bien. La pièce de 228 litres du Clos de la Roche, qui s'était vendue 76 000 francs en 1997, a, cette année, atteint 93 000 francs, et celle de batard-montrachet Dames de Flandres a été adjugée à 155 000 francs, contre 146 000 en 1997. Préfigurant fidèlement le marché à venir du millésime 1998, cette vente aux enchères est, une nouvelle fois, venue conforter le caractère aujourd'hui quasi maccessible des premiers crus bourguignons. Cette tendance apparemment irrésistible fait que le marché à l'export n'a jamais été aussi soutenu. Durant la campagne 1997-1998, la Bourgogne a battu un record de commercialisation: 180 millions de bouteilles sont sorties de ses caves, soit une progression de 9 % par rapport à la campagne précédente. C'est également la première fois que les ventes à l'exportation de ces vins ont dépassé les ventes sur le marché français. Dans le même temps, l'ensemble des appellations bourguignonnes a enregistré une progression des cours de 17 % en moyenne.

Cela est vrai pour les pays traditionnellement friands de ces vins (Suisse, Allemagne, Beigique et Pays-Bas), mais aussi pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon. Ce dernier pays constitue d'ailleurs une véritable énigme. « Nous assistons depuis peu à une progression massive de nos ventes qu rence de Hongkong ou de la Thaiasiatique et qui s'explique par des vu, rouges et blancs confondus, les vins de Bourgogne bénéficier d'une augmentation des exportations au Japon de 100 %, passant de 30 à 60 milliers d'hectolitres en quelques mois de l'année, a d'un coup détrôné l'Allemagne et les Etats-Unis. »

La vente des Hospices, beau riachevée avec l'achat - par un citant de 300 000 francs - d'une pièce Tous les acteurs pressentent en de vin de Beaune au profit de l'asprofesseur Alain Deloche (hôpital Broussais, Paris), qui organise en Amérique centrale, de l'ouragan

Jean-Yves Nau

Grève à Air France mardi et mercredi

QUELQUES SEMAINES après l'accord de paix sociale signé par les pilotes et la direction d'Air France, c'est au tour des hôtesses et des stewards de se mettre en grève à l'appel de l'ensemble de leurs syndicats. Objectif: obtenir la refonte de la grille salariale, ayant actuellement pour base la «double échelle des salaires» (embauches des jeunes à un salaire moindre), et revoir l'organisation des périodes de travail et de repos.

Fait exceptionnel, cette grève pourrait être suivie par 80 % du personnel et perturber fortement le trafic mardi 17 et mercredi 18 novembre. La compagnie prévoit d'annuler 45 % des long-courriers au départ de Paris (Roissy et Orly) ainsi que 40 % des vols européens et domes-

Renseignements : 0800-05-11-55 (numéro vert) et 0802-802-802, on

Les producteurs de tabac américains paieront 200 milliards de dollars pour la santé publique

Un accord est conclu pour mettre fin aux poursuites judiciaires

Quatre fabricants américains, Philip Morris, RIR Reynolds, Lorillard et Brown and Williamson, acceptent de payer 206 milliards de dollars, soit plus de 1 150 milliards de francs, au cours des vingt-cinq prochaines années. En échange, les actions judiciaires. Cet accord, négocié par huit ceptent de payer 206 milliards de dollars, soit trente-huit Etats qui les poursuivaient pour at-

QUATRE PRODUCTEURS de 11 incherait les 40 miliards de doltabac américains ont signé un ac- lars que les quatre groupes concernés, plus la société Liggett,

ont déjà accepté de payer au titre d'accords séparés avec quatre Etats (Texas, Floride, Mississippi et Minnesota). Au-delà de 2025, la contribution des fabricants de cigarettes serait pérennisée à un niveau annuel de 9 milliards de doilars. Mais elle serait susceptible de varier à la hausse, en cas d'augmentation du nombre de cigarettes vendues aux Etats-Unis, et à la baisse, s'il y avait une contraction du marché. Cette demière hypothèse n'est pas à exclure,

vis par les Etats anti-tabac est d'en réduire sa consommation, pre-Atlantique.

nancer des campagnes anti-tabac, ainsi que des fondations destinées à éduquer la jeunesse. Parallèlement, les marques de cigarettes s'engagent à retirer du commerce tous les articles destinés à assurer leur promotion. Elles promettent également de s'abstenir de tout

mière cause de mortalité outre-CAMPAGNES AUTI-TREAC

Les sommes versées par les industriels seront utilisées pour fi-

Morlaix contre la fermeture de sa manufacture

Le conseil municipal de Morlaix (Finistère), auquel appartient Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat au commerce, aux PME et à l'artisanat, a adopté à l'unanimité, samedi 14 novembre, une motion dans laquelle il menace de démissionner si le conseil d'administration de la Seita confirme, le 23 novembre, la fermeture de la Manufacture des tabacs.

Cet établissement, qui emploie 172 salariés, doit arrêter la production à partir de décembre 1999. Une manifestation, qui déborde largement le cercle de l'entreprise, était prévue hundi 16 novembre à Moriaix. - (Corresp.)

puisque l'un des objectifs poursui- affichage public et de réduire leurs activités de sponsoring sportif. Dans un même souci de protection des plus jeunes, les personnages inspirés du monde de la bande dessinée, comme le célèbre chameau des paquets de Camel, devraient disparaître.

L'accord conclu par les industriel du tabac est le résultat d'une négociation de plusieurs mois avec les procureurs de huit Etats mandatés pour représenter l'ensemble des plaignants. Il doit donc être encore accepté par les intéressés pour avoir valeur juridique. Ils ont jusqu'au vendredi 20 novembre pour se décider, en vue d'une signature le 23. Après l'annulation d'un premier accord conclu en juin 1997, qui aurait été beaucoup plus collteux pour les industriels, et l'échec d'un ambitieux projet de législation réformant l'industrie du tabac lancé par le président des Etats-Unis au printemps 1998, les observateurs parient cette fois sur une valida-tion de l'accord.

A.-M. R.

Pourquoi A.T. Kearney va-t-il devenir le leader mondial du conseil en stratégie?



1994: 5 cabinet mondial • 1996: 3 cabinet mondial • 1997: 2 cabinet mondial

raisons qui nous font penser que demain, nous pojurrons être le leader du conseil en stratégie en continuant à ...

> Investir dans notre capital intellectuel avec des consultants aux expériences

> Privilégier une démarche professionnelle alliant créativité, expertise théorique et pragmatisme

pour la pertinence de nos recommandations et notre efficacité opérationnelle (Enquête Louis Harris 1998).

Exigeants vis à vis de nous-mêmes, nous recherchons des candidats à fort potentiel. Vous êtes Jeunes Diplômés, Consultants confirmés. Vous souhaitez acquérir une expérience internationale et élargir votre champ de compétences.

Une telle progression a ses raisons. Des --- Renforcer notre réputation d'excellence --- En nous rejoignant, vous construirez votre vie professionnelle, avec une évolution accélérée vers des responsabilités de direction générale et la satisfaction d'avoir contribué à notre première place.

> Merci d'adresser votre dossier de candidature à Domitille Tézé, A.T. Kearney, 8/10 rue Victor Noir, 92200 Neuilly/Seine. E-mail: recrutement@atkearney.com http://www.atkearney.com

ATKEARNEY

Le CSA devra choisir le responsable de la radio publique entre sept candidats, dont l'actuel PDG. S'il peut se targuer du bon état des finances et du blason redoré des stations locales, il est très critiqué pour son manque de stratégie et son exercice solitaire du pouvoir

◆ À QUOI DOIT-ON aujourd'hui que le sentiment de confiance qui s'était instauré entre vous et le personnel se dégrade ? » : les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ont sans doute posé, une nouvelle fois, cette question à Michel Boyon, PDG de Radio-France, en le recevant, lundi

Ils l'avaient déjà interrogé en ce sens en août 1997. Car sa manière

Sept candidats

Les neuf membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui devront désigner le futur PDG de Radio-France avant dimanche 29 novembre, ont entamé une série d'auditions. Ils devaient recevoir Michel Boyon (52 ans), actuel PDG de Radio-France: Francis Brun-Buisson (51 ans), directeur du service Juridique et technique de l'information (SJTI); Anne Coutard, 47 ans, actuel directeur délégué à la présidence de RTL et exdirecteur délégué de Radio-France ; Eric Giuily, 46 ans, directeur général de BDDP, ancien directeur général d'Antenne 2; Jean-Pierre Hoss, 52 ans, qui fut à la tête de RMC, de la SFP, et d'un département d'Air France; ivan Leval, 61 ans, directeur délégué de La Tribune, ancien directeur de l'Information de Radio-France, et Jacques Pomonti, 60 ans, ancien président de PINA et de l'Association des employeurs du secteur public de l'audiovisuel. Parmi ces sept candidats : trois conseillers d'Etat, deux administrateurs civils, un diplômé de sciences économiques et un... ancien insde diriger l'entreprise au cours des laissé la place à une grille plus trois années de son mandat arrive en tête des critiques faites à Michel Boyon. Responsables syndicaux, représentants des journalistes, des cadres, les producteurs, qui, depuis quelques semaines. ont défilé au CSA, font le même constat: « prise de décision dans un cercle fermé » et « extrême concentration des pouvoirs ».

Très brillant à l'oral, excellent turiste, formé au Conseil d'Etat et dans les cabinets ministériels celui de François Léotard notamment -, Michel Boyon n'a aucune pratique de l'entreprise lorsqu'il succède à Jean Maheu à la présidence de Radio-France. Dans les premiers mois, le président consulte beaucoup, notamment pour élaborer son « projet pour Radio-France », ce qui fait plutôt bon effet auprès des personnels. Ensuite, les départs d'Ivan Levai, de Patrice Duhamel et d'Anne Coutard des différents postes de direction obligent le nouveau PDG à reconstituer une équipe. Il la choisit à l'extérieur et plutôt de la même obédience politique que lui.

Avec la création du Mouv', la radio pour les Jeunes, le maientendu entre les personnels et la direction de Radio-France s'aggrave. Préparée dans le plus grand secret et érigée en modèle, cette station prétend bouleverser le statut des personnels et la conception des programmes. Son mode de fabrication en «tout numérique » et son installation à Toulouse en font à la fois un objet de fascination et d'inquiétude. Aujourd'hui, elle peine à conquérir des auditeurs, le Mouv' est devenu plus classique. « Les archipels de contenu dans un grand océan de musique », chers à son

conformiste.

Le lancement du Mouv', au printemps 1997, fut l'occasion d'escarmouches avec le nouveau gouvernement. Catherine Trautmann. ministre de la culture et de la communication, commande un rapport à son sujet et réclame des changements. En réponse, Michel Boyon sera le seul PDG de l'audiovisuel public à ne pas nommer de médiateur ni à fournir le plan stratégique réclamé par la ministre.

L'ATTENTE D'UN CAPITAINE La critique sur l'absence de stratégie est récurrente chez les adversaires du PDG. « Il a prolongé les courbes et les grilles, mais il n'a ras préparé Radio-France au troisième

millénaire », commente un journa-

Sans nul doute, Michel Boyon a bien tenu les comptes de la maison. Et il est parvenu à dégager un léger excédent en 1996 et 1997. En

matière d'audience, les chiffres sont moins satisfaisants. Sur fond de progression de l'audience globale du média radio mais de tassement de celle des généralistes, l'ensemble des antennes de Radio-France perd 500 000 auditeurs, principalement sur les radios locales et France-Info. En revanche, France-Inter en a gagné 11 000, grâce, ironisent certains. aux émissions mises en place par

ses prédécesseurs. « J'ai donné de la consistance d l'entité Radio-France; des chaînes qui s'ignoraient ont maintenarit conscience d'appartenir au même groupe », avance Michel Boyon lorsqu'on l'interroge sur son bilan. Il y a une action que tout le monde met à son crédit et dont il se dit «fier», c'est d'avoir «renforcé l'ancrage des radios locales dans le

Il a, en revanche, moins bien réussi à France-Culture. En prenant le risque de rempiacer JeanMarie Borzeix, patron charismatique de cette station depuis treize ans, par Patrice Gélinet, bon producteur mais piètre manager, Michel Boyon a déstabilisé des personnels fragiles et capricieux sans leur fixer un cap clair. Du coup, les coteries se démènent et les personnels protestent, et même se mettent en grève. comme en septembre.

La gestion de ce conflit aura beaucoup nul à l'image de Michel Boyon. Alors que jusque-là il était parvenu à éviter tout conflit. notamment en accordant aux journalistes un rattrapage de leurs salaires et en ouvrant des chantiers sur la réduction de la durée du travail, il a été moins habile avec les chargés de réalisation. Il est vrai qu'à quelques semaines du renouvellement de son mandat, cette grève, mai contrôlée par les syndicats, l'a inquiété. Du coup, il n'a eu de cesse d'y mettre fin au prix d'un accord très critiqué et en

malmenant ses directeurs. «Il a làché n'importe quoi et il a créé des mini-SFP à l'intérieur de l'entreprise », estiment certains. Beaucoup lui reprochent aussi de ne pas avoir préparé l'entreprise à l'aventure du numérique, avec ce que cette technique permet pour la création de nouvelles chaînes, ce qu'elle suppose de prévisions d'investissments, de discusions sur les nouveaux métiers et de plans de formation. «Il s'agit d'un processus à long terme sur cinq ou dix ans, qui est deiù entamé », répond

Michel Boyon. S'il est renouvelé, ce dossier devra être une de ses priorités. Auparavant, il devra faire preuve de conviction et d'habileté face à l'inévitable déception de tous ceux qui, aujourd'hui, dans la Maison ronde, disent: « Tout Sauf Boyon » et attendent « un grand capi-

Françoise Chirot

#OCDE:

AFFAIRES

allerand . . .

1

METER 27 19 19

STATE OF THE

Colors and a

die

DESCONT -

THE PLANT THE

Demis ...

Char.

• STANCES TO A dela la

THE WAY

200

D loc THE DESCRIPTION OF THE PERSON ASSESSMENT OF TH

OBIP: le mairie au

a lan

Lauvic art 12 19 19

MINITES CHILLIA CATALONICA

Alma barrante

de la four fair

Bon a Hipachi Wedic

STREET PROPERTY.

la banque successor

and it is not embre. Son office

A de la bangue

made danni e jagen

o de Folkus dr.

HIM HOLY GALL 13 CARS

arabhiones es indicin

ed an le site men

And december of the

Bank - (Consession of Consession)

Mre) 60 0 0 0.

PART SCHOOL TO THE

Blad charge

企は同意。

DATE:

Same of the last

laleur du jour

1.4 1.4 1. Low and his planting for the

THE STATE OF THE S

公司的 电影 医皮肤 医二甲甲基甲基 Contract And Associated the Links

A PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN 1

The state of the state of The Control of the Long State of the Control of the

PART OF BEING

· 100 年 17 中海上 19 中華 19 東京

CONTRACTOR OF STREET

The second section is the second section of the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is the second section in the second section in the second section is section in the second section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section is section in the section in the section in the section in

The Company of the Service of

Contract of the Contract of th

the state of the same of the same

Service of the property of the party

MONNAIES

Land to the Company of the Company o

THE RESERVE SHOW AND AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PART

THE REAL PROPERTY.

ORKER DOLLAR SOLL

ORIONATALISM A STATE

Huit tréquences supplémentaires pour le Mouv

TOULOUSE

de notre correspondant régional «Ce n'est pas époustouflant», reconnaît Olivier Nanteau, le directeur du Mouv', installé à Toulouse depuis avril. Incontestablement, la radio du service public destinée aux leunes n'a pas encore trouvé son public. Pourtant, elle ne manque ni de moyens - une soixantaine de personnes, d'agréables locaux en centre-ville, un équipement de pointe, 14,5 millions de francs d'investis-

sements et 26 millions de budget de fonctionnement -, ni d'idées. Lorsque la station locale de directeur, Olivier Nanteau, ont Toulouse, associée à FIP, a dû lais-

ser sa place à la chaîne nationale pour les jeunes, elle atteighait 3.5 points d'audience sur la ville. Selon la même enquête de Médiamétrie, France-Inter et Franceinfo réalisent dans les zones où est diffusé le Mouv' entre 15 % et 18 % chacune. A 0,7 %, la nouvelle station est loin derrière. Mais, dans l'équipe, le climat n'est pas au défaitisme. Responsables, techniciens, programmateurs, animateurs ou journalistes estiment avoir de bons arguments à faire valoir pour leur défense : « Comment exiger de nous de faire de l'Audimat alors qu'avec 17 sites soit 1,5 million d'auditeurs poten- destiné aux jeunes. La radio ellede la radio est encore peu

connue ? * Après le travail réalisé par Radio-France sur son parc de fréquences, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient d'autoriser l'affectation de huit fréquences supplémentaires au Mouv'. Celles-ci devraient ètre utilisables à la fin de l'année. Mais les grandes métropoles, notamment la région parisienne, ne seront toujours pas couvertes. « Pour l'instant, nous sommes dans une économie de pénurie de fréquences, constate Olivier Nanteau; à partir de là, on ne peut pas tirer de leçons définitives d'un premier sondage qui n'a aucune valeur

JEUNES TALENTS

Le Mouv' n'est pas seulement tiels -, il n'y a qu'un embigon de . même est très ieune. Alors, plutôt résultats spectaculaires, le vrai bilan est peut-être à trouver dans le ton de l'antenne. Le Mouv' par rapport à ses concurrents (NRJ, Skyrock, Fun Radio) visant

les 18-25 ans? Selon ceux qui l'écoutent, et d'après les enquêtes qualitatives, le Mouv' présente aux jeunes une réelle « offre alternative ». « On a l'impression de faire queique chose de nouveau », considère Sylvain Athlel, responsable des programmes. Deux tiers de musique - à base de techno, de tock et de pop principalement, avec une bonne moitié de chansons françaises -, un tiers de programmes parlés (sans publicité), avec des reportages sur l'actualité, des chroniques, des magazines, des flashes d'information. Le Mouv' n'est pas tombé dans la internationales; la radio-s'est réseau national et que l'existence que de chercher tout de suite des même lancée - insuffisamment selon certains - dans la découverte de jeunes talents comme Louise Attaque. Il reste à rena-t-il trouvé une couleur et un son contrer les auditeurs, s'ils existent.

Tean-Paul Besset

95.2 Paris descend dans le métro

LA RADIO dans le métro: c'est ainsi que 95,2 espère se relancer et élargir son audience. Après des années d'atermoiements et de difficultés financières, ses dirigeants présentaient, mardi 10 novembre, leur choix pour le format de «City Radio ». A partir d'exemples de New York, Francfort, Milan, etc., ils ont adapté ce concept basé sur l'information, les services et la musique, avec un slogan : « Notre seul sujet de conversation, d'est Paris. »

« Notre public est tres large, et il est intéressé par des informations très diverses : sport, emploi, circulation, sorties, enfants, etc. Nous avons opté pour un format court, c'est-à-dire très contraignant », explique Jean-Yves Laneurie, directeur général

La plupart des informations ne dépassent pas quarante-cinq secondes sauf les informations générales, toutes les heures et demi-heures. Par ailleurs, un journal de 2 min 30 est réalisé quatre fois par jour. Le reste de l'antenne est consacré à la musique, principalement les « golds » (succès reconnus), qui occupent 75 % à 80 % du temps. Les « nouveautés » se partagent le reste. Mais l'originalité de 95,2 réside surtout dans son ntode de diffusion. Grâce à un accord avec Métrobus, régie de la RATP, 95,2 peut être entendue dans douze gares du RER, où circulent queique 520 000 personnes chaque jour. Afin de ne pas agacer les voyageurs, dans chaque station, la radio est diffusée par le biais de douze bornes avec quatre haut-parieurs chacune: des zones restent donc hors de portée sonore.

NOUVEAU YOU

Cette politique a pu être menée en dépit de la réduction de la subvention de la Ville de Paris - de 6 millions à 4, puis 2 millions, pour un budget de 10 millions de francs environ. Via l'Association pour l'information municipale (AIM), la Ville de Paris détient 40 % du capital de la radio. Les autres actionnaires, Havas Images (25 %), Urbiel, filiale de la RATP (15%), Canal Plus (10%) et Métro Trafic Control (10%), ont dû accroître leur effort. Ils comptent sur leur nouveau format et système de diffusion pour accéder au marché publicitaire. « Aucun format de ce genre n'existe dans la capitale. C'est un pari. Notre ambition est de sortir de la marge d'erreur de l'outil de mesure de l'audience », explique Louis-Bertrand Raffour, gérant de 95,2. En décembre et janvier, une campagne de publicité sera lancée pour faire connaître le nouveau ton de 95,2.

Les auteurs critiquent le projet de loi sur l'audiovisuel public

« UNE RÉFORMIE non financée en compte par le projet porte le déplacement de la publicité téléviest une réforme condamnée », prévient la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD, qui gère le répertoire des auteurs d'œuvres de fiction destinées aux spectacles vivants, au cinéma et à l'audiovisuel). Pioninier de la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), la SACD a provisoirement changé de combat pour dénoncer, à l'unisson avec les producteurs et de nombreux parlementaires de droite comme de gauche, les menaces qui pèsent sur la télévision publique avec le proiet de loi défendu par Catherine

« On ne fera pas un service public de télévision digree de ce nom sans un financement décent de la production, sous peine d'échec à bref délai de la réforme projetée.

chiffre avancé de 2 à 3 milliards à des sommes manifestement supérieures », dit Marcel Bluwal, président de la SACD.

SCEPTICISME

« Même si le projet de loi prévoit une compensation de la baisse de la publicité [qui passera de 12 à 5 minutes par heure en 2 000] par des crédits budgétaires, la pluriannualité des budgets des chaînes réduction de la durée des spots publicitaires sur France2 et de la SACD. Il affirme que les explique-t-il. chaînes privées vont « à l'évidence L'ensemble des mesures non prises tirer un profit considérable du

suelle » et se demande comment le public pourra faire face à la concurrence, qui s'annonce de plus en plus vive dans les achats de

films ou de fictions. Le directeur général reste très sceptique sur les moyens mis en œuvre par le gouvernement pour tenter de « taxer » la nouvelle manne qui profitera à TF 1 et M 6. « Même si l'on double la taxe prévue pour la production sur le chiffre publiques risque malgré tout d'être d'affaires des chaînes - actuelleremise en cause. De plus, rien ne dit ment de 5,5 % pour le compte de que les 380 heures dégagées par la soutien à l'industrie des programmes-, ce procédé devra s'appliquer à toutes les chaines. France 3 seront remplacées par de même France 2 et France 3, et ne nouvelles productions », déplore représentera pas grand-chose Olivier Carmet, directeur général comme productions nouvelles ».

Nicole Vulser



Forum:

Les parents d'élèves, emmerdeurs ou alliés ?

Comment concilier méfiance et nécessaire collaboration ?

Dossier:

Famille, le grand chambardement

Irène Théry, invitée de la rédaction

• Qu'est-ce qu'une famille aujourd'hui ? • Le PACS menace-t-il le couple et le mariage? • Les nouveaux parents bousculent l'école. • Étes-vous une famille à risque pour votre enfant ? • Les grands-parents changent de rôles. • Ces nouvelles familles sans liens du sang. • Les mémoires familiales de Jean Rouaud.

> Culture: le bouche-à-oreille

• Ils sont des milliers de spectateurs, de lecteurs à juger et à décider le succès des œuvres. Les producteurs, éditeurs et distributeurs comptent maintenant sur la rumeur.

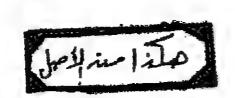
Rencontre-débat *Le Mande de l'éducation* - la Fnac le vendredi 13 novembre à 17 h 30 à la Fnac de Toulouse, sur le thème

« Le PACS menace-t-il le couple, la famille et le mariage ? »

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

mac

arte



Europe 12130 Cours

PARIS CAC 40.

- MIDCAC.....LONDRES FTTOD.

AMSTERDAM AB. ... BRUXELLES BEL ...

FRANCFORT DEG.

MADRID IBECS...

EURO STOKK 326

EURO STOXX 50.

STOXX 50...

- SSF 250... - SECOND MAR. Monde >

ASIE 10h15

BANGROK SET HONGKONG H..... SEOUL SINGAPOUR ST....

16/11

13/11 31/12 0.12 -6.78 0.50 -6.76 0.50 11.41 0.81 -18.95 -1 -2.48 1,37 -8.40

0,97 0,97 0,97 0,25 0,98 1,06 1,06 1,06 1,16 0,78 1,16 0,94 1,18

19,93 19,48 19,11 9,77 4,25 7,10 14,30 32,54 10,95 23,83 23,41 8,47

de Radio-France

tarquer quipon statides finance

POCE SOME TE DITTOLION

The second of th **8** 22

Final Car - : 20 de 12 per 1 to 1 201 a m 1 16 (5) 2 (3) 3 e de let pag The state of The Best

 $\{u_{n+1}\}_{n=1}^{n+1} \cdots \subseteq \{u_{n}\}_{n=1}^{n+1}$ Francisco. 8 Notice War

1.17 25

. . . . <u>K</u>

 $\mathcal{M} = \mathbb{Z}(p_0)$

1000

المالية المراجع فيا

proper de les sus l'audintisses

YEN (100)....... 121,58 FLORIN 1,88

ITALIE

Matif

Taux d'intérêt (%) Taux 13/11 Taux 5,18 5,18 4,60 5,47 5,28 3,85 5,18

6,60

1946,65 2758,72 143,43 203,19 2,22 3,14 1,62 2,30 0,71

9,44 2,79

1,42 1,67

88,44 1,37

0,44 0,62 0,73

Cours 12 h 30 16/11 108,07 ALLEMAGNE (100) AUTRICHE (100) ... BELGIQUE (100).... 15,68 3,37 CANADA..... DANEMARK (100) ESPAGNE (100) 83 3,85 5,34 **ETATS-UNIS** FINLANDE (100) ... 8,93 1,75 7,92 3,18 4,43 70,50 GRÈCE (100)... NORVEGE (100).... PAYS-BAS (100) __. 2,95 PORTUGAL (100) ..

Marche des changes Devises 17h35 BDF 13/11 13/11

49,25 16,78 3,97

7,37 0,11 0,06 1,55 1,13 0,73 0,04 0,51 0,08 0,32 0,49 0,70 0,82

ture de la séance, lundi 16 novembre. Le contrat notionnel, qui retrace l'évolution des emprunts d'Etat, gagnait 2 centimes, à 109.09. Le taux des OAT à 10 ans s'établissait à 4,31 %. Les opérateurs font preuve de prudence dans l'attente de la réunion de la Réserve fédérale, mardi. Si beaucoup d'intervenants tablent sur un statu quo, d'autres jugent possible une baisse des taux directeurs de la banque centrale américaine.

ECONOMIE

Plan de relance massif au Japon

LE PREMIER MINISTRE japonais Keizo Obuchi a annoncé lundi 16 novembre un nouveau plan de relance économique représentant plus de 23 000 milliards de yens (I 100 milliards de francs), soit le plus important jamais mis en place par les autorités nipponnes. Ce nouveau train de mesures, qui vient s'ajouter au pian annoncé en avril intègre des baisses d'impôts de plus de 6 000 milliards de

Yens Selon l'Agence de planification économique, Tokyo prévoit aussi de consacrer 8 100 milliards de yens à l'amélioration de ses infrastructures sociales, 5,900 milliards de yens pour aider les en-treprises à faire face à la raréfaction du crédit, 1 200 milliards de yens en faveur du logement et 1 000 milliards de vens pour aider les personnes ayant perdu leur emploi après une restructuration. (Lire page 36.)

#L'objectif du gouvernement iaponais est de parvenir à une croissance de 1 % ou plus lors de l'année fiscale 1999 (débutant le le avril), a indiqué le ministre du commerce international et de l'industrie (MITI), Kaoru Yosano, après la présentation du plan de relance,

Les défaillances d'entreprises au Japon ont augmenté de 5.8 % en octobre, par rapport à leur niveau du même mois de 1997, a annoncé, lundi 16 novembre, la société privée d'analyse-crédit Teikoku Databank. dans un communiqué diffusé à Tokyo. Les faillites progressent pour le dix-septième mois consécutif et dépassent déjà, sur les dix premiers mois de l'année, leur niveau pour la totalité de 1997.

m INDONÉSIE: le gouvernement a affirmé, dimanche 15 novembre, qu'il comptait renouer avec une « modeste croissance » au milieu de 1999 et limiter le recul de son PIB à 15 % en 1998. (Lire page 4.)

M CHINE: Pékin ne dévaluera pas sa monnaie, le vuan, ont indiqué, dimanche 15 novembre, des responsables chinois présents au Forum économique de l'Asie-Pacifique (APEC) à Ruala Lumpur. «Le ministre des affaires étrandant la réunion qu'il avait procédé à une analyse complète de la crise financière et il nous a assuré à nouveau quant à la position de la Chine, qui est de maintenir la valeur du yuan », a affirmé le viceministre malaisien du commerce international et de l'industrie. Kerk Choo Ting.

■ EUROPE: les ministres européens des finances se préparent à signer une nouvelle déclaration appelant à un plus grand contrôle politique sur la Banque centrale européenne (BCE), selon un article du quotidien britannique The Observer paru dimanche 15 novembre. Un projet de déclaration - intitulée « La nouvelle manière européenne -Réformes économiques et cadre de l'union économique européenne » - viserait également à permettre un assouplissement des règles budgétaires afin de permettre aux pays de l'Union économique et monétaire (UEM) d'emprunter en vue d'investissements publics, ajoute le journal.

■ ISRAĔL: les prix à la consommation ont augmenté de 3 % en octobre, le taux le plus élevé depuis près de dix ans, à la suite de la chute du shekel, la monnaie nationale, face au dollar, a annoncé dimanche 15 novembre le bureau central des statistiques. Cette annonce a coincidé avec l'entrée en vigueur dimanche d'une hausse de 2 points du taux directeur de la Banque d'Israēl, porté à 13,5 %. Cette mesure est destinée précisément à freiner la dégringolade du shekel qui a perdu 20 % face au billet vert depuis le début de l'année.

■ MEUQUE : le dette entérieure brute du pays s'élève à 77,58 milliards de dollars (434 milliards de francs) fin septembre 1998, a annoncé samedi 14 novembre le ministère de l'économie. Le ratio dette/PIB s'élève à 20,6 % fin septembre, selon la même source. La dette mexicaine représente 60 % des exportations totale du

AGENDA

■ ÉTATS-UNIS : réunion du comité

de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) ; publication des prix à la consomnation (octobre).

© OCDE: l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publie ses prévisions économiques mondiales pour 1998/eq.

MERCREDI 18 NOVEMBRE ■ FRANCE : présentation en conseil des ministres du projet de loi de fi-

nances rectificative du budget 1998. ■ ÉTATS-UNIS: déficit commercial (septembre),

JEUDI 19 NOVEMBRE ■ ALLEMAGNE: conseil central de la Bundesbank.

VENDREDI 20 NOVEMBRE ■ FRANCE: production industrielle et commerce extérieur (septembre).

AFFAIRES

INDUSTRIE

● RHÔNE-POULENC : le groupe français pourrait fusionner avec Pallemand Hoechst cette semaine, selon le Sunday Times du 15 novembre.

● DAIMLER-BENZ : le groupe allemand n'exclut pas de se séparer de sa filiale de services Debis, selon l'hebdomadaire allemand Focus du 16 novembre.

■ ROVER : la Grande-Bretague pourrait proposer à BMW, propriétaire de Rover, une subvention de près de 200 millions de livres (environ 1.9 milliard de francs) pour permettre de sauver des emplois dans l'usine menacée de Longbridge, selon le Sunday Times du 15 novembre.

SEMI-CONDUCTEURS: Samsung et Hyundal out indiqué luncii 16 novembre être revenus à une pleine production pour les mémoires DRAM 64 mépabits. Depuis Juin, ils fermaient leurs lignes de production une semaine par:

• STMICROFLECTRONICS : le fabricant franco-italien de semi-conducteurs escompte une en 1999, a indiqué son vice-président Alain Dutheil au Journal des finances

do 14 novembre. BTP : le ministère de Péquipement prévoit une croissance entre 2,4 % et 3,9 % dans le bâtiment en 1999, contre 1,8 % cette année. L'activité dans les travaux publics resterait, elle, très morose.

• TRANSPORT : les chauffeurs de bus de Rennes, en grève depuis le 4 novembre, devaient reprendre le travail lundi 16 novembre. Ils ont « obteru tout » ce qu'ils réclamaient selon la CGT (majoritaire).

 SATELLITES: China Great Wall Industry détiendrait 9 % du marché mondial du lancement de satellites commerciaux, selon le China Daily du hmdi 16 novembre. La Chine aurait, à ce jour, lancé 274 satellites dont 21 commerciaux et 11 de télécommunications.

• HACHETTE: Hachette-Filipacchi Medias (HFM) et le groupe italien Rusconni Editore out décidé de « renforcer leur coopération dans le domaine de l'édition magazine et HFM a pris une participation de 10 % dans le capital » de la société italienne, a indiqué dimanche Hachette Filipacchi.

FINANCE .

● FOKUS : la banque suédoise Handelshanken a retiré, vendredi 13 novembre, son offre de rachat de la banque norvégienne Fokus, laissant place nette à sa rivale danoise Den Danske Bank (Le Monde du 14 povembre). 90 % des actionnaires de Fokus doivent encore accepter l'offre danoise d'ici au 4 décembre, et au gouvernement norvégien la charge d'accorder une concession à Den Danske Bank. - (Corresp.)

* Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

18 MAI

12/11 31/12 +8,72 +2224 +7,18 +8,61 +80,76 +5,34 +38,35 +4,83 +2,77 +4,83 +5,11 +4,28 +41,19 +3,60 +16,50 +3,56 +70,77

Principaux écarts au léglement à galle

LUNDI 16 NOVEMBRE, la Bourse de Paris a commencé la semaine en hausse, profitant de l'aide financière apportée au Brésil, de l'apaisement des tensions avec l'irak et d'un nouveau plan de relance au Japon. A la mi-séance, l'indice CAC 40 progressait de 1,25 % à 3 606,88 points. Le marché était également tiré par des rumeurs de fusion, notamment dans le secteur pharmaceutique. L'action Rhône-Poulenc grimpait de 5,4% dans un volume d'échanges de titres important. Un article du Sunday Times a annoncé dimanche pour imminente une fusion avec l'allemand Hoechst. L'action Effage enregistrait une hausse de 4,7 % après que la société eut publié un chiffre d'affaires en progression de 4,9 % au troisième trimestre. Du côté des baisses, le titre Technip reculait de 2,9 %. L'entreprise a indiqué que son chiffre d'affaires en 1998 serait «très légèrement supérieur » à ceiui de l'année demière.

LA DÉCISION en faveur des frères

Bouygues prise, jeudi 12 novembre,

par le Conseil des marchés financiers

(CMF) (Le Monde du 14 novembre) et

considérant que la société des frères

Vincent Bolloré n'agissaient plus de

concert, a été saluée en Bourse. Ven-

dredi, l'action Bouygnes a grimpé de

2,21 % et a atteint 1245 francs, un

cours proche du plus haut de l'année.

Mais l'enthousiasme des boursiers

risque d'être tempéré dans les jours à

Le quotidien La Tribune du 16 no-

vembre révèle que la Commission des

opérations de Bourse (COB) a de-

à des modifications comptables concernant sa filiale Bouvenes Télé-

com. Cette décision de l'autre grande

autorité boursière de la piace de Paris

est, à l'inverse de celle du CMF, pénali-

sante pour la société. La COB exige

que Bouygnes commence, dès cette

• Dollar: la monnaie américaine a

légèrement cédé du terrain, hindi

16 novembre, face au yen sur le mar-

ché des changes de Tokyo. Le plan

de relance économique présenté par

le gouvernement dans la journée n'a

pas été un réel facteur de soutien

pour la devise nippone, en dépit de son ampleur : 24 000 milliards de

yens, soit 1 100 milliards de francs.

Les opérateurs ont été décus par les

déclarations du premier ministre ja-ponais, selon lesquelles il serait diffi-cile d'abaisser la taxe à la consom-

mation qui a été augmentée au

printemps et qui est tenue pour res-

ponsable de l'aggravation de la ré-

cession au Japon. Le dollar cotait

122,36 yens, contre 122,73 yens ven-

dredi soir à New York. Sur le Vieux

Continent, le billet vert faisait preuve de faiblesse lors des premiers

échanges. Il s'échangeait contre

1,6716 mark et 5,6066 francs. Les in-

vestisseurs se détournaient du dol-

lar, qui a servi de devise refuge au

plus fort de la crise entre l'Irak et les

Frats-Unis.

MONNAIES

année, à amortir les investissements réalisés par sa filiale

spécialisée dans le téléphone portable. Initialement, la socié-

té avait prévu de différer l'amortissement de ces investisse-

ments jusqu'à la mi-1999. Au total, ceux-ci devraient at-

teindre 12 milliards de francs. Si Bouygues doit les amortir

sur dix ans, les résultats de la filiale de télécoms devraient

être amputés de plus de 1 milliard de francs par an. Pour le

groupe de BTP, l'impact devrait être moindre. La maison

mandé au groupe de BTP de procéder

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS CACTIO

17 NOV.

LEGRIS INDUST....

THOMSON-CSF....

PARIS.

ACCOR...

SEITA.

TOKYO

Baisses N

MICHELIN

RENAULT ...

PLASTIC OMN.(....

MOULINEX.......

ERIDANIA BEGH...
DASSAULT SYST...
RHOOIA

L'INDICE NIKKEI a clôturé, lundi 15 novembre, en progression de 1,12 %, à 14 428,27 points. Les investisseurs ont été apparemment satisfaits par l'ampleur du nouveau plan de relance, le neuvième depuis 1992, dont le montant est supérieur aux prévisions.

16 NOV. Î M Ĵ V Ê

- 5,88 - 5,20

-4,93 -33,76 -4,19 -25,51 -3,98 -27,26 -3,93 +22,94 -3,90 +2,12 -3,70 +11,77 -3,82 ----3,43 -11,58

NEW.YORK

L'INDICE DOW JONES a terminé en hausse de 1,02 %, à 8 919,59 points, vendredi 13 novembre. L'annonce d'un plan international d'aide au Brésil de 42 milliards de dollars a rassuré les investisseurs, qui continualent par ailleurs à espérer une nouvelle baisse des taux par la Réserve fédérale. Cette progression de l'indice a principalement profité aux valeurs financières, notamment aux titres Merril Lynch (+5,5 %), BankAmerica (+4,8%) et Chase Manhattan (+3,74%).

Valeur du jour : Bouygues rappelé à l'ordre par la COB

I FM A M J J A S O N

Cours de change

LIRE (100) 1849.88 1948,85 2758,72

1,37

0,60 0,85

16/11 12h30 DOLLAR ECU

FRANC 5,86 DM....... 1,87

Action Bouygues

FRANCFORT:

LA BOURSE DE FRANCFORT 2 OUvert, lundi 15 novembre, en progression de 0,95 %, à 4 687,69 points. Vendredi 13 novembre, l'indice Dax avait clôturé sur une note stable, en baisse de 0,04 %, à 4 643,8 points. Tandis que les valeurs bancaires, notamment Commerzbank (-4%), Dresdner Bank (-2,5%) et Deutsche Bank (- 2 %), perdaient du terrain, les titres de l'industrie chimique s'appréciaient nestement, Hoechst, Bayer et BASF gagnant

respectivement 6 %, 2,7 % et 2 %.

LONDRES

L'INDICE FT100 de la Bourse de Londres a finalement terminé en hansse de 0,26 %, vendredi 13 novembre. Les tensions militaires dans le goife Persique ont profité aux valeurs pétrolières, Shell gagnant 2,9 %, tandis que BP prenait 1,8 %. British Telecom a progressé de

mère ne consolide l'activité de télé-

phonie mobile qu'à hauteur de 34 %.

Les comptes de l'exercice 1998 de-

vraient toutefois être amputés de près

de 1 milliard de francs, au lieu des

que les autres activités du groupe en-

registrent des bons résultats pour

compenser les lourdes pertes de l'acti-

vité télécoms. Au premier semestre,

Bouygues n'a dégagé qu'un profit de

tuation est touiours aussi conflictuelle

entre ces derniers et Vincent Bolloré »,

L'impact de cette manvaise nou-

120 millions de francs.

doit se prononcer sur le pacte d'actionnaires le 24 novembre.

Vincent Bolloré estime, depuis son arrivée, à la fin de 1997,

dans le capital de Bouygnes, que le groupe de BTP ne peut supporter le développement de l'activité de télécoms. La dé-

17 AOUT ' 80 SEPT. 16 NOV.

19 AOUT

RANCTORTA

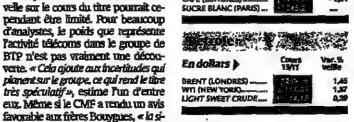
20 AOUT

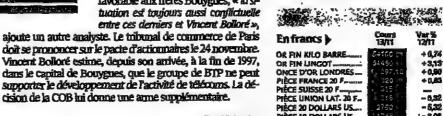
1" OCT.

1" OCT. 16 NOV.

18 NOV







cision de la COB lui donne une arme supplémentaire. Joël Morio

0.51

PIÈCE 20 DOLLARS US.... PIÈCE 10 DOLLARS US.... PIÈCE 50 PESOS MEX..... TAUX • Prance: le Matif faisait preuve

COURS COURS COURS COURS COURS FR.S. FLORUM YEN100 LIRE 100 DM FRANC 4,07 1,21 2,97 0,89 3,35 1200.71 877,31 1367,68

d'une grande stabilité à l'ouver-

• Etats-Unis: le taux de rendement des bons du Trésor américains à 30 ans s'est établi à 5.25 %. vendredi 13 novembre. Les menaces d'une intervention militaire en Irak ont favorisé le marché obligataire. Les obligations ont été également dopées par les anticipations d'une baisse de 25 points de base des taux de la Réserve fédérale, dont le comité de la politique monétaire doit se

LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 1998 •	FINANCES ET MARCHES	
CAC 40	Color Colo	
COMPTANT Une sélection Cours relevés à 12 h 30 LUNDI 16 NOVEMBRE OAT 8.5% 87-00 CA8 OAT 8.5% 87-10 CA8 OAT 8.5% 97-10 CA8	ACTIONS Cours Dernilers Dernilers	
Change Bourse (M) 184.50	CALOUS 6	
Natio Court Terme. 14789 <td> Second S</td> <td></td>	Second S	

face à l'Australie, Jo

May Be below

Fig2 (17)

Total _____

\$ 500 Cm.

Will Company 65.1

Mes. School Tile : it-7547 $\psi_{0,n} \dots$ $det_{(\mathcal{G}_{\mathcal{L}}^{n})}$ 2 February 400p :_ .

gentens of the

- Les papers.

oct for the terms of the control of

on depute le reon depute le reon depute le reon depute le reon depute le rele pedute a l'illele pedute du l'est

onte of the control o

Contracti (23) Coupe de main · L. (.).

les Australiens ont répét leur gammes à Villeneuve-d TES MALLABIES ... Belonger Same

The state of

The same of the last

أبيزيون والارداء التا

Assistance of the second

-6k 🚓

To the Andrews

1

Act. ATP 41

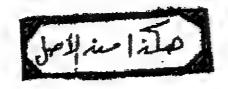
Le calendrier

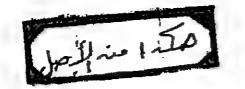
TO THE SECOND PROPERTY AND ADDRESS.

 $\frac{1}{2} (x) = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \frac{1$ a tribby a continue

In the management

The Lands has from





AUJOURD'HUI LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 199

SPORTS Une semaine avant d'ac-cueillir l'Australie, l'équipe de France de rugby a battu l'Argentine (34-14), samedi 14 novembre, à

match international d'une saison qui se conclura par la Coupe du monde (du 1º octobre au 6 novembre 1999). ● DANS UN ENTRE-Nantes, à l'occasion du premier TIEN au Monde, Jo Maso, manager

du XV de France, estime que ce match a été positif : « Nos objectifs étaient, premièrement, de gagner ce match afin de bien rentrer dans la saison et, deuxièmement, d'être

performants en marquant des essais. » • PROCHAINS ADVERSAIRES
DES FRANÇAIS, samedi 21 novembre, au Stade de France à Saint-Denis. Les rugbymen australiens, d'Ascq.

ont disputé la première rencontre de leur tournée. Ils ont dominé l'équipe de France A (24-9), dimanche 15 novembre, à Villeneuve-

Face à l'Australie, Jo Maso compte sur « l'envie de lutter » des rugbymen français

Au lendemain de la victoire péniblement acquise par l'équipe de France de rugby sur l'Argentine (34-14), le manager du XV de France, dans un entretien au « Monde », dédramatise la situation avant le match-vérité face aux Wallabies australiens, samedi 21 novembre, au Stade de France

L'AMPLEUR du score (34-14) core loin et il y a dix matches de ne suffit pas à juger la prestation de l'équipe de France face aux Pumas argentins, samedi 14 novembre, à Nantes. Le nombre de ballons perdus et la manière forcément brouillonne, dans ces conditions, sont des indices inquiétants avant la rencontre qui doit opposer les tricolores aux Australiens, samedi 21 novembre, au Stade de France, lo Maso, le manager français, estime pourtant que la rencontre a été plus riche d'enseignements qu'il n'y paraît. « L'équipe de France reste sur huit victoires consécutives. Je n'ai donc pas peur du tout », confie-t-il au Monde.

« L'équipe de France de rugby a entamé sa préparation de la Coupe du monde par une rencontre plutôt brouillonne. Avezvous trouvé des motifs de satisfaction?

- C'est positif dans la mesure où nos objectifs étaient, premièrement, de gagner ce match afin de bien rentrer dans la saison, et, deuxièmement, d'être performants en marquant des essais. On en marque cinq et on en laisse deux ou trois en route, cela veut jeu intéressante. Cela faisait cinq mois que l'on ne s'était pas revus en compétition. On avait donc un peu d'appréhension avant ce rendez-vous, essentiel pour la suite.

- Il y a également eu beaucoup de ballons échappés, rendus à l'adversaire

- C'est vrai. Il y a malheureusement eu beaucoup de déchets sur le plan des passes et de la réalisation. Cela nous donne des points précis à travailler pendant toute la semaine avant de recevoir l'Australie à Paris. Mais ce qui est rassurant, c'est qu'il s'agit de joueurs cher autant. Je pense par exemple à Fabien Pelous, quelqu'un de très adroit, qui a connu contre l'Argentine un déchet incroyable.

- Les joueurs français rencontrent parfois des problèmes de concentration. N'est-ce nas inquiétant à dix mois de la

- La Coupe du monde est en-

Coupe du monde?

préparation à venir. L'équipe de France reste sur huit victoires consecutives. Je n'ai donc pas peur du tout. Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux sont de grands entraîneurs, ils sont capables faire évoluer leurs joueurs dans le sens le plus positif. Contre l'Argentine, l'équipe n'a pas connu un manque de concentration, mais plutôt un manque de iustesse de jeu. Avant le match, je l'ai au contraire trouvée trop

deux fois cet été. - Justement, ce énième match contre l'Argentine était-il la meilleure façon de préparer le match le plus important de l'automne, face à l'Australie?

- Cela permet aux joueurs et au staff de se réunir, de vivre ensemble pendant une semaine. C'est important avant d'accueillir cette équipe d'Australie qui vient de battre les All Blacks trois fois de suite. Ces matches dits plus faciles sont utiles pour effectuer quelques rodages avant d'attaquer le plat du roi.

 Un an après la lourde défaite dire qu'il y a eu une dynamique de concédée face à l'Afrique du Sud, l'équipe de France a-t-elle le sentiment de jouer son quitte ou double face à l'Australie?

- Pas du tout. La Coupe du monde se disputera dans un état र d'esprit complètement différent de ces matches de préparation. Regardez l'équipe de France de football : elle n'était pas très fringante, elle s'est fait accrocher avant le Mondial. Ce match contre l'Australie nous permettra de jauger notre évolution depuis un an. L'équipe a indiscutablement progressé dans la répartition des joueurs sur le terrain. mier rideau beaucoup plus efficace, et surtout dans l'envie de Jouer collectivement.

mer d'une nouvelle défaite? Mais non! Sinon l'équipe de France n'irait même pas jouer contre les Néo-Zélandais au mois de juin. Il ne faut pas oublier que l'Australie, c'est ce qui se fait de



La joie de Philippe Bernat-Salles après son essai.

mieux en ce moment, peut-être derrière l'Afrique du Sud. Il faudra y aller avec confiance, avec l'envie de lutter. Il ne faut surtout pas bioquer les esprits des joueurs, les rendre netveux. On est outsiders, qu'est-ce qu'on a à perdre?

- Comptez-vous procéder à de nombreux essais avant la Coupe

 Nous avons commencé contre l'Argentine, avec le retour à l'aile d'Emile N'Tamack et l'arrivée de deux joueurs neufs, l'ailier Thomas Lombard et le pilier Sylvain Marconnet, une révélation : tenir le poste comme il l'a fait à seulement vinet-deux ans, c'est bien, Le groupe n'est pas figé: on va

de notre envoyé spécial

est en vogue dans le rugby fran-

cais. Elle salue habituellement une

belle performance individuelle,

une percée, un joli cadrage-débor-

dement ou la supériorité conqué-

rante d'un pack. Mais, dans l'esprit

de Jean-Claude Skrela, c'est le

nombre de ballons perdus, échap-

pés ou rendus à l'adversaire qui

était « énorme ». Samedi 14 no-

vembre, contre l'Argentine, l'en-

traîneur du XV de France a

compté, depuis les tribunes du

stade de la Beaujoire, à Nantes,

« Un ballon sur deux ». Une maigre

moisson, suffisante pour s'imposer

au métier (34-14), mais sans jarcais

convaincre maigré les cinq essais

inscrits par Philippe Carbonneau

(27°), Stéphane Glas (37°, 53°), Phi-

lippe Bernat-Salles (77°) et Franck

Comba (83°), contre un seul essai

« C'est énorme! » L'expression

monde, et on évalue à environ 60 le nombre de joueurs français oul peavent prétendre au plus haut

- La composition du pack français est plutôt stable, les lienes arrières beaucoup moins. La formule utilisée face à l'Argentine, deux centres vifs et appelée à durer?

- C'est la forme du moment qui nous a imposé ce choix. C'est comme cela que nous fonctionnons. Le staff de l'équipe de France a deux critères de sélection: le joueur doit présenter un profil de jeu adéquat pour évoluer dans le système mis en place par partir à 30 pour la Coupe du Jean-Claude Skrela et Pierre VIIIe-

preux et ensuite il doit être en forme. Le poids ou les kilos, ce n'est pas ce qui nous mine. On sait que nos qualités premières sont la vivacité, la créativité. On ne va tout de même pas se pénaliser dans ce qu'on sait faire de mieux !

- Peut-on s'attendre à des retours spectaculaires? mais les gens sur leur nom, seulement sur leurs performances en club. Mais si des joueurs comme Olivier Merle, Philippe Saint-André ou Alain Penaud reviennent dans une forme époustouflante, il

n'y a aucune raison pour qu'on ne les rappelle pas. - Après des années de passions, il règne une grande séréFrance et dans le rugby français en général. C'est une satisfac-

- C'est le résultat de beaucoup de travail, Il y a autour des internationaux une équipe de onze personnes professionnelles, qui font tout pour que les joueurs soient bien dans leur tête et dans leur corps. Au niveau des dirigeants, le président de la ligue, Serge Blanco, et le président de la fédération, Bernard Lapasset, ont exprimé leur volonté de s'entendre et de nous aider. Qu'est-ce que le manager de l'équipe de France peut espérer de plus que de savoir qu'il peut avoir des rap-ports plus faciles avec les clubs, les entraîneurs, les préparateurs physiques? Le rugby est un sport fait pour rassembler les gens, pas pour les disperser.

- En dépit de ses deux grands chelems consécutifs, l'équipe de France peine à remplir les 34 000 places du stade de la Beaujoire. à Nantes. N'est-ce pas un peu décevator 7

- Absolument pas. Je me suis laissé dire que nous avions réalisé à Nantes la deuxième meilleure recette pour une équipe en tournée, en dehors de Paris. Nous sommes réalistes, nous savons que notre sport n'est pas pianétaire comme le football. Mais le rugby a ses valeurs, reconnues par une frange de la population, et pais c'est un sport très télégénique. Nous travaillons pour essayer de démocratiser le rugby en France, notamment en allant voir ce qui se fait dans l'Est ou dans le

- L'équipe de France a inauguré contre l'Argentine un nouvel équipement. Verra-t-on un jour une marque commerciale apparatte sur le mailloi comme c'est délà le cas sur les maillots anglais ou australiens?

- Ce n'est pas à l'ordre du jour. Personnellement, je n'v tiens pas, C'est une question d'éthique. Il me plaît de garder ce maillot vierge. »

> Propos recueillis par Eric Collier

Les Australiens ont répété leurs gammes à Villeneuve-d'Ascq

jours après un voyage à Villers-Bretonneux (Somme), pour s'incliner sur les tombes de compatriotes morts pendant la Grande Guerre, les rugbymen australiens ont disputé la première rencontre de leur tournée, dimanche 15 novembre à Villeneuve-d'Ascq. Sur la pelouse du Stadium Nord, les joueurs des Antipodes ont connu quelques difficultés pour s'imposer face une équipe de France A composée de réservistes. Alors qu'ils avaient aligné une formation de très bon niveau où les stars du ballon ovale ne manquaient pas, les Wallabies n'ont battu leurs adversaires que par 24 à 9. Les Australiens ont marqué trois essais, par Jason Little (25-), Daniel Herbert (29°) et George Gregan (65°). Les Français aucun.

Le public nordiste ne gardera sans doute pas longtemps en mémoire cette rencontre jouée dans des conditions climatiques difficiles. Si la pluie s'était arrêtée juste avant le coup d'envoi, le froid vif qui régnait dans la région eut pour effet d'ankyloser quelque peu les vélléités des uns et des autres. « La dernière fois que nous avons joué ensemble en Australie, il faisait 30°C. Ici, il fallait beaucoup d'adresse pour maîtriser le ballon dans des conditions très glissantes », devait justifier après la rencontre le capitaine australien, De retour à la compétition après

deux mois d'inaction, les géants de

LES WALLABIES sout là. Trois l'hémisphère Sud prenaient néanmoins rapidement l'ascendant sur leurs opposants d'un jour. En trois minutes, deux essais étaient marqués, ce qui permettait de garder à distance des Tricolores qui avaient ouvert le score grâce au troisquarts centre Richard Dourthe sur pénalité (34). Plus volontaires en seconde mi-temps, les Bleus tentaient de relever le défi physique.

« Les Australiens sont costauds. très durs, ils font mal sur les impacts », attestait le demi de mélée du Stade français-CASG, Christophe Laussucq. « On les voit à la telévision pendant les Tri-Nations (compétition de l'hémisphère Sud opposant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud). Ils percutent beaucoup à vide autour des regroupements. Ils sont également très forts pour désaxer les mèlées », expliquait le troisième-ligne de Bourgoin Pierre Raschi.

(avec AFP et Reuters)

Le calendrier

• Les matches à venir Le 18 novembre, Pays-Bas - Italie (qualifications à la Coupe du monde) Le 21 novembre

Irlande-Roumanie (qualifications à la Coupe du monde) et Ecosse - Afrique du Sud Le 22 novembre, Angleterre-Italie (qualifications à la Coupe du

argentin, accordé au troisièmeligne Pablo Camerlinckx. L'équipe de France n'avait pas joué en Europe depuis son deuxième sacre d'affilée dans le

monde) Le 28 novembre, Ecosse-Portugal (qualifications à la Coupe du monde). Angleterre-Australie et Irlande - Afrique du Sud Le 2 décembre, Espagne-Portugal (qualifications à la Coupe du monde) Le 5 décembre Angleterre - Afrique du Sud

Tournoi des cinq nations, le 5 avril. à Wembley. Largement victorieuse du pays de Galles (51-0), elle s'était retirée sur une impression d'aisance et de brio que les spectateurs nantais espéraient retrouver. Ils attendaient audace, vitesse et précision; ils n'out eu droit qu'à un festival de précipitations et d'actions confuses, après qu'un léger grain venu de l'Atlantique eut douché la pelouse et détrempé le ballon: « Une vraie savonnette »

CINQ ESSAIS BY TROIS MATCHES Mais que fallait-il raisonnablement attendre d'une équipe qui se

selon des joueurs français fébriles

frottait aux Pumas pour la septième fois en trois ans - la troisième en moins de six mois? Rien ou presque, sauf de la part des nouveaux venus. Les deux promus du jour, Thomas Lombard et Sylvain Marconnet, étaient deux élèves de Bernard Laporte, l'entraîneur du Stade français-CASG. Tous les deux ont réussi leur entrée. Le premier s'est bien imposé à l'aile et le second a avantageusement remplacé le titulaire du poste de pilier gauche, Christian Califano, atteint d'une hernie discale.

Champion de France l'année demière, dans l'ombre des « rapetous » de la première ligne du Stade français, Sylvain Marconnet, vingt-deux ans, vient de réussir un début de saison impeccable, inscrivant notamment cinq essais en trois matches. « C'est le vilier moderne par excellence, adroit et fort physiquement », dit Bernard Laporte, fier du petit prodige qu'il est

Sylvain Marconnet réussit ses débuts dans une équipe encore balbutiante allé chercher il y a deux ans à Gi- vain Marconnet est également cavors, dans la banheue de Lyon. Le «petit Cali », c'est son surnom, partage avec son modèle toulousain de nombreuses qualités techniques, mais aussi une indéniable ressemblance morphologique

(1,83 m, 113 kg). Mais, mieux que son maitre, Syl-

Le pays de Galles à deux doigts de l'exploit

Comment passer, en trois mois, d'une déroute à une défaite plus qu'honorable? Les rugbymen gallois out apporté leur réponse, samedi 14 novembre. Sur la pelouse londonienne de Wembley (PArms Park de Cardiff est en travaux), le pays de Galles a été battu par l'Afrique du Sud sur le score de 20 à 28. Cet été à Pretoria, ces mêmes Gallots avaient pourtant encaissé le carton du siècle, 13-96, face anx Springboks. Pour comprendre un tel retournement en si peu de temps, une seule explication: la venue d'un entraîneur néo-zélandais, Graham Henry, à la tête de la sélection des Diables rouges. Les 54 000 spectateurs présents faillirent même assister un exploit puisque, à trois minutes du coup de siffiet final, les Gallois menaient encore de trois points. Un sursaut d'orgueil permettait aux Sud-Africatus de sauver la face dans les ultimes instants. Les Springboks, qui doivent affronter PEcosse samedi 21 novembre à Murrayfield, se montreront à Pavenir plus prudents.

pable de jouer des deux côtés de la mêlée. Cette polyvalence, très appréciée des sélectionneurs francais, a toute les chances de hui valoir un ticket pour la Coupe du monde. Pour pallier l'éventuelle absence d'un des deux blessés, ou celle du troisième larron, Franck Tournaire, menacé d'une lourde suspension depuis qu'il a bousculé un arbitre à la fin d'un match de Coupe d'Europe entre le Stade toulousain et les Gallois d'Ebbw

Sylvain Marconnet, jeune homme à l'allure débonnaire, avait abordé son premier match international avec Phumilité qui sied à un débutant: « jouer à côté de Raphoēl Ibonez, c'est un plaisir et un honneur. » Mais, à la fin de la rencontre, c'était un joueur presque blasé qui avouait que « les Argentins, c'était quand même pas des foudres de guerre ». Celui qui, sur un terrain, « aime le ballon par dessus tout », avait sagement promis de « servir d'abord ». En expliquant: «Le reste sera du bonus mais si un ballon passe par là, je ne dis pas. »

Quelques-uns sont passés à sa portée, et Sylvain Marconnet n'a pas manqué de traverser à plu-sieurs reprises le premier rideau défensif argentin. Même si elles ont souvent été annihilées par des fautes de main, ces percées remarquées ont confirmé l'éclosion de ce jeune pilier, un « Parisien » qui avait pourtant « juré de ne jamais

E. C.

LE TOUR D'ITALIE cycliste 1999. dont le parcours a été dévoilé samedi 14 povembre, à Milan, seta marqué par cinq arrivées d'étape au sommet et par la faible distance des deux étapes contre la montre, limi-



pourtant annoncé qu'il serait semblable à celui du Tour de France (Le Monde du 7 novembre).

Ce 82º Giro a été taillé à la mesure du grimpeur italien Marco Pantani, vainqueur en titre, qui, lors de cette présentation, a confié que les organisateurs ont « exagéré ». Le peloton s'élancera d'Agrigente, en bord de mer, le 15 mai 1999. Après trois jours en Sicile, le peloton remontera vers le nord pour une étape à Cesenatico, la ville natale du « Pirate », où il ne s'était plus arrêté depuis 1966. Après la journée de repos à Rapallo, le second contre-la-montre précédera trois étapes de grande montagne. Le Giro renouera avec le Gavia, audessus de Bormio, et reviendra sur le redoutable Mortirolo. Au terme d'une demière étape de 169 km, le 6 juin, les coureurs rejoindront Mi-

« C'est un Giro qui ressemble à celui des autres années », a déclaré son concepteur, Carmine Castellano, faisant valoir que, malgré le nombre plus important d'étapes de montagne (six en 1999, contre quatre en 1997 et 1998) la dénivelée était sensiblement la même *(26.400 m. en.* 1999 contre *26.200* m. l'année précédente). « C'est un Tour des stations de ski », a commenté Mario Cipolini, le roi des sprin-

Le dispositif de lutte contre le dopage, censé être renforcé, n'a pas été détaillé. Le règlement interne a été légèrement durci – les organisateurs se réservant le droit d'exclure les « groupes sportifs qui, par leur comportement, ne répondraient plus aux critères de fair-play sportif ou risqueraient de nuire à l'Image du Giro en particulier et du cyclisme en général » - mais ne s'est pas doté de la charte d'éthique. L'exemple du Tour de France n'a pas été suivi. Il semblerait même que le tracé italien soit une manifestation claire de concurrence à l'égard de ce qui restera longtemps encore la plus belle et la plus populaire des épreuves cyclistes.

Le laxisme Italien a de quoi inquiéter après la récente découverte d'une importante quantité de drogue - cocaine et morphine -, dans un vieux réfrigérateur du laboratoire antidopage de l'Acquacetosa, à Rome, actuellement fermé par le Comité international olympique (CIO) pour une durée de trois mois, en raison de graves irrégularites de fonctionnement.

A Nantes, le football est à vendre sans trouver preneur

Un conflit sévère concernant la santé financière du club oppose la mairie, qui évoque un déficit de 22 millions, à l'équipe dirigeante. En championnat de France, les joueurs au maillot jaune se sont inclinés (1-0) à Metz

Sept titres de champion de France et dix-huit participations en coupes d'Europe ont fait du FC Nantes-Atlantique (FCNA) un des grands du championnat de France de football. Mais la culture sportive – le « jeu à la nantaise » a

NANTES

de notre envoyé spécial

spectacle. Il y a le FC Nantes-Atlan-

tique, équipe de football réputée

par-delà les frontières, et la société

anonyme à objet sportif (SAOS),

PME locale sans envergure. Il y a la

culture sportive, le fameux « jeu à la

nantaise » qui a pennis d'affronter

sans rougir l'élite européenne dans

un passé récent, et la structure

économique, qui creuse aujourd'hui

un irrémédiable fossé avec les em-

pires étrangers. Alors, dans les tri-

bunes du stade de la Beaujoire, le

public ne comprend plus que son

équipe croupisse ainsi dans le ventre

mou du classement. Sept titres de

champion de France et dix-hult par-

ticipations aux coupes d'Europe ont

Jean-Marc Ayrault, le maire (PS)

de Nantes, s'est fait le relais de l'ire

populaire. « Il faut mettre fin aux er-

rements du management, de la ges-

tion, du budget, a déclaré le premier

magistrat et supporteur de la ville. Si

les gens qui sont là ne sont pas à la

Sept fois champion

● Le FC Nantes a été fondé en

Président : Jean-René Toumelin ;

directeur sportif: Robert Budzynski.

Palmarès : champion de France

en 1965, 1966, 1973, 1977, 1980, 1983,

1970, 1973, 1983, 1993. Demi-finaliste

de la Ligue des champions en 1996 ;

1989-90: 7:, 1990-91: 15:, 1991-92: 9:,

1995. Valuqueur de la Coupe de

France en 1979 ; finaliste en 1966,

demi-finaliste de la Coupe des

Les dix demières saisons en

vainqueurs de coupe en 1980.

championnat: 1988-89: 7*,

entraîneur : Raynald Denoueix ;

étalonné son niveau d'exigence.

Il y a le spectacle et l'entreprise de

économiques du club. Un récent audit, commandé par le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault (PS), fait apparaître un déficit de hauteur, il y en a peut-être d'autres teur sportif, que son poste situe à la

qui le sergient. » La remontrance fait

suite à un redressement fiscal puis à

un audit commandé par la mairie.

L'expertise aurait révélé un déficit

de 22 millions de francs. Mais le

chiffre est contesté par l'actuelle di-

rection, qui évoque un problème d'interprétation comptable et

avance plutôt ses six exercices béné-

« Il y a trop de décideurs dans ce

club », a encore reproché Jean-Marc

Ayrault. Les querelles de personnes,

sous-jacentes au FC Nantes, il-

lustrent la complexité extrême des

structures actuelles du football : le

club possède ainsi quatre présidents.

Le partage des compétences entre

l'association et la SAOS, les conflits

à l'intérieur du conseil d'administra-

tion minent la conduite des affaires.

Scherrer, avait été contraint de dé-

missionner en 1996. Jean-René Tou-

melin, son successeur, et Alain Flo-

rès, le directeur général de la SAOS,

sont aujourd'hui critiqués. Et plus

encore Robert Budzinski, le direc-

1992-93:5, 1993-94:5, 1994-95:

Daniel Eon, Philippe Gondet, Jacky

1"; 1995-96: 7", 1996-97: 3",

Grands ioneurs du passé :

Simon, Jean-Claude Snaudeau,

Bernard Blanchet, Hugo Bargas,

Hugo Curloni, Herri Michel, Loic

Amisse, Maxime Bossis, Thierry Tusseau, Patrice Rio, Eric Pécout,

Jean-Paul Bertrand-Demanes, José

Touré, Bruno Baronchelli, Vahid

Halilhodzic, Antoine Kombouaré,

Paul Le Guen, Jorge Burruchaga,

Christian Karembeu, Patrice Loko,

Reynald Pedros, Claude Makélélé,

Japhet N'Doram.

Marcel Desailly, Didier Deschamps,

1997-93 : 114.

Le président de la SAOS, Guy

ficiaires consécutifs.

fait ses preuves – ne suffit pas à gommer les insuffisances chroniques dans les structures 22 millions. Les dirigeants contestent la réalité de ce chiffre. Il n'empêche, le maire exige extérieur. Mais l'incertitude sur le statut jurila vente de joueurs et n'hésite pas à mettre en cause les responsables de la gestion du FCNA, La polémique survient alors que le dub

dasses. *

croisée des finances et du terrain, là justement où ça coince. La polémique survient alors que le club souhaite ouvrir son capital à un investisseur extérieur. Au printemps, le club a proposé 58 % de son capital à auf pouvait promettre un investissement important. Douze candidats s'étaient déclarés. Cinq dossiers ont été plus attentivement examinés. La désignation du lauréat devait se faire avant la fin de la saison. Et, depuis, plus rien.

INCERTITUDE JURIDIQUE

L'incertitude sur le statut iuridique des clubs de football - un projet de loi devrait le réformer prochainement -, mais également « la complexité des structures de pilotage du club », selon le rapport du cabinet Fidal chargé de ferrer les investisseurs, explique ce retard.

S'il veut simplement maintenir son standing sur le terrain, le FC Nantes-Atlantique se doit pourtant de trouver très vite de l'argent. Selon Alain Florès, il lui faut entre

mentaires par an « pour pouvoir mettre en place un plan de développement économique et construire un projet sportif ». A l'heure actuelle, seule une participation régulière à la Ligue des champions permettrait un tel apport en fonds propres. « Comment acheter aujourd'hui Ravonelli sans Robert Louis-Drevfus?, plaide

Dans la Loire-Atlantique comme

30 et 50 millions de francs supplé-Alain Florès. Nous, nous pouvons à peine payer le lacet d'une de ses go-

Où trouver autrement l'argent? Les collectivités publiques ? Elles ont donné et ne sont pas près de s'y risquer à nouveau. Les banques? « Nous n'avons rien pour garantir un emprunt, explique M. Florès. Nous sommes locataires de nos installations. * Comme tant d'autres, le club attend donc son « sauveur », tout cousu d'argent, capable de « positionner le FC Nantes parmi les premiers clubs français et de le doter de structures plus rigoureuses du point de vue budgétaire », selon le voeu de Jean-Marc Ayrault.

Pour viser l'Europe, il faut 300 millions au minimum

Eurostaff, un cabinet d'études de marché basé à Paris, vient de publier un rapport sur les clubs de football qui compartimente précisément les niveaux de budeet selon les ambitions. La taille critique pour les clubs «à vocation européenne» se situe à un minimum de 300 millions de francs de budget annuel « avec un niveau de masse salariale compris entre 150 et 200 millions de francs ».

Une seconde taille critique, pour des clubs à vocation nationale, fréquemment qualifiés pour des coupes européennes, avoisine 150 à 200 millions de francs, « ces chiffres pouvant inclure, pour des clubs formateurs, des plus-values récurrentes sur ventes de loueurs. » « Le niveau des salaires doit alors rester inférieur ou égal à 50 % du chiffre d'affaires. » Les ciubs à stricte vocation locale se situeront entre 80 et 120 millions de francs de budget. « Il sera dramatique pour un club d'hésiter entre deux de ces trois niveaux, précise le rapport. Les mésaventures sportives du FC Metz, par souci de prudence financière, illustrent l'inconfort de ces postures de transition entre rang national et statut européen.»

dans le reste de l'Hexagone s'envole donc le rêve d'un football en autosuffisance, vivant de ses seules recettes. Le FC Nantes a bien tenté de diversifier ses activités. Une division extrasportive se charge ainsi de vendre le savoir-faire du club dans la gestion d'événements. L'idée est « nouvelle, extremement rentable, mais marginale », de l'avis même de son responsable, Sébastien Atger.

extérieur. Mais l'incertitude sur le statut juri-

dique des clubs - bientôt réformé - et « la

complexité des structures de pilotage du

dub » n'ont pas encore permis d'aboutir.

Dans la route du rhm

impose de nouve

Le FC Nantes ne redoute point tant l'actuelle baisse de régime sportif que le sentiment diffus que les belles années ne reviendront pas. Reverra-t-on un jour l'équivalent de la « dream team » de la saison 1994-1995, qui ne concéda qu'une défaite en 38 rencontres? Autourd'hui, les Patrice Loko, Christian Karembeu, Nicolas Ouédec, Japhet N'Doram ou Reynald Pedros auraient sans doute quitté les bords de la Loire avant même cette apothéose.

210

200

5"1.

•4"<u>-</u>" .

F ...

三::

Ø1 15.

610 ·

幸福

10 mg/ / _ -

福江。

第二十二

100

W .

SUR DES CENTAL

POUR TOU

Christian Karembeu, qui gagnait 100 000 francs à Nantes, perçoit 1 million, net d'Impôt, au Real Madrid. La masse salariale globale du FC Nantes a été multipliée par trois en cinq ans, sans parvenir à freiner l'appauvrissement de l'effectif. La rumeur, démentle par la direction, annonce même le départ de joueurs, à l'occasion du marché d'hiver.

A l'image du reste du football français, aujourd'hul globalement bénéficiaire, le FC Nantes risque de mourir en bonne santé. « Nous voulons nous inscrire dans la durée, parvenir à lisser sur le plan économique les aléas du terrain, comme d'autres en Europe sont parvenus à le faire »,

assure Alain Flores. En attendant, il faudra encore gagner le prochain match de championnat pour assurer l'avenir immé-

Benoît Hopauin

🚏 Le championnat de France de football de D1! CLASSEMENT OF THE PROPERTY OF THE Bordeaux-Sochaux '0-0 36 14 11 3 0 + 19 = GGGGG Rennes-Lyon 7 32 14 10 2 2 + 17 = GPGGW Bastia-Monaco 3-1 27 14 8 3 3 +4 = GGGPN Meiz-Nantes . . 1-0 23 14 7 2 5 +8 = PGPGP 14 5 6 3 +7 = PNEGN Montpellier-Auxerra 3-0 20 14 6 2 6 +2 A GPGPG Le Havre-Parts SG 0-4 20 14 6 2 6 +2 & MOGPE Strasbourg-Lonent 2-0 19 14 5 4 5 +4 A NGPNG Toulouse-Nancy 1-1 19 14 5 4 5 0 W NPNNP LEMENTON SPACE 19 14 5 4 5 -1 W GPNPP 49: 19 14 5 4 5 -1 A NGPGG 12 Lens 17 14 5 2 7 -1 TP PGPGP 15 14 3 6 5 .- 6 & GPGNG 20 14 Mancy . 14 14 3 5 6 ~4 TF PPGNN 2 Lorient 3 Auxeme 12 14 2 6 6 -7 V NNGNP 12 14 3 3 8-17 = PGPGN 40 17 Toulouse 11 14 2 5 7-13 = NPPPN 17 Basila 23 18 Lorient 8 14 1 5 8-13 = PPFPP 18 Lens _LES ATTACHES | 1 Bordeaux et Marsonie 29 buts • 3 Montpellier 26 buts LES US CONSESS: 1 Marsede 10 buts • 2 Lyon 11 buts • 3 Bordeaus et Paris SG 12 buts.

LES BELT PORS 7 1 Wiltord (Bordesun) 10 buts • 2 Maurice (Marselle) 8 buts • 3 Ravanelle

15º JOURNÉE : Jeuci 19 novembre : Monaco-Bordesos, Lyon-Marseille. Vandradi 20 novembre : Paris SG-Rennes, Lorient-Toulouse, Lens-Bastie

rsellei, André (Basta), Cascanno (Nancy), Simone (PSG) 7 buts.

Sochaux-Strasbourg, Auxerre-Metz, Nantas-Montpellier, Nancy-Le Havre.

P. L. (avec AFP)

L'Olympique de Marseille décourage, un à un, tous ses poursuivants

« MARSEILLE sera champion de France avec quinze points d'avance sur le deuxième. » La prédiction de l'entraîneur lensois Daniel Leclercq ne s'imposait pas forcément au moment où



Stade-Vélodrome. Les champions de FOOTBALL France en titre

ont mis une mi-temps pour dominer leurs inhibitions, samedi 14 novembre, face au leader du championnat. Pen-dant la seconde période, les Nordistes ont démontré leur savoirfaire, mais il était trop tard pour remonter le handicap du but marqué par l'attaquant marseillais Christophe Dugarry au terme de la première demi-heure de jeu. Un seul coup d'éclat aura donc suffi à l'OM, soutenu par 51 000 spectateurs, pour signer son huitième succès d'affilée et, surtout, pour creuser l'écart avec ses poursui-

Cette 14 journée marquera, peut-être, le début de l'irrésistible échappée marseillaise. Bordeaux, le plus valeureux des poursuivants, à bradé pour la première fois de la saison deux points à domicile, et qui plus est devant Sochaux (0-0), jusque-là catalogué comme l'équipe la plus vulnérable sur terrain adverse. « Nous aurions même pu perdre », a reconnu l'entraîneur des Girondins, Elie Baup. C'est dire si Bordeaux, désormais relégué à quatre points du premier, ne présente pas toutes les garanties, à l'heure actuelle, pour s'opposer à

l'envolée olympienne. Le Stade rennais, qui a engrangé des points tout l'automne, est entré en hibernation depuis une semaine. Après la défaite (1-3) subie à Lens, mercredi 11 novembre, les Bretons ont éprouvé en vain le mur édifié par la défense lyonnaise (0-0). C'est la première fois depuis le début de la compétition que les Rennals n'ont pas marqué devant leur public. « Face à un adversaire solide et bien organisé, nous ne pouvions pas espérer mieux », a observé l'entraîneur breton Paul Le Guen. Son équipe campe toujours en troisième position, mais avec déjà neuf longueurs de retard sur l'OM.

RIEN COMPRIS AU FILM #

L'AS Monaco, maigré son budget princier, se contenterait volontiers de ces chiffres. A Bastia, les Monégasques ont confirmé leur inquiétante friabilité à l'extérieur. Défaits (1-3) très logiquement par les Corses, les voilà lestés d'une cinquième défaite. Ils n'occupent que le quatrième rang du classement, à treize points de M arseille. Autant dire qu'un gouffre les sépare du leader. « Nous n'avons pas le niveau pour nous mêter à la lutte pour le titre », déplore l'entraîneur, Jean Tigana, avant de conclure, acide: « Les joueurs n'ont rien compris au film. »

Les Havrais ont souffert à leur tour, dimanche 15 novembre, d'un dérapage du scenario avec une lourde défaite à domicile (0-4) face au Paris-Saint-Germain, L'opposition s'annonçait équilibrée entre deux formations aux trajectoires opposées. Les Havrais restaient sur cinq rencontres sans défaite, alors que le PSG, englué en milieu de

d'enchaîner deux victoires. Le retour de Denis Troch achevait de cataloguer l'affiche dans la série des confrontations à haute ten-

Finalement, l'ancien entraîneur havrais, qui est retourné au PSG le mois dernier comme adjoint d'Artur Jorge, a passé une soirée tranquille. Il est vrai que la guerre des petites phrases entre Troch et son ancien président, Jean-Pierre Hureau, avait eu lieu dans la semaine. Dans une ambiance vite dépassionnée, les Parisiens ont réglé l'affaire pendant la première période avec des buts de Jimmy Algérino (24°), Marco Simone (36°) et Grégory Paisley (40°).

La seconde mi-temps s'est étirée langoureusement avec le seul but de Simone (70°) pour récompenser les moins distraits des spectateurs. « Quand les joueurs respectent l'organisation, tout est plus jacile », a conclu Artur Jorge, qui fait avec les

moyens du bord. L'effectif disparate recruté par Charles Biétry devrait être disloqué en juin. Un camouflet supplémentaire pour le président délé-

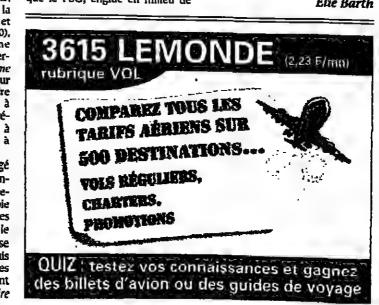
Elie Barth



sont pistés par Caen Devant près de 10 000 spectateurs rassemblés dans les tribunes du stade Michel-d'Ornano,

Saint-Etienne et Troyes

samedi 14 novembre, les joueurs du SM Caen se sont emparés de la 3º place du classement à l'issue de leur victoire sur Troyes (2-0) grâce à deux buts signés Samuel Boutal et Régis Brouard. L'AS Saint-Etienne, tenu en échec à Ajaccio (1-1), reste en tête du classement après cette 17 journée, avec un point d'avance sur Troyes. Laval, stoppé sur son terrain par Le Mans (0-0), est 4°. La seule victoire obtenne sur terrain adverse lors de cette journée est à mettre à l'actif de Lille, vainqueur à Amiens (3-1), et qui se rapproche à quatre points de Caen. En pleine crise, le Red Star s'est effondré à Sedan (5-0) et se retrouve 16°, alors que Nice pointe toujours à la dernière place du classement en dépit du point pris sur le terrain de





AUJOURD'HUI-SPORTS

LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 1998 / 27

Dans la route du rhum, une bulle anticyclonique impose de nouveaux choix aux skippers

Après la succession de dépressions essuyées en début de course, les concurrents de cette transatlantique en solitaire doivent composer avec une bulle anticyclonique qui pourrait freiner leur route vers Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).
Le Franco-Suisse Laurent Bourgnon (Primagaz),
dans une course en solitaire. >

sion de revenir sur la tête avant l'arri-

Pour ce quatuor, Loick Peyron, situé plus au sud, à la 6º place, est désormais l'homme à surveiller. S'ils se trouvaient bloqués par l'anticyclone en tentant de s'en dégager par le sud, ils pourraient bien assister en spectateurs au passage du skipper de Fujicolor-II dans l'alizé qui s'établit dans sa zone de navigation. Peyron le sait bien. Il avait envoyé dimanche soir toute sa surface de toile et filait à 20 nœuds, bien recalé sur la route médiane pour recoller au groupe des leaders. « Tous les derniers chavirages ont eu lieu dans ces conditions-là », rappelait-il cependant, conscient des risques qu'il est maintenant contraint de

Partisan d'une option audacieuse qui l'a mené seul jusqu'au long des côtes mauritaniennes et dont il est encore tôt pour prendre toute la mesure, Francis Joyon taille finalement sa route vers l'ouest. Lundi 16 novembre, le skipper de Banque-Populaire revient à un train d'enfer. Il pointait en 7 position, lundi, après s'être contenté, pendant toute la première semaine de course, du milieu de classement.

Derrière, le duel opposant Thomas Coville (Aquitaine-Innovations) et Catherine Chabaud (Whirtpool/ Europe 2) est désormais sérieusement arbitré par Jean-Luc Van den Heede (Algimouss).

L'alizé, dont les routeurs prévoyaient l'installation durable à partir du mardi 17 novembre, pourrait permettre les premières arrivées à Pointe-à-Pitre dès le samedi 21 novembre. Avec un nouveau record à

Patricia Jolly

DÉPÊCHES

BOXE : Fabrice Tiozzo a conservé par KO, samedi 14 novembre à Mont-de-Marsan, son titre WBA des lourds-légers. D'une fulgua Mont-de-Marsan, sun tute WBA des fourts-legets. D'une luga-rante droite au menton, le Lyonnais a envoyé au sol le Brésilien Eze-quiel Paixao, son challenger officiel, dès la deuxième reprise.

BASKET-BALL: Pan-Orthez a logiquement battu Besançon (86-77), dimanche 15 novembre, lors de la 14 journée, et conserve la tête

du championnat de Prance. Au classement, les Béarnais disposent de deux points d'avance sur Cholet, qui a eu recours à la prolongation pour l'emporter à Evreux (79-82).

■ ÉCHECS : le grand maître Christian Bauer sera le seul Français à participer au championnat du monde organisé en 1999 par la Fédération internationale des échecs. Il a emporté le tournoi zonal regroupant les pays d'Europe de l'Ouest, qui s'est joué du 6 au 15 novembre en Andorre. Le champion de France, Josif Dorfmann, a terminé 8°, le jeune prodige Etienne Bacrot 12° et le numéro un français, Joël Lautier, 19-, dans une compétition relevée où seuls les six premiers étaient qualifiés pour le championnat du monde.

■ FOOTBALL: la Fiorentina, définitivement éliminée de la Coupe de l'UEFA après les incidents du match retour qui l'opposait, le 3 novembre, au Grasshopper Zurich (Le Monde du 5 novembre), conserv sa place de leader du championnat d'Italie, malgré une nette défaite à Plaisance (2-4), dimanche 15 novembre. L'AS Roma, vainqueur de la Juventus Turin (2-0), rejoint son adversaire à la deuxième place. ■ Aston VIIIa, leader du championnat d'Angleterre et toujours invaincu, a conservé son avance, samedi 14 novembre lors de la 13° journée, en s'imposant largement (1-4) à Southampton, grâce notamment à un triplé de sa nouvelle recrue Dion Dublin. Au classement, le club de Birmingham compte trois points d'avance sur Manchester United, victorieux de Blackburn (3-2), et quatre sur Arsenal, tenu en échec sur sa pelouse (0-0) par Tottenham.

■ GYMNASTIQUE : Ludivine Furnon a été sacrée championne de

Prance du concours général, samedi 14 novembre, à Lyon, avant de s'imposer dans les finales de la poutre et du saut, et de terminer troisième aux barres asymétriques. Troisième du concours général, Benjamin Varonian, dix-huit ans, s'est imposé aux barres parallèles et a partagé la première place à la barre fixe avec son partenaire de club Eric Casimir. Il s'est également classé deuxième aux arçons et aux anneaux derrière Casimir et Sébastien Tayac. Champion du concours général, le Lyonnais Yann Cucherat ne s'est qualifié que pour les finales des arçons et du sol, où il a terminé cinquième et sixième. Enfin, en gymnastique tythmique, Eva Serrano, après avoir aisément dominé le concours général, s'est adjugé les quatre finales par en-

TENNIS: le Russe Evgueni Kafelnikov a décroché sou billet pour les Masters de Hanovre, tournoi réunissant les huit premiers joueurs de l'ATP, grâce à sa victoire (7-6 [7/2], 7-6 [7/5]), dimanche 15 novembre, en finale du Tournoi de Moscou, face au Croate Goran Ivanisevic. Il rejoint Pete Sampras, Marcelo Rios, Andre Agassi, Carlos Moya, Alex Corretja, Karol Kucera, Tim Henman. Greg Rusedski

LOTO : résultats des tirages nº 91 effectués samedi 14 novembre. Premier tirage: 14, 16, 17, 20, 43, 47; numéro complémentaire: 25. Rapports pour 6 numéros : 2 362 875 F; 5 numéros et le complémentaire: 81 665 F; 5 numéros: 9 300 F; 4 numéros et le complémentaire: 382 F; 4 numéros: 191 F; 3 numéros et le complémentaire: 34 F; 3 numéros: 17 F.

Second tirage: 6, 15, 18, 21, 30, 33; numéro complémentaire: 24.
Rapports pour 6 numéros: 7 584 850 F; 5 numéros et le complémentaire: 38 815 F; 5 numéros: 4840 F; 4 numéros et le complémentaire: 246F; 4 numéros: 123 F; 3 numéros et le complémentaire: 28 F; 3 numéros : 14 F.

En tête de la course, les favoris continuent leur chassé-croisé

LE PLUS DUR semble passé. Les vacations radio de la plupart des solitaires de la Route du rhum témoignent d'ailleurs d'une hausse générale du moral. Il y est question de vents plus coopératifs, de températures

plus clémentes, de vêtements trempés qu'on peut enfin

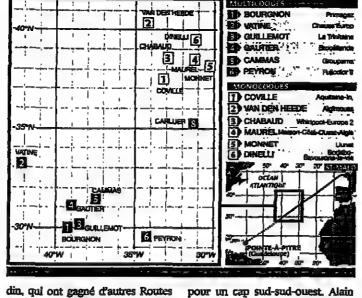
mettre à sécher, de cabines chamboulées qu'on remet en ordre ou de repas dignes de ce nom. Le plus dur est passé, mais la course n'est toujours pas jouée. A l'est, face à l'étrave des multicoques leaders, juste dans l'axe de la route directe vers Pointe-à-Pitre, se dirige une bulle anticyclonique guère plus réjouissante que la succession de dépressions essuyées la semaine pas-

Cette perspective de « coup de frein » a été, dimanche 15 novembre, le sujet de multiples « conciliabules » entre les skippers et leurs fidèles routeurs. Le groupe baptisé ces demiers jours « Club des cinq » à cause de leur concentration en tête - Laurent Bourgnon (Primagaz), Paul Vatine (Chauss'Europ), Marc Guillemot (Biscuits-La Trinitaine), Alain Gautier (Broceliande) et Franck Cammas (Groupama) - devrait se désolidariser quelque peu pour négocier ce nouveau caprice de la météo.

VOILE

sée par les concurrents.

Pour Paul Vatine, « c'est par l'ouest que ça peut passer». Le skipper de Chauss'Europ, qui avait fait preuve d'originalité dès le départ en optant pour une route nord, veut continuer sur la route directe. Quitte à être un peu freiné. Fort des conseils des routeurs Jean-Yves Bernot et Louis Bo- mot et Alain Gaurier, eux, ont opté vant. C'est peut-être la dernière occa-



din, qui ont gagné d'autres Routes du rhum par navigateurs interposés, il affiche une confiance presque in-

« JAMAIS ÉTÉ AUSSI BIEN »

« Je suis beaucoup mieux qu'il y a quatre ans [il s'était classé 2º dernière Laurent Bourgnon], affirmait-il dimanche. Je n'al jamais été en fait aussi bien dans une course en solitaire. J'al navigué constamment sous pilote automatique depuis le départ, ce qui m'a permis de me reposer suffisamment, l'al quasiment eu ma nuit complète en faisant le point toutes les 40 minutes. Je me trouve dans une forme que l'on pourrait qualifier de spectaculaire, si l'on se replace dans le contexte d'une course en solitaire. »

Laurent Bourgnon, Marc Guille-

Gautier aura un soud supplémentaire à gérer. Son puits de dérive s'est fendu, jeudi 12 novembre, après une collision avec un objet flottant non identifié. «Je marchais à 20 nœuds [37 km/b], mais je n'aî rien vu, rien entendu..., a-t-il expliqué. Le foil est également abîmé. Il y avait 30 à 40 cm d'eau à l'intérieur. Le moteur et les alternateurs étaient dans l'eau. Je n'étais pas très fier. Pour l'instant je suis obligé de pomper

Un peu à la traîne, Franck Cammas (5°), qui bat des records de vitesse, pense le moment venu de faire appel à son instinct de régatier. « C'est une bonne situation pour attaquer, disait-Il dimanche, car le vent n'est plus aussi réguller qu'aupara-

toutes les deux ou trois heures. »

que de Marseille in tous ses poursuivant

rouver preneur

roque un de sit de 22 millions, e se sont no mes de 22 millions,

State of the state

11.5

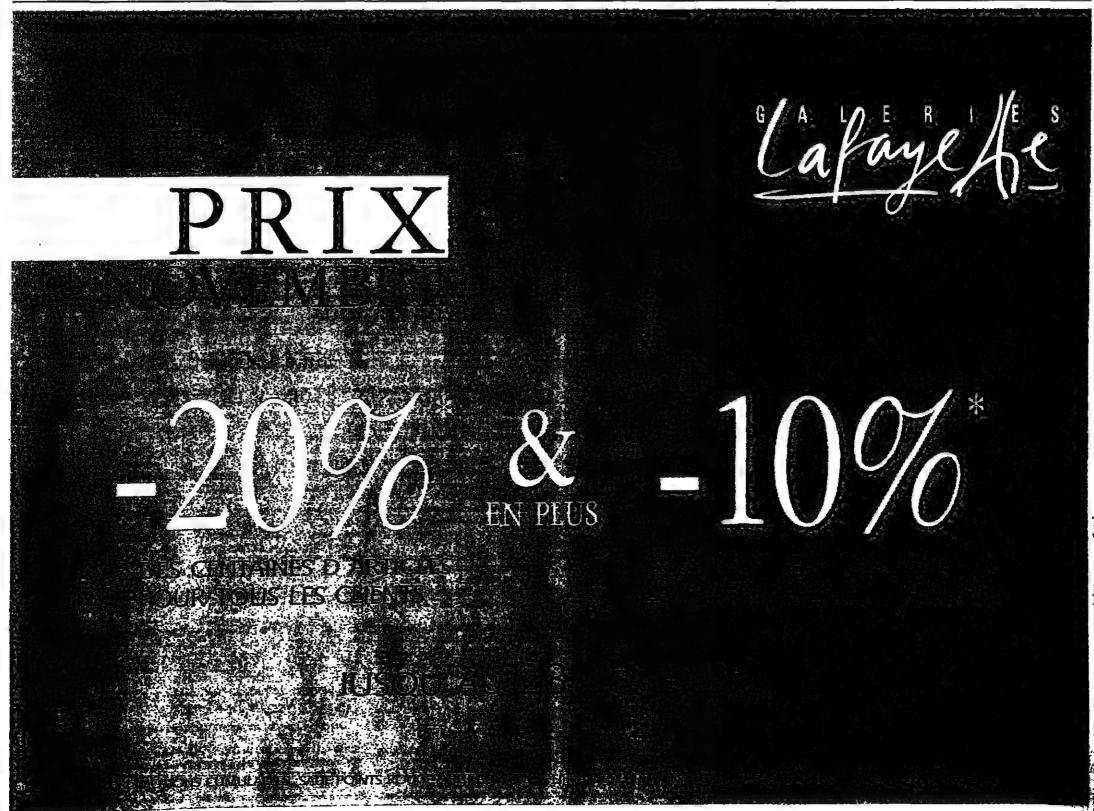
The state of the s

1.

1.22.19.25

 $\cdots = \oplus \otimes \widehat{\mathcal{G}}$

 $^{2012} \leqslant \varepsilon_{0}$



Première offensive du froid

MARDI, l'air froid s'installe sur la France, les averses disparaissent, et le soleil reprend le des-

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.- En Basse-Normandie, éclaircles et passages nuageux se succèdent tout au long de la journée ; averses possibles près des côtes. Dans les autres régions, les nuages dominent; ils s'épaississent l'après-midi et peuvent donner localement en Bretagne un peu de pluie, Températures maximales 9 à 11 sur les côtes, 6 à 8 dans l'intérieur.

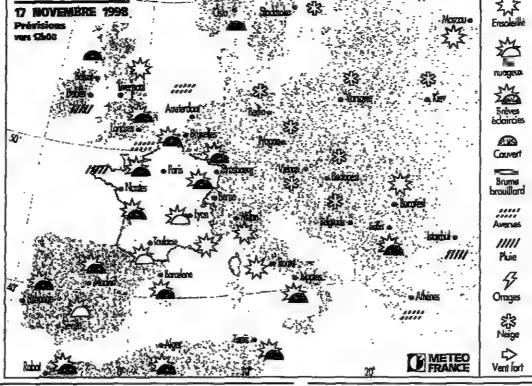
Nord-Picardie, Lle-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le long des côtes de la Manche, le ciel alterne éclaircies et passages très nuageux, parfois porteurs d'une brève averse. Partout ailleurs, une fois les bancs de brouillard matinaux dissipés, le soleil s'impose. Températures très fraiches, avec un maximum de 4 à 6 en général, et seulement 3 ou 4 dans les Ardennes.

Bourgogne, Franche-Comté. -Temps froid, mais avec prédominance du soleil, cependant parfois contesté par des brouillards matinaux, ou bien par des passages nuageux inoffensifs. Températures maximales 3 à 5, localement 2.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Au nord de la Garonne, le soleil disparaît progressivement derrière un voile nuageux qui se fait pius épais l'après-midi. Au sud, le soleil brille largement; toutefois, son apparition peut être parfois retardée par des bancs de brouiliard matinaux. Maximales 6 à 9 au nord de la Garonne, 10 à 13 au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Temps sec et froid, avec un ciel partagé entre soleil et nuages. Maxi de 4 à 6 seulement. Languedoc-Roussillon, Pro-

vence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil continue à dominer. Le thermomètre affiche au meilieur de la journée 12 à 15 sur la frange littorale, 10 à 12 dans l'inté-



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ SCANDINAVIE. La compagnie aérienne SAS annonce des tarifs promotionnels, en classe économique, sur ses vols au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg et Toulouse vers les principales villes scandinaves, et ce jusqu'au 31 mars 1999. Ces tarifs permettent d'obtenir des prix sur des vols A/R vers Copenhague à partir de 1 705 F ou encore des A/R Stockholm à 1 816 F, Oslo à 1 912 F et Helsinki à 1930 F. Une réduction supplémentaire de 25 % est accordée aux enfants de moins de 11 ans. Renseignements au 0-801-

AUTRICHE. La compagnie autrichienne Lauda Air propose une rotation supplementaire de Vienne à Sydney (Australie) via Kuala-Lumpur, ce qui porte à sept le nombre de ses vois en partage de code avec Malaysia Airlines. Nouveau numéro de réservation :

2000 Acres. 368 II. Maria 1

general. 134:":

tor and 起去一 626 c. .

Maria.

2.3

Water

AX:

Π.

1876 Mar. ...

Marie .

here, "

ALC:

Dr.

6.66

Edwig -

 $\int d^{n}_{G/\frac{2n}{2}} dx$

Range of the second

Miletonia :

Int .

que. 28 .27 · ...

of Car

Library.

ka:

la reference

Die Walte

Part Co.

Rent :

Shirt Comment

OG Ben Co

MINGE FEBRUARE

anni di tarini di li

DUTH

報覧でします。

on $\{ \overline{a}_{i}^{(n)}, \dots, \overline{a}_{i} \}$

Champagne, Lorraine, Alsace, rieur des terres.	2	20 FRANCE Veni for 0-802-825-825.	
PRÉVISIONS POUR LE 17 NOVEMBRE 1998 Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel, 5 : ensoletilé; N : mageux; C : couvert; P : pluie; * : neige. FRANCE mêtropole ALACCIO 8/16 5 NANTES 1/8 C BARCELONE BIARRITZ 2/12 5 NICE 6/15 5 BELFAST BORDEAUX 1/8 N PARIS 0/5 N BELGRADE BORDEAUX 1/8 N PARIS 0/5 N BELGRADE BOURGES -1/5 5 PAU 2/10 N BERLIN BREST 5/9 P PERPIGNAN 4/12 S BERNE CAEN 4/5 C RENNES 1/6 C BRUXELLES CHERBOURG 1/7 C ST-ETIENNE -1/3 N BUCAREST CLERMONT-F3/6 N STRASBOURG 0/3 N BUDAPEST DUION -2/3 N TOULOUSE 0/9 N COPENHAGUE DUION -2/3 N TOULOUSE 0/9 N COPENHAGUE LILLE 0/3 N FRANCE outre-may LILLE 0/3 N FRANCE outre-may LIMOGES -1/6 N CAYENNE 2/3/11 G GENEVE LYON 0/6 N FORT-DE-FR. 25/30 S HELSINKI MARSEILLE 3/10 S NOUMEA 23/28 P ISTANBUL	LONDRES 2/6 N BRASILIA 19	2/7 S LE CARE 17/25 S -1/4 MARRAKECH 14/26 S NAIROBI 15/26 N 19/27 N PRETORIA 19/31 C 11/21 S RABAT 12/22 S 11/21 S RABAT 12/22 S 12/29 P TUNIS 12/18 N 3/8 S ASSE-OCÉABSE 12/21 N BANGKOK 26/31 P 11/16 N BOMBAY 24/32 S 12/21 N DIAKARTA 26/30 P 5/2 S DUBAJ 23/31 S 7/13 N HANOI 23/27 P 9/14 S HONGKONG 22/27 N 11/28 S JERUSALEM 14/24 N 12/5 C NEW DEHL 12/26 S 8/17 S PEKIN -7/0 S 8/01 2/12 P 12/20 S SINGAPOUR 26/30 C 25/32 C SYDNEY 18/22 N 25/28 P TOKYO 13/22 N Situation le 16 novembre à 0 heure TU Prévisions pour le 18 novembre à 0 l	Mana Tu

INFORMATIQUE

Deux professeurs américains ont conçu un logiciel de correction automatique des copies

L'futelligent Essay Accessor peut-il s'adapter à toutes les langues ?

Peter Foltz en est convaincu. Le programme compare les documents

sur un plan conceptuel. Grâce à ce mode de fonctionnement, il peut

déduire que deux documents parlent de la même chose avec des

termes différents. Par exemple, les phrases « le médecin a opéré le

patient » et « le chirurgien a utilisé son scalpel » seront considérées

comme équivalentes, parce que l'expérience a montré que les mots

« médecin » et « chirurgien » tendent à apparaître dans les mêmes

contextes. Bref, conclut le professeur américain, « étant donné que ce

système repose uniquement sur une analyse mathématique du langage.

il peut fonctionner aussi bien avec n'importe quelle langue. Nous avons

fait des tests, tous convaincants, aussi bien en français, en espagnol, en

THOMAS LANDAUER, professeur à l'université du Colorado à Boulder, et Peter Foltz, son alter ego à l'université d'Etat du Nouveau-Mexique, s'apprêtent à commercialiser sur le marché américain un logiciel pas tout à

fait comme les autres. L'Intelligent Essay Accessor, comme son nom l'indique aux angiophones, est un correcteur intelligent de copies. Rien à voir, donc, avec les classiques correcteurs orthographiques ou grammaticaux. L'intelligent Essay Accessor promet de remplacer purement et simplement les professeurs pour leur fastidieux travail de correction des copies. Notation et commentaires compris!

Afin de mieux convaincre, le quotidien américain Washington Post a relaté, dans son édition du 13 octobre, l'expérience de Hugo Rousselin, étudiant en deuzième année de psychologie à ladite université d'Etat du Nouveau-Mexique.

Au lieu de commencer par un exercice simple, le jeune homme a soumis au logiciel son premier devoir de psycho-linguistique. Verdict de l'ordinateur, moins de vingt secondes plus tard: « B. Bien, mais

vous devez définir l'effet de * supérlorité du mot ", ainsi que ses implications ». Conseil suivi à la lettre par l'étudiant, qui revoit sa copie et la présente de nouveau, vingtquatre heures plus tard, au jugement de la machine. Deuxième sentence : « A ». L'expérience a au moins le mérite de démontrer la cohérence interne du système de correction.

MALGRÉ LES RÉSERVES...

«C'est un peu inquiétant de se rendre compte que l'ordinateur commence à prendre en charge des taches que les humains étaient jusque-là les seuls à exécuter, avouera Hugo Rousselin. Mais l'avantage, c'est que l'on obtient une réponse immédiate. Dans mon autre cours de psychologie, j'ai rendu un devoir de cinq pages et je n'ai reçu la correction que deux semaines plus tard. » A bon ententeur, salut...

Malgré toutes les réserves qu'elle peut susciter, cette expérience force l'intérêt. Pour preuve, l'Educational Testing Service, autorité chargée de l'ensemble des examens et concours d'admission aux universités et grandes écoles américaines qui mobilise chaque année plusieurs milliers de correcteurs, envisagerait de s'équiper au plus vite d'un programme simi-

Cette décision de l'institution ignorerait les réserves qu'émettent eux-mêmes les deux principaux artisans du produit. Pour les professeurs Landauer et Foltz, l'intelligent Essay Accessor serait plus recommandé dans le cadre d'une aide personnelle aux étudiants qu'en rempiacement de la correction humaine des professeurs. Un bémol qui n'apaisera sans doute qu'à moitié la grogne du corps enseignant, qui estime que cette au-

Un logiciel multilingue?

tomatisation risque de nuire à l'image de la traduction automal'implication des professeurs, et, par voie de conséquence, de causer, in fine, du tort aux étudiants.

Cela n'empêche pas le logiciel de susciter beaucoup de commentaires de l'autre côté de l'Atlantique. Le journal sur Internet The Denver Post Online, le grand quotidien USA Today et l'agence de presse Associated-Press, entre autres, lui ont déjà consacré articles.

Techniquement, le logiciel repose sur des principes de traitement de la langue éctite, un peu à

artificielle et à la logique floue (fuzzy logic). En pratique, l'Intelligent Essay Accessor peut s'adapter à toutes les matières. « Le système a été testé sur plus de 2 000 documents courrant une douzaine de sujets, explique Peter Foltz. Parmi ces derniers, on trouve des thèmes aussi varies que l'histoire du canal de Panama, les stratégies publicitaires ou encore la production d'énergie. » Les documents ont parallèlement été corrigés par deux experts lors de chaque expétience. « Nous avons montré que le logiciel est au moins autant en accord avec un expert humain que deux experts entre eux. »

tique, faisant appel à l'intelligence

UNE VINETAINE D'ENEMPLES

La procédure de préparation du programme impose d'entrer dans la mémoire de l'ordinateur des ouvrages de référence dans la discipline concernée. Sont ajoutées à cette information de base une correction-type ou bien une vingtaine de copies déjà notées par le professeur. Par analyse du langage, combinaison de mots, évaluation du sens, le logiciel attribuera ensuite les meilleures notes aux co-

PROBLÈME Nº 96

pies s'approchant le plus du corrigé, et les moins bonnes, comme de logique, à celles s'en éloignant le plus. «L'ordinateur analyse la langue sur un plan mathématique et Il la comprend d'une manière similaire aux êtres humains », assure Peter Foitz. «Le procédé a toutefois ses li-

mites, estime pour sa part Angel Osorio y Sainz, directeur de recherche au Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur du CNRS. Il n'est pas très compliqué d'obtenir des outils de ce genre, fiables à environ 80 %. Mais on sait que. dans le cas de l'analyse du langage, il reste une marge d'erreur de 20 %. Et même en tenant compte du fait que les langues anglo-saxonnes se prêtent mieux que les latines à ce type de traitement, peut-on tolerer la plus petite incertitude lorsqu'il s'agit de noter des copies ? »

On comprend néanmoins les craintes d'enseignants qui ne pensaisent sans doute pas se retrouver si vite sur les rangs des professions que menace l'informatique. A moins qu'elle ne provoque qu'une saine émulation...

Olivier Zilbertin

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 98274

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

SOS Jeux de mots:

allemand ou en grabe ».

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min). ratifs. Ramassé à table. - 6. Un droit

pour les femmes. En harmonie. Prisons de poules. - 7. Cousin germain. Oublie. - 8. Belle sur le parvis. -9. Négation retournée. En liesse. L'inconnu de tous les jours. -

10. Grand sacrifice. - 11. Vit dans le

faste et les plaisirs. Dépouillée. Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 98273

HORIZONTALEMENT

1. Odontomètre. - 11. Radiologie. – III. Troènes. TNT. – IV. Hanta. ive. - V. OPA. Lencios. - VI. Détail. Elis. - VII. Ente. Lèse. - VIII. OE. Nectar. - IX. Môme. Tas. IL - X. Isoler. Soue. - XI. Enlèvements.

VERTICALEMENT 1. Orthodromie. - 2. Darape

de l'admes

PRINTED IN FRANCE

(parade). EOSN. - 3. Odonate. Mol - 4. Niet. Annelé. -- 5. Tonalité. EV. - 6. Olé. Electre. - 7. Mosan. Ta. -8. Eg. Celasse. - 9. Titiller. On. -10. Renvois. IUT. - 11. Tesselles.

CETTE CUISINIÈRE veut faire cuire un œuf à la coque

AFFAIRE DE LOGIQUE

L'œuf à la coque

selon les règles de l'art : 3 minutes exactement dans l'eau bouillante. Mais pour tout chronomètre, elle dispose de deux sabilers, l'un qui s'écoule en 6 minutes, l'autre en 11 minutes. Elle met l'eau à bouillir et fait partir en même temps ses deux sabliers, les retournant chaque fois qu'ils se vident. Elle finit par réussir à mesurer les trois minutes nécessaires à la cuisson de son œuf. Comment?

En s'octroyant le droit de retourner des sabliers encore en partie remplis, elle aurait pu décomposer ses trois minutes en patientant beaucoup moins longtemps. Combien de temps au minimum?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1998

Solution dans *Le Monde* du 24 novembre.

HORIZONTALEMENT

IJf

IV

VI

VII

VIII

I. Communiquent la bombe à la main. - II. Emises pour mettre des limites. Lettres d'Edgar. - III. En tête. Enveloppe la viande. – IV. Forme de jalousie. A souvent le beau rôle à la Bastille. - V. Flotte après le fromage. Avec son marteau, il est le maître du la tenir quand elle est prise. - 3. D'un Tonnerre. Début de manifestation. -VL Personnel. Joua un mauvais tour. des bruyères et des ajoncs. – 4. Bien Entrée scolaire. - VII. Gros porteur. accueilli. Condamnation à partir. La

vençal. Envoie et reçoit des signaux. IX. Atome. Carnivore arboricole. Préposition. - X. En mouvement. Gardien de la paix. - XI. Est donc là.

VERTICALEMENT

1. Attirance réciproque. - 2. Il faut auxiliaire. Article. Fait le bonheur Maintenue en place. - VIII. Plat pro- moitié de deux. - 5. Eléments déco-

Solution du problème nº 95 d'abord que dans un secteur sera le disque en six secteurs, X paru dans Le Monde du 10 no-

On peut placer sept points si la distance 100 mètres est permise. Il suffit de prendre le centre et les six points de la circonférence situés aux sommets d'un hexagone régulier.

En revanche, si la distance entre deux points doit être strictement supérieure à 100 mètres, on ne peut placer plus de cinq points. Pour le prouver, on montre

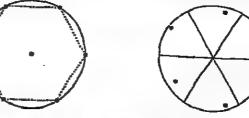
TEL: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26

rieure ou égale à 100 mètres. On prend alors un point X, et on divi-

conques sont à une distance infé-

pour les autres points. Dans les quatre secteurs restants, on ne

eux. Ces deux-là sont interdits



d'angle 60°, deux points quel- étant à la frontière de deux d'entre

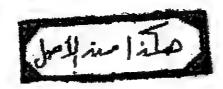
Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs,

Le Monde imprimerie du Monde résident-directaur général : Dominique Alduy loe-président : Gérard Morez arectaur général : Striptune Corre 21bls, rure Claude-Bermard - EP 218 75216 PARIS CEDEX 05

LE Mazièr est édat par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est rélatife aura l'accord de l'administration.
Commission perfeire des journaux et publications n° 57 437.



During - E Alan

- The state of the "I city play the state -11. TM . WAR . THE PERSON OF -A STATE OF THE STA THE PERSON NAMED IN and the state of the same of THE REAL PROPERTY. A SE SECTION OF THE PERSON NAMED IN A STREET, STRE

·- - 心系 4.50 全衛 TO STATE OF THE ST The state of the s the state of the state of The Part of the London hi de time Com A LONG THE PROPERTY OF

e Venda

Control Medical A COLUMN HOUSE - 5 -

i sir i interiori, di ---

The same of the same

m automatique deser

親の問題を

jours après le décès de Jean Marais, qui fut souvent son partenaire.

• ENSEMBLE, ils avaient joué dans L'Aigle à deux têtes, pièce écrite pour elle par Jean Cocteau, montée

ris, elle aura une préférence mar-quée pour le théâtre, de La Dame

en 1946, puis portée à l'écran. © SA
CARRIÈRE avait commencé en 1928.
Crest Paul Claudel qui lui donne son
Premier prix du Conservatoire de Paplus grand rôle, avec l'Ysé de Parplus grand rôle, avec l'Ysé de Par-tage de midi. • LA CARRIÈRE cinématographique de cette « grande

dame » à l'élégance naturelle et à la voix travaillée n'est pas moins riche et commence des les années 30, fai-sant notamment scandale avec le Lucrèce Borgia d'Abel Gance.

Edwige Feuillère, le pur amour du théâtre

Quelques jours après Jean Marais, avec qui elle avait joué pour Cocteau, au théâtre puis au cinéma, « L'Aigle à deux têtes », la comédienne Edwige Feuillère est morte le 13 novembre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-onze ans

« LA GRANDE DAME », le titre lui a été attribué à ses débuts ; il lui est resté. Talent, taille, allure - elle était grande -, une allure de reine, une voix de diva qui vibrait de tous les artifices de l'art.

Edwige Feuillère naît à Vesoul le 29 octobre 1907. Sa mère, française et protestante, lui apprend à lire dans la Bible. Son père, Italien (il s'appelle Cunati) et catholique, dans La Divine Comédie. Ils lui donnent une éducation stricte, mais quand ils s'installent à Dijon. ne l'empêchent pas de suivre des cours d'opéra-comique et de comédie. Après un premier prix, Edwige monte à Paris, entre au Conservatoire, habite, raconte-telle, à l'Union chrétienne de jeunes filles, rue de Naples, où « tous les soirs, il y avait lecture de

Paradoxalement, en cette année 1928, elle semble vouée aux rôles de soubrettes, aux personnages de " petites femmes » dans ces revues coquines qui vivaient leurs derniers beaux jours. Ronde et mutine, sous le nom de Cora Lynn, elle apparaît à peine vêtue dans le circuit des théâtres de vaudeville : le Palais-Royal (L'Attache), les Bouffes-Parisiens (Le Roi Pausole), le Daunou (La Fleur

Mais quand elle sort du Conservatoire en 1931 avec un Premier Prix - pour une scène de La Parisienne, d'Henri Becque - elle se marie avec un comédien, Pierre Feuillère – dont elle va se séparer 🗟 en 1937 - et entre à la Comédie-Française. Elle y fait ses débuts dans Suzanne du Mariage de Figaro. Personne, pas même elle, n'a pressenti son talent de tragé-

Edwige Feuillère quitte la 9 Comédie-Française en 1933. Elle part pour l'Egypte en tournée. Elle ? joue le boulevard - raffiné dans le goût de l'époque - entre comédie de mœurs et comédie sophistiquée, de Jean Sarment à Marcel Achard, du Maître de son cœur à Jean de la Lune. Elle y représente la coquette égoïste, charmeuse. Elle joue aussi Musset, Les Ca-

prices de Marlanne. Elle est encore à la Comédie-Française quand elle commence à tourner, en 1931, des films sans gloire: Une petite femme dans le train, puis Monsieur Albert, Le Cordon bleu, Mam'zelle Nitouche, Le Miroir aux alouettes, Ces messieurs de la Santé, Toi que j'adore, Matri-

cule 33, Barcarole... Arrivent 1935, Abel Gance, Luстèсе Borgia. Се film, moins historique que délirant, où Edwige Feuillère tient le rôle-titre, lui apporte une célébrité inattendue: on l'apercoit sans voile dans son bain, véritable transgression en ces temps pudibonds. Mais sur-



Dans « L'Aigle à deux têtes », de Jean Cocteau (1947), en compagnie de Jean Marais.

partenaires, elle paraît sinon « naqu'elle cherchera -, du moins émouvante. Son expérience théàtrale lui permet de montrer les passions en dirigeant son jeu. Pour la première fois, on peut reconnaître ce que sera le style Feuillère : le dessin maîtrisé des gestes et des expressions.

Pius tard, quand elle aura sculpté son apparence en barmonie avec son tempérament, à chaque fois qu'une actrice se révélera gráce à un personnage scandaleux - de Martine Carol, qui. elle aussi, a été Lucrèce Borgia, à Brigitte Bardot -, on rappellera les mond Bernard, en 1937.

tout, à côté des outrances de ses débuts de la Grande Dame. Elle laissera dire, sans commentaires. turelle » - ce ne sera jamais ce Edwige Feuillère est une femme secrète. Aimable, diserte, mais qui, finalement, se livre peu dans ses interviews, et mène une existence totalement privée. Peu après Lucrèce Borgia, elle

tourne Golgotha de Julien Duvivier, et le cinéma l'accapare. Marlene a lancé la mode des femmes fatales au cœur tendre, au regard las, trainant un passé lourd et des rèves de midinette. Edwige Feuillère incame avec classe ces aventurières sentimentales, parfois espionnes pour la bonne cause, comme la Marthe Richard de Ray-

Dans le même registre, elle tourne L'Emigrante, de Léo Joannon, en 1939, Sans lendemain, de Max Ophuls, en 1940, La Dame de Malacca... Elle ose en même temps, en une époque où changer d'emploi était risqué, interpréter des personnages fantaisistes imités des comédies américaines, Mister Flow, avec Fernand Gravey, Sétais une aventurière...

Edwige Feuillère est à la fois notre Marlene, notre Irene Dunne, notre Garbo. Au théâtre en tout cas, où son grand rôle est Lo Dame aux camelias. Avec pour partenaire le jeune premier romantique d'avant guerre Pierre Richard-Willim en Armand Duval,

somptueuses crinolines, près de huit cents fois de 1939 à 1959, en plusieurs périodes, précise-t-elle, et jamais plus de quatre mois de

Pendant la guerre et l'Occupation, comme la haute couture qui maintient orgueilleusement la prédominance de Paris, elle demeure la Grande Dame. Noblesse de l'apparence, noblesse de l'âme. Au cinéma, elle est la belle aristocrate blessée, La Duchesse de Langeais pour Jacques de Baroncelli en 1942, et, pour Marcel L'Herbier en 1943, L'Honorable Catherine, élégante fofolle. Au Théâtre Hébertot, elle crée en 1943 Sodome et Gomorrhe, de Giraudoux, avec Gaby Sylvia et Gérard Philipe tout juste sorti du Conservatoire. Un

Elle est la femme qui porte le mieux la mode, jusqu'à faire ou-blier la pénurie. Elle n'est plus la petite brune dodue aux jambes nues, aux yeux pétillants. Elle est rousse, élancée, le dos droit, les épaules marmoréennes, le visage parfaitement dessiné au-dessus d'un long cou, le regard mi-hautain, mi-ironique, les sourcils en arc, le sourire énigmatique, les mains dansant avec grâce, la démarche royale... Chacun de ses gestes est nécessaire, chacune de ses inflexions a une signification. Elle détient l'étrange pouvoir de toucher au cœur sans paraître jamais se laisser dépasser par ses émotions. Son art est aussi codé que ceiul des divas. Elle est Feuil-

La paix revenue, Edwige Feuillère continue à se partager entre cinéma et théâtre, à incarner les raffinements du luxe, de l'élégance. En 1946, Jean Cocteau écrit pour elle et met en scène L'Aigie à deux têtes, mélo historico-flamboyant, qu'elle joue au théâtre et l'année suivante au cinéma avec Jean Marais. Ele apparaît comme une impériale idole, parée de bijoux, de robes somptueuses. L'important vient plus tard, en 1948, grâce à Jean-Louis Barrault, qui lui confie le rôle d'Ysé dans Partage de midi, de Claudel. En amoureux du théâtre japonais et de sa perfection stylistique, il parle d'un « avènement ». Il est vrai que, comme la voix travaillée des acteurs de kabuki, celle d'Edwige Feuillère module la musique et le mystère du texte.

Au cinéma, elle piétine dans des films agréables (Adorables créatures, de. Christian-Jaque, 1952) déjà dépassés (En cas de malheur, de Claude Autant-Lara, 1958), des demi-réussites: L'Idiot. de Georges Lampin, d'après Dostořevski. Elle y retrouve Gérard Philipe en Prince Muichkine, elle est une Nastassia Philipovna glaElle joue Rodogune en 1960 avec Antoine Bourseiller, et Phèdre en 1962 avec Jean Deschamps, reprend Partage de midi avec Jean-

Louis Barrault à l'Odéon en 1961. Elle est parvenue au moment où les comédiennes trouvent difficilement des rôles correspondant à leur âge, alors elle saute par-dessus le temps et en 1965, se grime en monstresse picaresque, et succède à Marguerite Moreno: elle est La Folle de Chaillot de Giraudoux au TNP: « Sa folie généreuse est un peu la mienne », déclare-telle. Toujours est-il que la pièce, le personnage, lui offrent d'immenses satisfactions. A elle et à son public, éberlué, fasciné de voir la façon dont sa Grande Dame s'est transformée en clocharde. Mais une reine des clo-

Elle détient l'étrange pouvoir de toucher au cœur sans paraître jamais se laisser dépasser par ses émotions. Son art est aussi codé que celui des divas

Le théâtre la tient (La Visite de la vieille dame, de Dürrenmatt, Doux oiseaux de leunesse, de Tennessee Williams, Un bateau pour Lipaïa. Cher menteur, de George Bernard Shaw). Elle tourne un peu pour le cinéma (Julie de Carneilhan). Beaucoup pour la télévision, qui fait appel à son sourire et à sa voix dans des séries « de prestige » et des téléfilms, et qui lui consacre des soirées. Elle écrit une biographie de la Clairon, légendaire actrice du XVIII siècle en qui elle se reconnaît, et publie ses propres souvenirs. Mais elle ressent une fatigue qui l'oblige parfois à Interrompre ses tournées, et, en 1984, annonce ses adieux au théâtre dans Leocadia, d'Anouilh.

C'était trop tôt. Elle revient sur scène, en 1986 pour La Maison du iac, avec Jean Marais, et, en 1989, dans Les Meilleurs Amis, d'Hugh Whitemore, à la Comédie des Champs-Elysées. En 1992, elle parcourt la France, racontant sa vie à des générations de spectateurs. qui se souviennent, ou la découvrent, qui tombent sous le charme, demeurent fascines. Toute sa vie, il en a été ainsi.

Colette Godard

Jusqu'au dernier jour, la volupté des mots

EDWIGE FEUILLÈRE ne ressemblait ni à la terrible vieille dame de La Chair de l'orchidée, le film de Patrice Chéreau, ni à La Folle de Chaillot, de Giraudoux, qu'elle interpréta toutes deux magnifiquement. Elle était beaucoup plus la femme troublante du Bié en herbe, la mystérieuse héroine d'Olivia, Olivia, l'éternelle Ysé de Partage de midi et enfin la comédienne d'exception qui, un soir de 1993, à près de quatre-vingt-six ans, jouz en guise d'adieu, à Paris, Edwige Feuillère en scène, un long monologue retraçant sa carrière: performance d'actrice à la voix inoubliable, ultime déclaration d'amour au théâtre après quelque soixante années de scène, autoportrait délicat, allusif (conçu par Jean-Luc Tardieu) et suffisamment secret pour être fidèle.

Secret et discrétion : c'est probablement ce qu'on a envie de dire en tout premier pour évoquer Edwige Feuillère, qui voulait « ne jamais être dupe de ce qu'on appelle la célébrité », « La renommée, c'est épanouissement de mon corps, de

mieux, c'est de la popularité. Pour ma part, j'ai fait une honnéte petite carrière... » (Le Monde daté 20-21 mai 1984). Les récompenses, comme ces Césars et ce Molière d'honneur, elle les accueillait avec joie, mais savait garder ce qu'il faut d'ironie sur la comédie so-

LECTRICE INSATIABLE Jusqu'au dernier jour, même dans la maladie et l'affaiblissement du grand age. Edwige Feuillère était de ces êtres singuliers qui guérissent de la peur de vieillir. Etait-ce par un inaltérable alliage d'humour et de retenue, d'orgueil et de pudeur? Assurément. Mais aussi par cette volupté des mots, qui a non seulement fondé son désir de théâtre, mais a déterminé sa vie entière. « J'ai aimé les mots. d'instinct », dit-elle dans son dernier livre, A vous de jouer, où elle parle longuement de Claudel: « Ses mots m'ont apporté le grand

Hugo, ou Mozart. Pour nous, tout ou ma pensée. (...) Le mot et le son ont en prenant rendez-vous pour un guidé mon bonheur d'exister. »

Elle demeurait une lectrice insatiable, ne se contentant pas de relire. « comme le font trop souvent les vieux », mais découvrant chaque année des premiers romans, suivant le travail d'Annie Ernaux comme de Patrick Modiano, Danièle Sallenave, Hector Bianciotti et bien d'autres. Juste avant que la lecture intensive ne lui devienne difficile, elle a lu, confie-t-elle dans A vous de jouer, Soie, de l'Italien Alessandro Baricco, « d'abord en français, puis dans sa langue qui est si belle (...), Les Enfants de Saturne, de Jean-Paul Enthoven (...), le Vivant Denon de Philippe Sollers. Voyez comme je passe mes nuits en bonne compagnie... »

Ce livre, qui constitue une manière de testament - après des Mémoires très évasifs (Les Feux de la mémoire, Albin Michel) et un hommage, plus personnel finalement, à une tragédienne (Moi, la Clairon, Albin Michel) -, elle s'en inquiétait, il y a quelques jours encore,

entretien au Monde, qui n'aura pas lieu : « Montre-t-il suffisamment ma part d'humour, cette distance que j'ai toujours voulu conserver et qui permet de vivre vraiment, jusqu'au bout, sans se raconter d'histoires? » Il est difficile, Edwige Feuillère ne l'ignorait pas, de faire comprendre, à l'écrit, « une vie pour le théâtre ». Périlleux aussi de vouloir résimer ou décrypter une

existence si secrète, un rapport si complexe et raffiné au monde, une attention aux autres que seuls possèdent ceux qui ont, comme elle le disalt, « réfléchi à l'irréductible solitude de chacun, qui sont sans attaches, sans regrets et qui vivent, c'est tout (».

« Quand je mourrai, les journaux vent une fois de plus se tromper, s'amusait-elle souvent. Je vais avoir droit à L'Aigle à deux têtes, à la

Claudel : « C'est Ysé elle-même »

 Quand j'ai joué Partage de midl, je me suis offerte tout entière dans ce personnage d'Ysé. (_) Je me suis libérée, et le verbe claudélien a été ma renaissance », raconte Edwige Feuillère dans son livre A vous de jouer. Paul Claudel, lui, dans son Journal (« Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, tome II), évoque à de nombreuses reprises Edwige Feuillère. Il fait allusion à leur première rencontre, le 8 mai 1948, en ces termes : « Jean-Louis Barrault m'amène une dame blonde que je ne voudrais pas rencontrer tout seul au coin d'un bois et qu'il prétend être Edwige Feuillère. » Mais, lors de la première de Partage, le 18 décembre 1948, il écrit notamment : « E. F. est épatante. C'est Ysé elle-même. » En 1953, quand elle joue Pour Lucrèce, de Giraudoux, Claudel commente: «La pièce me paraît absurde. Sauvée par seule l'extraordinaire "présence" d'Edwige F. Tous les hommes ridicules. »

"majestueuse Edwige Feuillère", à ma réputation de femme froide, lointaine, etc. Bien sür, j'ai joué tous ces personnages altiers, j'ai été ces femmes, passionnément. Mais une personne, c'est autre chose. » Elle avait su rester une personne, ce qui n'est pas si courant lorsqu'on fait son métier. Et c'est sans doute pour cela qu'on ne peut presque rien dire, sauf peut-être lui donner la parole une demière fois, comme elle le souhaitait : « Il y a des belles vies, des vies complètes, des vies longues, conclut-elle dans A vous de jouer. Lorsque, une à une, elles ont disparu autour de moi, j'ai eu l'impression de ne pas les perdre car je continuais à les porter en moi. Toutejois, c'est difficile de ne pas avoir de peine, parce que le cœur, parfois, nous échappe. »

Josyane Savigneau

* A vous de jouer, entretiens avec Jean-Jacques Lafaye, Albin Michel, 256 p., 98 F. En librairie le 19 noVisite au studio où le quartette de Coltrane a enregistré les séances historiques

ENGLEWOOD CLIFFS

(New Jersey) et NEW YORK de notre envoyé spécial Depuis la fin des années 50, la plupart des musiciens de jazz connaissent le chemin pour rallier, depuis New York, Englewood Cliffs, un îlot de verdure dans l'Etat du New Jersey, sur la rive ouest de la rivière Hudson. C'est là que se trouve le studio d'enregistrement de Rudy Van Gelder, un

peu en retrait de la Route 9 W. il faut d'abord traverser Harlem. li y a l'Apolio Theater, toujours en activité sur la 125 Rue. Mais au cours des ans, beaucoup d'autres lieux historiques du Jazz ont disparu ou sont tombés en ruine : le Minton's Playhouse sur la 118º Rue, les clubs de la 133°, collés les uns aux autres, le Renaissance Baliroom dans la 138°, dont les lettres s'effacent... Alors, on peut aussi, si l'on est pressé, ou si Harlem inquiète, emprunter les voies rapides, Roosevelt Drive puls Harlem River Drive. Les falaises d'Englewood sont un quartier résidentiel avec ses maisons de bois entourées d'arbres aux teintes automnales, des jaunes brûlés, des orange, les taches rouges des érables. Des petites entreprises y ont installé leur siège social. En voiture, New York reste aisément

En entrant dans le studio de Rudy Van Gelder, il faut se souvenir que des centaines de disques de Jazz y ont été enregistrés, que des centaines de musiciens ont confié à celui qui est probablement l'ingénieur du son le plus réputé de l'histoire du fazz moderne le soin de transférer avec une fidélité exicante leur musique sur une bande magnétique. Avant de s'installer à Englewood Cliffs, Rudy

TROIS QUESTIONS A... McCOY TYNER

1 Le quartette de John Coltrane, auquel vous avez participé comme pianiste, avait-il une organisation collective?

John Coltrane avait une vision de sa musique et il a réuni les musiciens adéquats pour donner vie à cette vision. Cela dit, dans l'organisation de la musique il y avait une notion collective. Il disait souvent : « Je joue selon ce qui m'entoure »; " y avait donc des échanges intenses, de nous vers lui et lui vers nous. Nous étions en même temps soliste et accompagnateur. C'était une manière très démocratique de concevoir un groupe, avec du respect, la musique avant toute chose, pas d'eqo. J'étais très fier d'être là, tres heureux, parce que l'étais en train d'apprendre avec un grand créateur et un ami depuis plusieurs années. Tout le monde veut être une grande star aujourd'hui, tout

🗻 Quelle est la qualité qui le caractériseralt ?

Cétait un homme d'une grande bonté, d'une grande douceur. Il vous donnait envie de le suivre de manière très naturelle. Miles Davis lui avait permis de s'exprimer; il lui avait accordé une grande liberté dans son groupe, et pour que Miles fasse cela... John nous a accordé la même liberté. Il ne nous coupait iamais. Je m'en suis souvenu en devenant leader.

3 il a souvent été dit que le disque *A Love Supreme* marquait une étape importante dans la musique du quartette. En étiez-vous conscient ?

Oui. Je savais que nous avancions vers quelque chose d'unique. Mais je ne pouvais pas l'expliquer, je le ressentais. Cette suite a souvent été présentée comme l'un des chefs-d'œuvre de la musique. C'était une combinaison de ce que nous avions fait avant qui nous a amenés vers une autre musique, une manière naturelle de jouer sans formes, sans mesures prédéterminées, sans accords. Juste jouer et voir ce qui se passerait.

> Propos recueillis par Sylvain Siclier

pour impulse! rééditées aujourd'hui en coffret

Van Gelder recevait, depuis 1953, les musiciens dans le salon de la maison familiale, à Hackensack, à quelques kilomètres.

Les compagnies phonographiques indépendantes qui ont fait l'histolre du jazz comme Prestige ou Blue Note lui doivent beaucoup. Rudy Van Gelder a suivi, durant près de deux ans, du début de 1958 à la fin 1959, la construction de son nouveau studio. Des matériaux nobles, une pierre gris-rouge pour les murs, du cèdre, au soi des dalles rouge vif. A l'intérieur, la charpente, visible, a les allures d'une coque de navire qui aurait pris le ciel pour support.

« IL SAVAIT CE QU'IL VOULAIT »

On claque des doigts, pour entendre le son. Idéal. Il y une légère réverbération naturelle. C'est là que le saxophoniste John Coltrane est venu avec le pianiste McCoy Tyner, le contrebassiste Jimmy Garrison et le batteur Elvin Jones enregistrer la plupart de ses séances en quartette pour le label Impulse!, aujourd'hui regroupées dans un coffret de huit CD. Ce sera, sans concurrence possible des autres maisons de disques, l'objet de la fin de l'année.

Almable, attentionné, Rudy Van Gelder, petit homme sec d'une soixantaine d'années, a un souvenir précis de ces moments intenses. « Ce qui m'a toujours frappé, que ce soit à Hackensack, où je l'al enregistré pour Prestige dès 1955, ou ici, c'est que Coltrane arrivalt en sachant parfaitement ce qu'il voulait, se souvient cet artisan du son qu'on a envie d'appeler homme de l'art. De tous les musiciens avec qui j'ai travaillé, c'est le seul qui avait cette conscience si poussée de ce qu'il souhaitait atteindre et de ce qui était bon. C'est très rare, un musicien capable d'avoir une décision précise sur luimême, sur ce qu'il vient de créer. C'est l'une des raisons pour lesquelles je le respectais. »

« Ici. Coltrane était très détendu, à l'aise. Je n'ai jamais senti la moindre tension avec lui ». ajoute Rudy Van Gelder. Plus tard, dans un restaurant chinois de New York, le pianiste McCoy Tyner confirmera cette atmosphère. « Son fils, Ravi, est pareil. Après les séances pour Prestige et son passage chez Atlantic, John a demandé à re- la manière de l'améliorer. En y réflé-



venir travailler avec moi. C'était sa décision et j'en suis extrêmement fier. C'est l'un des moments forts de ma vie », se souvient-il encore.

Durant treize ans, Rudy Van Gelder a été optométriste (opticien), tout en apprenant son futur métier. « Ça a commencé comme

chissant maintenant, c'est amusant, étrange que j'ai hésité entre les yeux

Rudy Van Gelder a aussi touché un peu au classique, mais pas au rock. Ce n'est pas sa musique. « Le rock a auvert la porte aux systèmes multipistes, aux effets, à des manicentaine d'albums Blue Note pour

Il reste discret sur sa manière de travailler. «Je me suis battu pendant si longtemps ; j'al dû faire face à tant de difficultés pour parfaire tout ça. Je ne dirai pas que ce sont des secrets, mais c'est une part intime de ma vie. » Longtemps seul derrière la vitre qui sépare la salle de contrôle de la salle d'enregistrement – « personne n'est autorisé à toucher aux machines et pas un musicien ne s'y est risqué, même si je crois que certains en ont eu l'envie »-, Rudy Van Gelder est dorénavant aidé par Maureen Sickler, l'épouse du trompettiste Don Sickier. Elle est, d'une certaine manière, la mémoire de Van Gelder. attentive à tous les détails des séances. S'il a un regret, c'est que les producteurs soient moins présents lors de l'enregistrement; la plupart d'entre eux se contentent dorénavant d'un ou deux coups de téléphone. Le métier se résume aujourd'hui à évaluer les coûts et

les bénéfices possibles. Cependant, Rudy Van Gelder tient à rappeler une autre particularité de ces séances avec Coltrane: Bob Thiele, l'homme d'Impulse!, qui a accompagné les dernières années du musicien, restait en debors. « John m'appelait, il demandait si le studio était libre. Ils arrivalent, on enregistrait. John repartait avec une copie. Ils étaient là quelques heures pour un ou deux titres, peu de prises différentes. Et l'album était conçu ainsi, sur plusieurs semaines. » Et l'on sent bien que pour cet apparent solitaire, qui s'aventure rarement dans les clubs, ces semaines resteront à jamais dans sa mémoire.

A l'Unesco, Lionel Jospin défend le pluralisme culturel

« LA MONDIALISATION porte en elle le danger de l'uniformisation culturelle », a déclaré le premier ministre, Lionel Jospin, samedi 14 novembre, lors du colloque « Europe, la force de la culture » organisé par la Fondation Jean-Jaurès au siège parisien de l'Unes-co. Pour défendre le « pluralisme », la France va signer et ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur les langues régionales ou minoritaires. Lionel Jospin a rappelé pourquoi la France s'était retirée. des négociations sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI): « Nous ne pouvions revenirsur une exception culturelle obtenue de haute lutte. Préserver le soutien aux productions européennes contribue aussi au pluralisme culturel. Dans cet esprit, l'élargissement vers l'Est de l'Union européenne est une chance. Pologne, Hongrie, République tchèque benéficieront des quotas de diffusion mis en place par la Communauté. » Pour la France, le premier ministre a assuré qu'« avant la fin de la législature », l'engagement de consacrer 1% du budget de l'Etat à la colture serait

DÉPÊCHES MALLEMAGNE: Michael Naumann, ministre allemand délégué à la culture, a amoncé, jeudi 12 novembre, au Bundestag, la création d'une fondation fédérale pour les artistes et écrivains persécutés contraints à l'exil. Avec le concours d'Amnesty International, une résidence d'au moins un an leur sera proposée en Allemagne. Le pays entend faire ce que la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis avaient fait pour les artistes allemands persécutés par les

nazis, a-t-il ajouté. MART: le Musée J.-Paul-Getty de Los Angeles a acquis, pour un montant temu secret, le tableau Soleil levant, peint par Claude Monet durant le printemps 1873. Soleil levant, conservé à Paris au Musée Marmottan, représente le port du Havre. La toile sera exposée à par-

tir du 27 novembre. ■Le Musée de l'université d'Austin (Texas) a acquis les sept cents œuvres d'art de la collection Suida-Manning. Estimée à 35 millions de dollars (près de 200 millions de francs), la collection avait été réunie par l'historien d'art William Suida, puis complétée par sa fille Bertina et son gendre. Robert Manning. Leurs descendants l'ont cédée pour 20 millions de dollars. Elle comprend deux cent cinquante peintures, quatre cents dessins et cinquante sculptures allant du XIV siècle italien au XVIII siècle français, dont des pièces maitresses du Corrège, de Véronèse, Guerchin, Poussin, Le Lorrain, Ru-

March 1

in in .

McC-

Détrois :

Barrie ...

3

R. T.

in .-

de j

dies.

Les airs qui swings du Jazz Ensembl



THERALE CHO. "ARRICK OHLSSON

Anditorium r mottende if menn a 20 h 00

Quaturer St. Lawrence THE PROPERTY OF

Jrud: 19 never . * 12h 30 Estimates Hochman com The Land Control of the Land LOC: bl 46 20 Sa

S. Si. bens, Tiepolo ou Boucher. Jérusalem... à la folie PLANETE Un film inédit de Théo Robichet en exclusivité du 14 nu 27 novembre 1998 ragique et absurde de la vie quotidienne à Jérusalem, la ville ou ortraits, ambiances et commentaires Une coproduction Planete / La compagnie des phares et balises, 1998. LA CHAINE DU DOCUMENT SUR LE CABLE ET CANALSATELLITE



John Coltrane en route vers la liberté

Au découpage disque par disque, les responsables de cette réédition des séances du quartette de John Coltrane pour le label Impuise I ont préféré Pordre chronologique, de mi-1961 à septembre 1965. On suit ainsi l'évolution rapide de la musique du saxophoniste vers le free jazz. Si, au gré de précédentes rééditions, la reproduction sonore des enregistrements originaux de Rudy Van Gelder n'a pas toujours été respectée, ces studio recordings sont, à l'écoute, fidèles à la clarté et au sens du détail des bandes masters. Dans le livret conçu - photographies et typographies - sur des variations de noirs, de blancs et de gris argenté, un texte précis et documenté (en anglais seulement) de Bob Blumenthal revient sur les séances une par une. Les pochettes d'origine n'ont pas été reproduites. * John Coltrane, «The Classic Quartet, Complete Impulse I Studio Re-

cordings », un coffret de huit CD Impulse I IMPD8-280, distribué par Uni-

un hobby, avec des chanteurs, des formations amateurs, puis du jazz. J'aimais la musique, J'ai toujours été un collectionneur de disques, et je m'intéressais à l'aspect technique de l'enregistrement des disques et à

pulations sans fin, à des corrections sonores. La créativité du musicien a été transférée à la table de mixage. Je ne dis pas que ce n'est pas bien, mais je suis plus à l'aise avec la musique acoustique, dans la relation directe avec ce que crée le musicien

improvisateur. » Pour autant, Rudy Van Gelder n'a pas refusé la modernisation. Il a abandonné les ciseaux et la bande adhésive pour les facilités qu'amènent les ordinateurs et le montage digital. Les musiciens qui continuent de venir ici attendent une certaine qualité de son, celui de Rudy Van Gelder, aujourd'hui, pas pour l'histoire ou la nostalgie d'un âge d'or. En ce moment, il termine la remasterisation d'une

Force Bureautique dit: « si vous changez de copieur, pourquoi perdre 10000 F » Force Buroautique: toute la force du numérique. numérique PRIME

Le GP 215 F de Canon: une imprimante 10000 F. laser, un fax, un scanner, un photocopieur..

> Force Bureautique ежения **Сано**п

Le service à votre service 47, avenue George V • 75008 Paris • Tél.: 01 4720 6000

16925424

10 2 2 2 2 2 4 $\label{eq:continuous} \mathcal{L}_{ij} = -\frac{1}{2} \left(-\frac{1}{2} + \frac{f_{ij}}{2} + \frac{f_{ij$

-...

many en el el el

4 N + 4A

 $\varphi(\Sigma, \lambda) = \mathcal{F}(\varphi(\lambda))$

ALEN CONTRACTOR

April 2000



Le contrebassiste a présenté sa formation aux 12^{es} Rencontres internationales de jazz de Nevers

le goût de l'aventure. Si le saxophoniste améri-

Les Rencontres internationales de jazz de Nevers sont attachées au pan créatif du jazz, avec dernière soirée de cette douzième édition, le siste français Patrice Caratini, avec son Jazz Endernière soirée de cette douzième édition, le semble, ont touché par leur justesse et leur désir batteur italien Ettore Fioravanti et le contrebas- de musique.

ETTORE FIORAVANTI QUAR-TET, CARATINI JAZZ EN-SEMBLE, JAMES CARTER QUIN-TET, 12" Rencontres internationales de jazz de Nevers, samedi 14 novembre,

NEVERS

de notre envoyé spécial Programmé samedi 14 novembre pour clore la douzième édition du festival de jazz de Nevers, le saxophoniste américain James Carter est encore resté une énigme. Il Joue du baryton en baryton, du ténor en ténor, de l'alto en altiste, etc.: toute la famille y passe. Il aborde l'histoire, du bop au free, et il le fait avec facilité. Il a le phrasé, du souffle, un son, mais pas de vision. James Carter,

son encyclopédie, mais on attend l'émotion. Rien. Son groupe est inexistant, tristement sérieux, mais peut-il en être autrement?

Lors de cette dernière soirée d'un festival qui a le goût de l'aventure - André Minvielle, Sophia Domancich, Louis Sclavis, Tous Dehors, Tim Berne, Tomasz Stanko, le duo Raulin/Oliva...-, l'émotion, le désir, la joie des musiciens, c'était avant. Rétrospectivement, on a eu là un final idéal. D'abord, au petit Théâtre de Nevers, le batteur italien Ettore Fioravanti et son recueil de chansons du folklore, des succès populaires, ses propres compositions dans l'esprit. Sans paroles, avec des touches de jazz des années 30 et 40, sa musique donne des alles.

c'est la représentation du jazz, de Un jeune pianiste, Stefano De Banis, inconnu, s'y distingue.

Puis, à la Maison de la culture. le contrebassiste français Patrice Caratini présente son Jazz Ensemble, extension, prolongation. de son Onztet déjà venu jouer ici. Jeune garde et anciens réunis en fidélité, les douze musiciens sont dans la musique, pas seulement sur scène. L'orchestre a été fondé à Sceaux, en octobre 1997 (Le Monde du 14 octobre 1997), avec un répertoire de compositions de Caratini, de membres de l'orchestres, de compositeurs français. Des variations sur la musique de Louis Armstrong suivront.

Une saison de concerts a parfait les qualités entendues alors : il y a le jeu de réponses des sections

(anches, cuivres, rythmique); l'équilibre des masses orchestrales; une grande attention portée à la clarté des mélodies ; le passage permanent d'une sorte de musique de chambre contemporaine au jazz, Endeka pour débuter, Come Sunday, de Duke Ellington, pour finir. Entre ces deux bornes, des airs qui swinguent. des solos culottés - le guitariste David Chevallier, le saxophoniste Christophe Monniot ... -, de la classe - Alain Jean-Marie au piapo, le batteur François Merville -. une écriture complexe et pourtant totalement lisible. C'est du grand lazz, avec de l'ampleur, de la frai-

Sylvain Siclier

NOUVEAU FILM

cheur, un pont entre les styles qui

casse les barrières et les œillères.

DANCER TEXAS

Ouatre adolescents out fait le serment de quitter pour la Californie leur ville natale – Dancer. trou texan d'une centaine d'habitants - au terme de leurs études secondaires. Le film commence en même temps que l'échéance tant attendue, déroulant de façon un peu mécanique les raisons qui pourraient inciter chacun d'entre eux à ne pas respecter le serment. L'apologie des valeurs traditionnelles de l'Amérique profonde eûtelle été moins encombrante, les solells couchants sur les prairies moins touristiques, le scénario et les personnages moins bâclés, on aurait vraisemblablement accordé un tout petit plus d'intérêt à la question de savoir si ces sains et sympathiques jeunes gens parti-TOTA ON DOD. Film américain de Tim Mac Canies.

Avec Breckin Mever, Peter Facinelli. Michel Cournot Ethan Embry, Eddie Mills. (1 h 40.)

SORTIR

Christiane Véricel Avec Nandry ou de Lorient à Christiane Véricel propose un spectacle singulier et poétique : elle est allée chercher en Inde des enfants auxquels elle fait jouer une tragédie contemporaine, drôle et cruelle, qui s'adresse plutôt aux adultes. Avec les autres jeunes de la compagnie Image algue, venus de différents pays, ils disent le partage inégal des richesses, le prix de l'eau, le drame des guerres. Cette troupe déplait au Front national de la région Rhône-Alpes, qui lui a coupé les subventions.

Théâtre de l'Epée de bois, Cartoucherie de Vincennes, Paris 12. Mº Château-de-Vincennes. Jusqu'au 21 novembre, à 20 h 30. Tal.: 01-43-74-24-08, 110 F. Erik Truffaz Quartet Trompettiste, récent poulain de la compagnie phonographique américaine Blue Note, qui s'intéresse de plus en plus aux solistes européens. Erik Truffaz se promène entre l'héritage des grands classiques des années 50 et 60 et les sons mélangés d'aujourd'hul. On l'a ainsi vu se louer avec talent des boucles rythmiques de la techno. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris Ia. Me Châtelet, Les 16 et 17. à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Rich Perry Sur la scène, grande comme un ascenseur, on dénombre une batterie complète avec son

batteur (Andrea Michelutti), une contrebasse debout derrière laquelle se tient un contrebassiste habile (Gildas Boclé), un quart-de-queue Steinway fermé sur lequel (oh ! misère !) sont posés une bouteille d'eau minérale, quelques accessoires et un énorme ampli de guitare pour l'excellent Misja Fitzgerald Michel. Au ténor, un musicien de première qualité, Rich Perry. Bref, la soirée parfaite : jazz à tous les étages. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6. Mº Saint-Germain-des-Prés. Les 16 et 17, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

VANDŒLWRE-LÈS-NANCY

Attitudes est la dixième édition d'une manifestation consacrée à la ieune danse à travers une programmation touiours extra-fine. Parmi les pièces présentées figure Gewege, de la chorégraphe allemande Henrietta Horn (le 17), Frédéric Werlé, plus profond qu'il n'en a l'air, nous donne, avec humour, des nouvelles du moral des hommes dans l'almerais savoir ce aue tu me dis en me regardant (le 19) : pas triste I Solos de femmes avec Julie Nioche, Sylvie Giron, Sophie Lessard (le 21). Hela Fattoumi et Eric Lamoureux présentent Soistice (le 24) ; Xavier Lot dansera Next, tandis que Pascale Houbin, fine mouche, chantera sa danse réaliste (le 28). Centre culturel André-Mairaux, 1, place de l'Hôtel-de-Ville, 54 Vandœuvre-lès-Nancy.

Tel. : 03-83-56-15-00. De 40 F à 90 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Best Men de Tamra Davis (Etats-Unis, 1 h 26).

de Tim McCaniles (États-Unis, 1 h 38). de Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 2 h 04).

Le Fascisme ordinalre de Michaïl Romm (URSS, 2 h 13).

dessin animé d'Eric Darnell et Tim Johnson (Etats-Unis, 1 h 19). Mary à tout prix de Peter Farrelly et Bobby Farrelly

(Etats-Unis, 1 h 59). dessin animé de Tony Bancroft et Barry

Cook (Etats-Unis, 1 h 28). de Marc Levin (Etats-Unis, 1 h 40).

de Brian De Palma (Etats-Unis, 1 h 38).

TROUVER SON FILM?

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-

03-78 (2.23 F/mn). REPRISES

La Femme modèle de Vincente Minnelli, avec Gregory Peck, Lauren Bacall. Américain, 1957 (2 heures). Reflet Médicis, salle Louis

(01-43-54-42-34). VERNISSAGES

Pierre Boulat (1924-1998):

moments donnés Archives nationales, Musée de l'Histoire de Francs-Bourgeois, Paris 3º. Mº Saint-Paul, Tél. : 01-40-27-62-18. De 12 heures à 17 h 45 ; samedi et dimanche de 13 h 45 à 17 h 45. Fermé fêtes. Du 16 novembre au 4 ianvier, 20 f.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Ma-deleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le

umanche. L'Art de Mei Lanfang et le renouveau

de la soène européenne avec Georges Banu, Fu Qiumin et Phi-lippe Morier-Genoud. Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1°. Mº Palais-Royal. Le 16, à 20 h 30. Tél.: 01-45-62-

97-03. Entrée libre sur réservation. de Fernando Pessoa, mise en scène de Carlos Otero. Espace Kiron, 10, rue de la Vacquerie, Paris 11°. M° Voltaire. Le 16, à 20 h 30.

Tél. : 01-48-34-72-67. De 60 F à 120 F.

d'après An-Ski, mise en scène de Da-niel Mesguich. Espace Rachi, 39, rue Broca, Paris 5°. Mº Censier-Daubenton. Le 16. à 20 h 45. Tél. : 01-42-17-10-36. De 50 F à

Ensemble musique oblique Œuvres de Faurè.

Sophie Marin-Degor (soprano). Théatre Grévin, 10, boulevard Mont-martre, Paris 9°. M° Grands-Boulevards, Le 16. à 20 h 30. Tél. : 01-48-24-

Mireille Delunsch (soprano), Hélène Perraguin (mezzo-soprano), Simon Edwards (ténor), Franck Le Guérinel (baryton), Claire Désert, Christian Ivaldi (piano).

Schumann: Spanisches Liederspiel op. 74. Brahms: Liebeslieder-Walzer

Comédie des Champs-Elvsées, 15, avenue Montaigne, Paris & M. Aima-Marceau. Le 16, è 20 h 30. Tèl. : 01-53-23-99-19. De 90 F è 250 F.

Théâtre contemporain de la danse. 9, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris 4. M° Saint-Paul. Le 15. à 19 heures. Tél. : 01-42-74-44-22. M Dawn

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Ro-chechouart, Paris 18". Mª Anvers. Le 16, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. Jean-Jacques Goldman

Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19. Mª Porte-de-Pantin. Le 16, à 20 h 15. Tel.: 01-42-08-60-00. 195 F. Gérard Lenorman

Paris 8º. Mº Opéra. Le 16, à 20 h 30. Tél.: 01-47-42-25-49. De 180 F à 250 F.

Théatre de Dix Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris 18°. Mº Pigalle. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-46-06-10-17. 120 f. The Soul of Axelle Red Palais des congrès, porte Maillot, Pa-ris 17. Mª Porte-Maillot. Le 16, è

20 h 30. Tél.: 01-40-68-00-05. De 260 F å 395 F.

Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9°. Mº Pigalie. Le 16, à 19 h 30. Tél.: 01-44-92-77-66. 110 F. Dimitra Galani Théâtre de la Ville, 2, place du Châte-

let, Paris 4. Mº Châtelet. Le 16, à 20 h 30. Tél.: 01-42-74-22-77. 95 f. Juan Carlos Caceres Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir,

Paris 2. Mª Sentier. La 16, à 22 h 30. Tel.: 01-42-36-37-27. 90 F.

RÉSERVATIONS Crime et châtiment

d'après Dostoĭevski, mise en scène de Chantal Morel.

Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 124. Du 25 novembre au 20 décembre, Tél. : 01-43-28-36-36. De 50 F à 110 F. de Heiner Goebbels, mise en scène de

Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du 3 au 15 décembre, Tél. : 01-46-14-70-00. De

Casino de Paris, 16, rue de Clichy, Paris 9°. Du 23 au 25 novembre, à 20 h 30, Tél. : 01-49-95-99-99. 211 F.

DERNIERS JOURS

55 F à 140 F.

d'Hugo von Hofmannstahl, d'après Sophocle, mise en scène de Michel Cerda. Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14°. Tél.: 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F. 21 novembre :

La Wint des moit de William Shakespeare, mise en scène de Hélène Vincent. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4°. Tél.: 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

22 novembre : Pierre Alechinsky Galerie nationale du Jeu de paume,

1, place de la Concorde, Paris 8º. Tél. : 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.

Marcel Maréchal fait revivre François Billetdoux

TCHIN-TCHIN, de François Billetdoux. Mise en scène: Marcel Maréchal. Avec Myriam Boyer,

Marcel Maréchal, Florian Sitbon. THEATRE DU ROND-POINT, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8. M. Franklin-Roosevelt. Tel.: 01-44-95-98-10. 60 F à 180 F. Mardi à 19 h 30 ; du mercredi au samedi à 20 h 30; dimanche à 15 beures. Jusqu'au 31 décembre.

Tchin-Tchin, de François Billetdoux, a été créée en janvier 1959. Reprise plusieurs fois depuis, elle est présentée aujourd'hui par Marcel Maréchal. Impression première : elle n'est plus la même pièce. Elle a vicilii? Non, pas du tout i En quarante ans, elle a

Tchin-Tchin, c'est deux immigrés (pas dans la mouise: lui. Italien, chef d'entreprise, elle, Anglaise, épouse d'un grand médecin). Tous deux quittés par leur conjoint, ils vont, de concert, s'alcooliser; puis, comme l'on disait alors, se « clochardiser ». Le propos déclaré de l'auteur, à l'origine, était que nos deux pèlerins, par l'alcool puis par une mise en marge volontaire, s'orientaient vers quelque chose de l'ordre

d'une rédemption (c'était un peu angélique). Aujourd'hui, les immigrés, ceux du moins qui

Centre Culturel Calouste Gulbenkian

51, avenue d'Iéna, 75116 Paris

Jendi 19 novembre - 20 h 45

Aleksandar Madzar

Premier Prix et Prix Gulbenkian

d'Intermétation au Concrete de Piano

Umberto Micheli 1997,

Œnvres de

ALBAN BERG

F. LISZT P.I. TCHAIKOVSKI

MAURICE RAVEL

Entrée dans la limite des places disponibles

champs-elysées.

orchestre philharmonique

strauss ainsi parlait zarathoustra dvorák symphonie n°8

mercredi 18 novembre, 20130

DERA

Dimanche soir

Palais Garnier

Musique

de chambre.

Par les musiciens de

Orchestre de l'Opéra

Ramsce Beethoven

Haendel Tomasi

Bruckner Janáček

22 novembre = 20h30

A Palais Garnier

0 836 69 78 681

theatre des

mariss jansons, direction

weber ouverture d'oberon

tiennent le devant de la scène, ne sont plus des gens de la doice vita se payant un gros caprice. Et le scotch pur malt n'est plus nécessairement un signe de vie aisée. « En 1959, à Paris, le whisky ne se vendait pas dans les épiceries arabes », a dit Billetdoux avant de gagner un monde meilleur. Il y a dans la pièce pas mal

de choses qui, comme celles-là, ont bougé. Marcel Maréchal efface, en petit saint consommé, les « flous » de Tchin-Tchin. Un total-lifting, parfait. Le carreau des Halles, l'hôtel miteux, les pauvres trottoirs de Billetdoux, ont disparu : décor blanc comme neige, nickel. Nos deux alcoolisés ont parfois l'air bien sage, un verre à la main, ce ne peut être que de l'eau minérale. Maréchal fait danser et virevolter le texte. Le texte est de l'eau courante et lui est une anguille, le texte est le ciel et lui une hirondelle. Maréchal est un funambule de la corde vocale. Son apesanteur donne au propos de Billetdoux une drôle de sensibilité. Myriam Boyer, c'est l'inverse, elle tient ferme sa voix sur une note, elle est immuable, c'est son truc : juste, claire, parfaite, un sans-faute absolu, dans le non-jeu. Ce n'est pas permis à tout le monde. Tout cela est du vrai théâtre, du pur plaisir d'un soir,

ORCHESTRE DE PARIS

1

Saile Pleyel 20 h

Mercredi 25

jeudi 26 novembre

Frans Brilling in

Thomas Zehetmair

SCHUMANN - MENDELSSOH

80 a 290 F > Tél: 01 45 61 65 89

Tarif jeunes 🖁 50 F 🦠

Jeuch 19 novembre - 20 h 30

2º Volet par

Loc.: 01-19-53-05-07

à 12h30

ZUR - BERG

A.M. FOURNIER PRODUCTIONS

CONCERTS Publié depuis 10 ans par le Ministère de la culture et de la communication

> le guide culturel de l'hiver vient de paraître :

La saison culturelle, France 1998/1999

676 pages - 60 francs

Ce guide présente les programmes des spectacles, festivals et expositions organisés aux quatre coins de la France, d'octobre 1998 à Juin 1999.

Concu comme un annuaire, chaque manifestation Indique les dates, horaires, adresses, numéros de téléphone et le détail des programmes.

Soit plus de 12 000 manifestations. • 440 organismes de spectacles

- · 600 musées ou centres d'art contemporain.

jerusalem... à la file

Jendi 26 novembre - 20 h 30 Jendi 3 décembre - 20 h 30 Regroupées par région, département et ville, ces informations sont info & location 01 49 52 50 50 1 INTEGRALE CHOPIN également accessibles grâce à quatre index : régions, départements, villes et organismes de spectacles et de festivals. GARRICK OHLSSON En vente par correspondance, en retournant le bon de commande ci-dessous à : L'OFFICE CENTRAL DE PARTENARIATS Auditorium du Louvre 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS - 34----mercredi 18 novembre le souhaite recevoir exemplaire(s) du guide : La saison culturelle, France 1998-1999 au prix unitaire de 60 francs TTC. Montant total de votre commande : francs Quatuor St. Lawrence Prière de joindre au présent bon de commande votre règlement par chèque bancaire SCHUMANN - J. HAYDN ou postal exclusivement, à l'ordre de l'OFFICE CENTRAL DE PARTENARIATS. jeudi 19 novembre Benjamin Hochman, piano **BACH - BEETHOVEN** LOC: 01 40 20 84 00

à l'arrière de sa Mercedes.

Samedi 14 novembre, des jeunes d'un quartier de Strasbourg s'emparent d'un quinquagénaire excédé par le bruit et lui fendent le crâne avec la crosse du fusil dont il vient de se servir pour leur tirer dessus.

treize ans pour lui servir d'antivol

Récemment, des rescapés de la chaise électrique, réunis à Chicago, trouvaient les exécutions bien expéditives, car, aux Etat-Unis, un supplicié sur six est innocenté après sa mort.

A Vladivostok, les enseignants ne font plus classe dans les écoles sans chauffage. A Irkoutsk, la justice n'est plus rendue dans les tribunaux, privés d'électricité. La Sibérie redoute un hiver précoce.

■ Alexel Suverney, chercheur sibérien, sèvrerait les toxicomanes en faisant monter la température de leur corps à 43 degrés Celsius.

■ La police de Dakar vient d'arrêter un imam qui, officiant à domicile, distribuait de l'héroine à ses fidèles après la prière du crépuscule.

« Cérémonie de perversion ! ». se sont récriés les marabouts nigériens contre le Festival International de la mode africaine (FIMA), à Tiguidit, en plein désert, où, pour rafraîchir les invités, un fabricant de vodka venalt de livrer une gigantesque sculpture de giace qui fondait sous l'action du soleil et se gaspillait dans les sables.

III Les mendiants de Bhopal, en Inde, manifestaient récemment pour que le gouvernement retire de la circulation les piécettes qui 8 novembre, ceux de Kakinada demandaient aux autorités de refouler leurs collègues étrangers

■ « Il y a quatre mille ans, la civilisation de la vallée de l'Indus avait des égouts très bien faits », rappelle Bindeshwar Pathak, qui, pour éduquer les millions d'indiens qui se soulagent en plein air, vient de créer le Musée International Sulabh des toilettes, dans la banlieue de New Delhi.

■ La Cour suprême administrative allemande a récemment jugé que les machines à laver pourraient être remboursées aux bénéficiaires de l'aide sociale, « à condition que la vitesse d'essorage reste raisonnable ».

■ Dimanche 15 novembre, à Trasasso, près de Bologne, en Italie, seize paroissiens ont été intoxiqués pendant la messe par des émanations de gaz carbonique : un oiseau avait fait son nid dans la cheminée de

Christian Colombani

« The Lancet » plaide l'« indulgence modérée » pour le cannabis

Des travaux de chercheurs conduisent l'hebdomadaire britannique à juger cette drogue moins dangereuse que le tabac ou l'alcool. Un comité de la Chambre des lords préconise son usage pour les personnes en fin de vie

« IL SERAIT raisonnable de juger que le cannabis constitue moins une menace pour la santé que l'alcool et le tabac. » Le prestigieux hebdomadaire scientifique The Lancet publie dans sa dernière livraison, datée du 14 novembre, un éditorial qui prône une nou-velle approche du débat sur le statut légal de cette drogue.

A partir d'une étude des professeurs australiens Wayne Hall et Nadia Solowij (université de Nouvelle-Galles du Sud, Sydney) portant sur « les effets indésirables les plus probables du cannabis » et diffusée dans le même numéro, The Lancet rappelle, pour la tempérer, la position qu'il avait prise en novembre 1995: «le fait de fumer du cannabis n'est pas, même

I n'y a plus une minute à perdre. Non pour éviter les bombarde-

ments américains en Irak, suspen-

dus en catastrophe par le président

Clinton, mais pour prévenir déjà le

prochain épisode. La répétition des

branie-bas de combat et des sauve-

tages in extremis, ce drôle de « stop

and go », peut certes banaliser la

stratégie du bord du gouffre, mais

on aurait tort de s'y accoutumer.

Car, à trop frôler le gouffre, il arrive

L'issue est bien dans ce que l'on

nomme «l'examen global » de la

question irakienne, ce qui suggère

un règlement du même ordre. Il

DANS LA PRESSE

L'HUMANITÉ

Charles Silvestre

qu'on y tombe.

santé. »

Trois ans plus tard, l'éditorialiste tient à «modérer» ce constat. Il n'en estime pas moins que « le désir de prendre des substances modifiant l'état de conscience est une constante dans les sociétés humaines du monde entier et [que] même la plus droconienne des législations a échoué à anéantir ce désir ».

Admettant la nécessité de définir des « limites socialement acceptables * aux comportements Individuels, l'auteur de l'éditorial estime que « les gens ont le droit de savoir quels sont les risques pour eux-mêmes et pour autrui ». Mais « parce que le débat sur l'usage de cannabis provoque des émotions

faut un acte d'autant plus fort en di-

rection du peuple trakten - un ca-

lendrier de la levée de l'embargo

meurtrier - que la fermeté vis-à-vis

de son chef restera de mise. Et de

cela, c'est au concert des nations

d'en décider et non à la seule Mai-

■ Il reviendrait donc à l'Europe de

tirer profit de cette accalmie provi-

soire pour prendre une initiative diplomatique en sorte de faire

comprendre à Saddam Hussein qu'il

ne peut espérer nuile complaisance

des Occidentaux s'il ne respecte pas

ses engagements de désarmement,

mais afin de faire comprendre aussi

aux Etats-Unis que l'embargo à l'en-

son Blanche.

Pierre-Luc Séguillon

THE LANCET 🎂

fortes », il n'existe « pas de consensus sur les informations que les professionnels de santé pourraient

lors que celui-ci se conforme aux

demandes de l'ONU. Et si l'Europe,

comme à l'accoutumée, fait preuve

de timidité diplomatique, il revien-

draît à la France, en la circonstance,

de jouer les mouches du coche et de

démontrer qu'elle a encore une po-

■ Les Verts deviennent un parti am-

bitieux mais restent une formation

atypique. Ils évoluent, ils mûrissent,

Ils acquièrent des fragments de

culture de gouvernement, ils ap-

prennent à composer mais ils de-

meurent ce parti idéaliste, icono-

litique étrangère autonome.

EUROPET

Alain Duhamei

donner à leurs patients qui consomment ou qui pourraient consommer du cannabis ».

Selon les chercheurs australiens, qui reprennent l'ensemble de la littérature scientifique publiée sur la question, les effets secondaires avérés les plus importants liés à un usage « intensif » de cannabis sont les complications respiratoires (bronchites, notamment) et les accidents de la route (un risque qui augmente avec la prise d'alcool). Une consommation «chronique» de cannabis peut en outre être associée, à long terme, à une altération « subtile » des fonctions cognitives (mémoire, attention, compréhension) et à un risque accru de « dépendance ». Les chercheurs précisent

contre de l'Irak doit être levé dès

été la force principale des écologistes. Ils le démontrent de nouveau avec l'affaire des sans-papiers. (...) Ils savent qu'au sein de la majorité plurielle le dialogue est de droit et que les décalages sont gérables, Lionel Jospin disant le dernier mot. Il n'empèche: le premier ministre se

serait bien passé de cette diver-

sence-la-

Michèle Catta ■ Deux idées clés dominent depuis longtemps l'univers politique de Daniel Cohn-Bendit. Sa haine du communisme d'abord, sa méfiance à l'égard des socialistes ensuite. (...) Avec lui, c'est sûr, la gauche plurielle claste, imaginatif, éternellement doit attacher sa ceinture: turbuadolescent. L'indiscipline a toujours lences en vue.

qu'on ignore si ces effets perdurent après une longue période d'abstinence.

Le rôle du cannabis dans la survenue de troubles psychiques, et au premier chef dans la schizophrénie, semble par ailleurs assez rare et se résume à une « accélération » de la maladie chez « des individus vulnérables » ayant des antécédents personnels ou familiaux de psychoses. Enfin, les effets altérant les fonctions de reproduction chez l'homme sont jugés «incertains» et les preuves scientifiques afférentes « faibles et inconsistantes ».

Au vu des données scientifiques disponibles, l'éditorial conclut qu'e une indulgence modérée à l'égard du cannobis a peu d'effets néfastes sur la santé » et que « les décisions d'interdire ou de légaliser le cannabis devrait être basées sur d'autres considérations ».

Cette prise de position risque fort d'alimenter le débat sur la légalisation du cannabis qui vient d'être relancé au Royaume-Uni. Un rapport émanant d'un comité scientifique de la Chambre des lords, paru mercredi 11 novembre, s'est en effet prononcé en faveur d'une « légalisation partielle » du cannabis à des fins médicales. L'usage « compassionnei » du cannabls chez des patients en fin de vie ou atteints de sclérose en plaques devrait être autorisé, a plaidé le comité, et ce même en l'absence de preuve sur ses vertus

Laurence Folléa

www.beaujolais.com

De bonnes adresses pour déguster le beaujolais nouveau dans le monde entier

COMME CHAQUE ANNÉE, la France et le monde attendent le troisième jeudi de novembre pour découvrir la cuvée 1998 du beaujolais nouveau, armoncée comme exceptionnelle. Mais où aller pour être assuré de savourer le célèbre vin dans de bonnes conditions et en bonne compagnie? « Bienvenue en Beaujolais I », site officiel de l'Union interprofessionnelle des vins du Beaujolais, recommande aux internautes quelques bonnes adresses.

Ceux qui ont la chance d'habiter dans la région, ou qui sont prêts à faire le voyage, peuvent s'inscrire sur le Web pour participer à la 10 édition des Sarmentelles du village de Beaujeu, un banquet prévu pour affiche une longue liste de « Bistrots beaujolais » de Lyon et de Paris, sélectionnés pour « leur qualité et leur convivialité ». Les expatriés et les étrangers ne sont pas oubliés. Ils pourront se rendre par exemple à l'Hôtel Hyatt d'Auckland, en Nouvelle-Zelande, pour une wine party présidée par l'ambassadeur de



au Courthouse, « le club le plus branché » de Toronto, ou encore au Jockey Club de Hongkong, où ils seront chargées d'aider à la dégustation. Le maire de Villefranche, « capitale du Beaujolais », sera, pour sa part, l'hôte d'une fête organisée au Palace Hotel France et le navigateur Peter Blake, de Pékin. En outre, le site propose

bien sûr un dossier très complet sur les crus du Beaujolais. Chaque appellation (village, brouilly, chénas...) est présentée brièvement et identifiée sur une carte de la région. On apprend aussi qu'il faut servir le beaujolais nouveau à 10 °C, et l'accompagner de préférence de cardons, de moelle et de pommes de

terre gratinées avec des oignons. En attendant le 19 novembre, l'internaute est convié à une dégustation virtuelle du millésime 1998: «La robe est franche, vive, d'une brillance et d'un éclat supérieurs au millésime 1997, avec des reflets violacés bien présents. »

Par ailleurs, les apprentis cenologues pourront consulter le lexique, pour apprendre, par exemple, que «l'esprit du vin » est «le produit de la fermentation du sucre qui, après l'eau, constitue l'élément liquide quantitativement le plus important ».

Enfin, et peut-être surtout, « Bienvenue en Beaujolais » est aussi une boutique électronique, proposant notamment une sélection de dix crus vendus entre 18 et 22 francs la bouteille. Un ieu d'érudition intitulé «Raymond le Vendangeur» permet de gagner un lot de 72 bouteilles. Le lauréat pourra pleinement vérifier la justesse de la devise de la confrérie des maîtres vignerons de chénas et moulin-à-vent : « A tossée pleine, Joie s'enchaîne *!

SUR LA TOILE

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ■ A l'occasion du 80º anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918, le Musée de l'histoire allemande de Berlin a ouvert un site Internet consacré à la première guerre mondiale. Il présente ses collections d'œuvres inspirées de cette période, complétées de séquences vidéo. Il s'agit de la première étape dans la mise en place d'une exposition virtuelle qui couvrira l'histoire de l'Allemagne au XXº siècle. www.dhm.de/lemo

VACHE FOLLE

■ La Commission européenne a

COMMERCE ÉLECTRONIQUE ■ Le groupe allemand Bertelsmann et l'éditeur italien Mondadori (groupe Berlusconi) ont annoncé la création d'une filiale commune, baptisée Mondo Libri, qui sera notamment chargée de gérer un service de vente de livres sur Internet. - (AP.)

publié sur internet la nouvelle édition du « vademecum du consommateur.» sur l'encéphalopathie spongiforme bovine, dite maladie de la vache « folle ». La Commission rappelle ainsi qu'elle « reste sur le pied de guerre » pour assurer « la plus grande sécurité alimentaire ». europa.eu.int/ comm/dg24/health/bse/index-en.html

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante: Jusqu'à □ 3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F au lieu de 585 F° au lieu de 1 170 F° je joins mon règlement soit : _____ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde d'économie Date de validité L_____ Signature: SOIT ☐ M. ☐ Mme Nom: ____ Prénom: semaines Adressa: de lecture Localité: GRATUITE

Abonnez-vous au Monde

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR

.Code postal: _______ USA-CANADA Nemds - (USDS-0009729) is published daily for \$ 802 year - Le Monze - 21 bis, rue Claude-Bernard 75222 (2004 C5 France, perodicate postage \$80 80 Orangian US sent artifornment and artiforment and \$100 Part (1904) 2190F 2960F 598 F 790 F

Pour tout autre renseignement concernant: le portage à domicie, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le palement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. PRIVILÉGIÉ DU MONDE

ment automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrar

Téléphonez eu 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à rennement Bulletin à renvoyer accompagné de votre règiement à: LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 10445 Chantally Cedex

France 3, c'est magique!

LE PREMIER numéro d'« On se dit tout », le nouveau magazine hebdomadaire de France 3, qui se propose de répondre aux questions des téléspectateurs sur le fonctionnement et les programmes de la télévision publique, a eu, dimanche, un trait de génie : il a répondu à une question que les téléspectateurs ne se posent pas encore. Et pour cause: cette question renvoyait à une émission qui n'a pas encore été diffusée et qui n'est pas encore pro-

S'agissait-il, au demeurant, d'une vraie question? Rien n'est moins sûr. Car elle était cousue de fil blanc. Elle était posée par un jeune homme qui se faisait le porte-voix de l'honorable confrérie des illusionnistes professionnels, partis en crossade contre France 3 pour empêcher la diffusion d'une série américaine dévoilant les secrets de fabrication des tours de magie (supplément Télévision-radio-multimédia du Monde daté 11-12 octobre).

au premier abord, que France 3 voulait leur donner raison contre l'avis de son propre directeur artistique, acquéreur de cette émission de la Fox intitulée « Breaking the Magician's Code: Magic's Biggest Secrets Finally Revealed » (« Casser le code des magiciens : les plus grands secrets de la magie enfin dévoilés »). Le commentaire qui accompagnait les quelques images de cette émission montrées en avant-première ne laissait aucun doute sur sa médiocrité: « Un hangar désaffecté, une atmosphère lugubre, la voilà la fameuse

émission produite par la Fax! (...)

Recette classique : de la pénombre,

des frissons, un zeste d'érotisme.

(...) La magie devient un cirque, le mystère du marketing. » Suivait une interview du magicien de « Fort Boyard », Gilles Arthur, lui-même producteur d'émissions. Il plaidait pour la

par Alain Rollat magiciens : « Si on diffuse ce type de show qui casse le rêve, on verra

disparaitre tous les illusionnistes, » Il semblait donc clair que France 3, culpabilisée, tenait à prendre les téléspectateurs à témoin de sa bonne foi avant d'annoncer son renoncement à cette série contestable. Erreur! La conclusion de ce débat a démenti cette première impression. France 3 a rappelé en images que, il y a vingt ans, elle diffusait déjà « Les Ateliers du magicien », une émission qui dévollait aux enfants les tours de prestidigitation. Quant au directeur artistique de la chaîne, il a ponctué sa réplique en disant : « Si nous avons acheté ces images-là, c'est évidemment pour les diffuser »...

On ne fera pas à France 3 l'injure de penser que ce premier « On se dit tout » tenait à s'illustrer par un dialogue de sourds. Disons simplement qu'il était sans censure au nom du Collectif des doute trop plein de non-dits...

Section 1 PEX THE 2 ----建筑力量 Both Trees. THE PLANTS $(22.77\pm$ Mag_{to} गाव का स्टाप्ट**स्ट**्री

Section 2

37 - 381 - 2

-

(65, 257, 77, 77)

PARS 5

Salki -

PARS ?

PARIS 4

Mestal

Death of the Control of the Control

West to be a

EEE L. CO.

M Park Street

Non-temporal states

Salistan In Spirit Control

PARIS 5°

UAUPERT

I CENSIER 2 P.

COMPLETE SECTION

PARIS 60

所_是。2004年

15 75.15

 (\cdot,\cdot,\cdot)

PARIS 10 **LEMMAN** 1. M. 1887 . . . المرابع ومواليجات A Company $(f,f) \subseteq (g,g) \cap \overline{f}$

建筑设建设度

PARIS 11 \$7.000\$ 34 et 35 M

PARIS 12.

THE PERSON

SEFINED

DEMANDES, VIDES

Master Group

47. r. Vaneau, 75007 Paris

Rech. appts vides

ou meublés.

Toutes surfaces pour

CADRES BANQUES ET

GRANDES SOCIÈTÉS

01-42-22-98-70

EMBASSY SERVICE

43, avenue Marceau, 75116

rach. pour CLIENTS

ÉTRANGERS APPTS

HAUT DE GAMME

HÔTEL PARTICULIER

& VILLAS OUEST Paris

VIDES OU MEUBLÉS

GESTION POSSIBLE

01-47-20-30-05

Tel.: 01-42-17-26-65

TE MICHAEL IMMARII IN MONEINIBRE 12201777

e » pour le cannabi.

T. Ly

4 10 3

.....

An anglaine

11. 3-11. " ·

8207

30 Miles 10 10

Sec. 26

St. James

Street St.

4.5----

12 ·

a -

<u>Salayan da sana ang kalaban</u>a

the state of the

E 5 (Service

A ::

STATES CO. T.

grapher also in the second

A COLUMN TO SERVICE AND A COLU

Avenue de la companya de la companya

Western .

54, 250

State of the second of

the same

Specific to the specific to

As well as

A STANSON OF THE STAN

ga sagalasan s

Sur l'ensemble des quatre départements, nous constatons une augmentation du volume des ventes d'appartements neufs de +11%, au 2ème trimestre 1998 par rapport à la même période 1997 ainsi répartie :

Paris Hauts-de-Seine Seine-Saint-Denis Val-de-Marne

Paris Hauts-de-Seine Seine-Saint-Denis Val-de-Marne

- 2,9% +6%

En terme de chiffre d'affaires

- 1,7% + 9,8% + 36,1% + 27,7%

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

Le marché immobilier neuf ne connaît pas la même augmentation que le marché de l'ancien du 2ème trimestre. Il faut savoir que l'activité sur le neuf en 1997 avait été très forte à Paris et dans les Hauts-de-Seine : nous ne pouvions donc espérer une augmentation importante du volume des ventes par rapport à l'année précédente. Il nous faudra attendre le 2ème semestre 1998 et le 1er semestre 1999 pour ressentir les effets de l'arrêt des dispostions "Périssol" et son remplacement par la Loi "Besson". La Loi "Périssol" a largement porté ses fruits en 1997. L'année 1998 et le 1er semestre 1999 devraient donc constituer une nouvelle année exceptionnelle sur ce segment de marché et ce pour deux raisons objectives :

l'incitation fiscale est favorable

• ce dispositif devrait être remplacé prochaînement.

Il faut rappeler que nos statistiques sont établies à partir du nombre d'actes authentiques sans prendre en considération les contrats de réservation.

Cependant si nous avons constaté depuis 2 ans un certain décalage dans la progression du volume du neuf sur les départements de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, il semble qu'aujourd'hui que ces départements rattrapent ce retard.

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

VENTES

FONDS. F DE COMMERCE 12º LIBRAIR.-PAPET. PRESSE 100 m², quartier

d'avenir, C.A. 3 678 000 F

OFL 01-45-08-00-16 (95) LIBRAIRIE PRESSE 15 000 personnes autour C.A. 4 635 000 F. Prix exceptionnel: 1 650 000 F OFL 01-45-08-00-16 APPARTEMENTS

PARIS 1

SAINT-HONORE 46 m², luxueux 2 p. 1 150 000 F - 01-47-20-40-03.

PARIS 3º MARAIS-ARCHIVES STUDIO 29,5 m² rénové, entrés, séj., s.e., cuis. Ind., coin repas, parquet, cheminée, calme, 3º asc. digi., gardien. 510 000 F - 01-47-53-83-82.

Bastille : 5 Pièces 174 m² de qualité + service imm, pierre de t. standing A.I.M.: 01-53-01-99-01.

PARIS 4° **ILE SAINT-LOUIS**

pdt r.d.c. à revoir 5 p. 90 m², 3,50 m hsp vue s/Seine. 01-43-35-18-36. Deux pas place des Vosges, imm. XVIII+, sėj., 3 chbrs, gde cuis., bns, parf. état. 173 m² + atelier. 01-43-35-18-36.

RUE DES TOURNELLES 2 P. EN DUPLEX 2 + 3 demlers ét. 695 000 F

A.LM, : 01-53-01-99-01. ILE DE LA CITÉ sur jardin Notre-Dame duplex 105 m² dernier étage plein sud balcon. 01-45-62-04-99.

PARIS 5°

MAUBERT Bel imm. p.d.t. gd studio possib. 2 p., bon ét., calme, 950 000 F · 01-43-25-97-16.

M° CENSIER 2 P. 47 m², ét. élevé, asc. soleil. 01-43-59-14-05.

CARDINAL-LEMOINE Imm. XVIIII beau studio charme, bon état, parquet, plein sud, vue dégagée. 570 000 F- 01-43-25-97-16.

PORT-ROYAL Imm. XVII 2 p. s/cour arborée, caractère, charme, poutres, bon ét., tr. calme 590 000 F - 01-43-25-97-16.

PARIS 6°

Odéon/Seine imm. XVIII 2 p. tt cit rue et cour. 35 m², pari. état, calme, charge min.

01-43-35-18-36. Montpamasse 3 p. + balc. parking, 5° asc. 1 950 000 F FLEURUS 01-45-44-22-36. SAINT-PLACIDE BEAU 5 P. imm. p.d.t 2 950 000 F FLEURUS 01-45-44-22-35.

Montparnasse p.d.t. gd stdg 7 p., gde cuis., 3 bains, 3 wc, 227 m2 + serv. rare. 01-43-35-18-36.

PARIS 7° CHAISE/GRENELLE

sup. imm, 4/5 p. 99 m2, 2º ét. LITTRE 01-45-44-44-45. PARIS 8" -

BD SAINT-GERMAIN GRAND 5 PIÈCES A.I.M.: 01-53-01-99-01.

● ENCHÈRE ●

18-22, rue de Berri 4 studios libres de 40 à 62 m² (5° et 6° ét.), chacun avec 2 caves + parking. Mises à prix : de 430 000 F à 700 000 F.

2 p. 72 m² libre. 7º ét. + 2 caves et parking. Mise à prix : 650 000 F.

Studio 42 m², 4° et. + 2 caves et parking Loue 63 480 F/an. Mise à prix : 450 000 F.

Visites 17/11 et 5/12 : ti heures à 13 heures, 26/11: 15 heures à 17 heures.

PARIS 10°

MP LOUIS-BLANC appt d'exception style loft. 180 m² (possib. 200 m², cft et calme. Px justifié. Tél.: 01-47-00-77-27.

PR. CANAL ST-MARTIN 78 m² style loft gd liv. 1 chbre (possib. 2), lumineux, calme

1 480 000 F - 01-47-00-77-27. RÉPUBLIQUE : 5 P. À RÉNOVER 2º ÉT.

A.I.M.: 01-53-01-99-01. PARIS 11°

53 AV. PARMENTIER Entièrement refaits strue et stjardin STUDIOS 34 et 35 M² 465 000 F À 530 000 F 2 PCES 52 Å 55 M² 720 000 F à 780 000 F

01-48-06-22-96. PARIS 12° DAUMESNIL PROX. BOIS LES TROIS DERNIERS

CINQ-PIECES Expo sud/est/oues

- 98 m² px : 1 405 000 F. - 107 m2 px : 1 435 000 F. - 113 m px : 1 745 000 F. SEFIMEG

34, r. Claude-Decaen 01-43-43-89-68. DAUMESNIL 2 P. - 47 m² 840 000 F parfait état part. face Viaduc des Arts visite samedi-dimanche. 02-40-47-03-72/06-12-25-37-07.

BD DE PICPUS 2 p. libres et occupés à partir de 11 000 F le m² IDEAL INVESTISSEMENT OU PIED-A-TERRE Imm. ancien ravalé, gardienne. digicode. AD VALOREM

m-49-28-05-84.

PARIS 13°

+ 26,8%

+ 37.7%

MAISON DE POUPÉE 13° impeccable 2 p. de charme 760 000 F - 01-45-87-09-09.

GOBELINS dans imm. 1900. 2 p., 39 m² en très bon état. Vue dégagée : 700 000 F. AD VALOREM - 01-56-59-77-77.

PARIS 14

Mª ALESIA Résid. dans cadre privilégié, 5°, clair, calme, séj. 27 m², gde culs., 3 chbres, bains, s. d'eau. 2 600 000 F - 01-45-39-13-13. DENFERT/Observatoire

Loft de gde qualité 167 m² LITTRE - 01-45-44-44-45. DENFERT-R., 3 p., 70 m², entre Daguerre et Mairie, très calme, clair, 4º ét, asc.,

parquet, charges min., RER, 3 mét., 4 bus. 01-45-45-72-99.

PARIS 15°

Mª Lourmel récent demier ét. 5 p. tt cit, 115 m² + tenasse 147 m2 - 2 park. + studette Pte Versailles réc. dem. ét. séj., 3 chbres, 100 m² s/jard. parking dole. 01-43-35-18-36.

PARIS 16°

• ENCHÈRE • NOTAIRE - 01-44-70-94-94 125, avenue Victor-Hugo, local d'habitation 47 m². Mise à prix : 350 000 F. Visites 17/11 et 5/12 :

15 heures à 17 heures, 26/11: 10 heures à 12 heures. • ENCHÈRE • NOTAIRE - 01-43-29-21-09

8, rue Paul-Dupuy (impasse privée). 2 p. 48,09 m² - 1" etag Mise à prix : 450 000 F. Visites 14 et 17/11: 10 heures à 12 heures, 27/11: 15 heures à 17 heures.

HAUTS-DE-SEINE **SCEAUX** Not Benoît proche rue Houdan, 3 p.

+ balcon + park, en sous-sol, rez-de-ch. s/allée 64 MP env. 890 000 F refait ml. GERER: 06-80-47-95-43 ou 01-42-65-03-03. Boulogne Mª M.-Sembat, réc.,

ét. ét., 2 p. tt cft 38 m², balc. s/iard. sud + cave, box. Tél.: 01-43-35-18-36.

SEINE-ST-DENIS

PRE-ST-GERVAIS centre duolex de charme, 65 m² au sol en 2 p., parquet, cheminée, cuis. équipée, partait état, 790 000 F. I.P.: 01-48-83-32-88. #F: 00/ 9=2/5

Superbe affaire Orléans centre, app. de caractère duplex, type 4-5. entièrement rénove, chauff., séjour 37 m², cheminée, parquet, cuisine aménagés chêne clair, 3 chbres, garage, 3 caves, 985 000 F. Tél.: 02-38-54-47-08 05-05-13-05-39-77

MAISONS PARIS

13" MAISON 130 MF Liv. + 4 chbres, verdure. 2 950 000 F. 01-45-46-26-25 PARIS 20 maison-atelier atypique, 215 m², 5 chbrs 2 terrasses, garage, sous-sol. 2 800 000 F

I.P.: 01-48-83-32-88. reg. Parisienne

10' PARIS OUEST très belle malson bourgeoise XIX*, 300 m² hab., 900 m² de parc, 6 chbrs, 7 cheminées, parfait état. 2 500 000 F - LP. 01-48-83-32-88.

Bois-Colombes, Pay. séj. obie, 3 chbrs, wc, gar. 890 000 F. - 01-48-76-36-11.

VIAGERS

5', RUE PASCAL F1 Rors, 120 000 F + 1 450 F/mois. 01-42-64-64

-- Parkings

IDĖAL INVESTISSEUR PARKINGS COUVERTS Mª BONNE-NOUVELLE Prix: 95 000 F + F.A. + travx : 95 000 F. déductibles des revenus 98.

Rendement 8,50 % Tél.: 01-53-45-54-30

• ENCHÈRE • NOTAIRE 01-42-66-30-21 48-50, av. du Roule Neuilly (92), park, s/sol Mise à prix : 105 000 F Visite 25-11: 15 h à 17 h

• ENCHERE • NOTAIRE 01-44-70-94-94 Paris 8º, 18-22, rue Berri - 2 park. (dont 1 dble) Mise à pr.: 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à

13 h : 26-11 : 15 h à 17 h

Conseil en Habita

et Financement

URGT. Familie rech. appart. ét, élevé, env. 210 m²

8 p., 6 chbr, duplex poss. 8º Haussman ou 16º Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél.: 01-40-75-03-40.

sur Paris et est parisien volumes atvolcues à vendre ou à louer. Tél.: 01-42-83-46-46.

IMMO INTERNATIONAL

RECH. CHATEAUX Manoirs, potés, villas pour sa clientèle acheteurs. Tél.: 05-34-40-70-00.

Le Spécialiste du Financement *Immobilier*

Parmi

 Les taux les plus bas du marché

Accord spécial fonctionnaire

 Défiscalisation PERISSOL (Nombreux produits)

 Rachat de Crédit (Economie jusqu'à 35% de la mensualité)

27, avenue de Tourville - 75007 PARIS 01 53 59 50 50

LOCATIONS

(92) Très belle propriété Napoléon III, 400 m² + dépendances, parc 5 500 m², 4 km Paris, calme, résidentiel. 01-43-59-12-96

HOTELS **PARTICULIERS**

* SEOBBLE 172

AMPÈRE 17

Idéal pour vente par lots 750 m² dont une maison Tel.: 01-44-13-98-18



Tous les mois, chez votre

BUREAUX ACHATS

BD HAUSSMANN RECH. 100 A 120 MP, Paris 290 m² refaits neuf préf. 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°. 10 bureaux + parking Tél.: 01-44-13-98-18

BD DE CHARONNE, 114 brem. indép. 3 000 m² Entièrement restructuré Livraison mi-1999

Alban Cooper 01-44-13-98-18 AV. CH.-DE-GAULLE/NEUILLY INTER PROJETS recherche 983 m² sur 1 plateau Grand standing, climatisation

Alban Cooper 01-44-13-98-18 **APPARTEMENTS** OFFRES VIDE

Imm. neut jamais habité 17°, 91, av. de Clichy. S/plece mardi 11 h à 13 h -3 p. 71 m², 6 040 F + ch. -3 p. 67 m² + balc. 6 210 F + ch. - Duplex 77 m² m lemasse. Dernier étage 8 400 F + ch.

> EXELMANS. Bel imm. P.d.t., 2-3 p., dbie-séj. + 1 chbre Ret. nf. Parquet. Pt. Ouest Calme, clair, 4º ét. asc. 5 425 F ch. compt. 01-43-25-97-16

MONTROUGE, près mairie 3 p. 4º ét. 75 m², chff élect. 5 727 F c.c. 01-40-47-62-38

> Pour vos annonces dans

L'EMPLOI

Tel.:

01-42-17-39-33 Fax.:

MP PASSY, 6 p. 5º ét. 180 m², 20 429 F c.c., chff

gaz. T.: 01-40-47-62-38

AFTRANCE

LOCATIONS

0149034340

- Mª GAMBETTA, 20º

F4 73 m², 3 chbres, s. de bs.

Refait à neuf, baic. 9 m²,

cave, park. 6 823 F ch.

compr. Hon.: 3 837 F

- Mº GAMBETTA, 20º

R. Villiers-de-l'Isle-Adam

Dans résidence calme

3 p. 69 m², 1" ét. asc.

Cave, park. Inclus, 5 697 F

ch. compr. Hon.: 3 486 F

- Mº CHARONNE, 11º

Rue Carrière-Mainguet

Résidence calme

F4 77 m², park, cave

6 413 F c.c. Hon. : 3 766 F

LOCAUX COMMERCIAUX

Graphiste Indépendant souhaite partager son local avec un autre graphiste Paris 14^a. Bureau refait neuf, r.d.c., près parc Montsouris, proximité Poste. (50 m² à partager, comprenant petite

cuisine et toilettes.) Loyer: 2 600 F Tél.: 01-45-65-16-00

Le mensuel qui vous aide à acheter dans le neuf

marchand de journaux.

VENISE, 100 m de ST-MARC Loue appt, sem., 4, 6 pers., conf., calme, vue, charme 80 m². 2 salles d'eau.

5 950 F c.c. Tél.: 04-93-84-84-72

Particulier à particulier recherche à louer Versailles quartier Porchefontaine ou à Viroflay 1 séj. double, 1 cuis., 2 s.d.b.,

MEUBLÉS Collaboratrice journal cherchs studio ou 2 pièces, meublé

MEUBLÉS ou non, Paris. Max.: 4 000 F. Tél.: 01-39-95-66-96 (rép.). Sur Paris collab. journal cherche studio ou 2 pces meublés

> ou 01-42-17-28-22. PARRINGS _ PARKING à louer 490 F c.c. Paris 14^a, rue Didot

ANGE TO SEPAN

Sous-sol, imm. neut Sans commission Tél.: 01-56-54-09-30 Tél.: 01-30-52-62-10

AUTOMOBILES

VENDS **VOITURETTE AIXAM** cause double emploi Année : janvier 1992, kilométrage réel : 1442 Prix : 26 000 F état intérieur/axtérieur

Direct, producteur

plus, millésimes disport.

Tél.: 02-47-50-80-64

IMPECCABLE. Tél.: 01-47-07-66-41. VINS 01-45-04-41-00.

vin à découvrir MONTLOUIS-S/LOIRE A.O.C. sec, demi-sec, moelleux méthode traditionnelle

> tarits sur demande L CHAPEAU 15, rue des Aitres, Husseau 37270 Montlouis-sur-Loire

VACANCES

JOURNAUX

ANCIENS

Anc. nº de L'ILLUSTRATION

24 nº de 1931, 25 nº de 1932,

24 nº de 1935, 37 nº de 1936.

4 600 F + port. Nº 1 à 34 (1986, 1987, 1988) La revue *PARIS*, 950 F + port.

SKI DE FOND Haut Jura, 3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous acqueillen ds anc. ierme comtoise ou XVIII Gd cft, ambiance conviviale table d'hôte, produits mais. et régx, chore avec s. de bains + WC. Tarifs selon période : sem./pers. 2 800 F à 3 400 F tt compris : pension complète + vin au repas, moniteur

et matériel ski... Malson d'hôtes LE CRÊT L'AGNEAU 25650 LA LONGEVILLE Tél.: 03-81-38-12-51 Fax: 03-81-38-16-58

COURS

PARLER CHINOIS Du vrai débutant au chinois des affaires

Une méthode exclusive Aussi facile et pratique que la meilleure des méthodes d'anglais FORMATIONS COURTES RESULTATS GARANTIS Spécialiste d'une Langue Recommandé par le Comité France Chine du CNPF Le chinois avec des professionnels Chinois

CHINA LANGUE EXPRESS® 01 42 23 12 53

01-42-17-39-25

Formations réservées uniquement aux entreprises

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

9º arrondissement

1-3, rue du Delta 7509 PARIS Tet. 01 40 51 27 54 4, Place Saint-Tho

1920 es vasur "com" becencian d'un rès bei éclarage grote ma; grandes verriètres (memiseries; neuves avec double-virrage; chauffage collectif gazi, Surfaces disponibles, pri dupier ou triplez, à partir de 50 m², certaines avec terrasso. Vasto hall d'entrée de caractèro. Une maison individuelle avec cour privative à l'arrière de la parcelle. Métro Auvers, Livraison 2ème semestre 1999.

A partir de 13 000 F/m²
Fruis de potaire réduius.

Remedigmentents et réservations : 01 40 51 27 54

20° arrondissement

135-137, bd Dawoux 75020 Paris Réalisation SCI DAVOUT 6, faubourg 5 75006 Paris Commercialisation . Tél. 01 47 42 85 95

DEFISCALISATION PERISSOL 1998. FINANCEMENT PERSONNALISE.

RÉGION PARISIENNE

78 Carrières-sur-Seine

10° arrondissement

Résisation STEM BATER 92513 Boulogne codes Tel. 81 55 38 25 38

LIVRAISON IMMÉDIATE. IDÉAL DÉFISCALISATION PÉRISSOL SYIM BATTR wors propose à quelques pas du Caral St-Martin et de l'Hôpital Salas-Louis une résidence de standing, proche de tous com-Studio et 2 pièces dispendbles, téléphonez dès maintenant au 01 55 36 25 38

Résidence "La Vaillère 4549, route de Chaton 78 Carrières-sur-Seine Réalisation : Groupe PRANIM Tel. 81 47 26 45 09

LIVEAISON IMMEDIATE, SUPERBES APPARTEMENTS du 2 P au 4 P. Maison de ville 5 pièces, à partir de 13 500F/ar. APPARTEMENT MODÈLE sur place, du jeudi su lundi de 15h : 19h matros jours sur rendez-vous) Tel. 01 39 57 24 16

444 FRANIM

Le S'-Martin 125, rue du Faubourg S'-Martin 75010 PARIS FINANCIERE RIVE GAUCHE Commercialmenen Tél. 86 14 88 85 13

Fax 01 47 59 95 92



IMMEUBLE NEUP PROCHE GARE DE L'AST. VUES DEGAGEES Métro, RER, szarché, jardin public, écoles, poste... 24 appartements : studio, 2 pièces, 3/4 pièces RNANCERL RIVE GAUCHE DEFISCALISATION PERISSOL

 \geq

RI

92 Courbevoie

Résidence Kléher 92 Courbevoie NOUVELLE REALISATION Bereun d'Infe n de vense 257, nec Leoperte 75015 Paris TAL 01 53 98 79 79

11° arrondissement

🚋 🧎 16° arrondissement

rue Godefroy Ca Realisation of SEFIMA



LANCEMENT. DÉFISCALISATION "PERISSOL" Du studio su 5 paèces. 20 400 F la ra' mayen hors parte SEFIMa

evert sous les jours de 14h à 19h, sauf marti et n Tel. 01 43 73 40 64

92 Neuilly-sur-Seine

La Villa de la Roseraie 17/23, houlevard Georges Se lie de la Jame - 92 Neurlly SOFRACTM TEL: 01 46 24 91 09



Une petite résidence de 26 appartements de grande qualité avec SOFRACIM 17/23, boulevard Georges Secret - Re de la Jetto - 92 Netilly curvert tous les jours de 14h à 19h. Tél. 91 46 24 61 90

92 Saint-Cloud

Les Jardins de la Fontaine 28. rue d: la Fontaine 75016 PARIS Entre Auseud et Passy Réalisation · COPRIM 01 49 50 12 10



AU CŒUR DU 14 ÈME - DU STUDIO AU 5 PIÈCES

77. Neanassan de scanning et presistation de qualité, par martur deux selle de bauss, postes inferieures modelurés, vet portes palteres blandées. Réalisation COPRIM. Comme GEFFC. Surreau de vessée : ouvert sur place du hiorit au v 14h à 19h. le stande de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. 01 40 50 12 10



STIM BATIR, vous propose une nouvelle résidence de standing à deux pas de parc de Saint-Cloud : de statio au 5 pièces, aix prestations de qualité qui vous assperont un parfait confort de Resissation STIM BATTR Groupe Rosygnes Jeomob 150, route do la Reina 92513 Boulogne Codes. T&L Azur : 0.891.152.176 Pour jone renseignements app an p^a Azer **9.5**01.152.176

19° arrondissement

Buissonnières Parc des musicess rue Adelphe Mille - 75/119 Paris NOL VEAU PROGRAMME Commercialisation ASTEAM CONSEIL, 9. rue Vigned 75008 Paris Tél. 01 47 42 13 12



A 200 m du métro Porte de Pantin ce à 55 ha de Parc en Bord de l'ear. à l'orde de la Caé de la race a 5-3 on de Parc as Bord de Lean, à Forde de la Ché de la Mossqua, 2 immenbles de chapme ante prestations laureques parques, chanflage gas, promises et belcons. GAZ ET QUALITEL. Du studio as 6 paters. 30 appartements disposibles. A partir de 17 500 F le m'-hort parking. Amortissement Perisod Barrem de vente com placon newest 1 londis, youli, venderdi et dimanche de 14h à 19h et saraedi de 10h à 13a et de 14h30 à 19h. Rae Adolphe Mille, 75019 Parss. Till. 31 42 46 17 59.

SOFERIM

ET RÉSIDENTIEL POUR ACHETER, INVESTIR...

RENSEIGNEMENT: 01 42 17 39 45



Le mensuel dans le neuf. Chez votre marchand de journaux.

FILMS DE LA SOIRÉE

Marie Contract Res

Regard Convert .

GUIDE TÉLÉVISION

THE REPORT OF

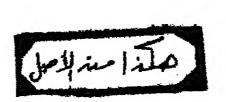
MORE GREEK ... 100 loss --tario - T No free Com 後着します。 71.6 L (St. La J. 20 Teste and 1997 G852 ** . . -**41**5 Car. **10**0507.0

FILMS DU JOUR

35 E. de in

13.16 link Bulle: \$ 8 Service Control of the Control of th MAN GRANDER BY 14.0 Ces per use ... 15.40 Fort Saparte # # 18.05 Smolting II II Attin Dec. 15 cars

GUIDE TÉLÉVISION



RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 16 NOVEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

17.40 Voici le temps	71 00 1 . 0 . 10 -
des assassins = = = Julien Duvivier (France, 1955, N.,	21.00 Le Grand Saut joel et Ethan Coen (Eta 110 min).
110 min). Grietorie 18.50 Un papillon sur Pépaule Jacques Deray (France, 1978,	21.20 Le Cavaleur II II Philippe de Broca (Fran 100 min).
20.40 > Western B = Manuel Poirier (France, 1996	21.55 Les mains qui tuent Robert Siodmak (Etats- v.o., 90 min).
20.40 Mort d'un pourri = = Georges Lauriner (France, 1977.	22.35 La Peau E E Litiana Cavani (Italie, 19 140 min).
20.50 Crossing Guard II II	23.00 L'homme que j'ai tu Ernst Lubitsch (Etats-Us 90 min).
125 min). M 6	23.10 Jeanne la Pucelle :

21.00 Quelle heure est-il ? II III

21.00	Le Grand Saut II II Joel et Ethan Coen (Etats-Unis, 1993, 110 min). Cinéstar	,
	Le Cavaleur III Philippe de Broca (France, 1978, 100 min).	٠.
21.55	Les mains qui tueqt II II Robert Siodmak (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 90 min). Ciné Classic	•
	La Peau E E Liliana Cavani (Italie, 1981, v.o., 140 min). Paris Première	
23.00	L'homme que j'ai tué E E Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1932, N., 90 min). Histoin	

Les Prisons # | | Jacques Rivette (France, 1993, 170 min).

20.40 Opération survie.

21.15 Au nom des animaux. Quol qu'il faille.

21.40 Les Dangers de la mer. [11/13]. Dangers imaginais

22.05 La Trouble Séduction

d'Adolf Hitler, [1/2].

0.05 Ça s'est passé en R.D.A.

21.45 L'Histoire de l'Italie

La nature et ses couleurs. 21.00 Ceux qui se souviennen [5/7]. Mémoires populaires

remoires populaires ch mentales, années 20.

au XXº siècle. [7/42]. La question de l'unité nationale. Plar

22.20 Aller-retour dans l'espace. Planète

193, Star 2	23.10 Masculin-féminin Mill Jean-Luc Godard (France - Sui 1966, N., 110 min).	ède, Téva
étolle	0.05 La Liste de Schindler B B Steven Spielberg (Etats-Unis, 195 min).	 994, N., nésta r
, N., Résics	0.35 L'Ange des maudits E E 1 Fritz Lang (Etats-Unis, 1952, 95 min).	■ Cinétoile
nière	0.35 Luna Park E E Pavel Lounguine (France - Rus 1992, 105 min).	sie, Inéstar 2
	1.00 Mademoiselle	
N., stoire	Gagne-Tout II II George Cukor (Etats-Unis, 195 v.o., 90 min).	2, N., Arte

■ 20.45 Mezzo

Pavel Lounguine (France - Russie, 1992, 105 min). Cinéstar 2
1.00 Mademoiselle
Gagne-Tout II II George Culor (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 90 min). Arte
4.20 Le Patient anglais ■ ■ Anthony Minghella (Etats-Unis, 1996, •, 159 min). Canal +

22.40 Un petit peu d'exercice. Euregistré à l'Opéra de Lyon par l'Ateller et la Maîtrise de l'Opéra de Lyon, din Claire Gibaut. Muzi

Manhatan Transfer «Swing»

Age tendre et tête de bois : Claude Nougarn. C

23.45 Rockpalast 78.

0.40 Jazz 6.

VARIÉTÉS

20.30 Souvenir.

TELEFILMS

20.30 Catherine Courage Jacques Ertaud [3/3].

19.20 Equalizer L'engrenage.

20.45 La Vie de Bertioz. [1/6].

21.15 New York Police Blues. Tuestr à gages.

23.05 Nestor Burma. Nestor Burma en direct.

2.15 Seinfeld. Prix d'ami (v.o.).

0.10 New York Police Blues.

2.40 Spawn. Send in the Kiddowns (v.o.). Canal Jimmy

20.55 Un et un font six.

22.05 Le Dernier Fils. Etienne Périer.

22.45 Le Pianiste. Mario Gas.

SÉRIES!

France 3

Eurosport

NOTRE CHOIX PROGRAMMES

La Vie de Berlioz

Dans les années 80, la mode était aux séries de prestige sur des personnages illustres - Chateaubriand, Mozart, Offenbach, Richelieu, Mazarin, Condorcet... La Vie de Berlioz (6 x 55") est un parfait exemple de ces fictions destinées à un large public, très soignées mais le plus souvent académiques et parfois ennuyeuses. Le scénariste François Boyer et le téléaste Jacques Trébouta ont insisté sur l'aspect romantique et « artiste incompris » d'Hector Berlioz, plus que sur son ceuvre. Et l'interprète. Daniel Mesguich, qui Joue à outrance le compositeur maudit et saigne du nez à tout bout de champ, n'arrange pas les choses. Son jeu théâtrai devient vite insupportable. La performance du jeune Mathieu Kassovitz, futur réalisateur de La Haine, est nettement plus spontanée. - f.-J. S.

2.00 France 3

Maxwell, le naufrage d'un nabab Député travailliste, empereur des médias, homme d'affaires, espion, détrousseur de fonds de retraite... La liste est longue des différentes existences de Robert Maxwell et ce document réalisé par Clare Duggan pour la BBC aurait pu s'intitu-ler Vies et morts d'un escroc. Accident, crise cardiaque, suicide, meurtre... personne ne sait ce qu'il advint le 5 novembre 1991 quand le magnat de la presse est tombé de son yacht, juste avant la déconfiture de son empire. Les témoignages de ses collaborateurs font froid dans le dos – il faisait régner

la terreur et mettait ses cadres sur

écoutes... Et la fuite en avant qui le

conduisit à puiser dans les caisses

de retraite de son journal, le Daily

Mirror, pour éviter la rume est bien

TÉLÉVISION

18.30 Exclusif. 19.05 Le Bigdil. 20.00 journal, 20.35 L'Image du jour. 20.45 Météo. 20.55 Un et un font six. Très chère maison. 22.45 Y a pas photo! 0.45 TF 1 nuit, Météo.

18.15 Friends.

18.45 Cap des Pins. 19.10 1 000 enfants vers Pan 2000. 19.20 Qui est qui ? 19.50 L'Euro, An nom du sport. 19.56 Météo, Journal. 20.36 La Route du Rhum, Météo 20.55 Ça se discute. Jour après jour : Les enfants obeses. 23.15 Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Article 7. Protection de la loi.

23.25 Mots croisés. Comment payer nos rezraixes?

FRANCE 3 18.20 Questions pour un champion 18.50 Un livre, un jour. 18.52 L'Euro, mode d'emploi. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo 20.05 Le Kadox.

20.35 Tout le sport. 20.40 Voile. La Route du Rhum. 20.55 Tête à claques
Film. Francis Perrin. 22,35 Météo, Soir 3.

23.10 Jeanne la Pucelle : Les Prisons II III Film. Jacques Rivette [2/2].

CANAL+ 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Pas si vite. 20.40 ➤ Western ■ ■ Film. Manuel Poin 22.45 100 % Arabica E Film. Mahmoud Ze 0.15 Surprises.

0.20 Boxe hebdo. 1.45 Football. Derby County - Notkingham.

ARTE 19.00 Nature. Le Grand Glacker d'Aleisch. 19.45 Météo, Arte info.

20.15 Reportage. Le Télégramme de Reigner. 20.45 Fraise et chocolat III Film, Juan Carlos Tabio et Tomas Cutierrez Alea (w.o.).
22.30 Ténébreuses ténèbres.
Court-métrage. John McKay.

22.45 Le Pianiste m. Mario Gas.

0.15 Court circuit. Spécial comédie musicale. Nuit de noces. Bottes de noit. La Pucelle des zincs.

1.00 Mademoiselle Gagne-Tout # # Film. George Culor (v.o.).

M 6 19.00 FX, effets spéciaux, la série. 19.50 La Minute de l'euro. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.35 La Famille Touvablen. 20.40 Les Produits stars.

20.50 Crossing Guard # #
Film: Sean Penn. 22.55 Silent Fall # Film. Bruce Beresford. 0.40 Jazz 6. Manhatan Transfer.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Elizabeth de Fontenay. 21.00 Le Grand Débat. En collabor avec le journal Le Monde. Comi lutter contre les sectes ? [2/2]. 22.10 Fiction. La Voux inhumaine de Jean-Louis Bauer.

23.00 Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 L'orchestre invite de jeunes sollstes. Œuvres de Tanguy, Bernstein, Chostal 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Sarhan, Tuan Kon. 23.07 ➤ Le Bel anjourd'hui. Œuvres de Guerrero.

RADIO-CLASSIQUE

28.40 Concert. Françoise Pollet, soprano et l'Orchestre de Paris, dir. Sylvain Cambreling. Œuvres de Boulez, Rihm, Messiaen. 22.23 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozart, Beethoven

FILMS DU JOUR

13:10 Little Buddha ■ ■ Bernardo Bertolucci (France - Grande-Bretagne, 1993,	18.35 Kansas Cit Robert Altmi 115 min).
140 min). Cinéstar 1	19.00 L'homme
14.00 Guantanamera II II Tomas Gutiérrez Alea	Ernst Lubitso 720 min).
et juan Carlos Tabio (Cuba, 1995, 100 min). Cinestar 2	19.30 Atı-delà du William A. W
14.40 C'est pas une vie, Jerry E E Norman Taurog (Etats-Unis, 1954, 90 min). Cinétolle	80 min). 20.30 Les mains Robert Siodr
15.40 Fort Saganne Alain Corneau (France, 1984, 175 min). Cinéstac 2	v.o., 90 min). 20.55 Le Canard M. Cimino(E
18.05 Smoking II II Alain Resnais (France, 1993, 145 min). Ciné Cinémas	22.25 Le Carross Jean Renoir (100 min).

TV 5

GUIDE TÉLÉVISION

10.50 Droft d'auteurs. Avec Benjamin Stora, Lella Marouane, Jean Daniel. La Cinquième

17.05 Les Lumières du music-hall. Ray Ventura. Mireille. Paris Première

18.30 Nulle part ailleurs. Invités: M-People, Isabelle Huppert, Vincent Martinez. Canal -

20.00 20 h Paris Première. Vincent Lindon. Paris Première

23.05 Place de la République. Business
Angels. Le prof des gitans.
La boulangère en Afrique. France 2

23.05 Science 3. Les bébés de la science : 20 ans de fécondation in vitro. Avec Robert Edwards, Alan Handyside, René Frydman, Jacques Testart, Glanpierro Palermo. Prance 3

0.15 Capital. Acheter moins cher:

0.30 Strip-tease. Un mâle dominant. En Nouvelle-Calédonie. Le petit livre rouge. Fran

DOCUMENTAIRES

17.55 Chasseurs

de baleines.

1.25 Saga-cités, Poilus d'ailleurs. France 3

18.00 Trente ans d'Histoire, la Grande

18.05 Georges Becker ou la passion

des champignons. 18.25 Les Démons de la mer.

18.30 Pantanal, un marais

19.00 La Trouble Séduction

d'Adolf Hitler. [1/2].

en danger.

19.30 Patrick Dupond.

Guerre. [3/3]. D'une guerre totale à une paix illusoire. Histoire

exandre Soljénitsyne à Moscou. TV 5

L'orchestre noir [2/2] : La stratégie de la tension. Histoire

15.15 Strip-tease. Docteur Plastique.

17.00 Les Dossiers de l'Histoire.

20.00 Temps présent. Europe : mode d'emplol.

20.55 Hors série. Le doute et l'espérance.

22.30 Bouillon de culture.

100 ta 141 a 15

¢, ...

. 2 -

Carcoke en stock. Les petits des «Petis de». Pas si fou.

MAGAZINES

25	Kansas City II II	22 30	Le Porteur de cercueil
•	Robert Altman (Etats-Unis, 1995,	2230	Matt Reeves (Etats-Unis, 1996, v.c
_	115min). Cinestar2		94 min). Ca
0	L'homme que j'ai tué 🗮 🗯 Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1932, N.,	0.05	Voici le temps
	Ernst Lubrisch (Etats-Unis, 1932, N., 120 min). Histoire		des assassins = = =
ñ	Au-delà du Missouri = 1	1-1	Julien Duvivier (France, 1955, N., 105 min). Cine
_	LANGER OF A RANGE OF ARRANGE AND ARRANGE ARRANGE		105 min). Ciris
	80 min). Cinétolie	· LID	tim termineth (Francische 1995 N
0	Les mains qui tuent 🗷 🗷		Jim Jarmusch (Etats-Unis, 1995, N 120 min).
	Robert Siodmak (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 90 min). Ciné Classics		La Ville abandonnée 🗉 🗖
		1.13	William Wellman
	Le Canardeur II II M. Cimino(EU, 1973, 115 min).		(Etats-Unis, 1948, N., v.o.,
	France 2		100 min). Ciné Ci
5	Le Carrosse d'or	2.35	Talons aiguilles 🗷 🔳

NOTRE CHOIX

démontrée. - A. S.

● 14.40 La Cinquième

La Cinquième rencontre...

MARDI 17 NOVEMBRE

Superphénix, chronique d'une mort annoncée

FALLATT-IL vraiment prendre le risque de construire un surgénérateur? Difficile de ne pas émettre de doutes sur la pertinence du choix de cette filière mai maîtrisée après avoir vu Les Surgénérateurs, un pari perdu ? Dans la perspective de l'arrêt et du démantèlement de Superphénix, le documentaire d'Yves Leers et Dominique Martin Ferrari - suivi d'un entretien avec Michèle Rivasi, fondatrice de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRII-Rad) - retrace les rares expériences européennes en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et au Kazakhstan.

Leur film n'échappe pas au parti pris tant le nucléaire est un thème passionnel. On est pour ou on est contre. Ici, le ton est résolument antinucléaire. Tous les points de vue sont exposés, mais on a beaucoup trop souvent entendu les deux principaux intervenants: d'un coté, Rémy Carle, l'ancien patron de Superphénix, enferré dans ses certitudes pro-nucléaires; de l'autre, Yves Lenoir, l'ingénieur qui a osé dénoncer les dangers et le secret de cette industrie. Au-delà de ce travers, le document est pédagogique lorsqu'il explique les diffi-cultés du démantèlement d'un surgénérateur à partir de l'expérience de Dounreay, en Ecosse, un équipement cinq fois moins important que Superphénix.

Et lorsque est exposée la situation de l'un des rares surgénérateurs encore en activité, celui d'Aktaou, au Kazakhstan, les choses deviennent carrément saisissantes. On sait que la sûreté à l'Est est loin d'être aux normes internationales. On reste pourtant médusé par la vétusté des installations et surtout par les risques encourus par le personnel en raison de l'importance de la radioactivité. Il faudrait «1 million de dollars pour l'entretien, on n'en a même pas la moitié », reconnaît le directeur de la centrale. Les investissements concernent les équipements et non le personnel, qui n'est pas payé depuis plusieurs semaines. Et que dire des déchets nucléaires, dont la gestion n'est pas jugée prioritaire. Faute de moyens, une partie des liquides radioactifs rejetés par la centrale n'est même plus traitée.

Dominique Gallois

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

13.55 Les Feux de Pamour. 14.45 Arabesque 15.40 La koi est la loi.

16.35 Sunset Beach. 17.35 Beverly Hills. 18.30 Exclusif 19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Météo. 20.55 P.R.O.F.S. M 22.45 Perry Mason. Les Dames de co Téléfilm. Christian I. Nyby II. 0.25 Le docteur mène l'enquête. Du grabuse au dispensaire. 1.10 TF 1 mit, Météo.

FRANCE 2 13.50 Demick. 14.55 Soko. 15.45 Tiercé. 16.00 La Chance aux chansons. 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 et 22.50 Un livre, des livres. 17.20 Hartley, cœurs à vif. 18.10 Priends. 18.45 Cap des Pins. 19.10 1 000 enfants vers Pan 2000.

19.50 et 0.39 L'Euro, Au nom du sport. 19.56 Météo, Journal 20,36 La Route du rhum. Météo. 20.55 Le Canardeur II II Film. Michael Cimino. 22.55 Bonche à oreille. 23.00 Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Article 8. Droit à un juge. 23.05 Place de la République.

1.05 Le Cercle. Moi je. FRANCE 3 13.25 Parole d'Expert.

14.20 Les Craquan 14.48 Le Magazine du Sénat. 14.58 Questions au goovernement. 16.65 C'est clair pour tout le monde 16.40 Les Miniker 17.45 Le Rouij. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.53 L'Euro, mode d'emploi. 18.55 19-20 de l'information, Météo.

20.05 Le Kadox. 20.40 Tout le sport. 26.45 Voile. La Route du Rhum. 20.55 Hors série. Le doute et l'espérance. 22.35 Météo, Soir 3. 23.05 Science 3. 0.05 Magazine olympique.

0.30 Strip-tease. 1.25 Saga-cités. Pollus d'ailleurs.

CANAL+

► En clair jusqu'à 13.35 13.35 Turbulences à 30 000 pleds. Film. Robert Butler. 15.15 Jeunes en prison. 16.20 Surprises. 16.40 L'Enfer blanc. Film. Charles Haid. ► En clair jusqu'à 20.40 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.40 Jack ■ Film. Francis Ford Coppola. 22.30 Le Porteur de cercueil
Film. Matt Reeves (v.o.).
0.05 Salammbô. Film. Sergio Grieco.

1.40 Y'en a marre! Relax. 1.55 Mattvais sang # Film. Leos Carax.

LA CINQUIEME/ARTE

13.40 Les Sectes, mens et idéaux. [5/5]. 14.35 La Cinquième rencontre... Santé et sciences. 14.40 Les Surgènérateurs, un pari perdu 7 15.35 Entretien avec Michèle Rivasi.

16.00 Modes de vie, modes d'emploi 16.30-Les Dessons de la Terre. 17.00 Cellulo. 17.30 100 % question.

17.55 Chasseurs de baleines. 18.20 Météo. 19.00 Archimède.

19.45 Météo, Arte info. 20.15 Reportage. Le Business des épaves. 20.45 La Vie en face, issue de secours. Documentaire Cathie Dambel.

21.30 Comedia. Le théame a Hambourg. After Play. Pièce d'Anna Meara, en allemand sous-titré en français. 23.00 Hambourg, le théatre dans la ville.

0.30 Fraise et chocolat ■
Film. Juan Carlos Tabio
et Tomas Gutierrez Alea (v.o.).

M 6

13.35 La Mort en vente libre. Téléfilm. John David Coles. 15.15 Les Routes du paradis. 16.10 Boulevard des clips. 17.20 M 6 Kid. 18.00 Highlan 19.00 FX, effets spéciaux, la série. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.35 La Famille Tonvabien. 20.40 Décrochage info, 20.50 Le Grand Chef. Film. Herri Verneuil. 23.05 Rage. Téléfilm. Joseph Merhi.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux. 20.02 Les Chemins de la musique. [2/5]. 20.30 Agora. Annie Jourdan (Napoléon. Héros. imperator, mécèné). 21.00 Poésie studio. Claude Michel Clury, Olivier Barbarant. 22.10 Marryais genres.
Dan Simmons (L'Eveil d'Endymion) 23.00 Nuits magnétiques. Les hommes et leur mère [1/3].

0.05 Du jour au lendemain. Conne Enaudeau (La-bas comme ici)

FRANCE-MUSIQUE 18.06 Scène ouverte, découvertes. Jonathan Gilad, piano. Œuvres de Mozart, Schubert, Prokofiev.

19.00 jazz, suivez le thème. Fil Remember April. 19.40 Prélude. 20.00 Prages bartoques. Concert donné par l'Ersemble Vocal Sagittarius, dir. Michel Laplénie. Cluvres de Lejeune, Sweelinck, Vallet.

22.30 Mussique pluriel. Ceuvres de Sandred, Castaneda, Malec.

23.07 Le Dialogue des muses. Invités : Michel Bouvard et Denis Raisin-Dadre.

RADIO-CLASSIQUE

The Stratement A M. Den par ses multiples sont

Service 12 and 12 case uses

1100317 . 4151011E

1

GUIDE TÉLÉVISION

	GUIDE TELEVISION
- 1 AP	MAGAZINES
	18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Roger Hanin, David La Forge, NTM. Canal +
	19.10 Le Rendez-vous. Invitée : Edith Cresson. LCI
	20.00 Envoyé spécial. La bataille de Paris. Drogue : la guerre de l'Amérique. Mai de dos, mai de l'époque. TV S
	26.00 20h Paris Première. Invité : Guy Bedos. Paris Première
	20.55 Ca se discute jour après jour. Les enfants obèses. France 2
	23.25 Mots croisés. Comment payer nos retraites ? Invités: Marc Blondel, Alain Madelin, Michel Rocard. France 2
	DOCUMENTAIRES
	19 00 La Grand Clacier d'Alexach

22.55 Otages du soleil. [1/3] Fuel Rations. 19.00 Le Grand Glacier d'Aletsch. Arte SPORTS EN DIRECT 19.00 Voyage au cœur du règne animal. Amboseli, le royaume des éléphants. Odyssée 19.55 Rugby à XIII. Championnat de France. Villeneuve - Toulouse. 19.30 Tortelier Masterclass. 20.40 Route du Rhum 1998. 23.30 Tennis. Masters féminin de New York. MUSIQUE

	Le concerso de Elgar.	Muzzik
19.40	L'Alambic.	Planète
19.45	La Cité des dauphins.	Odvssée
20.00	Trente ans d'Histoire, la G	rande
	Guerre. (3/3). D'une guerre' totale à une paix Illusoire.	Histoire
20.15	Le Télégramme de Riegne	C Arte
20.15	Global Family VIII. Les oise des Gorges du diable.	aux Odyssée
20.30	Cités et merveilles. St Geor	ge. Téva
	L'Iran, du foot	
	et des affaires.	Planète

	Sorrée Opéra de Lyon. L'Etoile. Opéra-bouffe de Che Enregistré à l'opéra de Lyon. N scène. Louis Erio et Alain Mara forchestre de l'opéra de Lyon, dir. John Eliot Gardiner.	Muc ibrie: lise o trat.
	Solistes: Colette Alliot-Lugaz, Ghylaine Raphanel	Mus

•				
10 20	Vancas	City III	_	
	115min)		itats-Unis, Fai traé i tats-Unis,	Cinéstar 2
	120 min Atı-deli	đu Mi		Histoire

19.50 Arctique. [3/13].

20.05 Mon ami Fred.

20.45 La Vie en face.

21.00 Jacques Derrida.

22.00 Corpus Christi.
[3/12]. Temple.

22.35 L'Alambic.

21.30 Voitures de légende. [1/6]. La Facel Vega.

21.35 Histoire de l'aviation. [2/7]. Le temps des escadrilles 1910-1918.

22.20 La Cité des dauphins.

22.45 İsračl. Jérusalem et sa déchirure. 23.00 Comedia. Hambourg, le théatre dans la ville.

23.00 Méditerranée. [6/12].

et des affaires.

0.40 L'Histoire de l'Italie

au XX siècle. [7/42].

23.30 L'Iran, du foot

23.20 Histoire de la BD. [7/13]. Love ls All You Need.

20.15 Le Business des épaves.

20.20 Les Dangers de la mer. [11/13]. Dangers imaginaires 20.35 Des filles comme nous.

20.45 Voyage au coeur du règne

animal. Amboseil, le royaume des éléphants.

21.30 Le Fleuve Jaume. Le berceau de la civilisation. Odyssée

19.30 Musique pour tous. Trois extraits de l'Estro Armonico, de Vivaldi ; Suite nº 2 en si bémoi de Bach. Mezzo 19.30 Faudel au Festival Musiques métisses d'Angoulême. Muzzik

21.00 Music from the Northern Lands. Music from the Northern Lanos.
Awec Les Ardwyn Singers. Par
P'Orchestre Symphonique de la BBC,
les chœurs de la BBC et le chœur
polyphonique de Cardiff, dir. Andrew
Davis. Ceuvres de Borodine,
Chostakovitch, Sibelius.
Muzzi 21.40 Le Sacre du printemps, de Stravinsky, Par L'Orchestre symphonique du Bayerischer Rundfunk, dir. Seiji Ozawa.

23.15 Mendelssohn musique de chambre. Avec Vladimir Stoupel, piano. Par le Quatuor Gewandhaus.

THEÂTRE 21.30 Comedia : le théâtre à Hambourg. After Play: D'Anna Meara, Mise en scène. Hans-Christoph Blumenhera

TÉLÉFILMS	
18.30 Les Maîtres du pain. Hervé Basié [2/3].	Tév
21.25 L'Homme de la maison. Pierre Lary.	RTBF
22.40 Silhouette. Carl Schenkel	13 ^{km} Ru
23.05 Rage_ jos:ph Merhi.	M

SPORTS EN DIRECT	SERGES!
17.00 et 23.30 Tennis. Masters féminin	17.00 Drôles de dames.
de New York, Eurosport	Ché du bateau. RTBF 1
17.30 Hockey sur glace.	17.20 Hartley, coeurs à vif. France 2
Ligue européenne. Metallurg	18.00 Highlander.
Magnitogorsk - Grenoble. AB Sport	Course contre la montre. M 6
19.55 Football.	79.20 Equalizer.
D2: Troyes - Wasquehal. Eurosport.	Chantage à la vidéo. 13 ^{tem} Rue
20.45 Route du Rhum 1998. France 3 22.00 Boxe. Polds Mi-lourds.	20.40 Murder One, l'affaire Jessica. Chapitres XIX et XX. Série Club
Lee Manuel Osio - William Krijnen. A Vigo (Espagne). Eurosport	20.55 La Vie à cinq. Le marathon de dance, Baker d'adieu. Téva

23.10 Buffy contre les vampires.
Série Cub

23.35 Millennium. La nuit du siècle. TSR

23.45 Star Trek, Deep Space Nine. Babel (v.o.). Canal Jimmy

0.40 Médecias de nuit.

1.35 The New Statesman. Le bonheur est un flingt

22.00 Boxe. Polds Mi-lourds. Lee Manuel Osio - William Krijnen. A Vigo (Espagne). Eurosport	Chapitres XIX et XX. Série Club 20.55 La Vie à cinq. Le marathon de danse. Baiser d'adieu. Téva
MUSIQUE A STATE	22.10 Les Rois maudits. [4/6]. Festival
18.00 Jazz à Antibes 1990. Avec Claude Luter, Yannick Singery, Daniel Barda, Michel Marcheteau, Bernard Laye.	22.25 Spawn. Death Blow. Canal Jimmy 22.45 Perry Mason. Les Dames de cœur. TF 1 22.55 Star Trek, la nouvelle génération. Hiérarchie (v.o.). Canal Jimmy
lément daté dimanche-kundi, les programmes	23.00 La Loi de Los Angeles. Illicites. L'inceste. Téva

Planète

Odyssée

Histoire

Planète

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

de l'émission (mm, userma, ser de l'émission (mm, userma, ser

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

Ton peut voir.

The E Ne pas manquer.

The E Chef-d'œuvre ou classiques

Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

France 3

Le Monde

Un contemporain

par Pierre Georges

ELECTIONS, piège à clichetons! Enfin, il est revenu. Et le charme opère comme d'un acteur qui se serait fait trop rare. Dany le Rouge, le Vert, ou tout ce que l'on voudra dans l'avalanche commode des qualificatifs de convention, Daniel Cohn-Bendit est de retour. Et d'entrée, ce retour s'annonce explosif, de nature à dynamiter le conventionnel rite politique du pays.

Mais qu'a donc ce type que cachent si bien les autres? Du bagout, de la malice, de la vivacité d'esprit, de l'intelligence à revendre dans la prodigieuse efferd'un esprit touche-à-tout ? Peut-être bien en effet. Une présence aussi, celle de l'acteur souvent, du camelot aussi, d'un comédien du siècle, totalement dans son siècle.

Daniel Cohn-Bendit est de retour. Et voici un fait qui nous arrange drólement pour enfin mettre un terme aux tourments familiaux. Notre mémoire générationnelle commençait sérieusement à prendre de la gîte, moquée par une progéniture ingrate et lassée, à juste titre, des rhumatismes soixante-huitards. On avait beau dire, beau faire, les célébrations anniversaires récentes l'ont montré, nous n'arrivions plus à justifier un passé, une pseudo-révolution, notre jeunesse. C'est cela papy, va yoyoter dans le bac à Gay-Lussac! Et mets une laine!

Pour toutes les moqueries, pour toutes les avanies subles, ne laissant d'autre choix qu'entre le reniement, le cynisme, la course au pouvoir ou le gâtisme babacool, il fallait bien qu'un jour sonne l'heure de la revanche. Ou'enfin vienne le moment où, si l'on voulait bien admettre s'être trompé sur tout, avec constance,

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant Les partisans du prix unique du

livre viennent de marquer un

point : dans une lettre aux mi-nistres de la culture des Quinze,

Marcelino Oreja, commissaire eu-

ropéen responsable de la politique

culturelle, et Karel Van Miert, son

collègue chargé de la concurrence, confirment qu'ils n'ont l'intention

de mettre en cause ni les accords

contractuels conclus dans certains

Etats membres (Italie, Danemark),

ni les dispositions législatives, telle

la loi « Lang » ou ses équivalents.

Cette assurance intervient à la

veille de la réunion des ministres

de la culture, le 17 novembre à

Bruxelles, où ce point figure à l'ordre du jour. L'inquiétude était

née en France et dans les autres

pays favorables au prix fixe, après

que M. Van Miert, réagissant à des

plaintes de distributeurs, eut mis

en cause un certain nombre d'ac-

cords transnationaux conclus entre

éditeurs et libraires de « zones lin-

Les griefs de la Commission por-

taient sur les atteintes possibles

aux échanges (entre l'Allemagne et

l'Autriche, ainsi qu'entre les Pays-Bas et la Belgique) qui pouvaient

Faible participation

à la Fête du livre du FN

Cette réhabilitation-là est en marche : en tout cas, on ne s'était

pas trompé sur un personnage l Daniel Cohn-Bendit est vivant Alive, dirait-on, en rigolant doucement. Et il l'est tellement qu'on imagine volontiers, à l'avoir vu l'écran gris fin de siècle de nos téléviseurs, que plus un politique, un peu expert, un peu sensé, ne poil de sec. Surtout à gauche.

Rouge, il fut. Vert, il débarque. Comme neuf! Tout autre et le

Capable de conjuguer le passé au futur. C'est une force, cela: avoir pris de la bouteille et, en même temps, pas une ride dans la tête. En observant le numéro télévisuel, - car c'en fut un aussi avec les cabotinages, embrassons-nous Verteville, de la bête écologiste à deux têtes, Dany et Dominique -, en les regardant, un peu comme au spectacle, on a cherché à comprendre ce qui faisait le charme du revenant.

En fait, c'est simple et redoutable : il est contemporain, Daniel Cohn-Bendit. Il pade contemporain. Il pense contemporain. Il vit contemporain. Il respire contemporain. Il s'exprime dans une langue de son temps, sur les probièmes de son temps, avec les mots et les idées de son temps. On comprend ce qu'il dit. Et il dit ce qu'il veut, sans précautions ni circonlocutions.

On peut être d'accord, pas yraiment d'accord, pas d'accord du tout. Il est intelligible, clair, provocateur et séduisant. Une bête de scène politique en somme. Voilà pour la forme. Reste à savoir, maintenant, l'effet produit sur le fond. Les Verts voulaient une tête de liste médiatique; Ils Pont. Avec tous les avantages et

résulter de ces arrangements. M. Van Miert avait beau affirmer

(Le Monde du 1ª juillet) qu'il

n'avait pas l'intention de s'atta-

quer aux systèmes nationaux, son

scepticisme à l'égard du prix fixe

faisait craindre qu'il ne cherche à imposer une dérégulation.

Le conseil des ministres avait de-

mandé à la Commission une étude

sur les systèmes de prix fixes.

Celle-ci, réalisée par un consultant

indépendant, n'est apparemment

guère concluante, trouvant vertus

et inconvénients aux différents ré-

gimes. Cependant, la Commission

a estimé que ce secteur sensible,

vecteur de la création, ne pouvait

être soumis à des règles de concur-

rence s'appliquant mécanique-

La lettre précise que les systèmes

nationaux de prix ne seront globa-

lement pas mis en cause. Quant aux accords transnationaux, la

Commission fait un geste dans le

sens des préoccupations du nou-

veau ministre allemand de la

examinera avec un préjugé favo-

rable, à condition que leur objectif

Philippe Lemaître

culturel apparaisse clairement.

Bruxelles accepte

le prix unique du livre

Le nouveau plan de relance japonais est accueilli avec scepticisme

Tokyo va injecter 1 000 milliards de francs dans l'économie pour sortir de la récession

de notre correspondant Le gouvernement Obuchi a voulu frapper fort et montrer qu'il respecte son engagement de sortir le Japon du marasme économique. Le programme d'urgence d'action économique, approuvé lundi 16 novembre, se chiffre à la somme impressionnante de

23 900 milliards de yens (plus de 1 000 milliards de francs). C'est, par le montant des dépenses engagées, le plus important des plans de relance adoptés par le Japon depuis qu'il est entré en récession (le dernier plan record mis en œuvre en avril se chiffrait à 16 000 milliards de yens). Selon l'agence de planification,

ce programme d'urgence devrait se traduire par des dépenses publiques nouvelles de 14 000 milliards de yens (8 000 milliards en travaux d'infrastructures et 6 000 milliards de crédits par les institutions financières publiques aux entreprises) et par des réductions d'impôts sur le revenu et sur les sociétés pour 7 000 milliards. Le plan de stimulation de l'écono-

mie devrait permettre au Japon d'atteindre un taux de croissance de 1 % au cours de l'année fiscale 1999 (qui commence en mars). après deux années de décroissance. Selon le ministre du commerce international et de l'industrie (Miti), Kaoru Yosano, la demande privée devrait prendre le relais de la demande publique dès

lement à partir du 27 novembre, comporte plusieurs séries de mesures destinées d'abord à stabiliser le système financier et à remédier à la contraction du crédit qui étrangle les petites et moyennes entreprises, ensuite à développer les infrastructures économiques et sociales, enfin, à lutter contre le chômage ; 1 000 milliards de yens seront consacrés à un fonds encourageant les entreprises à embaucher des salariés en fin de carrière ayant perdu leur emploi qui devrait permettre de créer un mil-

Le plan, qui sera soumis au Par-

Les réductions d'impôts sur les revenus et sur les sociétés seront inscrites dans le projet de loi de finances pour l'année fiscale 1999. Le premier ministre a aussi confirmé le gel des dispositions de la loi de novembre 1997 relative à la discipline budgétaire.

Le plan comporte une assistance de 1000 milliards de yens aux pays d'Asie en difficulté. M. Obuchi a déclaré qu'il entendait, par ailleurs, mettre en œuvre un fonds d'aide de 30 milliards de dollars (168 milliards de francs). Baptisé « initiative Miyazawa » ce fonds a été proposé en octobre à Washington par le ministre des fi-

MANOUE D'ORIGINALITÉ L'optimisme du gouvernement est tempéré par ceux qui estiment que, en dépit de l'effort sans précédent consenti, les mesures annoncées manquent d'originalité et ne sont pas de nature à redonner confiance aux investisseurs ou aux consommateurs. Une partie des dépenses semble en effet simplement recyclée de plans précédents et les réductions d'impôts figuraient déià dans le plan d'avril

L'abaissement de la taxe à la valeur ajoutée, réclamée par l'opposition et les milieux d'affaires, ne figure pas dans le nouveau plan. En revanche, la distribution de bons d'achats a été retenue, mais, devant le tollé suscité par ce projet concocté par le parti Komei et endossé par le parti gouverne-mental, il a été décidé de limite les bénéficiaires aux familles ayant des enfants de moins de 15 ans et aux personnes âgées de plus de 65 ans. Trente-cinq millions de Japonais (sur 128 millions) bénéficieront de cette allocation à la consommation sous forme de vingt « coupons du pays natal » d'une valeur de 1 000 yens (50 francs) et d'une validité de six

L'opération, d'un coût de 700 millards de yens « n'oura oucun impact », écrit le quotidien Asahi Shimbun, La Bourse de Tokyo a terminé lundi en hausse de 1,1 %, les investisseurs réservant un accueil des plus tièdes au plat du gouvernement.

Philippe Pons

94% des chefs d'entreprise ont une bonne opinion de HEC*...

...c'est 5 points de plus qu'en 1996.

Tall ab noming sciences see and or exercise common de HSC.

Une tree bonne opinion Une asser bonne opinion Une assez mauvaise apinion Une tres mauvaise opinion Ne se prononce pos

Parma les éccles de porquerce que vous compresez, toquelle vous parait.

Assurer le meilleur niveau de solaire à ses diplôns Le mieux assurer un emploi homediat a ses diplomas La plus internationale

Lu 1996. 72% des chefs d'entreprise consideraient HEC comme l'école la plus renommée. En 1998, ils sont 81%.

Une note globale de 8/10 pour HEC. classee N Leontre 6,8 en moyenne pour les autres écoles.

d'après l'étude réalisée par l'Institut Louis Harris en septembre dernier auprès



Et ce n'est pas un hasard.

Depuis 2 ans, les professeurs du Groupe HEC out public plus de 75 articles scientifiques dans les meilleures revues internationales et présenté plus de 200 communications dans des colloques internationaux, Grace aux efforts de recrutement a l'international et aux 80 accords avec les meilleures. Business Schools et Universités du monde, 25 % des étudiants et des dirigeants en formation sont étrangers, représentant 49 natioualites. Avec 2000 offres d'emploi. recues cette année. 50 % des eleres sont places avant la sortie de l'ecole et plus de 20 % debutent a Petranger pour leur premier. emploi thors CSMI.

de 304 chefs d'entreprise en France



La réussite, ça se travaille



Tirage du Monde dațe dimanche 15-fundi 16 novembre 1996 : 574 184 exemplaires

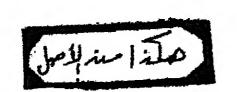
COMME l'an dernier, la Fête de la liberté du livre, organisée du 13 au

15 novembre en centre-ville par la majorité Front national de la municipa-

lité, s'est déroulée à Toulon en même temps que la Fête des livres en toute liberté, initiative du consell général, installée au port de commerce. « Là-

bas, c'est la fête des livres qu'on trouve partout ; ici, c'est la fête des livres qu'on trouve nulle part. » Cette phrase, lancée par Jean-Marie Le Cheval-ller, maire (FN) de Toulon, lors de l'inauguration de sa manifestation, aurait suffi à la résumer de façon lapidaire. La faible participation donnait à l'ensemble une ambiance de kermesse triste. Olivier Le Jeune animait un

jeu pour quelques participants, un curé en soutane et de nombreuses chaises vides. A l'autre extrémité de la ville, l'autre fête, malgré une certaine grogne des libraires se plaignant d'être marginalisés par les organisateurs de la manifestation, a connu le même succès que celle de l'an dernier avec une fréquentation de plus de cinquante mille personnes. - (Corresp.)



revient à Bagdac

Sans-papiers dédramatisél

L'Unscom

- Le revirement

Thomson-CSF:

la facture sociale RESTRUCTED TO THE CERTUS ONG THE PARTY



des baleines de Zelarde Resta

hecatomos constant de lett 4 2018 - 2019 - To 199 les projets

munchin de l'agricui the proce as storice du ficher control lettings and oun et de la réforme de : 720 banques russes

la fin do moratione de o is le gomernement rosse la the la physical (1970) and the Alls bancarres en salvas i y

Des transports

tanspyrénéens

of se buebour files

are edia le Royaum

JAEGEI

54 1 A 4 4 1 . 23